

1550

DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 12240 - 6 F

DIMANCHE 3 - LUNDI 4 JUIN 1984

5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09 - Tél. : 246-72-23

M. Reagan exalte la force et l'unité de l'alliance atlantique

Dans un entretien avec « le Monde » le président des Etats-Unis affirme que son objectif, s'il est réélu sera de convaincre l'URSS d'ouvrir des négociations

Le président Reagan, qui a quitté Washington pour l'Irlande vendredi 1^{er} juin, puis doit assister le 6 aux cérémonies commémorant le débarquement allié de 1944 en Normandie, avant de prendre part au sommet des sept pays occidentaux les plus industrialisés, de 7 à 9 juin à Londres, a accordé un entretien à sept journalistes représentant le Monde, The Times de Londres, Die Welt (Allemagne fédérale), Il Tempo (Italie), l'Agence de presse Kyodo News Service (Japon), le Toronto Globe and Mail (Canada) et l'Irish Press (Irlande).

« Des images » présent sur l'ouverture du sommet économique de Londres. L'un d'entre eux est la crise provoquée par l'endettement international. Une solution à long terme concertée est-elle possible ? Que peuvent faire les Etats-Unis pour maintenir la confiance dans leur système bancaire ?

Le programme en cinq points sur lequel nous nous étions tous mis d'accord au cours du sommet de l'année dernière à Williamsburg, a bien fonctionné. Je suis sûr qu'il y a ici et là un mécontentement chez certains, mais je crois que dans la mesure où cela fonctionne, et fonctionne au cas par cas, nous devrions poursuivre sur cette voie. Ce que nous pouvons faire de mieux pour contribuer maintenant à aider (les nations endettées) est de consolider et, si possible, de renforcer la reprise actuelle.

Vous avez déclaré ces derniers jours que le monde se sentait un peu plus en sécurité en raison du renforcement de la position de l'Amérique dans le domaine des armes stratégiques et conventionnelles. Pensez-vous que le monde puisse se sentir un peu plus en sécurité pour une longue période en l'absence d'un accord avec l'Union soviétique limitant le niveau des armes nucléaires ?

Notre but ultime, bien sûr, est de voir l'URSS revenir à la table de négociations et se joindre à nous, pas seulement pour une limitation du type SALT, qui consistait uniquement à poser des règles à la course aux armements dans la mesure où la limitation ne portait que sur le nombre d'armes supplémentaires que l'on pouvait continuer à développer. Depuis la signature du traité SALT, l'Union soviétique a ajouté 3 950 têtes nucléaires à son arsenal. Au cours des dernières décennies, les Etats-Unis ont déployé de nombreuses armes nucléaires de dernière génération, nous avons procédé à un désarmement mutuel avec l'URSS, ce qui nous a permis de réduire notre stock de missiles à un niveau qui, si nous sommes honnêtes, elle ferait de même et réduirait le niveau de son propre armement. Elle ne l'a pas fait. Les Soviétiques se sont engagés dans le plus massif programme militaire que le monde ait jamais vu.

La raison pour laquelle je crois qu'il y a plus de sécurité aujourd'hui tient au redressement que nous avons opéré du point de vue de notre force militaire... à la force de l'alliance atlantique et à l'unité que

nous avons assurée. L'alliance a résisté à toute cette propagande des Soviétiques sur le déploiement des missiles à portée intermédiaire, et leurs efforts pour nous diviser ont échoué. A ce propos, je voudrais attirer votre attention sur un article récemment publié dans l'Economist et intitulé « L'hibernation de mai ». C'est une idée qui ne m'était pas venue mais qui me paraît très sensée. L'auteur de cet article dit qu'ils n'ont aucune réponse à dossier actuellement et que, en conséquence, ils font seulement le gros dos et « hibernent » en attendant d'avoir trouvé une réponse. Il est sûr qu'ils sont malheureux. Disons que s'ils sont malheureux, c'est parce qu'ils n'ont plus la voie libre comme ils l'avaient il y a peu de temps encore.

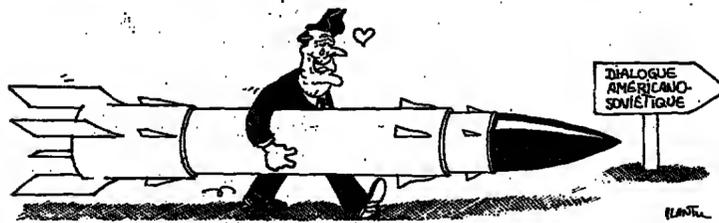
On peut considérer que les Etats-Unis et l'Union soviétique ont un intérêt commun à réduire l'actuelle crise du Golfe. Partagez-vous cette opinion, et si c'est le cas, envisageriez-vous d'utiliser cette crise comme une occasion de rouvrir le dialogue américano-soviétique ?

Je ne crois pas que cela s'y prête. Nous avons toujours des contacts avec l'Union soviétique. Nous avons continué à négocier avec elle sur des problèmes autres que la réduction des armements, des questions qui la préoccupent et sur lesquelles certains progrès ont été faits. Ce faisant, nous avons montré très clairement que la porte était ouverte pour des négociations. Pour ce qui est du Golfe, aucun d'entre nous ne veut que la crise prenne les proportions d'un conflit majeur. Les nations du Golfe elles-mêmes n'ont

pas demandé d'autre aide que des armes supplémentaires pour leur propre défense - armes que nous avons fournies. Je considère que c'est là une voie raisonnable. Si les choses allaient plus loin, alors je pense que les grandes puissances, nous-mêmes et nos alliés, devraient se concerter. Car nos alliés seraient beaucoup à perdre si l'approvisionnement énergétique était interrompu.

Propos recueillis par BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 5.)



LES PROJETS DU PARIS-SAINT-GERMAIN

Le football coté en Bourse

Le ballon rond va-t-il faire son entrée à la Bourse de Paris ? Pourquoi pas. Le Tottenham Football Club figure bien depuis l'été dernier à la rubrique « loisir » du London Stock Exchange.

En l'occurrence, le célèbre club de football Paris-Saint-Germain (PSG), bien moins que lui, envisage très sérieusement cette possibilité en usant des facultés offertes par le second marché, si, bien sûr, le projet de loi instituant des sociétés à objet sportif (SOS) était adopté.

Le PSG a-t-il tant besoin d'argent ? Le problème ne se pose pas vraiment en ces termes. De l'argent, le PSG en a. Il est subventionné par la Ville de Paris (7,5 millions de francs), profite d'une détaxe de la municipalité (3,7 millions), des publicités de marques et de la fidélité des huit mille abonnés du Parc des Princes. RTL, aussi, lui apporte ses concours financiers. Quant à ses recettes elles augmentent rapidement, de 32 % pour la saison 1981-1982, de 75 % encore pour la saison 1982-1983 (65,6 millions de francs) et ont permis de dégager l'an dernier un bénéfice net de

4,66 millions de francs, dont le produit a servi à éponger une partie de la dette traînée depuis 1978 (10 millions de francs) maintenant réduite, dans la situation nette comptable, à 2,87 millions. Mais les dépenses s'accroissent à toute allure. Le fisc, surtout, a la main lourde (+ 78 % d'impôts durant l'exercice 1982-1983). Entre la taxe sur les spectacles (18 %), la taxe additionnelle (10 %), la taxe sur les salaires (entre 12 % et 13 %) et diverses redevances, le PSG est plus imposé qu'une entreprise. Ainsi en calcul marginal, le salaire net d'impôt perçu par un joueur n'est plus que de 5,60 F sur les 50 F bruts encaissés au guichet après la cascade des taxes et charges diverses, soit un rapport de 8,6 à 1. Or dans le monde du football, comme ailleurs, les miracles n'existent pas. Pour rester performant, continuer d'offrir de bons spectacles au public, le PSG doit former des équipes et s'assurer le concours de joueurs réputés.

ANDRÉ DESSOT.
(Lire la suite page 20.)

L'ÉQUIPEMENT DES HOPITAUX FRANÇAIS

Des ondes de choc pour détruire les calculs rénaux

Le ministre des affaires sociales vient d'autoriser l'installation de lithotripteur dans un centre hospitalier français (Hospices civils de Lyon). C'est le second appareil de ce type autorisé en France. Le premier, destiné à l'Assistance publique de Paris, sera prochainement installé à l'hôpital Necker-Enfants malades.

Lithotripteur ? Il s'agit d'un appareil révolutionnaire utilisant les ultrasons. Il permet la destruction à distance et sans douleur de la plupart des calculs rénaux.

Après repérage dans l'organisme de la position exacte du calcul, ce dernier devient la cible d'une série d'ondes de choc qui ont pour effet de transformer cette pierre ca salie fin, éliminée alors naturellement par le flot des urines. Cette méthode, non sanglante, ne demande que peu d'hospitalisation et n'implique aucune convalescence.

Une équipe médicale de Munich a récemment mis au point, en collaboration avec la société oest-allemande Dornier, un appareil très performant. Seul inconvénient : son coût estimé à 10 millions de francs. Un investissement rentable, estime pourtant les spécialistes, compte tenu de la fréquence croissante des calculs rénaux et du prix de la chirurgie traditionnelle (« le Monde de la Médecine » du 2 février 1983).

Au ministère des affaires sociales, on explique que, si les restrictions budgétaires doivent, aussi, s'appliquer aux hôpitaux, il convient, en revanche, de doter ceux-ci « des moyens techniques les plus modernes du monde ». Selon toute vraisemblance, d'autres lithotripteurs seront autorisés en France.

JEAN-YVES NAU.

Avec ce numéro
LE MONDE AUJOURD'HUI
(Sciences, médecine, formes et idées nouvelles)
La Normandie se souvient de juin 44

EUROMISSILES
Le « oui, mais » des Pays-Bas (Page 3)
AFGHANISTAN
Des soldats soviétiques parlent (Page 4)
PHILIPPINES
« Sauvetages » à la tronçonneuse (Page 11)
NICARAGUA
La visite-surprise de M. Shultz (Page 22)

Les nouveaux records de l'électronique japonaise

Après avoir augmenté leurs ventes de 16,50 % en un an les industriels nippons vont amplifier leur offensive

Tokyo. — Déjà sans équivalent, même aux Etats-Unis, le posséder des industries du secteur électrique et électronique au Japon s'est encore accentué au cours de l'année fiscale 1983 qui s'est achevée le 31 mars dernier. Et ce n'est pas fini. Tablant sur une forte demande dans l'informatique et l'audiovisuel grand public, l'Association des industries de l'électronique japonaise (AJET) prévoit une nouvelle et forte progression.

Cette association vient d'établir le bilan de l'année écoulée. Elle reconnaît s'être lourdement trompée dans ses pronostics, mais ne s'en plain pas. Elle avait envisagé une croissance de 6,5 %. En fait, le taux d'expansion a été proche du double : 16,5 % en valeur ; l'électronique a rapporté 55 milliards de dollars (440 milliards de francs), le moitié de cette somme provenant des exportations.

Dans la catégorie des produits destinés à l'industrie, le palme revient aux ordinateurs (près de 9 milliards de dollars, soit environ 72 milliards de francs) et aux pro-

De notre correspondant

duits périphériques (11 milliards de dollars, soit 88 milliards de francs) dont les progressions atteignent respectivement 20 % et 24 %.

Arrivent ensuite au classement les matériels audiovisuels grand public. La production de magnétoscopes, dont les Japonais conservent le quasi-monopole, a augmenté de 40 % en volume mais seulement de 17 % en valeur. La guerre des prix est passée par là. Les exportations ont augmenté d'environ 16 %. Les accords de limitation passés avec la CEE ont été compensés par une forte reprise de la demande aux Etats-Unis.

Groupés, l'affaire nipponne continue et s'amplifie également dans la catégorie des composants. Pour la première fois, les ventes de circuits intégrés ont dépassé l'an dernier 4 milliards de dollars (36,2 milliards de francs), progressant de 36 %. Leur production a doublé en trois ans. Les mémoires à soixante-quatre K-RAM (mémoires vives) sont

les plus demandées. La 256 K-RAM, d'une capacité de mémorisation quatre fois supérieure, fait des débuts prometteurs.

Pour faire face à la demande croissante de circuits intégrés et de semi-conducteurs (qu'on appelle le « pétrole » de l'informatique) afin de produire massivement en équipement et bâtiments nouveaux, au Japon et à l'étranger, soit 50 % de plus que l'an dernier. Ces dépenses sont très supérieures à celles engagées par les Américains, avec environ 2,3 milliards de dollars (18,4 milliards de francs), pourtant doublées d'une année sur l'autre.

Les exportations japonaises de circuits intégrés vers les Etats-Unis ont augmenté en 1983 de 50 %, atteignant environ 750 millions de dollars (6 milliards de francs). Elles devraient doubler cette année. Les importations d'éléments en provenance des Etats-Unis augmentent également fortement (près de 100 % en 1983), mais pas suffisamment pour empêcher l'alourdissement du déficit américain. L'excédent japonais est évalué pour l'an dernier à près de 320 millions de dollars (2,5 milliards de francs), comparé à 132 millions de dollars (1,1 milliard de francs) en 1982.

Ce tableau illustre la dynamique et, désormais, la quasi-primauté industrielle de l'électronique japonaise. Cependant, comme dans l'automobile, il montre la dépendance à l'égard des marchés extérieurs et l'importance d'un libre accès à ces marchés. Or on sait, ici encore, que les mêmes causes (concentration, compétitivité) ont tendance à provoquer les mêmes effets protectionnistes.

Aussi les fabricants japonais d'électronique se trouvent-ils de plus en plus contraints, par des partenaires dépressés, à accepter des « accords d'autolimitation » contrairement au libre-échange et à modifier leur stratégie d'exportations directes en multipliant les implantations d'unités de production au cœur même des grands marchés industrialisés. Cette internationalisation est surtout notable aux Etats-Unis et, pour la CEE, en Allemagne fédérale et en Grande-Bretagne.

R.-P. PARINGAUX.

AU JOUR LE JOUR

Chasseurs et gibier

Elle est ouverte. Pour de bon, officiellement, réglementairement et dans les formes, depuis zéro heure ce samedi 2 juin.

Quelques heures avant l'ouverture, ils n'étaient encore que douze fusils inscrits. Trois au quatre grands, et des tirailleurs optimistes. Douze comme les signes du zodiaque, comme les tables de la Loi, comme les tribus d'Israël et, bien sûr, comme les apôtres.

C'était trop beau. En avant-dernière heure, on en a vu arriver un treizième. Du coup, ils étaient treize à table... Heureusement, un quatorzième s'est présenté à la toute dernière heure.

Les voici donc définitivement quatorze pour l'ouverture française de la chasse aux voix européennes. Chacun espère un tableau à la mesure de ses ambitions ou au moins de ses moyens. Le gibier n'a qu'à bien se tenir.

Le plus beau de l'histoire, c'est qu'il ne manquera pas un lapin ni un pigeon pour se laisser tirer avec enthousiasme.

JACQUES CELLARD.

Dates

RENDEZ-VOUS

Dimanche 3 juin. - Belgique : Visite du Premier ministre ébénol. **Irlande** : Visite du président Reagan. **Lundi 4 juin.** - Visite officielle en France de M. Mariategui, premier ministre du Pérou. **CFR** : Visite du président du Costa-Rica. Manœuvres aériennes de l'OTAN. **Mardi 5 juin.** - **RF4** : Visite de M. Pieter Botha, premier ministre sud-africain. **Grande-Bretagne** : Rencontre Thatcher-Reagan. **Etats-Unis** : Primaires en Californie, en Virginie-Occidentale, au New-Jersey, au Nouveau-Mexique et au Dakota du Sud. **Proche-Orient** : Début d'un voyage de M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU. **Mercredi 6 juin.** - Normandie : Cérémonies marquant le quarantième anniversaire du débarquement. **Jeudi 7 juin.** - Normandie : Visite de M. Botha qui se rend ensuite en Belgique. **Grande-Bretagne** : Sommet des pays industrialisés. **Vendredi 8 juin.** - Autriche : Visite de M. Botha. **SPORTS** **Lundi 4 juin.** - Tennis : Internationaux de France à Roland-Garros (jusqu'au 11 juin). **Courte pédestre** : Paris-Bordeaux (jusqu'au 5). **Golf** : Masters de France à Biarritz (jusqu'au 9 juin). **Mercredi 6 juin.** - Marche : Départ de Paris-Colmar. **Vendredi 8 juin.** - **Matocyclisme** : Grand Prix de France au Castellet (jusqu'au 10). **Samedi 9 juin.** - **Sports équestres** : CSI de Reims (jusqu'au 11).

LES TARIFS DU MONDE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA; Maroc, 8 dr.; Tunisie, 500 m.; Allemagne, 2,50 DM; Espagne, 20 pes.; Belgique, 35 fr.; Canada, 1,50 \$; Côte d'Ivoire, 400 F CFA; Danemark, 200 kr.; Espagne, 150 pes.; E.-U., 110 \$; Grèce, 100 dr.; Italie, 1.000 L.; Liban, 475 P.; Libye, 0,250 DL; Luxembourg, 25 F.; Norvège, 10,00 kr.; Pays-Bas, 2,50 fl.; Portugal, 100 esc.; Singapour, 400 F CFA; Suède, 3,00 kr.; Suisse, 1,70 F.; Yougoslavie, 100 din.

S. RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
TÉLÉPHONE 49572 F
C.C.P. 4287 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Saussaies
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 665 F 839 F 1 088 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F

ÉTRANGER
(par mandat)

I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 685 F 979 F 1 248 F

II. - SUISSE, TUNISIE
454 F 830 F 1 197 F 1 538 F

Par voie aérienne
L'envoi sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formaliser leur demande sur feuille au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Bonnier-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du Monde
5, r. des Saussaies
PARIS-IXE

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

IL Y A DIX ANS MOURAIT MESSALI HADJ

L'homme qui inventa le drapeau algérien

6 juin 1974. En cette fin d'après-midi du début grésillant de l'été algérien, un avion venant de Marseille atterrit près d'Oran. Il transporte un cercueil qui semble intéresser particulièrement la police et la douane de la capitale de l'Ouest algérien. Les formalités, qui s'étaient d'abord déroulées sans accroc, pèsent. On cherche ou on fait mine de chercher quelqu'un : le responsable du service sanitaire dont le tampon est nécessaire pour que le convoi funéraire puisse se mettre en marche.

Lorsqu'on dénichera le fonctionnaire distrait, il sera presque 11 heures du soir. En Algérie, les braves gens dorment depuis longtemps à ce moment-là. Le fourgon pourra donc rouler sans être remarqué jusqu'à Tlemcen, au sud d'Oran. Il s'arrêtera à près de 1 heure du matin devant une maison pleine de monde de « la ville la plus civilisée d'Algérie », une demeure privée, n'attirant l'attention que par le drapeau algérien ornant sa façade : vert et blanc frappé en rouge du croissant et de l'étoile islamiques.

Seuls quelques initiés savaient que le cercueil que l'on débarquait sur la pointe des pieds contenait la dépouille de Messali Hadj, né à Tlemcen en 1898 et décédé le 3 juin 1974, dans sa terre d'exil française qu'il n'avait plus quittée depuis 1952 (sauf pour un voyage au Maroc, en 1969) ; Messali Hadj, « père du nationalisme algérien », jusqu'à être l'inventeur du drapeau vert, blanc, rouge dont le premier exemplaire avait été cousu, près d'un demi-siècle auparavant, par sa femme, Emilie, fille d'un ouvrier lorrain, rue du Repos, dans le vingtième arrondissement parisien.

Dix ans après l'enterrement, auquel assistèrent, dans le grand cimetière musulman de Tlemcen, plusieurs milliers d'Algériens, jeunes et vieux, que n'avait prévenus aucun avis de décès (les autorités s'y étaient opposées), peu nombreux sont ceux qui savent, en dehors de quelques spécialistes ou d'étudiants en quête de sujets de thèse un peu sulfureux, ce que fut la carrière mouvementée de cet homme ; de ce géant harbu et souriant qui donna longtemps les populations d'Algérie le nom de « Messali l'Onon », jaloux de son exil, avec son éternel feu amarante, ses babouches jaunes et ses burnous de laine noire ou blanche. En Algérie, hormis de rares travaux historiques généraux, comme ceux du professeur Mahfoud Kaddache ou quelques chargés de cours courageux osant évoquer, en quelques mots, le rôle de Messali lorsqu'ils sont à peu près sûrs de n'être écoutés que par des étudiants, on apprend aux écoliers l'histoire de la marche du pays vers l'indépendance, sans même, paraît-il, prononcer le nom du patriarche nationaliste...

Messali ou Messali

D'où vient cet ostracisme persistant alors que bien des passions sont retombées, au point qu'en France ou en Algérie se rencontrent aujourd'hui d'anciens acteurs de la guerre d'indépendance ? Et d'abord d'où venait Messali Hadj ?

Laissons parler son principal biographe, un jeune universitaire français, Benjamin Stora (1), né lui-même en Algérie en 1950, au sein de la communauté juive constantinoise : « Les parents de Messali appartenaient à de vieilles familles de Tlemcen, d'origine coulougite, donc descendants de mariages contractés entre Turcs et Arabes venus d'Andalousie au seizième siècle. Né à Oujda, au Maroc, le père appartenait à la famille Messali. Il faisait vivre sa nombreuse famille (six enfants, dont quatre filles) du travail de la terre. Il possédait pour moitié un terrain qui était situé à Saf-Saf, à 6 kilomètres de Tlemcen et qui avait une superficie de 4 hectares environ. Un milieu, donc, de bonne souche selon les canons locaux, mais aux moyens très modestes. Et un premier mystère : Messali ou Messali ? Et pourquoi Hadj, titre presque de noblesse au temps où

l'accomplissement du pèlerinage à La Mecque n'était pas encore un « voyage organisé » ?

Messali devenu Messali est simplement une autre transcription française - cas fréquents pour les noms arabes : ainsi Mahmmet peut s'écrire Muhammad ou Mohamed - d'un patronyme rappelant qu'un ancêtre vint de Mossoul. Curieusement le nom de Mussolini se rattache à cette ville de Mésopotamie à travers le négoce de la... mousseline.

Quant à ce fameux titre de *hadj* (pèlerin), Messali ne le mérita qu'à partir de son voyage à La Mecque, en 1951, où, pourtant, selon Benjamin Stora, il alla surtout pour rencontrer l'émir Abdelkrim, chef déchu de l'insurrection rifaine au Maroc (1921-1926) et d'autres dirigeants nationalistes arabes auxquels il demanda des armes pour préparer un soulèvement en Algérie. Bien des années auparavant, le tribun nationaliste s'était paré de la sainte appellation plutôt que de se présenter sous sa simple identité d'Ahmed Messali, car il voulait se donner, auprès des masses musulmanes, un relief qu'il n'avait pas encore. La dimension politique que devait rapidement prendre le jeune chef nationaliste fait que même ses ennemis, par la suite, ne lui reprochèrent apparemment pas cette petite supercherie.

« Vive Mustapha Kémal ! »

Ce « Hadj » décoratif ainsi que son attachement aux vêtements traditionnels arabes et certaines de ses références coraniques ont souvent fait passer Messali pour un « vieux turban » réfractaire à des épousailles de l'islamisme avec son temps. En fait, il semble bien aujourd'hui qu'il fut au contraire l'un des premiers musulmans d'Afrique du Nord à croire en la nécessaire modernisation de la société islamique. Sinon quel besoin aurait-il eu, au printemps de 1921, de se faire arrêter à Tlemcen pour « tapage sur la voie publique » en manifestant, seul, devant un café où se rencontraient des officiers français, au cri de « Vive Mustapha Kémal ! » (2). Ce n'était pas la sauvegarde du califat islamique de Stamboul qui intéressait le jeune Tlemcenais, mais le visionnaire sorti de l'armée ottomane qui allait séculariser la Turquie par la force.

Quatre ans plus tard, après avoir été un temps nuvrié dans une manufacture textile de Paris, ville où il avait débarqué en 1923, Messali adhéra au Parti communiste français sans que l'athéisme déclaré de cette formation le fasse reculer. Dans ses *Mémoires* écrits en français (1898-1938), Messali reconnaît qu'un détenu par le PC était « indispensable » afin d'acquiescer à un savoir-faire de militant moderne.

Benjamin Stora estime que cette liaison provisoire allait jouer un rôle déterminant tout au long du cursus de Messali, dans la mesure où les communistes ne lui pardonnèrent jamais de les avoir lâchés pour tracer sans eux le sentier nationaliste. Le chercheur explique au moins en partie la lutte sans pitié que devaient mener par la suite contre les messalistes les militants du Front de libération nationale algérien (FLN) par l'influence du communisme sur certaines fractions de ce mouvement. Stora pense également que l'attitude négative - et décisive par son impact sur les milieux politiques parisiens - de l'intelligentsia française des années 1950-1960 à l'endroit de Messali (seuls les surréalistes, les anarchistes et les trotskistes le soutinrent alors) est due essentiellement au primat donné le marxisme bénéficiaire alors dans les cercles intellectuels de Paris. L'étiquette « fasciste » que le Parti communiste tenta un temps de coller sur Messali constitue sans doute encore de nos jours l'un des éléments diffus expliquant le long « purgatoire » de Messali Hadj.

L'historien Charles-Robert Ageron a mis en lumière (voir notamment le *Monde* daté

30 novembre-1^{er} décembre 1980) l'adroite manière que Messali et quelques autres nationalistes algériens surent employer pour dégrader progressivement de l'emprise marxiste-léniniste l'organisation nord-africaine anti-colonialiste connue depuis lors sous le nom d'Étoile nord-africaine et fondée en 1926 à Paris avec la bénédiction de Moscou. A vingt-huit ans, Messali en est le secrétaire général. Au congrès anti-impérialiste de Bruxelles, en 1927, il fait ses premiers pas déjà assurés devant un aéropage international comprenant de futurs hommes d'État du tiers-monde, comme Nehru ou Ho-Chi-Minh.

Un combat sanglant

Les messalistes ont toujours souligné que c'est au cours de ce congrès que fut lancée, pour la première fois en public, l'idée d'« indépendance algérienne ». C'est oublier que, dès 1919, l'émir Khaled, descendant d'Abd El Kader, le héros de la résistance algérienne à la conquête française sans Louis-Philippe, s'était adressé au président américain Wilson, lui demandant de faire désigner des représentants des musulmans algériens pour « décider du sort futur de l'Algérie sous l'égide de la Société des Nations ». L'idée de l'indépendance appartient sans doute, chronologiquement, à l'émir, mais le militantisme actif qui devait conduire à sa réalisation, après mille drames, et finalement sans les messalistes, semble bien appartenir au Hadj.

Dès 1928 Messali fut de ceux qui mirent en cause définitivement la tutelle communiste sur l'Étoile nord-africaine, tutelle ressentie finalement comme l'une des formes du colonialisme. La dissolution du mouvement nationaliste par les autorités françaises en novembre 1929 et alors qu'il comptait déjà approximativement 3 000 inscrits, en majorité des Algériens musulmans travaillant en France, empêcha peut-être l'affrontement direct entre Messali et ses « protecteurs » communistes français.

C'est sans programme que devaient reprendre les autres partis qu'il créait ensuite - la Glorieuse Étoile (1933-1935), l'Union nationale des musulmans nord-africains (1935-1937), le Parti populaire algérien (1937-1939), le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques, fondé en 1946 et dont

l'ultime mouture devait être, durant la guerre d'Algérie, le Mouvement nationaliste algérien (MNA) - et qui fut finalement celui qui réalisa le point de départ des troupes françaises d'Algérie, reprise des terres aux colons européens, érection des entreprises et des mines, etc.

Le combat féroce que FLN et MNA (plus de 10 000 assassinats, en majorité dans les rangs de ce dernier) se livrèrent de 1954 à 1962 devant les Français qui ne savaient trop comment s'y prendre, les uns pour profiter de ces rivalités, les autres pour les apaiser, apparaît maintenant particulièrement désolée. Faut-il en rendre responsable la superbe du chef historique qui refusait de passer la main ou même de collaborer avec les nationalistes de la nouvelle génération ? Faut-il incriminer les méthodes constamment violentes de ces derniers à l'égard des messalistes, pourtant leurs « frères » en idéal ? Faut-il aussi regretter que la France surtout sous de Gaulle (mais était-il encore temps ?), n'ait pas prêté plus d'attention au MNA au lieu d'essayer de le compromettre dans de vaines équipée anti-FLN dans les djebels algériens ? Les derniers fidèles de Messali, car il s'en trouve encore, en France en tout cas, vont répétant qu'avec

lui - l'Algérie aurait été tant aussi indépendante qu'aujourd'hui et même plus car la coopération avec les grands pays étrangers aurait été mieux équilibrée et, à l'intérieur, le pays aurait été une société plus libre, beaucoup moins mamlouk, puisque les israélites et les chrétiens auraient été les bienvenus comme citoyens algériens à part entière... Ce n'est pas si sûr quand on sait que Messali Hadj fut l'auteur du fameux slogan « La valise ou le cercueil » - slogan qu'il renia par la suite, il est vrai.

A la trappe...

On discutera sans doute encore longtemps pour savoir si Messali Hadj fut un « prophète fauché » (Jean Laoutrec) ou bien la victime d'ennemis sans scrupules. Il reste qu'il manqua l'heure de la lutte armée, puisque l'insurrection nationaliste de la Toussaint 1954 fut déclenchée sans ses partisans dans les gorges d'un oued des Aurès.

Rien ne justifie cependant la trappe dans laquelle un si éminent plongé Messali depuis sa disparition de la scène politique vers 1960 et où on le maintient depuis sa mort. C'est une sorte de déni de l'Histoire, d'autant moins compréhensible que deux de ses anciens détracteurs, le colonel Boumediène et l'ancien président Ben Bella ont rendu hommage à Messali. « Ce fut un nationaliste de premier ordre », déclara tout à trac Boumediène, un jour de 1967, tandis qu'Ahmed Ben Bella, après sa libération de prison en 1979, alla se recueillir non seulement sur la tombe de Messali à Tlemcen mais encore, dit-on, dans le village de Mérouza où, au plus fort de la guerre d'Algérie, le FLN avait massacré sans pitié quelque trois cents hommes et femmes réputés favorables à Messali Hadj.

Une certaine boucle est bouclée. Il reste toutefois le plus difficile : l'admission du Hadj dans les manuels d'histoire de l'Algérie.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.



(1) Il est notamment l'auteur d'un livre très riche, *Messali Hadj, 1898-1974*, Édit. du Sycomore, 1982, 299 p. Il a également contribué à la mise en forme des *Mémoires* de Messali (1898-1938), Édit. L'Asie, 1982, 319 p.

(2) *Mouvement socialiste maghrébin : travailleurs, militants, idéologues*. Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine de l'université de Nice, 1983.

UN TÉMOIGNAGE DE « CHEF HISTORIQUE » Les « Mémoires d'un combattant », d'Aït Ahmed

Les témoignages et les souvenirs sur la guerre d'Algérie et ses causes ne manquent pas, mais ces *Mémoires d'un combattant* de Hocine Aït Ahmed sont les premiers écrits par un des « chefs historiques » de la révolution algérienne. Hocine Aït Ahmed, pour citer l'introduction, fait preuve de qualités d'écriture et tente de renouveler le genre. Aït Ahmed y réussit : son livre, écrit avec élégance et souvent avec humour, est à la fois vivant, précis et riche en détails inédits.

« S'efforce, certes, de faire revivre la souffrance patriotique qui animait la jeunesse algérienne », mais sait éviter la manichéisme et n'occulte pas, comme cela arrive trop souvent chez les militants au service d'une cause, les limites internes qui ont déchiré le mouvement national algérien et les erreurs ou les manœuvres personnelles de certains de ses dirigeants.

Avec d'indéniables qualités de conteur, il sait reconstruire l'atmosphère propre à éclairer ce qu'il décrit. Il est né dans les montagnes de Kabylie, le 20 août 1926. Au passage, il note que c'est Bugaud qui a baptisé de ce nom l'ancienne province du Djurdj. Par petites touches, il montre ce qu'étaient dans sa jeunesse les abus de la colonisation, mais il n'hésine pas, non plus, à rendre hommage à certains fonctionnaires, qui étaient « des modèles d'honnêteté et de correction ».

« Pour moi, écrit-il, passer une journée sans penser à la guerre, ce n'est pas vivre. Quel dévouement, quelle conscience professionnelle... Quand on songe que pour

certaines de ses homologues actuels, qui confondent démagogie et pédagogie, la culture est l'étouffement, la prise en main des consciences, le détournement des intelligences ! »

La livre est punctué de réflexions qui révèlent la philosophie de son auteur. Ainsi note-t-il : « Il y a eu une culture sans démocratie : le siècle de Périclès, Louis XIV, Philippe II d'Espagne... En revanche, il ne peut y avoir de démocratie sans culture. Or, selon moi, c'est sur l'Algérie, au Forum, dans la Djezma berbère, que la démocratie commença à naître, si je puis dire, ses premiers rapports dialectiques avec la culture... Il faut, dès la prime enfance, former la réflexion, susciter le goût de l'effort et de la responsabilité... Mais nous manquons dans un univers gravé de slogans et de réponses toutes faites qui nous sont assénées avant même que nous ayons eu le temps de poser des questions. »

Le « patriotisme rural »

Un des chapitres les plus amusants est celui où Aït Ahmed décrit les préparatifs de « l'insurrection générale », fixés au jeudi 23 mai 1945 sur l'ordre d'un agent de liaison du PPA de Messali Hadj, et l'impréparation des dirigeants, qui annuleront tout au dernier moment. « Dans le jargon historique du nationalisme officiel, on en parle comme de l'Orade et du Cantorale », conclut-il en guise de commentaire. Cette mésaventure, dont il fait l'analyse, peut expliquer la volonté de rigueur dont il fera

preuve et qui le conduira à se détacher du PPA pour prendre la tête de l'Organisation spéciale en 1947, puis à participer à la naissance du FLN le 1^{er} novembre 1954.

Mais avant d'en arriver là, Aït Ahmed explique pourquoi et comment, comme au temps des occupations romaine et vandale, et le patriotisme rural et la résistance paysanne ont eu la prééminence en Algérie, tout comme il montre les cheminement des différentes composantes du mouvement nationaliste et le rôle du PPA. Puis ce sera la rupture : « Nous étions beaucoup à constater que Messali, homme d'une étape historique, ne serait jamais l'homme de l'étape révolutionnaire. »

L'attaque de la poste d'Oran est l'une des actions les plus célèbres de l'OS dans la période qui a précédé la guerre d'Algérie. M. Aït Ahmed, qui l'a conçue avec la collaboration de Ben Bella, en donne un récit passionnant, entretenant le suspense avec les détails de la première tentative manquée. Le livre, qui comporte un index des plus utiles compte tenu des noms cités, se termine sur l'arrivée de l'auteur au Caire pour prendre ses nouvelles fonctions au Bureau du Moudjahid en mai 1952. Une suite est prévue. Elle promet d'être encore plus intéressante. On attend avec impatience.

PAUL BALTA.

* Hocine Aït Ahmed, *Mémoires d'un combattant*, L'Esprit d'indépendance 1942-1952, éd. Sylvie Messinger, Paris, 1983, 240 pages, 96 francs.

الجزيرة

Opinion

Étranger

La Haye diffère sa décision sur l'implantation des euromissiles

De notre correspondant

La Haye. — Le gouvernement néerlandais a ajourné jusqu'au 1^{er} novembre 1983 sa décision d'installer aux Pays-Bas les quarante-huit missiles de croisière prévus par la « double décision » de l'OTAN. Le premier ministre, M. Ruud Lubbers, l'a annoncé vendredi 1^{er} juin au cours d'une conférence de presse réunie à La Haye, à l'issue d'une réunion de son cabinet de coalition démocrate-chrétienne et libérale. Si, dans les mois qui viennent, l'Union soviétique cesse d'implanter de nouveaux SS-20 et gèle donc son arsenal nucléaire braqué sur l'Europe occidentale au niveau actuel, cette installation des euromissiles américains aux Pays-Bas n'aura pas lieu. Si, au contraire, Moscou persiste dans ses intentions actuelles, les quarante-huit missiles prévus seront bel et bien mis en place en décembre 1983.

L'affaire des euromissiles domine assez largement la vie politique néerlandaise depuis que l'alliance atlantique a fait connaître, en décembre 1979, sa résolution d'installer de nouvelles fusées pour compenser le surarmement nucléaire de l'URSS, au cas où les pourparlers stratégiques de Genève échoueraient. Ce qui a été le cas, puisque les Soviétiques s'en sont retirés.

M. Lubbers a affirmé solennellement que la décision de son gouvernement devait être interprétée comme un signal en direction du Kremlin. Un signal qui signifie, selon les propres termes du premier ministre démocrate-chrétien :

« Vous continuez d'installer des SS-20, mais ne trouvez-vous pas que cela suffit désormais, que vous devriez y mettre un terme ? »

Le chef du gouvernement a ajouté que si l'URSS et les Etats-Unis parvenaient à un accord sur la limitation des armements nucléaires à moyenne portée, son pays pourrait installer qu'une partie des euromissiles prévus (trente-deux, voire seize, selon certaines hypothèses).

Dans les dix-huit mois qui viennent, les travaux d'aménagement de la base aérienne de Woensdrecht n'ont pas été interrompus, et seront peut-être installés les missiles, seront suspendus.

La Chambre des députés devra se prononcer avant la fin du mois sur la décision gouvernementale. M. Lubbers a laissé entendre que son gouvernement donnerait sa démission si une majorité parlementaire rejetait sa proposition. Les deux partis gouvernementaux, le CDA, chrétien-démocrate, et le VVD, libéral-conservateur, disposent à eux deux de soixante-dix-neuf des cent cinquante sièges à la Chambre. Au contraire, les partis de gauche, le PVD (socialiste) en tête, rejettent catégoriquement les missiles de croisière (tout comme 63 % de la population, à en croire un sondage récent).

Les observateurs à La Haye ont été surpris par la décision de M. Lubbers : ces derniers temps, les commentateurs dans la presse donnaient à entendre que le premier ministre oserait pas se prononcer si clairement en faveur de l'installation des missiles. Mais, en même temps, M. Lubbers a laissé quelques espoirs aux adversaires de sa politique de

sécurité en ajournant toute décision définitive jusqu'à la fin de l'année prochaine. Aussi, le dirigeant du Conseil interconfessionnel pour la paix, M. Milien-Jean Faver, dit-il décelez des « aspects positifs » dans la décision gouvernementale.

Un « référendum »

M. Joop Den Uyl, ancien premier ministre socialiste, est cependant d'avis que la décision gouvernementale « revient à une acceptation des missiles ». M. Ed Nijpels, dirigeant du groupe parlementaire du VVD, a manifesté sa très grande satisfaction, bien que le gouvernement n'ait pas respecté le souhait de l'OTAN de procéder à l'installation dès 1982. Le CDA de M. Lubbers se garde cependant de tout triomphalisme, tant l'affaire des missiles reste controversée dans ses rangs : des atlantistes tentent d'y cohabiter avec des gens proches du Mouvement de la paix. La menace d'un éclatement de la coalition est cependant écartée.

Reste à savoir ce que dira le Parlement. Une dizaine des quarante trois députés chrétiens-démocrates s'opposent à soutenir M. Lubbers. Leur attention serait suffisante pour mettre le gouvernement en minorité. La campagne pour les élections européennes n'aide évidemment d'entraîner. Mais depuis hier, le scrutin du 14 juin a pris valeur de référendum : c'est, dans une large mesure, sur la politique gouvernementale envers les missiles de croisière que se prononcera l'électorat néerlandais.

RENÉ TER STEEGE.

LES MILIEUX ATLANTISTES SONT PLUS DÉÇUS QUE SURPRIS

Les Etats-Unis ont regretté la décision prise vendredi par le gouvernement néerlandais au sujet du déploiement des euromissiles. « Nous sommes déçus que le gouvernement néerlandais n'ait pas décidé dès maintenant de procéder à la pleine application de la décision prise par les pays de l'OTAN en décembre 1979 », a déclaré vendredi soir un porte-parole du département d'Etat. Mais, en dépit de la décision néerlandaise, le gouvernement américain « demeure convaincu que les quatre autres pays concernés partagent notre opinion que la décision de 1979 doit être pleinement appliquée ».

A Bruxelles, au siège de l'OTAN, cette décision a été accueillie avec agacement, mais sans grande surprise, en raison des menaces qui pesaient sur le gouvernement néerlandais de centre-droit s'il s'engageait à procéder au déploiement à la date prévue. Les experts militaires occidentaux s'efforçaient en outre, ces derniers temps, de minimiser l'importance stratégique des quarante-huit missiles destinés aux Pays-Bas. — (AFP.)

AVANT LE PROCHAIN SOMMET A LONDRES

Mme Thatcher souligne qu'il ne faut s'attendre à aucune « initiative spectaculaire »

De notre correspondant

Londres. — « Heureux celui qui n'attend rien car il ne sera pas déçu... » Au cours d'une conférence de presse, vendredi 1^{er} juin, Mme Margaret Thatcher s'est permis cette note d'humour pour souligner qu'il ne fallait pas s'attendre à « des initiatives spectaculaires et certainement pas à des miracles » lors du prochain sommet qui réunira à Londres, du 7 au 9 juin, les chefs d'Etat et de gouvernement des sept pays les plus industrialisés (Canada, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon et RFA).

Le premier ministre britannique, qui est cette année l'hôte de cette conférence, a nié qu'il puisse s'agir d'un « sommet de crise », tout en re-

connaissant qu'il sera question de problèmes aussi préoccupants que la hausse des taux d'intérêt, l'aggravation des dettes de nombreux pays, notamment dans le tiers-monde, les difficultés du système bancaire international ou encore la guerre du Golfe.

A propos de la politique économique et financière américaine, Mme Thatcher a renouvelé ses critiques — qui n'ont jamais été très sévères — en déclarant que l'augmentation des taux d'intérêt aux Etats-Unis menaçait la reprise dans le monde et continuait de rendre « extrêmement délicate » la situation des Etats les plus endettés. Mais Mme Thatcher s'est contentée ensuite de procéder par allusion en prononçant les bienfaits de la politique de gouvernement comme le sien qui se donne pour priorité de réduire les dépenses publiques et leur déficit budgétaire. Mme Thatcher a d'ailleurs tenu à noter que l'administration américaine était en train de faire des efforts dans ce domaine.

Manifestement, comme on l'a remarqué dans l'ensemble des milieux politiques britanniques, Mme Thatcher n'a pas du tout l'intention de mettre dans l'embarras le président Reagan, pour qui ce sommet est une étape importante de la campagne électorale. La presse londonienne a fait observer samedi que, l'an dernier, pendant le sommet de Williamsburg, le chef de la Maison Blanche avait réservé un très bon accueil au premier ministre de Sa Majesté à la veille des élections en Grande-Bretagne. D'autre part, Mme Thatcher a fait savoir que la Grande-Bretagne venait de rejoindre le parti des Etats-Unis et du Japon, qui actuellement mènent une offensive pour convaincre leurs partenaires d'accepter de nouvelles négociations sur le GATT afin de renforcer et d'étendre au niveau international les mesures destinées à limiter le protectionnisme. Jusqu'à présent, le gouvernement britannique avait adopté une attitude plutôt réservée. C'était la première fois que Mme Thatcher se prononçait publiquement pour la position défendue par les Américains et les Japonais.

FRANCIS CORNU.

URSS ANCIEN RESPONSABLE DE LA DÉFENSE ANTI-AÉRIENNE

Le général Romanov se serait donné la mort

Moscou (AFP). — Le général Semion Romanov, ancien chef d'état-major de la défense anti-aérienne soviétique, impliqué à ce titre dans l'affaire du Boeing sud-coréen abattu en septembre dernier, se serait donné la mort, a-t-on appris, vendredi 1^{er} juin, de source militaire est-européenne à Moscou. La mort « prématurée » du général Romanov, survenue alors qu'il était « en service commandé », avait été annoncée le 22 mai par l'« Etoile rouge », organe de l'Armée soviétique. L'« Etoile rouge » n'a fourni de détails ni sur la date, ni sur l'endroit, ni sur les circonstances du décès.

Le général Romanov, âgé de soixante-deux ans, venait d'être affecté au poste — de moindre importance — de représentant en RDA des forces unifiées du pacte de Varsovie.

mais était établi qu'il, en URSS, avait donné l'ordre de tirer deux missiles contre l'appareil. Le général Romanov avait été le premier à fournir, dans la presse soviétique, des explications qui avaient été démenties par la suite dans la version officielle définitive (le Monde du 24 mai).

« Ce n'est pas la première fois que des rumeurs courent sur le suicide d'officiers supérieurs soviétiques. Pour s'en tenir aux années récentes, le 28 décembre 1979, au lendemain de l'intervention soviétique en Afghanistan, on annonçait la mort du général Papouline, premier vice-ministre de l'Intérieur. Selon des informations qui avaient circulé à l'époque, Victor Papouline se serait donné la mort au début du mois de décembre en rentrant de Kaboul, où il avait échoué dans sa mission consistant à renverser le président Amin. En janvier 1982, la mort du général Tsipoun, premier vice-président du KGB et beau-frère de Léonide Brejnev, avait donné lieu aux mêmes spéculations. Le général se serait suicidé pour ne pas être mêlé à la campagne anticorruption que s'appropriait à lancer le KGB dans les milieux proches de la famille Brejnev. »

RFA A SON CONGRÈS DE MUNSTER

Le Parti libéral cherche un retour aux sources

De notre envoyé spécial

Munster. — Ce n'est pas la révolution que certains auraient souhaitée après la mise en minorité de M. Hans Dietrich Genscher sur le projet d'amnistie pour les auteurs de dons illicites aux partis politiques. Mais le parti libéral (FDP), dont le congrès se tient ce week-end à Munster, en Westphalie, n'a plus vraiment le même visage. Le chancelier Kohl, qui avait pris l'habitude, depuis son arrivée au pouvoir en 1982, de compter sur le loyalisme absolu de son ministre des affaires étrangères et président du FDP, M. Genscher, va devoir travailler avec un partenaire beaucoup plus difficile.

Sans doute les anciens restent-ils en place, au moins pour les deux prochaines années. Mais MM. Genscher, Mischke, président du groupe parlementaire FDP, et Lambdowski, ministre de l'économie, jusqu'ici maîtres incontestés du parti, doivent leur réflexion à la tête du parti au choix délégué de la jeune garde de ne pas brûler les étapes. Ils sont maintenant en minorité à la direction.

Le nouveau secrétaire général, M. Helmut Haussmann, a longtemps appartenu à l'aile gauche du parti, avant de revenir vers le centre. A peine élu, il n'a pas caché ses intentions : « Nous avons un besoin urgent d'affirmer notre image. Le re-

jet de l'amnistie a montré que nous sommes désormais sur nos gardes. La CSU doit se le tenir pour dit ! » Avec lui ont été élus deux des présidents des fédérations régionales du FDP : MM. Walter Hirsch (Basse-Saxe) et Manfred Brunner (Bavière). L'ancien ministre de l'intérieur de la coalition libéral-social démocrate, M. Gehrard Baum, et M. Adam-Schwartz, qui avaient mené l'offensive contre le projet d'amnistie au sein même de la direction, ont vu leurs positions personnelles renforcées.

Sursis pour M. Genscher

En bras de chemise, l'air plus déboussé que jamais, M. Genscher n'a pu qu'assister, impuissant, à une manœuvre dont il ne tirait pas les ficelles, pour la première fois depuis dix ans. Il avait désarmé à l'avance une offensive contre son maintien à la présidence du FDP, en annonçant qu'il ne briguerait pas un nouveau mandat dans deux ans. En l'absence de candidats évidents à la succession, les nouveaux patrons du FDP ont préféré lui renouveler leur confiance, non sans définir précisément les règles du jeu. Plus question pour M. Genscher de continuer à diriger le parti comme sa propre maison, ce qu'il avait eu tendance à faire au cours des dernières années. A l'image de son nouveau secrétaire général, le parti, qui émerge de

la crise deux ans après la rupture avec le Parti social-démocrate et le départ de son aile gauche, aspire à retrouver les thèmes chers à la tradition libérale : l'accent doit être mis sur le respect des libertés individuelles, et pas seulement économiques. Le ministre de l'intérieur, du parti de M. Franz-Josef Strauss, M. Friedrich Zimmermann, qui avait déjà, jusqu'ici, eu quelque peine à imposer ses réformes conservatrices, devra compter sur une opposition beaucoup plus déterminée au sein même de la coalition gouvernementale. Les projets de durcissement du droit de manifestation, des cartes d'identité informatisées, sont loin de rencontrer, parmi la jeune génération libérale, la compréhension manifestée par l'actuel ministre libéral de la Justice, M. Engelhard.

Reste à savoir si cette mini-révolution aura sur l'électoral l'impact escompté. Laminé lors de toutes les dernières élections, à l'exception des législatives de mars 1983 où il avait bénéficié d'un soutien efficace de la CDU, le FDP risque d'avoir du mal à s'imposer sur un terrain largement occupé aujourd'hui par les Verts et les sociaux-démocrates. Les élections européennes du 17 juin prochain constitueront à cet égard un test. Si le FDP ne réussissait pas à passer la barre des 5 %, la tentation serait grande pour la démocratie chrétienne d'essayer de régner sans lui.

HENRI DE BRESSON.

A travers le monde

Brésil

● MANIFESTATION A BRASILIA. — Plus de dix mille personnes ont manifesté le vendredi 1^{er} juin à Brasilia, en faveur de l'élection directe du président de la République. C'est la première fois qu'un tel rassemblement avait lieu dans la capitale, qui avait été soumise à des mesures d'exception en avril pendant le débat au Parlement d'un projet d'amendement constitutionnel rétablissant les élections directes. — (AFP.)

Indonésie

● ARRIVÉE DE RÉFUGIÉS CAMBODGIENS. — Soixante-neuf réfugiés de la mer cambodgienne sont arrivés, mardi dernier 29 mai, en Indonésie, après-onze jours de traversée. — (AFP.)

Somalie

● DÉMENTI. — M. Ali Abdî Gu-rhan, chargé d'affaires de l'ambassade de Somalie à Paris, nous demande de publier un « démenti formel » à la suite des déclarations d'un opposant somalien, le Dr Dhiboud, selon lequel « plus de deux cents paysans » auraient été massacrés au printemps par l'armée dans le nord de leur pays (le Monde, daté 22-23 avril). M. Gu-rhan précise que le Dr Dhiboud s'est enfui de Somalie en 1981, alors qu'il avait été révoqué de ses fonctions et devait être traduit « devant une instance militaire » pour fabrication frauduleuse de « boissons alcoolisées ».

LE VOYAGE EUROPÉEN DE M. BOTHA

Le premier ministre sud-africain a été reçu par le président de la Confédération helvétique

Le premier ministre sud-africain a quitté la Suisse, ce samedi 2 juin, pour la Grande-Bretagne, où sa rencontre avec Mme Thatcher est critiquée par l'opposition travailliste. Il se rendra ensuite, du 4 au 6 juin, en visite officielle en Allemagne fédérale, où sa venue suscite également de nombreuses critiques.

De notre correspondant

Berne. — Même qualifiée officiellement de « privée », la visite de deux jours de M. Pieter Botha en Suisse aura montré une fois de plus l'ambiguïté des rapports du régime de Pretoria avec ses principaux partenaires. Côté court, M. Botha a été reçu, vendredi 1^{er} juin, dans la matinée, à Berne, par M. Léon Schlumpf, président en exercice de la Confédération. Mais, contrairement aux usages, M. Pierre Aubert, chef du département fédéral des affaires étrangères, n'a pas assisté à cet entretien. Côté jardin, le premier ministre sud-africain n'a été l'hôte, vendredi soir, d'une grande réception organisée en son honneur dans un palace de Zurich par le gotha de la finance et de l'industrie helvétique.

JEN-CLAUDE BUHRER.

● L'ambassadeur d'URSS à l'Élysée. — M. Vrontsov, ambassadeur d'Union soviétique à Paris, a été reçu, vendredi 1^{er} juin, à déjeuner par M. Mitterrand. L'Élysée n'a fourni aucune indication sur le contenu de l'entretien. Il n'a pas été précisé, en particulier, s'il avait été principalement consacré au prochain voyage à Moscou du président de la République, dont la date n'a toujours pas été annoncée.

● Nouvelle attaque de l'agence Tass contre M. Cheysson. — Les ministres de l'OTAN, écrit jeudi 31 mai l'agence officielle soviétique à propos de la réunion de Washington, n'ont épargné aucun effort pour faire de l'ouverture de la session un show propagandiste afin de présenter l'OTAN comme un « rempart de la liberté » et un « instrument du maintien de la paix ». (...) Le vice-président des Etats-Unis a donné le ton aux débats en disant que la plus grande menace à la paix mondiale émanait de l'Union soviétique. Il n'a pas manqué de lancer les appels habituels à riposter à cette menace par un nouvel accroissement et par le perfectionnement des armes nucléaires et classiques de l'OTAN. (...) Tous les ministres de l'OTAN, y compris le ministre français des relations extérieures Claude Cheysson, ont rédigé leurs discours dans cet esprit. — (AFP.)

Jacques PERRET (Sorbbonne)
RESSUSCITÉ? Approche Historique
65 F. COIL. "THÉOLOGIE NOUVELLE"
FAC 30, rue Madame, 75006 Paris Diff. Chiron

Cinq déserteurs et un prisonnier racontent la vie et la mort quotidiennes

La correspondante de Radio-Liberty (1) à Paris, Mme Fatima Saikazanova, a rapporté d'une récente mission à Peshawar des entretiens avec six ex-soldats de l'armée soviétique, âgés de dix-neuf à vingt et un ans. Ces entretiens ont été réalisés dans la région frontalière pakistano-afghane. Cinq de ces soldats ont déposé les armes et se sont joints aux moudjahidines. Le sixième est un prisonnier de guerre. Les extraits que nous publions ci-dessous sont tirés des entretiens que les intéressés ont accordés en russe à notre concour et qui ont paru dans la Pensée russe du 19 avril 1984 ainsi que de leurs déclarations en langue ouzbèbe diffusées par Radio-Liberty.

Les entretiens avec Vadim Plotnikov, Igor Rykov, Oleg Khlán, Sergueï Boussov, Vladimir Naoumov et Mohamed Akramov ont été autorisés par les moudjahidines qui ont chargé de ces hommes en attendant que la communauté internationale agisse et décide de leur sort. En ayant vécu l'horreur, ils condamnent tous les six cette guerre et ne peuvent donc retourner dans leur pays. Il serait normal que l'Occident se préoccupe de leur destin.

Chez eux, ils connaissent à peine l'existence de l'Afghanistan. Ils avaient de bons métiers et faisaient des projets d'avenir. Rien, ni personne, ne les avait préparés au destin tragique qui est le leur.

Vadim Plotnikov, le Moscovite, vient d'avoir dix-neuf ans. Il est technicien réparateur de machines à écrire et a terminé ses études secondaires en cours du soir. Il a une sœur à sa mère ou U.R.S.S. Igor Rykov est né à Krasnodar : il a vingt et un ans. Avant d'être appelé à l'armée, il a eu le temps d'apprendre trois métiers : chauffeur, ébéniste et électricien. Un an avant son appel sous les drapeaux, il s'est marié. Il a eu une petite fille qu'il n'a pu voir que cinq jours. La fillette a maintenant deux ans et demi. Il a servi six mois en U.R.S.S. et un an et demi en Afghanistan. Le 3 juillet 1983, il a été enlevé en compagnie de son camarade Oleg Khlán. Ce dernier, vingt ans, est né à Tachkent et a quitté le lycée avant le baccalauréat : « Avant l'armée, je n'ai fait que m'amuser », dit-il. Sergueï Boussov a dix-neuf ans. Originaire d'un petit village de la région de Perm, il a obtenu un diplôme de soudeur à l'arc au collège technique de cette ville. Au moment de l'appel sous les drapeaux, il travaillait à l'usine. Vladimir Naoumov, né à Volgograd (ex-Stalingrad), a vingt et un ans. Après le baccalauréat, il est entré au collège technique de la marine nationale d'Astrakhan. Il l'a quitté avec un diplôme de pilote-navigateur-mécanicien. Il a alors été envoyé dans la marine de la Volga et, le 1^{er} octobre 1983, il a été appelé au service. Mohamed Akramov est un Ouzbèk natif du Tadjikistan. Après le baccalauréat, il a travaillé un an au syndicat de son village. Quelques jours après avoir été envoyé en Afghanistan, le 5 janvier 1984, il a été fait prisonnier par les moudjahidines.

Ces jeunes gens n'ont reçu aucune préparation militaire sérieuse ni, ce qui est plus étonnant, aucune formation politique. Seul Rykov avait eu une préparation militaire poussée, mais c'est parce qu'il avait suivi des cours pour devenir sous-officier.

● QUE SAVIEZ-VOUS DE L'AFGHANISTAN ?
« Plotnikov : Quand j'étais à Moscou, j'ai très souvent entendu parler de l'Afghanistan par des amis ou connaissances et surtout par ceux qui y avaient fait leur service. Ils disaient que c'était très dur et qu'il leur avait souvent fallu faire le coup de feu contre les bandits. Mais dans la presse, je n'avais vu qu'un petit article qui racontait que les soldats soviétiques avaient construit une école à Kaboul.

« Moi, je m'en fichais... »

— Rykov : On nous avait dit que l'Afghanistan avait été envahi, de l'extérieur, et que des mercenaires pakistanais et américains se battaient contre nos soldats et l'armée afghane. Qu'en Afghanistan même, il y avait des bandes de douchmans (2). Et qu'il fallait aider le peuple afghan. On nous a aussi dit que c'était un peuple de sauvages, presque de fous. Bien entendu, au début, j'y ai cru. Comme tout le monde, je savais que là-bas, il y avait la guerre. Mais rien de plus ! Pourtant, rien que dans notre petite ville de province, en 1979, on avait reçu onze cercueils d'Afghanistan et un mois. Mais je m'en fichais, de cette guerre. Je croyais que je serais mon service en U.R.S.S. Quand j'ai appris que j'allais être envoyé en Afghanistan, j'ai tout de suite pensé que je n'en reviendrais pas, que je serais tué.

— Naoumov : Les Soviétiques ne savent pas du tout ce qui se passe en Afghanistan. La presse, bien sûr, ne dit pas grand-chose. Et alors que, maintenant, la guerre fait rage et que d'année en année, de jour en jour, c'est de plus en plus dur pour les nôtres, les Soviétiques pensent que la situation se normalise et que notre contingent fait aussi tranquillement son service que s'il était dans les pays de démocratie populaire. En fait, journaux et revues ne donnent aucune information sur cette guerre injuste.

— Naoumov : Les Soviétiques sont devenus tellement indifférents à la situation internationale qu'ils se moquent bien de ce qui se passe dans le monde. Les jeunes, par exemple, ne lisent pas les journaux parce qu'on n'y trouve rien d'intéressant. Finalement, les seuls qui savent quelque chose de cette guerre, c'est ceux qui sont directement concernés : les soldats, et les mères qui ont reçu les cercueils en zinc.

— Boussov : Avant d'être appelé, je ne savais presque rien de l'Afghanistan. Dans les journaux, on dit surtout que les soldats soviétiques aident les Afghans à construire des crèches, des maisons, etc. Je savais par des amis qu'il y avait une guerre et que de jeunes gens soviétiques y mouraient. Il est difficile de dire ce que les gens en pensent. Certains savent qu'il y a des morts, mais ils ne se demandent guère au nom de quoi tous ces jeunes vont mourir dans un pays qui leur est étranger. D'autres s'imaginent que les troupes stationnées en Afghanistan y sont presque en sécurité que dans les pays socialistes d'Europe de l'Est.

— Akramov : Avant le départ, on nous a expliqué que les Afghans étaient analphabètes, qu'ils ne comprenaient rien, qu'ils n'étaient pas libres. Qu'ils n'avaient « aucune culture ».

« Nous atterrissons à Varsovie »

— Plotnikov : On m'a envoyé en avion depuis la ville d'Achkabad. On savait où on nous emmenait, mais notre accompagnateur, le capitaine Kriaziev, nous a parlé de la Pologne à plusieurs re-

prises. Comme nous savions vaguement ce qui s'y passe actuellement, nous n'étions plus sûrs de notre destination, et personne n'arrivait à avoir une idée précise. Là-dessus, le pilote vient nous voir et nous dit : « Nous survolons les Alpes. » Il plaisantait mais ça n'avait rien d'in vraisemblable. Plus tard, il nous a dit : « Nous survolons la Pologne. » Et à la fin, il nous annonce : « Nous venons d'atterrir à Varsovie. » Nous n'avons appris que plus tard que nous étions à Kaboul : quand on a rencontré un groupe de soldats démobilisés qui rentraient en Union soviétique la poitrine couverte de décorations. Il y avait des blessés parmi eux.

● AURIEZ-VOUS PU REFUSER CETTE AFFECTATION ?

Aucun de ces conscrits ne savait exactement quelle aurait été la punition sanctionnant le refus de servir en Afghanistan.

— Naoumov : Avant la prestation de serment, j'aurais peut-être pu esquiver l'Afghanistan. Mais après, ça aurait été la prison ou le bataillon disciplinaire. Les soldats sont persuadés qu'il vaut mieux faire un an de prison ou de camp de travail plutôt que de passer un mois au bataillon disciplinaire. Ça veut tout dire !

— Plotnikov : Dans l'armée soviétique, après la prestation de serment, on est passible du tribunal militaire. Et le plus souvent, le verdict, c'est « fusillé ».

— Rykov : On m'aurait probablement mis en prison. Pour quatre ans au moins, ça dépend du jugement. Ou bien, on aurait essayé de me faire tuer autrement.

— Akramov : Comment aurais-je pu refuser d'y aller ?

« Les Russes font la loi »

● DANS QUELLES CONDITIONS S'EST DÉROULÉ VOTRE SERVICE ?

— Naoumov : Je me suis retrouvé à Djelalabad, le point le plus chaud d'Afghanistan, à ce qu'on dit. Mais ça doit être pareil, je pense, à Kandagar.

— Nos soldats disent :
« Pour choper une balle dans les fesses, j'ai gagné Djelalabad en vitesse... »

— Dès notre arrivée, nous nous sommes heurtés à des actions menées en toute liberté par les insurgés. L'armée soviétique ne contrôle que 18 % du territoire de l'Afghanistan. Pour le 1^{er} mai, les insurgés ont fait un tir de mortiers. On nous a caché le nombre des blessés et des morts. Il est très difficile d'évaluer nos pertes. Dans la seule Djelalabad, il y a deux ou trois morts par semaine, si ce n'est plus. Le chiffre avancé par les experts occidentaux, vingt mille à vingt-cinq mille, ne représente qu'une part minime des pertes.

— Dans la vie de garnison, le plus grand fléau, c'est les rapports entre soldats : entre les « vétérans » et les bleus. C'est lié au problème des nationalités. Les officiers s'en servent souvent pour garder les hommes bien en main. On met dans chaque compagnie des soldats de même ethnie. Par exemple, le commandant prend d'abord des Russes ; dans le contingent suivant il prend des Turkmènes. Et c'est la discorde. Les Russes vétérans font la loi et les Turkmènes sont leurs souffredouleur. Un an plus tard, les Russes sont démobilisés et le commandant choisit une nouvelle compagnie de Russes. Et les bleus deviennent les victimes des Turkmènes passés au rang de vétérans et qui ont été « éduqués » par les taloches du contingent précédent. Et les brigades succèdent aux brigades. Tout ça, c'est l'œuvre des officiers qui ont une haine. Comme ça, il n'y a aucune cohésion entre soldats, c'est chacun pour soi, et il n'y a donc pas de réclamation ni de

tations collectives... Quant aux officiers, les soldats les haïssent, à de rares exceptions près.

— Khlán : D'abord, je me suis retrouvé à Kaboul. Mais ensuite, je me suis fait pincer. Des gars et moi, on vendait des câbles aux Afghans, on les échangeait contre du tchars, le tchars, c'est du haschisch de mauvaise qualité. Et on le revendait pour le triple. Puis un autre et moi, on s'est fait pincer et on a décidé de nous muter. On nous a envoyés à Kandagar, dans une brigade d'assaut. C'est là-bas que j'ai fait mon premier raid punitif. En fait, en Afghanistan, les soldats ne réussissent à survivre que par le vol. Parce que la nourriture est insuffisante, les produits ne sont pas frais : on envoie des produits de mauvaise qualité, périmés, de ceux qui traînent dans les dépôts. Quand on a de l'argent, on peut tout acheter. On se met en civil, on se faufile dehors et on va dans les doukhanas (3). On achète surtout des produits frais parce qu'il n'y en a pas à la cantine. Mais aussi des jeans, des magnétophones (4), tout... Quant aux bons enroulés qu'on reçoit, on ne peut rien acheter avec : il n'y a rien dans les magasins de l'armée. D'ailleurs, s'il y a quelque chose, c'est cher, c'est pour les officiers.

— Naoumov : Oui, les soldats tâchent de se procurer l'indispensable de n'importe quelle façon. Des jeans, des montres... Beaucoup s'achètent des cigarettes, de la drogue, des produits de la vodka... Comment se procurer-ils de l'argent afghan ? Lors des expéditions punitives, ils ne se livrent pas seulement aux extorsions mais aussi au pillage. Le second moyen consiste à vendre tout ce qu'on peut vendre.

— Il y avait beaucoup à dire sur les conditions de vie du soldat en Afghanistan. Combien de gens sont morts non pas sous les balles mais par suite de maladie ou à cause de l'incurie des commandants. Plus de la moitié, j'en suis sûr : d'insolation j'en ai vu neuf cas mortels), de dysenterie, de pneumonie, d'hépatite virale.

— Lors d'une opération, on a passé sept heures en plein soleil, sans eau. Notre commandant, bien sûr, avait de l'eau et on lui avait fait un abri de toile contre le soleil. Au bout de sept heures, l'opération a été annulée. Les soldats se sont précipités vers un ruisseau et se sont jetés dans l'eau ; certains ont eu des crises cardiaques ou des hémorragies cérébrales, d'autres ont perdu connaissance avant d'arriver jusqu'au ruisseau. Il y a aussi des moustiques dont les piqûres causent des ulcères. Et des poux, beaucoup, l'éternel fléau de l'armée soviétique.

« Sales et affamés »

— Boussov : On n'est pas très bien nourris en Afghanistan. Surtout de soupes, de bouillies et de vieilles conserves. Les vétérans confisquent aux bleus tout le beurre et le pain blanc, d'ailleurs c'est un pain de très mauvaise qualité. Les soldats vivent à trente ou quarante par tente. On n'a pas de sous-vêtements, on ne change pas la literie, on ne peut pratiquement pas se laver. Les jeunes soldats sont constamment sales et affamés. La soldé qu'ils reçoivent est aussi confisquée par les vétérans. Les officiers, eux, vivent dans des maisonnettes, à trois ou quatre par chambre. Ils sont mieux nourris, à leur cantine particulière. Ils ont aussi des « bains » réservés et se lavent quand ils veulent.

— On n'a pratiquement aucune distraction. Le soir, on se réunit et on écharpe et s'accompagne à la guitare. Certains arrivent à se faufler au club pour voir un film, mais c'est difficile car on donne la priorité aux officiers et aux sous-officiers.

— Rykov : On avait acheté un magnétophone en commun à notre section. Un officier a ordonné que les soldats l'apportent chez les officiers parce que le leur était cassé. Un soldat, Trousskavetz, a protesté en disant qu'ils avaient acheté ce magnétophone pour eux. Voronov, l'officier, lui a ordonné de venir dans son bureau et, là-bas, ils l'ont tabassé, tous les officiers qui y étaient. Le commandant de la compagnie, le lieutenant-chef Gaidar et d'autres. Ils l'ont battu et, à la fin, Guevorkian l'a frappé à la tête avec une chaise. Finalement, Trousskavetz est devenu fou. On l'a démobilisé : il était marié, sous un casque militaire. Et on a tiré sur le casque. Dans la casque, il y avait le petit trou que laissent toutes les balles. Mais quand on l'a soulevé, en dessous, le chou était haché menu. On a aussi une nouvelle mitrailleuse Kalachnikov de type AKS très récente : c'est une arme d'assaut, un modèle léger, avec une crosse pliante et qu'on charge avec ce genre de balles. Et il y a un second modèle tout récent, le commandant en avait un, avec un canon court.

— Naoumov : Un vétérans qui tabasse un soldat au point de le laisser mourir ne risque rien d'autre qu'une réprimande de son officier... Nous savons pour l'avoir expérimenté, à quel point on a envie de se suicider à l'armée.

— Rykov : Les officiers comprennent aussi bien que les soldats que la guerre est injuste. Mais, parmi eux, il y a aussi des sadiques que la situation enfonce. Ils s'ennuient, ils attendent les opérations pour se distraire... Pour eux, les soldats, c'est moins que rien. A la moindre frousse, ils font venir le gars et le tabassent. Ou le mettent aux arrêts. Les conditions de vie sont horribles. Beaucoup de gens s'enfuient à cause de ces mauvaises conditions. Il y a même un commandant de notre bataillon qui s'est enfui.

— Mais quand les officiers sont trop mauvais, il arrive que leurs propres soldats ne peuvent pas se tenir et leur tirent dans le dos. Mais il y a aussi de bons officiers, qui ne se cachent pas derrière les soldats, qui n'ont pas peur.

— Naoumov : Quant aux narcotiques, impossible d'y échapper. On en prend énormément. Certains soldats se trouvent à l'hôpital mais ils se droguent même là-bas. Ce sont les mêmes cachets. On fume surtout du haschisch et on prend de la cocaïne. Il y a aussi des gens qui se piquent. Peu, mais il y en a. Les soldats se procurent de la drogue en vendant ou en troquant des objets. On vend tout ce qu'il est possible de vendre : huile, beurre, conserves, savons, objets en métal et, finalement, armes et munitions.

Ces jeunes hommes, qui ont servi dans des unités différentes, n'ont pas vu, utiliser les mêmes armes. Certains ont connu des armes nouvelles dont les autres ne soupçonnaient même pas l'existence. Pour ce qui est de l'utilisation d'armes chimiques, les uns savent qu'on y recourt en Afghanistan, les autres ne font que le soupçonner.

— Plotnikov : Au début du service, on nous a fait un cours sur les bombes aériennes utilisées en Afghanistan, y compris sur les bombes chimiques. Elles contiennent des substances extrêmement dangereuses pour l'organisme humain. Nous utilisons aussi des grenades lacrymogènes en grande quantité.

— Boussov : Je n'ai jamais entendu parler de l'utilisation d'armes chimiques. Mais, au sein de notre bataillon, il y avait une unité ethnique spéciale. Aucun soldat n'en connaissait pratiquement les fonctions. D'ailleurs, elle était cantonnée à l'écart des autres unités.

— Naoumov : Tout le monde connaît la « tactique de la terre brûlée ». C'est celle que nous utilisons en Afghanistan avec l'aide de la technique. Notre arme principale, c'est l'aviation : surtout les hélicoptères Mi-8 et Mi-24. Nous avons aussi des fusées Grad (grêle). Le napalm est très utilisé en Afghanistan. Les obus d'artillerie sont principalement du type

à fragmentation. On se sert aussi beaucoup de bombes aériennes dont chacune contient trente ou quarante petites bombes de 10 kilos. Ce genre de bombes ne tout sur un rayon d'un kilomètre carré.

— Rykov : En ce moment, en Afghanistan, notre armée utilise des mitrailleuses chargées de balles de calibre 5,45 qui ont un centre de gravité déplacé. Quand vous êtes atteint par ce type de balle, la balle continue son trajet dans la chair, dans les parties molles, sans être arrêtée par les os. Vous savez, nous avec ces balles, on a fait un essai : on a mis un chou pommé par terre, sous un casque militaire. Et on a tiré sur le casque. Dans la casque, il y avait le petit trou que laissent toutes les balles. Mais quand on l'a soulevé, en dessous, le chou était haché menu. On a aussi une nouvelle mitrailleuse Kalachnikov de type AKS très récente : c'est une arme d'assaut, un modèle léger, avec une crosse pliante et qu'on charge avec ce genre de balles. Et il y a un second modèle tout récent, le commandant en avait un, avec un canon court.

« Expéditions punitives »

— Naoumov : J'ai honte de mon passé. Je me sens coupable et je n'ai pas envie d'en parler. Je vais quand même vous raconter un épisode. En mai 1983, j'ai rejoint une unité chargée de la protection d'une portion de route Kaboul-Djelalabad. J'étais chargé de réparer deux engins militaires endommagés lors d'une expédition punitive. Ce n'était pas grave, j'ai vite fini et j'attendais le dîner quand j'ai entendu des injures. C'était deux soldats qui amenaient un homme ligoté : un prisonnier afghan. L'homme avait le visage enflé et du sang qui lui coulait de la bouche. Les soldats l'ont fait mettre à genoux près des tanks : « Qu'est-ce qu'on va en faire ? ». Deux sous-officiers sont arrivés. Ils étaient ivres. L'un d'eux a regardé l'Afghan et a dit avec un mauvais sourire : « Cet animal n'est pas digne d'une prison, il faut le fusiller. » Non, a rugi le second, il faut pendre ce salaud là, tête en bas, au soleil, comme ça, il comprendra lentement que lui s'est attaqué. Mais un jeune lieutenant est arrivé. Les soldats ont fait leur rapport en disant qu'ils avaient arrêté un douchman. « Bon, a dit l'officier, on va régler nos comptes. Fusillez-le. Apportez la mitrailleuse. » L'Afghan comprit ce qui allait se passer et se mit à dire quelque chose dans sa langue, mais personne ne l'écoutait. Nous étions tous autour, à attendre ce qui allait se passer. Un des soldats revint en disant que les mitrailleuses étaient sous elfe. « Tant pis, dit l'officier, on va se passer de balles. Approchez-le du canon. » L'officier se mit à la tonnelle et les soldats enfoncèrent les bras liés de l'Afghan dans la gueule du canon. « Écartez-vous, a crié l'officier. Faut-il que la fumée se soit dissipée, il ne restait plus trace de l'Afghan. Alors tout le monde est parti. J'attendais mon tour pour le tir et m'engageant ma bouillie chaude, tout à coup, le sergent qui était à côté de moi se met à beugler : « Fous le camp de là, sale bête ! » Je n'ai pas tout de suite compris. Et puis j'ai vu un chien qui avait un morceau de viande dans la gueule. C'était le bras de l'homme que nous avions exécuté.

— Des opérations punitives, on en faisait souvent. Au moindre raid. En six mois de service, j'ai constaté que, l'hiver, on faisait une ou deux opérations par mois, mais, l'été, c'était presque tous les jours. On y va en hélicoptère, en tank ou en camion. Le nombre des tués ? Lors de la dernière opération qu'on a faite avec Oleg, il y a eu neuf morts, surtout de notre section. On avait encerclé les moudjahidines et on avait échangé des tirs à la mitrailleuse. On avait déjà neuf morts

soviétiques



Handwritten text in a box at the bottom of the page, possibly a signature or a note.

1500

soldat

soviétiques parlent



PLANTU. PLANTU.

et j'ai cru que la section allait y passer. On a appelé une deuxième, puis une troisième section en renfort. Bien que le terrain eût été miné par les moujihadines, on nous a envoyés à l'assaut. On était précédés d'un tank, on s'est approché en camion et on a tiré. La 2^e section est arrivée aussi. On a tout juste réussi à tirer et à filer. Deux officiers ont été tués, mais l'un d'eux était un salaud, tout le monde était content qu'il soit mort.

Khlan : Lors des expéditions punitives, on ne tuait pas les femmes et les enfants par balles. On les enfermait dans une pièce et on leur balançait des grenades.

Rykov : Nous ne faisons pas de prisonniers de guerre. Aucun. En général, on tuait les prisonniers sur place. Dès qu'on les avait attrapés, les officiers donnaient l'ordre de les égorger. Je vais vous raconter un épisode. C'était le lieutenant Guevorkian qui commandait mon unité. Quand j'y suis arrivé, ça faisait déjà un an qu'il était en Afghanistan. Il nous a dit qu'il en avait beaucoup vu et que, maintenant, il était devenu de glace, qu'il avait appris à tuer n'importe qui. Et qu'il devait enseigner la même chose à ses soldats, ce qu'il avait ramené un gamin, un gosse afghan de quatorze ans. Il nous a dit que ce garçon était sûrement un douchman, qu'il avait voulu s'enfuir en voyant arriver les soldats. Dans notre unité, il y avait un soldat, Oleg Sotnik, qui ne supportait pas la vue du sang. Vous savez, il y a des gens comme ça, qui ne peuvent pas voir leur sang ni celui des autres. Et voilà que Guevorkian sort une baïonnette : elle venait d'une carabine, ressemblait à un poignard et il l'avait toujours sur lui. Il tend ce poignard à Sotnik et lui dit de tuer le garçon. Sotnik a fait une de ces têtes-là. Il est resté planté là, tremblant de tous ses membres. Quant au gosse, il était tranquillement assis par terre. Finalement, Sotnik s'est matricé, s'est approché du gosse et lui a enfoncé le poignard dans la poitrine. Le garçon s'est mis à hurler et s'est accroché aux mains de Sotnik. Alors Guevorkian a crié : « Espèce de morveux, qu'est-ce que c'est que ces façons ! Regarde comment il faut faire ! » Il lui a arraché le poignard, a donné un coup de pied au garçon en plein visage et quand le gosse a rejeté la tête en arrière sous le coup, il lui a enfoncé le poignard dans la gorge, une fois, deux fois... Et nous étions là autour, on l'a regardé faire, personne n'a rien dit. Qu'est-ce qu'on aurait pu dire ? D'ailleurs, il faisait des choses incroyables lors des opérations de nettoyage. Un jour, on est arrivé dans un village où il n'y avait que des femmes, des vieillards et des enfants. Les hommes, les gens en âge de combattre, s'en vont dans ces cas-là. Ils ripostent et s'en

vont. Alors, ce jour-là, il a vu qu'il y avait un tas d'Afghans : vieillards, femmes et enfants. Il a donné l'ordre de les mettre dans une pièce et de leur balancer des grenades.

COMMENT SE FAIT-IL QUE BEAUCOUP DE JEUNES APPELÉS SOVIÉTIQUES DEMANDENT À ÊTRE AFFECTÉS EN AFGHANISTAN. EST-CE PARCE QU'ILS VOIENT LA LEUR SEULE CHANCE D'ALLER À L'ÉTRANGER ?

Boussor : Je pense que les appelés déshandaient l'Afghanistan pour avoir le sentiment d'être de vrais héros à leur retour. La plupart ne savent pas ce qui se passe. Les journaux n'en disent que de bonnes choses. Alors pourquoi pas ? Ils pensent qu'ils pourront peut-être ramener des décorations et acheter des cigarettes qu'on ne trouve pas chez nous.

Naoumov : C'est vrai, il y en a pas mal qui demandent l'Afghanistan. Je crois que ce sont des gars qui n'ont aucune idée de la réalité. Ils rêvent de gloire, d'exploits romantiques. Quels exploits pourraient-il y avoir dans cette guerre ? Sauf quand nous nous sauvions mutuellement la vie. Vous savez, au combat, on n'a pas tellement le choix. On se tire dessus, et tu ripostes, pour survivre.

POURQUOI AVEZ-VOUS DÉSERTE ?

Naoumov : Beaucoup disent et croient que les insurgés liquident immédiatement les déserteurs soviétiques. Les officiers nous ont souvent cités des exemples. Voilà pourquoi les gens qui s'enfuyaient sont ceux qui sont vraiment dans une impasse. Les soldats soviétiques ignorent qu'il y a des prisonniers de guerre. C'est aussi dû à l'influence des cours politiques. Voilà pourquoi il est tellement difficile de se rendre au cours d'un combat. Certains soldats gardent la dernière balle pour eux.

Rykov : Un jour, on attrapé un gars, il était du Tadjikistan. Il avait disparu, un jour, pendant un raid. On l'avait cherché mais on ne l'avait jamais retrouvé. Et voilà que six ou huit mois plus tard, on l'a attrapé : il était en uniforme afghan, avec une mitraillette, il se battait pour les moujihadines. Les nôtres allaient le fusiller quand il s'est mis à parler en russe. Je ne sais pas ce qu'on en a fait, ni où il est. Les nôtres l'ont emmené. Son avenir ? Fusillé, bien sûr.

Rykov et Khlan précisent avoir quitté l'armée car ils ne pouvaient plus supporter les humiliations quotidiennes de la part des officiers et des vétérans. Ils voulaient passer au Pakistan et se rendre en Occident (en Allemagne, en Angleterre ou aux États-Unis). Plot-

nikov et Boussor sont partis car ils avaient entendu parler d'une unité de soldats soviétiques qui se battaient aux côtés des moujihadines et espéraient les rejoindre. Naoumov s'est vite aperçu qu'on lui avait menti. On lui avait dit qu'il allait combattre des mercenaires américains et chinois. Il n'en a vu aucun. « Et pourtant, à chaque combat, je regardais attentivement les résistants à travers la lunette de mon fusil. » Il a vu aussi ce qu'était la guerre en Afghanistan. Alors, il a commencé à aider activement les moujihadines, il leur a fourni des armes et des munitions dérobées à la caserne, il s'est enfui quand le KGB a voulu l'utiliser pour capturer les moujihadines qui étaient en contact avec lui.

Mohamed Akramov n'a pas déserté, il a été fait prisonnier par les moujihadines le 5 janvier 1984 alors qu'il allait acheter des cigarettes dans une boutique près de la caserne et qu'il était désarmé.

Akramov : Ici (chez les moujihadines), je vis comme chez moi, mieux que chez moi. Personne ne m'oblige à travailler, bien que je sois prisonnier. Je lis des livres arabes, je me repose, je suis bien nourri... Les Afghans sont musulmans et moi aussi. Nous lui rappelons qu'il avait étudié pendant dix ans dans une école soviétique, travaillé un an dans un sovkhose, servi dans l'armée soviétique ; comment se considère-t-il ? Comme un citoyen soviétique, un Russe, un Ouzbék, un Afghani ? « Comme rien d'autre qu'un prisonnier. »

Les moujihadines m'ont dit qu'après deux ans en Suisse je pourrais choisir soit de retourner en Union soviétique, soit de rester en Suisse, soit de m'installer en Allemagne, ou dans un autre pays. Mais moi, je ne veux pas retourner en URSS ; après les deux ans en Suisse, je voudrais aller en Arabie Saoudite.

Naoumov : Nous voudrions nous adresser à ceux qui nous connaissent bien. Ne vous inquiétez pas, et pas de sentimentalité inutile. Nous ne vous avons jamais trahis et nous ne vous oublierons jamais. Peut-être allons-nous pérorer ou devoir partir pour un lointain pays. Ne nous en veuillez pas ; tant que nous sommes vivants, nous sommes avec vous de corps et d'âme.

Mes chers jeunes amis, si vous devez aller en Afghanistan, n'oubliez pas ceci : on ne peut pas se battre contre tout un peuple. Je ne vous pousse pas à passer du côté des insurgés ou à partir pour un pays libre. On a besoin de vous chez nous, pour notre ancre commune. Je ne vous demande rien de plus que de commettre des crimes. Car, enfin, pourquoi nous battons-nous, finalement, sur le territoire de l'Afghanistan ? Réfléchissez-y.

Je veux aussi m'adresser aux mères dont les fils sont morts ou disparus dans les montagnes d'un pays étranger. Je ne cherche pas à vous consoler. Relevez la tête, faites-vous entendre, dites tout ce que vous pouvez de cette guerre injuste, il vous suffit de dire que vos fils sont morts en Afghanistan. Les assassins de vos enfants sont à la tribune du mausolée les jours de fête ; quand l'un disparaît, un autre le remplace. Mais il serait vain de penser que ça va s'arranger. Agissez, personne ne fera ce qu'il faut faire à notre place.

Traduction de CATHERINE FOURNIER.

- (1) Financée par le Congrès américain, cette radio émet vers l'URSS dans toutes les langues des Républiques soviétiques.
- (2) Bandits.
- (3) Sortes de cafés-boutiques.
- (4) Qu'on trouve très difficilement en URSS.

Un entretien avec M. Reagan

(Suite de la première page.)

Avez-vous cependant des discussions directes avec les Soviétiques sur la crise du Golfe ?

Oui, certainement.
Avez-vous l'intention de prendre une initiative sur la crise du Golfe durant le sommet de Londres et, si oui, laquelle ?

Je suis à peu près certain que nous en parlerons. Ces réunions au sommet - je suis heureux et fier de le dire - sont organisées d'une façon plus informelle depuis Williamsburg. Elles faisaient auparavant l'objet d'une très stricte programmation avec des thèmes de discussions déterminés à l'avance. Quand nous nous sommes réunis pour le sommet de Williamsburg, nous avons pensé que ce n'était pas la formule la plus appropriée pour laisser chacun s'exprimer comme il le désirait. Il s'agit maintenant de réunions informelles. Chacun peut soulever toutes les questions qui le préoccupent, et dont il pense qu'elles devraient être examinées dans ce cadre. Je suis donc certain que nous parlerons du Golfe.

On parle beaucoup en ce moment du déclin de l'Europe de ce qu'on appelle "l'euro-pessimisme". Cela conduit certains, aux États-Unis, à s'interroger sur la confiance que l'on peut placer dans le Vieux Continent et sur la force des liens transatlantiques. Vous interrogez-vous, vous-même, là-dessus ?

Absolument pas. Et laissez-moi dire combien je suis ravi de ce que les alliés aient ignoré tous les efforts conduits pour les diviser. L'unité avec laquelle les alliés s'en sont tenus à la double décision de l'OTAN de 1979 sur les armements de portée intermédiaire, représente une réaffirmation spectaculaire de nos intérêts communs. Il est absolument impossible que l'Amérique coupe ses liens avec l'Europe occidentale ou même affaiblisse son engagement vis-à-vis de ses alliés de l'OTAN. Les Européens et les Américains sont liés les uns aux autres de façon permanente.

Les derniers chiffres de la balance commerciale américaine ne sont pas très encourageants. Comment les taux d'intérêt pourraient-ils réellement baisser dans de telles conditions ?

Je ne crois pas que le déséquilibre commercial que nous sommes en train de vivre avec les taux d'intérêt élevés qu'il y a eu dans le monde, il n'y aura plus d'armes nucléaires.

Notre pays avait déjà mis en avant cet objectif quand nous étions les seuls détenteurs de l'arme nucléaire, en 1946. A ce moment-là, nous avions proposé une commission internationale et le contrôle total des activités nucléaires. Le Soviétique avait refusé. Nous savions qu'ils essayaient de fabriquer cette arme, ils ont fini par y arriver, mais à ce moment-là, ils n'avaient qu'à accepter notre proposition pour qu'il n'y ait pas d'armes atomiques.

Vous avez déclaré, la semaine dernière, n'avoir jamais envisagé

En fait, le déficit de certains de nos alliés n'est pas très différent, proportionnellement à leur PNB. Mais, ce que j'affirme, c'est que le déficit n'est pas responsable du niveau élevé des taux d'intérêt. La preuve en est que nous avons ramené les taux d'intérêt de 21,5 % à un peu plus de la moitié de ce taux, alors même que notre déficit augmentait considérablement.

Si le Sénat et la Chambre des représentants se mettent d'accord et que cet acompte est versé, au moment où nous préparons le budget de 1985, je pense que le monde des affaires se montrera un peu plus confiant et qu'à ce moment-là, les taux d'intérêt baisseront.

Nous n'avons jamais dit aux Soviétiques : « C'est ça ou rien ! »

M. Trudeau s'est personnellement engagé, l'année dernière, dans une campagne pour le désarmement. Pourquoi ne pas vous en être servi pour la recherche d'un contrôle des armements ?

Nous n'avons jamais dit à l'Union soviétique : « C'est ça ou rien ! » Nous avons essayé de nous montrer souples. Par exemple, ma première proposition concernant les armes à moyenne portée était : « Pourquoi pas zéro-zéro ? » Pourquoi ne pas faire de l'Europe une région sans armes à moyenne portée ? Les Soviétiques ont refusé de discuter cette question. Nous avons alors dit : « Très bien, quels que soient les chiffres que vous vous êtes fixés, et que nous nous sommes fixés, essayons de réduire le nombre d'armes. » Nous leur avons dit franchement que nous apprécions toujours l'espoir d'arriver un jour à zéro-zéro, mais nous étions prêts à discuter d'un chiffre (...). Ils ont quitté la table des négociations en disant que le déploiement avait commencé (...).

Pour ce qui est de M. Trudeau, nous l'avons encouragé à poursuivre ses efforts. Le monde, dans son ensemble, à quelques exceptions près, attend la paix mondiale et c'est là notre principal objectif, mais je ne pense pas que cette paix puisse être établie sur des bases solides tant qu'elle ne s'accompagne pas d'une réduction du niveau des armements, des armes nucléaires stratégiques en particulier. Le monde ne peut pas, nous ne pouvons pas, continuer à vivre sous cette menace. Un jour, si le bon sens prévaut dans le monde, il n'y aura plus d'armes nucléaires.

Notre pays avait déjà mis en avant cet objectif quand nous étions les seuls détenteurs de l'arme nucléaire, en 1946. A ce moment-là, nous avions proposé une commission internationale et le contrôle total des activités nucléaires. Le Soviétique avait refusé. Nous savions qu'ils essayaient de fabriquer cette arme, ils ont fini par y arriver, mais à ce moment-là, ils n'avaient qu'à accepter notre proposition pour qu'il n'y ait pas d'armes atomiques.

Vous avez déclaré, la semaine dernière, n'avoir jamais envisagé

d'envoyer des soldats américains en Amérique centrale. Quelle serait cependant votre réaction si, à l'automne prochain par exemple, le gouvernement du Salvador était sérieusement menacé d'effondrement par une offensive de la guérilla ?

« Nous faisons confiance à l'armée salvadorienne »

Nous n'enverrons pas de forces militaires, parce que le Salvador ne nous en a pas demandé et que le président Duarte, lors de sa récente visite ici, a déclaré ne pas en vouloir et ne pas en avoir besoin. Ils utiliseront leurs propres forces, mais ils admettent franchement qu'ils ont besoin de notre aide en équipements, en fournitures ainsi que pour l'entraînement.

Les administrations précédentes faisaient venir les troupes du Salvador ici et les entraînaient sur nos propres bases, avec nos hommes. Quand les combats sont devenus plus échauds, ils ne pouvaient plus se permettre de laisser partir leurs soldats pour longtemps et c'est pourquoi nous avons (au Salvador) cinquante-cinq personnes chargées de l'entraînement de toute leur armée. La guérilla, bien sûr, a été équipée par le Nicaragua et, à travers lui, par Cuba et l'Union soviétique, qui ont fourni non seulement des armes mais du personnel. Maintenant les guérilleros encerclent les villages et enlèvent même des jeunes gens dans les rues pour les forcer à entrer dans la guérilla. Naturellement, de temps à autre, ces jeunes gens s'échappent et c'est ainsi que nous savons ce qui se passe. Pour ce qui est de l'offensive d'automne, nous faisons confiance à l'armée salvadorienne. Les guérilleros pourraient rendre la situation très douloureuse et ils se résistent cette possibilité.

Pour le moment, cependant, les élections viennent d'avoir lieu. Le président Duarte est tout à fait décidé à s'engager sur la voie démocratique avec, sans aucun doute, le soutien du peuple. Je suis sûr que nous sommes sur la bonne voie, et le congrès des États-Unis a d'ailleurs voté les crédits que nous avions demandés pour poursuivre notre aide au Salvador.

Pensez-vous que, si vous êtes réélu en novembre, elle reviendra rapidement à la table des négociations sur le contrôle des armements ?

Un grand nombre d'historiens et de politologues spécialistes de l'Union soviétique pensent qu'il sera plus facile de les convaincre de se joindre à nous pour négocier, après les élections. Dans l'intervalle, ils ne vont rien faire pour m'aider à être réélu. J'espère l'être et j'attends avec impatience de pouvoir traiter avec eux. Nous devons vivre ensemble, sur une même planète, et ensemble nous devons rechercher la paix. Si l'Union soviétique et ses dirigeants veulent réellement, dès maintenant, la paix, la paix peut-être, dès demain, une réalité, car aucun d'entre nous ne veut la guerre.

Propos recueillis par BERNARD GUETTA.

(Publié)

Bureau d'Etudes Généalogiques de la Noblesse et Aristocratie Mondiale

Le BEGNAM publie tous les mois un cahier qui traite des généalogies de toutes les maisons et dynasties qui ont gouverné le monde pendant quarante siècles.

Ce cahier retrace le jeu des alliances matrimoniales de plusieurs familles, nous aide à percer les mystères des empires tels que celui de Byzance, ou à suivre l'épopée des Rurikides, qui, de Kiev à Moscou, ont fondé la Russie. Dans chaque cahier BEGNAM vous trouverez tous les mois un peu d'histoire et un peu de généalogie. Des noms célèbres comme Sforza, Médicis, Capétiens, Cantacuzène, Vasa, Wittelsbach, Jagellon, Prolomé ou Gonzague vous seront plus familiers.

Chaque cahier comprendra trois parties. La première sera consacrée à la présentation d'un arbre généalogique. La deuxième portera sur l'évolution chronologique et géographique du territoire en question, sous forme de grilles où apparaîtront le détail des ascendants, des mariages, des descendants légitimes ou illégitimes. Enfin, la troisième partie comportera des petits textes d'accompagnement qui souligneront les faits marquants relatifs aux personnages traités.

Si vous êtes passionnés d'histoire et de généalogie, abonnez-vous à notre bulletin mensuel.

BULLETIN D'ADHÉSION AU BEGNAM

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville : Pays :

Je désire un abonnement pour 6 mois : 150 F. 1 an : 250 F.

Je souhaite recevoir un numéro pour analyse et l'envoi 30 F

Paiement par chèque bancaire Chèque postal Mandat lettre

Date :

Signature :

Prière de libeller le courrier et les paiements à l'ordre du BEGNAM, MV RIBEIRO, 82, boulevard Poincaré 95500 DOUAI (France).

Étranger

AFRIQUE DU SUD

A Walvis-Bay, allez voir les flamants roses !

Tête de pont du gouvernement sud-africain dans un territoire, la Namibie, qui sera un jour indépendant. Walvis-Bay, port industriel, décline lentement, victime du marasme économique. Cette ville triste, qui vit sur son passé, peut cependant connaître, dans l'avenir, un nouvel essor. C'est du moins ce que lui promet positivement l'envoi tout proche des flamants roses...

De notre envoyé spécial

Walvis-Bay. — Le nom seul fait rêver. La baie des baleines, c'est ainsi que s'appelle ce port du bout du monde, perdu à l'extrémité du désert namibien, sur la côte atlantique. Un flot de vie après le sable, la roche et le soleil. Un dernier refuge au sortir de cet univers aride ? Pas vraiment, pas du tout même. A l'horizon d'une étendue caillouteuse parsemée d'épineux, champ de courses des autruches, une ville plate, uniforme, triste, une cité de près de 20 000 habitants, sans charme, tout entière tournée vers son port, le principal port en eau profonde de la côte sud-ouest de l'Afrique. Une succession de quais, de grues et de hangars sur laquelle viennent buter des ruelles où serpente l'odeur tenace de la mer.

Dernière halte de relâche au siècle dernier pour les baleiniers avant Le Cap, à la pointe du continent, ce territoire de 969 kilomètres carrés avait été annexé le 12 mars 1878 par les Britanniques.

Quarante pour cent des exportations et des importations de la Namibie transitent par cette « porte du Sud-Ouest ». Elle pourrait à l'avenir constituer un débouché pour les Etats noirs enclavés que sont le Botswana et la Zambie. Port industriel, mais aussi port de pêche, Walvis-Bay a longtemps été un centre florissant situé à proximité de côtes très poissonneuses baignées par le courant de Benguela. Une exploitation qui s'est, depuis la fin des années 70, considérablement réduite en raison du pillage pratiqué essentiellement par les flottilles venues des pays de l'Est, qui ont décimé les bancs de pilchard et d'anchois. La moitié de la centaine de chalutiers sont maintenant en cale sèche. Des usines ont fermé leurs portes. Une fabrique de boîtes de conserve s'est transplantée au Chili. Au total, Walvis-Bay a perdu en sept ans près de cinq mille emplois. La population s'est réduite du tiers entre 1976 et 1980 et la crise économique ne favorise guère la reprise.

Un lieu stratégique

Malgré ce déclin, quelques conserveries continuent de tourner, utilisant la main-d'œuvre noire et métis qui, chaque soir, rentre dans les townships de Naraville et de Kuisebmond, où sont regroupés les deux tiers de la population. Deux ghettos posés sur le sable à la périphérie de la ville. Une succession de petites maisons basses alignées au cordeau au long de ruelles défoncées. Chaque matin, les ouvriers se rendent à

beau milieu du désert, se dresse l'imposante base militaire de Rooikop, située en bordure du parc namibien. Centre d'entraînement pour les soldats sud-africains chargés de combattre les maquisards de la SWAPO, Rooikop s'est considérablement développé au cours des dernières années, pour devenir un lieu stratégique permettant de contrôler le territoire namibien en mal d'indépendance depuis maintenant soixante-quatre ans. Doté d'un aéroport et d'équipements destinés à initier les boys à la guerre du Bush, Rooikop est une base d'intervention idéale dans la région et permet également de surveiller la côte africaine.

L'enclave de Walvis-Bay, mini-Hongkong de ces terres australes, est l'Afrique du Sud dans une future Namibie indépendante, ne sera sans doute jamais abandonnée par Pretoria en raison de son importance économique et de son intérêt stratégique. Une épingle

dans ce territoire grand comme la France et l'Italie réunies, mais qui chatouille la fringale indépendantiste. Swakopmund, à 35 kilomètres au nord, restera namibienne. Mais cette charmante bourgade touristique, centre de villégiature, n'offre qu'un intérêt peu rémunérateur pour le Trésor namibien. Cette station balnéaire mérite tout de même le détour.

La transplantation au milieu de cette contrée africaine d'un gros village allemand, avec ses villas à fronton et son style typiquement berrichon de l'architecture prussienne, est pour le moins surprenant. Un anachronisme que l'on retrouve à peine à Walvis-Bay, où quelque 5 700 Blancs sont cependant pour beaucoup les descendants de ces chercheurs de diamants venus faire fortune au siècle dernier dans cette région regorgeant de minerais.

MICHEL BOLE-RICHARD.



LA GUERRE DU GOLFE

Le Conseil de sécurité appelle « tous les Etats à respecter le droit de libre circulation »

Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, ontane, lundi 4 juin, une tournée dans cinq pays du Proche-Orient (Egypte, Syrie, Liban, Jordanie, Israël), qui vise à combler le vide créé par l'échec de l'initiative de paix du président Reagan pour la région et celui de la force multinationale au Liban. Cette tournée sera aussi l'occasion pour M. Perez de Cuellar d'évoquer l'aggravation du conflit iran-iraque avec les dirigeants des cinq pays, et plus particulièrement avec le président Hafez El Assad et le roi Hussein, en raison des contacts étroits maintenus par le premier avec l'Iran et par le second avec Bagdad.

A Washington, dans un entretien diffusé ce samedi par la chaîne de télévision CNN (Cable News Network), M. Chaysson, ministre français des relations extérieures, a affirmé que la France « étudiera attentivement » toute éventuelle demande d'assistance des pays du Golfe, ajoutant qu'il estimait « parfaitement normal » que les requêtes d'aide de Riyad soient satisfaites. M. Chaysson a également défendu les livraisons d'armes françaises à l'Irak, soulignant qu'il s'agissait d'« appliquer un contrat signé il y a plusieurs années ».

De notre correspondant

New-York. — Le Conseil de sécurité de l'ONU a condamné vendredi 1^{er} juin les récentes attaques iraniennes contre trois pétroliers appartenant au Koweït et à l'Arabie Saoudite dans leurs eaux territoriales, et exigé l'arrêt immédiat de ces attaques. Le résultat du vote, qui a été acquis par treize voix, dont celles des cinq membres du Conseil, et deux abstentions (Zimbabwe et Nicaragua), traduit très imparfaitement les difficultés qu'ont affrontées les Etats du Golfe pour parvenir à cette condamnation symbolique, qui ne changera sans doute rien à la situation militaire dans la région.

L'ambassadeur d'Iran à l'ONU, M. Said Rajaie Khorassani, qui avait boycotté de bout en bout les travaux du Conseil, a immédiatement rejeté cette condamnation, qu'il a qualifiée de « record de partialité », en rappelant que sur près de soixante-dix attaques contre le trafic maritime depuis 1981, trois seulement sont attribuées à l'Iran. Ce vote risque fort, en fait, d'accroître l'hostilité des dirigeants de Téhéran à l'égard du Conseil de sécurité, qu'ils accusent depuis le début du conflit d'ignorer les responsabilités de l'Irak dans la guerre.

Pour les pays du Golfe qui s'étaient opposés à ce que la résolution traite aussi des attaques de l'Irak, ce texte ne représente au mieux qu'une demi-victoire. Cortes,

il réaffirme le droit à la liberté de circulation des navires à destination ou au départ des ports des pays riverains non belligérants, mais il a été décliné par six révisions successives.

En outre, les Etats du Golfe ont dû accepter à la dernière minute un nouveau paragraphe visant indirectement l'Irak et appelant « tous les Etats à respecter, conformément au droit international, le droit de libre circulation ». Le plupart des pays non alignés ainsi que plusieurs occidentaux, et en particulier la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, ont dénoncé formellement les attaques contre la navigation dans le Golfe d'où qu'elles viennent, lors de leurs explications de vote.

L'ambassadeur d'URSS, M. Oleg Troyanovsky, lui, a saisi l'occasion pour s'en prendre en termes très vifs aux Etats-Unis, en les accusant de vouloir imposer des plans d'intervention aux pays du Golfe et d'avoir « mal digéré les leçons de la fin peu glorieuse des « marines » au Liban ». Il les a mis en garde contre toute intervention, qui, selon lui, serait inadmissible et ne ferait qu'aggraver la situation. Le représentant américain a réagi sur le même ton en s'étonnant que l'URSS, « qui a cloqué la porte dans toutes les négociations sur le désarmement » et envahi un pays « sans défense » comme l'Afghanistan, jense des donneurs de leçons.

(Interjm.)

Israël

La campagne électorale s'ouvre avec vingt-cinq listes en présence

De notre correspondant

Jérusalem. — A sept semaines des élections législatives du 23 juillet, les Israéliens entrent en campagne. Vingt-cinq listes ont été acceptées le jeudi 31 mai par le comité électoral de la Knesset (contre trente et une lors du scrutin de 1981). De nombreuses autres ont été refusées parce que leurs animateurs n'avaient pas déposé la caution de 500 000 shekels (10 000 francs) exigée par la loi.

Hormis celles des grands partis, la plupart des listes valent surtout par

Reçu par M. Mitterrand

M. NAVON A DEMANDÉ L'AIDE DE LA FRANCE POUR LA LIBÉRATION DES PRISONNIERS ISRAËLIENS DÉTENUS EN SYRIE

M. Yitzhak Navon, ancien président d'Israël, a déclaré, vendredi 1^{er} juin, que le président François Mitterrand s'était engagé à « faire tout son possible » pour obtenir la libération des prisonniers israéliens détenus en Syrie.

M. Navon, en France pour une visite privée d'une semaine, a eu un entretien de près d'une heure avec le chef de l'Etat français qui a porté également sur la paix au Proche-Orient et l'élargissement de la CEE à l'Espagne et au Portugal.

« J'ai demandé à M. Mitterrand d'aider à libérer les prisonniers qui sont aux mains des Arabes et il m'a dit qu'il ferait tout son possible », a déclaré M. Navon, qui a qualifié le président français d'« ami d'Israël et du peuple juif ».

M. Navon, qui sera ministre des affaires étrangères en cas de victoire du Parti travailliste aux élections de juillet, a déclaré que son parti était opposé à une négociation avec l'OLP.

A t'outefois déclaré que, à l'inverse de l'actuel gouvernement, les travaillistes étaient prêts à engager une négociation sans conditions préalables avec l'Egypte, la Jordanie et les représentants des Palestiniens, même s'il n'est pas possible d'appliquer la période intermédiaire d'autonomie de trois à cinq ans prévue dans les accords de Camp David.

la personnalité de leurs leaders. C'est le cas, par exemple, de celle qu'anime M. Ezer Weizman, ancien ministre de la défense, ou le général Rafail Eytan, ex-chef d'état-major de l'armée. D'autres relèvent du simple groupe de pression, telle la Liste pour les handicapés.

Les principaux partis ont finalement réussi à resserrer leurs rangs avant la campagne en évitant les scissions. Seul le Parti national religieux, dont le déclin semble inéluctable, n'a pu prévenir la formation d'une liste séparée par les femmes du mouvement, mécontentes du peu de cas que l'on faisait d'elles.

Le fait marquant par rapport à 1981 est l'accroissement du nombre de candidats séfarades (juifs originaires du monde arabe). Ainsi, quatorze des cinquante premiers candidats du Parti travailliste sont séfarades. Cela devrait contribuer à atténuer l'image traditionnelle du parti, dominé depuis toujours par la classe politique ashkénaze (originaires de l'Europe de l'Est). Les derniers sondages continuent d'accorder dix à douze points d'avance aux travaillistes sur le Likoud.

L'une des vingt-cinq listes risque d'être exclue de la course. Il s'agit de la Liste progressiste pour la paix, qui regroupe des Juifs et des Arabes. Située à l'extrême gauche de l'éventail politique, elle est conduite par un avocat arabe de Haïfa, M. Mohamed Misyry, et comprend notamment le général de réserve Matti Peled et le journaliste Uri Avnery. Ces deux « colombes » ont rencontré à plusieurs reprises dans le passé des personnalités « modérées » de l'OLP. Leur liste préconise la restitution de tous les territoires occupés en 1967, y compris Jérusalem-Est, la formation d'un Etat palestinien, et l'égalité des droits entre la majorité juive et la minorité arabe.

En demandant l'interdiction de cette liste, le ministère de la défense a indiqué qu'elle « menaçait la sécurité de l'Etat ». La décision finale appartient au comité électoral. Certains s'étonnent ici de cette mesure, alors que la liste d'extrême droite fascisante et ouvertement raciste, anti-arabe, que dirige le rabbin Kahane se présente sans problème, comme en 1981.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

M. Arafat demande l'ouverture d'un bureau de l'OLP à Beyrouth

Le comité central de Fath, principale composante de l'OLP, a décidé vendredi 1^{er} juin la création de deux commissions chargées respectivement des affaires militaires et des contacts avec les autres factions palestiniennes. Réunis depuis jeudi soir à Tunis, en session ouverte, sous la présidence de M. Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'OLP, les membres du comité central ont examiné « la situation intérieure » du mouvement et les mesures à prendre afin d'affronter « les nouveaux changements intervenus sur la scène palestinienne », en prévision de la poursuite du dialogue interpalestinien le 8 juin à Aden.

Dans une interview publiée par Al Yom Al Sabagh (Le Septième Jour), un nouvel hebdomadaire arabe paraissant à Paris, M. Arafat a affirmé que le prochain Conseil national palestinien se tiendrait au mois de juillet prochain. Il a ajouté que les « rebelles et dissidents » du Fath ne représenteraient plus grand-chose sur la « carte politique palestinienne » et a tourné en dérision les affirmations selon lesquelles MM. Farouk Kaddoumi et Abou Iyad, deux des principaux dirigeants

du Fath seraient en désaccord avec lui.

M. Arafat a par ailleurs demandé au nouveau gouvernement libanais, présidé par M. Rachid Karamé, d'ordonner la fermeture du bureau de liaison israélien de Dbyayef et d'annuler l'OLP à ouvrir un bureau à Beyrouth. « Si la Liban, a-t-il dit, est un Etat arabe respectueux de la charte de la Ligue arabe et de ses décisions, il a des devoirs et est tenu à honorer les décisions de la Ligue ». Il a ajouté : « Je dis à M. Karamé qu'il y a qu'un Liban unifié, démocratique, palestinien qui ont des droits et des devoirs. Nous sommes pour notre part disposés à assumer nos devoirs, mais en même temps nous devons que nous avons le droit de vivre dans la dignité ».

Inde

FUSILLADE A AMRITSAR AU MOINS ONZE MORTS

New-Delhi (AFP, Reuters). — Au moins onze personnes ont été tuées et vingt-cinq autres blessées le vendredi 1^{er} juin près du temple d'Amritsar (Poudjab), lors d'échanges de tirs entre les forces de sécurité et des militants sikhs, a annoncé l'agence de presse PTI.

L'échange de tirs a opposé pendant huit heures les forces de sécurité à des militants sikhs retranchés dans le temple. Citant des sources proches du ministère de l'Intérieur, PTI indique que les affrontements ont commencé à la suite de l'intervention des forces de l'ordre contre deux hommes se rendant au temple et que l'un soupçonné de transporter des mitrailleurs.

Au moins sept extrémistes sikhs ont été tués, ainsi que trois civils et un policier.

EI Salvador

En prêtant serment

M. DUARTE DÉNONCE L'« INVASION ÉTRANGÈRE » DE SON PAYS

San-Salvador (Reuters). — Le nouveau président de Salvador, M. José Napoleón Duarte, a prêté serment, le vendredi 1^{er} juin, en présence des députés de quarante-deux pays, parmi lesquels le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz. Il a appelé la nation entière à se joindre à lui dans un « pacte » qui aurait pour but d'arrêter l'effusion de sang.

Il a réaffirmé son refus de négocier avec la guérilla tant que celle-ci n'aurait pas déposé les armes. Et a aussi déclaré que l'« intervention étrangère » dans son pays menaçait de transformer la guerre civile en « conflit mondial ».

Avec l'aide de gouvernements marxistes comme ceux du Nicaragua, de Cuba et de l'Union soviétique, une armée bien entraînée et bien équipée a envahi notre pays, et ses actions sont dirigées de l'étranger », a-t-il affirmé.

Porto Recanati, Riviera Del Conero, Agence Immobilière, Appartements compléments meublés pour vacances d'été à 200-400 mètres de la mer, 4-6 personnes. Juin-Septembre L. 250.000 par semaine, Juillet L. 400.000 par semaine, Août L. 500.000 par semaine. Tout compris sauf taxes séjour. Locations et renseignements: Italia Tel.: 071/4788448 - 4788824. Télex: 600336.

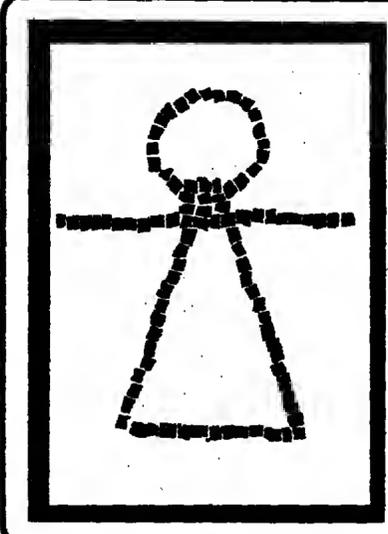
Regards sur

La situation internationale... (Texte partiellement visible et difficilement lisible)

met à vot... (Texte partiellement visible et difficilement lisible)

afes 110 132A

Handwritten note: *Ch. M. 1950*



TUNISIE

pays de tourisme et de culture

II. - Artistes et artisans

Regards sur l'art contemporain

AUX abords de la médina de Tunis, renfermée sur ses vieilles habitations d'étre et de sentir, de nouveaux quartiers européens ne cessent, dès les premières années du protectorat, de s'étendre vers la mer, assésant littéralement la vieille ville et lui imposant les rythmes d'une nouvelle vie. C'est dans cet espace colonial que paradoxalement naissent, il y a moins d'un siècle, les premières expressions modernes de l'art tunisien. Paradoxe d'artistes qui, en choisissant de s'exprimer dans une technique étrangère (la peinture de chevalet) et en participant à une nouvelle perception du monde qui les excitait de leur univers culturel traditionnel, tentaient d'affirmer leur présence et leur sensibilité spécifique de Tunisiens dans le contexte de la culture coloniale.

Des premiers temps d'apprentissage ont, dès la fin du siècle dernier, donné à la Tunisie son premier peintre, Ben Osman, et un portraitiste, Hédi Khayachi, attaché à la cour des beyes.

Mais l'art contemporain tunisien, dans sa dimension réelle, a commencé véritablement avec une autre génération d'artistes qui, dès les années 30, semblaient le besoin de rapprocher cet art nouveau de la sensibilité populaire en essayant d'exprimer dans leurs œuvres ce que la vie sociale traditionnelle avait d'essentiel et de spécifique.

Yahia Turki, Ali Ben Salem, Ammar Sarhat, sont parmi ces peintres qui peu à peu s'émancipèrent des stéréotypes qui dominaient alors la peinture coloniale. Abandonnant l'imagerie figée de l'orientalisme avec son clinquant, ses visages saupoudrés, ses têtes de béodouines, ses meudants et ses avengies, les artistes tunisiens marquèrent très tôt leur préférence pour les thèmes populaires qui, pour eux, traduisaient plus profondément le vécu et le quotidien et introduisaient dans l'art le dynamisme de la dimension sociale. Sur le plan formel, cette vision s'exprimait par l'abandon de la facture académique et le développement d'un sens plastique nouveau, en relation avec la lumière locale, menant à une simplification des lignes et un traitement plus franc de la couleur. De cette même époque datent également les premières tenta-

tatives de renouer avec l'esprit formel de la miniature orientale. Après Jilani Abdelwahab, dit Abdol, premier peintre autochtone à avoir exposé avec les artistes français au Salon tunisien et qui a choisi dans les années 20 de s'établir définitivement à Paris, Yahia Turki est sans doute le premier peintre professionnel tunisien qui conçut d'exprimer une vision nouvelle liée à la sensibilité populaire. Ammar Sarhat, enfant du peuple, continue depuis fort longtemps à peindre dans des tons sobres et terreux la vie simple des petites gens, tandis qu'Ali Ben Salem s'orienta vers la découverte des qualités plastiques des anciennes miniatures et la tradition locale des finés sous verre.

ditionniste générale, en poursuivant dans un esprit de recherche une démarche sélective. Hédi Turki, un moment séduisit par l'Action Painting, évolua vers une manière abstraite plus sereine, où les formes, en larges plages, vibrent d'un lyrisme chromatique profond et discret. On se souviendra également longtemps du beau talent de dessinateur d'Amara Debbèche.

La problématique d'un art arabe moderne

Pour la génération de l'après-indépendance, une vraie expression plastique ne pouvait plus se suffire des anciennes formules et représentations, et les jeunes peintres se faisaient fort de prouver contre leurs aînés de l'École de Tunis que le problème de l'art était de savoir comment dépasser le contenu « littéraire » de l'œuvre et élargir le champ d'investigation plastique pour aboutir éventuellement à une synthèse entre particularisme traditionnel et langage plastique universel. Mais ce mouvement de contestation ne put, malgré son dynamisme et le foisonnement de styles auxquels il a donné lieu, tenir toutes ses promesses de renouveau. Ses représentants, formés pour la plupart dans les écoles étrangères, ne différaient guère, dans leurs conceptions, de leurs modèles européens et se fondaient d'autant plus facilement dans l'anonymat de cette peinture « internationale » en honneur sur toutes les places artistiques du monde. Lyrisme de la composition et de la couleur avec Sehilli et Seldi, abstraction géométrique ou lyrique avec Chebil, Chakroun, Rafik Kamel, symbolisme surréaliste avec Lakhdar, Ben Amor : ce sont là quelques aspects de cette nouvelle peinture à la physionomie riche et changeante.

Beaucoup moins à l'honneur parmi les artistes que la peinture et les arts graphiques, la sculpture survit grâce aux commandes officielles de l'Etat. Parmi les sculpteurs tunisiens, Selmi et Marzouk sont les seuls à exposer régulièrement le produit de leur rocherbe.

Du côté même de ce mouvement « internationaliste » émergeait déjà, au milieu des années 60, une tendance se fondant sur la récupération

des symboles essentiels du patrimoine arabo-musulman (signes, arabesques, calligraphies). De nouvelles démarches voient le jour, qui visent à une réponse possible à la problématique d'un art arabe moderne en rapport avec la tradition artistique arabo-musulmane. Combinaison des structures de l'ancienne calligraphie koufique et les rythmes de l'architecture musulmane, Nejib Belkheja aboutit à une manière qui rappelle l'espace traditionnel de l'arabesque avec ses particularités d'atomisation des surfaces, de couverture compacte, de dynamisme de la forme : ce faisant, l'artiste rejoint une expression spatiale moderne grâce à une sorte de « néo-plasticisme » axé sur le rapport entre les droites et les courbes. Poursuivant une recherche parallèle à celle de Belkheja, Nja Mabdeloufi fait figure de néo-calligraphe soucieux de rendre - dans un contexte spatial moderne - l'éclat de la grande tradition classique de la calligraphie arabe.

D'autres artistes entreprennent, dès le début des années 60, de familiariser le public avec les techniques de la gravure, à l'exemple de Brahim Dabak, qui retrace dans ses bois d'autiques gestes ou réalise de curieux bestiaires. Ben Meftah met ses capacités de grand graphiste au service d'une inspiration d'une grande fécondité. Gouider Triki et Hédi Labbane poursuivent un rêve d'enfance retrouvée à travers une accumulation de signes et de motifs inspirés de la tradition populaire des finés sous verre pour le premier, et une poésie aux accents mélancoliques, expression d'une réflexion sur la destinée humaine, pour le second. Tous ces artistes et beaucoup d'autres encore continuent, chacun à sa manière, de façonner le visage riche et divers qu'on reconnaît à l'art tunisien actuel.

ALI LOUATI,
directeur du Centre d'art vivant de la ville de Tunis.

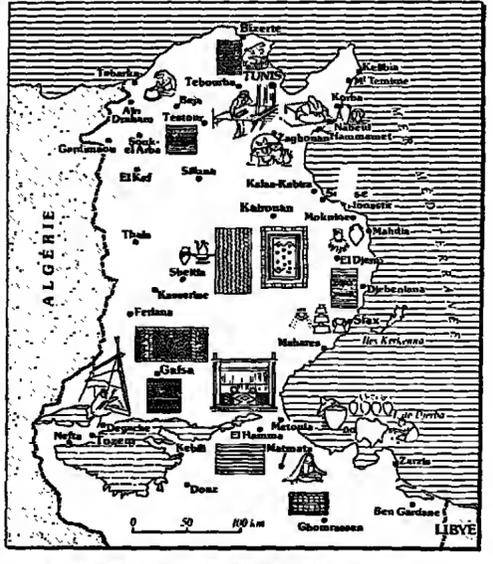
* On pourra notamment consulter : *Nuits tunisiennes*, par Kesroui, El Mekki par Jean Goujon, *Jilali Ben Abdallah* par Jean Davignand, et *Nja Mabdeloufi* par Edouard Natunich, tous édités par Cérès à Tunis. En France, s'adresser au Comptoir du livre arabe, 2 bis, rue Jules-Bretton, 75013 Paris.

Du côté des ateliers...

Le minibus de l'agence de voyage dévale la pente à travers les jardins de l'hôtel et vous dépose devant la baie vitrée du bâtiment principal dont vous venez de surplomber les blanches coupoles et les toits en voûte. Le comptoir de la réception est en bois ajouré d'arabesques, les luminaires sont en cuivre ciselé, et le mur de fond est recouvert de céramique à dominante orange. Dans les chambres, le dépouillement du décor, la blancheur des murs et des banquettes, donnent plus de force à une volumétrie et à un sens de l'espace que

l'architecte emprunte directement aux constructions traditionnelles. Ce « style tunisien » est sensible dans plusieurs ensembles hôteliers, dans un nombre grandissant de villas et de résidences des périphéries bourgeoises des grandes villes, et même récemment dans des immeubles collectifs. Tout porte à croire que les architectes tunisiens et leurs clients attachés au patrimoine artisanal contribueront à le répandre davantage.

MOHAMED MASMOUDI,
président-directeur général de l'Office national de l'artisanat.
(Lire la suite page 10.)



Sources : Office national du tourisme et de thermalisme tunisien (ONTT).

POUR LES LIAISONS
MARSEILLE ↔ TUNIS
GÈNES ↔
ou croisières
la **C.T.N.**
met à votre disposition deux cars ferries
le **HABIB**, son plus beau fleuron et le **SILESIA**

Navires modernes, climatisés et de tout confort
Plus on y est... plus on s'y plaît
Compagnie Tunisienne de Navigation
5, av. Dag Hammarskjöld, TUNIS - Tél. 041.777 - TLX. 12476

port el kantaoui
le premier port jardin de la méditerranée

La station intégrée de port El Kantaoui constitue le cadre idéal de vos vacances.

Le port ultramoderne (340 anneaux), le golf course (18 trous championship) le centre sportif (tennis, équitation et sports nautiques) en forment l'infrastructure sportive.

Les maisons de la mer (appartements de luxe bordant la marina), les hôtels (du 3 étoiles aux palaces) et les lots pour les villas (entourant le golf).

Pour tout renseignement une documentation vous sera envoyée sur demande

SOCIETE D'ETUDES ET DE DEVELOPPEMENT DE SOUSSE-NORD
Port El Kantaoui - Hammam Sousse - Tunisie
Tél. : (03) 30 500
TELEX : PORKAN 30701

1550

TUNISIE

Musique et danse, reflets de la vie quotidienne

TERRE de contacts où de multiples civilisations se sont superposées et mêlées, la Tunisie a une vocation méditerranéenne; cependant, les nuances de son art musical se caractérisent, pour l'essentiel, par un cachet arabo-musulman, et, même si persistent encore les vestiges d'un dialecte berbère - dans la région de Matmata et à Djerba - aucun chant berbère n'est connu. L'art musical, souvent mêlé à la poésie et à la danse, est ici inséparable de la trame de l'existence, lié à l'apprentissage des sons et des couleurs. Il s'est cristallisé au cours des siècles dans des genres et des répertoires divers, déterminés par les contingences de la vie quotidienne et la situation sociale, et une imagination populaire fertile, sensible à tout événement nouveau, l'a constamment enrichi. Il connaît une profonde interpénétration des divers modes d'expression: classique et populaire, profane et religieux.

A) Le *malaf* (traditionnel, habituel): c'est l'appellation donnée en Tunisie au répertoire classique, improprement qualifié de « musique andalouse ». Raffiné et savamment structuré, le *malaf* s'est développé au sein de la civilisation arabo-musulmane, florissante au III^e siècle de l'islam. À l'instar des autres répertoires maghrébins, il est constitué d'un nombre déterminé de *nawba* (tour de rôle, séance musicale), qui désigne ici une composition musicale renfermant une série de pièces vocales et instrumentales construites sur un *tab* ou « mode » particulier (qui détermine le nom de la *nawba*) et se déroulant selon un ordre donné, sur des rythmes et des mouvements variés.

Exécutés essentiellement en chœur, les pièces vocales de la *nawba* emploient aussi bien le langage littéraire que le dialectal et aussi bien la forme classique de la *qasida* (improvisation vocale sur des vers classiques) que celles, postclassiques, du *muwashshak* (l'enjôlé) et du *zajal* (le lyrique). Outre les ouvertures instrumentales (*bashraf*, *bashraf sammi* et *shantar*), les musiciens intègrent aux treize *nawba* classiques des formes vocales de caractère à la fois classique et populaire.

Traditionnellement, ces treize *nawba* s'exécutent selon un ordre de succession bien déterminé.

L'ensemble traditionnel du *malaf* se compose, de gauche à droite, d'un ou deux chanteurs (*munshid/shaykh*), d'un tambour sur cadre circulaire (*târ*), d'une vielle maghrébine à deux cordes (*rabâb*), d'un luth maghrébin à quatre cordes (*sud arbi*), de deux petites timbales hémisphériques en forme de cuvette (*naghârât*), avec parfois un tambour en forme de gobelet (*darbouka*), une flûte oblique (*nây*), une cithare de forme trapézoïdale (*qânân*), un luth oriental (*ud sharqi*) et un violon. L'orchestre moderne est beaucoup plus élargi.

Les dansesuses professionnelles

B) Le répertoire populaire: imprégné, depuis l'invasion hilarienne au onzième siècle, du style bédouin, à la fois citadin et campagnard, il utilise exclusivement le langage dialectal. Il puise dans le même système musical que le répertoire classique avec, toutefois, des particularités qui touchent aussi bien les modalités d'exécution que les formules rythmiques, beaucoup plus riches en raison de la prédominance de la danse et de la rareté des modulations. Outre certains modes classiques fréquemment utilisés, ce répertoire emploie d'autres, spécifiquement populaires; il en est de même pour les rythmes.

Touchant à toutes les activités et à tous les âges de la vie, la musique populaire comporte nombre de chants et de danses appartenant aux deux répertoires, citadin et rural. Cependant, la classification est difficile à opérer car, si l'on distingue facilement la musique savante de la musique populaire rurale, il n'en va pas de même avec le répertoire citadin, résultat de leur fusion, qui donna lieu à des manifestations musicales diverses: chants de travail, d'enfants, berceuses (*tarbiya*), chants de louanges du Prophète (*madih*), de circoncision (*halâlû*), de mariage (*ta lila*), de danse (*zindâlî, rubâkh...*), chants d'origine rurale (*aghânî sha biyya*) ou traditionnels élaborés (*aghânî anîqa*), ou encore *nawba* populaire, mêlant le profane et le religieux et prenant le nom du *wâlî* (« saint ») pour lequel elle est composée.

La danse, liée ou non à un chant, occupe une place de choix, notamment avec les dansesuses professionnelles, dans les ense-

bles de variétés appelées *awwâda*. On les engage dans les villes et les villages pour les fêtes familiales ou - moins maintenant - dans les cafés chantants ou cafés-concerts. Leurs mouvements ne sont souvent qu'une variété de la danse du ventre, fondée sur ceux des hanches, qu'accompagne le tintement des *çâjât* (petites cymbales en cuivre fixées par un élastique au pouce et au majeur de chaque main). D'autres danses d'origine rurale sont également pratiquées, basées sur les mouvements des mains, des hanches et des pieds, que l'exécutant(e) improvise selon la nature du rythme des instruments à percussion (*tabla* ou *darbouka*), scandant les airs de la *zakra/ghayya* (type de hautbois) ou du *mirwid* (sorte de cornemuse). Ces danses ont également lieu sur certains chants populaires déjà cités: le *zindâlî/çindânî*, interprété généralement par les femmes, tandis que le *rubâkh* (fête des ouvriers), réservé aux hommes, évoque leurs travaux et mettent en valeur leur habileté.

La danse de la chevelure

Quant au répertoire rural, variant d'une région, voire d'une tribu, à l'autre, il a des chants connus dans tout le pays, d'autres restant d'une importance locale limitée. On distingue parmi eux deux catégories: poésie chantée ou chants proprement dits. Leur style d'exécution varie: soit simple, syllabique, avec une voix naturelle dans un registre moyen, soit hautement vocalisé et orné, avec une voix de tête dans le plus haut registre.

Outre les différentes danses et les ensembles instrumentaux, nous citerons quelques-uns des chants les plus connus: *ardhâwi*, chant large dont le thème mélancolique est toujours relatif à l'amour et à la séparation; *arâbi*, quatrains improvisés dans un tempo assez lent; *hila*, poésie libre, souvent chantée sous forme de dispute; *qâm*, récitation mélodique, dans un style syllabique, toujours moralisant; *malçûma*, chantée en antiphonique par un soliste et un ou deux assistants; *marbû'a*, solo alterné par quatre hommes donnant chacun une idée propre à un sujet; *raddâs*, relatif à la récolte du maïs; *nawwâhî*, chant de lamentation; *raggâsî*, chant de danse, etc.

Bien que la voix et la poésie soient, dans ce répertoire, de première importance, le rôle des ins-

truments y est non négligeable. Plus variés que ceux du répertoire classique, ils sont, comme les chants, soit connus partout, soit d'utilisation régionale, notamment toute une variété de flûtes et flageolets et de tambours. Le seul instrument à cordes, le *gunbrî* - luth à deux cordes, - est très rarement utilisé.

Le répertoire rural présente une grande variété de danses dont celle appelée *zâra*, exécutée par deux hommes imitant un duel au sabre. La danse collective, pratiquée absente au nord, est pratiquée aux îles Kerkennah, dans l'île de Djerba et, au sud, dans la région de Ghomrassin et de Médénine. Les danseurs-musiciens, vêtus de longues robes blanches, effectuent des mouvements d'ensemble sur les airs de la *ghayya/zakra* et les grands-mesures du *tabl*, accompagnés parfois d'une fantasia ou d'un duel collectif de bâtons, tel le *guou-guou*, pratiqué à Djerba... A l'extrême sud, on trouve la danse de la chevelure: les jeunes gens sont disposés sur plusieurs rangs, avec les chanteurs au milieu. Les jeunes filles, placées en vis-à-vis, se dressent sur leurs genoux et laissent pendre leurs cheveux. Chacune imprime à sa tête un mouvement alterné de balancement et de rotation. Les cheveux flottent librement, tantôt balayant le sol, tantôt s'agitant en l'air, elles se dressent assemblées en une seule gerbe par la vitesse du tournoiement, suivant la mesure imprimée par les chanteurs-musiciens, qui frappent leur *tabl* de deux baguettes sous les tentatives youyou (*zagharîr*) des femmes. Cela, jusqu'à l'épuisement total des danseuses et des chanteurs.

Le répertoire religieux

C) Le répertoire religieux. C'est le *kalâm/malaf al-jâd* (sérieux/religieux), par opposition à *al-hazzî* (profane). De même que la vie religieuse s'insère dans le rythme quotidien, de même les formes de ce répertoire se mêlent souvent aux profanes, notamment dans les cérémonies marquant la naissance, le mariage, la khatma (fin de l'étude d'une section du Coran par un enfant), le retour du pèlerinage à La Mecque, etc.

En dehors de l'*adhan* (appel à la prière) et du *tajwid* (récitation

psalmodic du Coran), spécifiquement religieux, ces formes d'inspiration plutôt mystique sont cultivées dans les *zâwiya* (confréries religieuses) comme le *dhikr/tahilla*: glorieuse invocation de Dieu; le *madih*, déjà cité; le *nashid/inshâd*: improvisation très élaborée sur des vers d'un poème mystique; la *hadhra*: séance de litanies et de danse extatique en deux parties: le *hizb*, récitation de versets coraniques, prières et invocations répétées; le *jadb/khammârî*, danse extatique. Citons aussi le *stanbâlî* des Noirs musulmans, séance curative dont le chant et la danse sont accompagnés de deux tambours, de castagnettes et parfois d'un *gunbrî*. Les manifestations musicales de ces confréries varient beaucoup, tout comme leurs exercices spirituels.

Préparer l'avenir

D) La musique d'aujourd'hui. Depuis le début du siècle, l'apport de l'Orient arabe est venu s'ajouter à celui de l'école turque: influences libyennes, mais aussi syro-libanaises et syro-égyptiennes. Echanges de musiciens et développement des moyens de communication les ont répandues largement, aussi bien sous leur aspect original que marquées par l'empreinte turque ou travesties par l'impact occidental. Ainsi, un renouveau s'est établi en Tunisie: réhabilitation et reformulation du patrimoine, mais aussi création de nouvelles formes vocales et instrumentales. Citons, à cet égard, l'œuvre du grand précurseur Ahmad al-Wâlî (1850-1921), de Kbmayyas Tamân (1894-1964) et, au sein de la Rashidiyya, de Muhammad Triki, Calîba, Hâdi Jouini, 'Alî Rîyâhî, Çâlah al-Mabdl, parmi d'autres.

Hélas! Subjugué par la tendance égypto-libanaise et par la musique de variété occidentale, ce mouvement s'éclipse peu à peu et cédera la place à un modernisme douteux, exprimé par une chanson sentimentale, individuelle et légère, voire vulgaire, hybride tant dans ses structures mélodiques et rythmiques que dans son contenu poétique. L'originalité et la créativité cèdent la place au collage, au plagiat et à l'utilisation démesurée des éléments de la musique occidentale, y compris les instruments à sons fixes, incompatibles avec les fondements mêmes du langage national.

Face à cette acculturation, une prise de conscience s'est dessinée vers les années 70. Pour mener à bien ses effets, il est indispensable d'effectuer un retour lucide aux sources du patrimoine national et de s'inspirer avec discernement des autres cultures. Les axes de la réforme amorcée peuvent se résumer ainsi:

- Révision des méthodes d'enseignement avec création d'une pédagogie appropriée à la musique arabe et diminution du temps consacré à la musique occidentale (création de l'Institut supérieur de musique);

- Revivification, exploration et diffusion du patrimoine savant et populaire s'accompagnant d'une recherche au niveau du langage musical et de la facture instrumentale;

- Récupération et revalorisation de certains instruments et formes traditionnels en leur ajoutant des dimensions supplémentaires et originales;

- Formation de nouvelles troupes, de meilleure qualité, avec le souci d'apporter une nouvelle interprétation vocale et instrumentale au patrimoine (exemples de la Rashidiyya, premier institut musical fondé en 1934, de la Jeunesse musicale de la troupe des Arts populaires);

- Retour, encore très modeste, à la véritable musique théâtrale, descriptive et scénique;

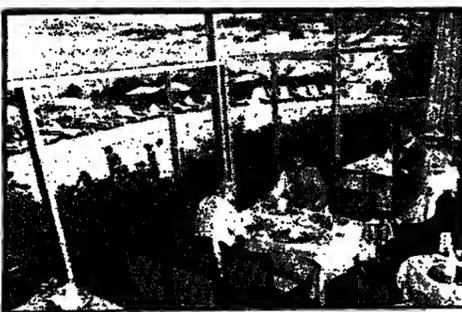
- Création de formations puissantes leur art dans la confrontation des sources populaires et des techniques de la musique moderne. Comparée aux initiatives marocaines (Jil Jilâla et Nâs al-Ghiwan), les tentatives tunisiennes restent limitées (groupe Imazighen, Oulâd Sidi Jmâr). Même remarque pour la chanson engagée.

Toutefois, ces initiatives, jointes à l'organisation de nombreuses rencontres et festivals et à l'intérêt de plus en plus marqué des jeunes et des responsables pour cet élément dynamique de notre civilisation, inclinent à un optimisme mesuré mais certain.

MAHMOUD GUETTAT, directeur de l'Institut supérieur de musique de Tunis. Auteur de la *Musique classique du Maghreb*, Paris, 1980, Sindbad, 400 pages.

(1) *Tab* (pl. *tabûs*): caracière, nature, réaction et manifestation de l'homme vis-à-vis des êtres et des choses. Terme-clé de la musique classique maghrébine. Il désigne à la fois l'échelle modale, ses caractéristiques, ainsi que les rapports psychophysiques que cette échelle peut déclencher.

Nous avons conçu et aménagé nos hôtels POUR RÉPONDRE AUX GOUTS DES PLUS EXIGEANTS



ABOU NAWAS GAMMARTH - ** LUXE**
GAMMARTH - BAYE DE TUNIS - Tél. 271.444 - Télax 13201

- Situé dans le quartier résidentiel de GAMMARTH
- A 10 minutes de l'aéroport de Tunis-Carthage et à 20 minutes du centre des affaires de Tunis-Ville
- Navettes gratuites entre l'hôtel et Tunis-Centre
- Animation sportive: planche à voile, ski nautique, tennis, sauna
- Salles de réunions pour congrès, séminaires et banquets
- A proximité de l'ancienne CARTHAGE et du village typique de SIDI-BOU-SAÏD.



HOTEL DIAR EL ANDALOUS - LUXE
PORT EL KANTAQUI - SOUSSE - Tél. (03) 30.200 - Télax 30863, 30864

- Une architecture, une décoration, des jardins qui, s'étendant sur 19 hectares, vous plongent dans la Méditerranée du cœur
- En lisière du GOLF 18 trous « Championship » de PORT EL KANTAQUI
- Salles de conférences, séminaires et banquets
- 10 terrains de TENNIS en dur
- Centre de planche à voile, sauna et deux piscines dont une couverte et chauffée l'hiver
- Lieu idéal, car stimulant.

ABOU NAWAS HOTELS
Siège: 8, rue Ibn-El-Jazzar, TUNIS (Tunisie) - Tél. 894.108 - Télax: 13721.

A Hammamet: un théâtre en quête de créateurs

FACE à la mer qui vient mourir au pied du fort, le Centre culturel international de Hammamet est un lieu privilégié comme il en existe peu dans le monde. Entourées d'orangers et de oliviers qui embellissent les jardins les oliviers, les dattiers et autres fleurs méditerranéennes, les allées de cyprès - séduisants labyrinthes - incitent à la méditation tandis que la piscine de marbre blanc cernée par un monacal déambulatoire, les salles attenantes, le théâtre proche, sont propices aux rencontres et aux dialogues. Le CCI, qui a périclité pendant cinq ans, retrouve avec son nouveau directeur, Ezzedine Medani, le lustre que lui avait donné naguère Tahar Guiga.

Au repas du soir, Medani, écrivain et auteur dramatique, raconte: « Qu'avez-vous fait en faveur du théâtre? » - Cette question, explique-t-il, le président Bourguiba la pose régulièrement à ses ministres de la culture et il n'a pas hésité à l'inviter l'un d'entre eux, coupable de lui avoir présenté une pièce médiocre! Il est vrai que, dans sa jeunesse, le chef de l'Etat avait joué la comédie et qu'il connaît par cœur des pièces du répertoire arabe et français, dont *L'Aiglon* de Rostand. C'est d'ailleurs sur son initiative que les comédiens du Théâtre de la Ville de Tunis, qui fête son trentième anniversaire, viennent d'obtenir un statut leur garantissant sécurité et stabilité.

Sans être séculaire, le théâtre tunisien a donc déjà une tradition et des lettres de noblesse. Et pourtant, il traverse une crise depuis quelques années. Est-ce le début du redressement? Deux de ses meilleurs metteurs en scène, Moncef Souissi et Mohamed Kouka, qui vivaient, le premier à Koweït, le second à Paris, viennent de se voir confier respectivement la direction du Théâtre national et celle du Théâtre de la

Ville de Tunis. Et c'est à l'initiative de ce dernier que s'est tenu du 11 au 13 mai au CCI un colloque international sur la situation du théâtre arabe.

« Alors que le théâtre occidental existe depuis Aristote, comment faire pour que le théâtre arabe, importé d'Europe, se forge une identité qui lui permette d'arriver à l'universalité? En écrivant *Romeo et Hamlet*, Shakespeare devenait-il moins anglais? En jouant Shakespeare, devenons-nous moins arabes? » A ces questions de Kouka - pourquoi Moncef Souissi, invité, était-il absent? - le Marocain Teyeb Saddiki, dont on a vu récemment à Paris et en Tunisie la pièce tirée du *Livre des délectations* et du plaisir paré, répond avec son expérience: « Nous pouvons fort bien faire de Sophocle un auteur arabe plein d'avenir pour notre public vierge. Mais nous devons aussi exprimer notre vécu. Il faut sortir des modèles appris, sortir de la tradition. Créer mais aussi saisir le rythme de nos conteurs populaires, comprendre le sens du cercle qui se forme autour d'eux, s'inspirer de la gestuelle arabe. Bref, imagination, réenracinement et rénovation! »

Une fois engagé, le débat - riche, tonifiant et parfois déconcertant - se poursuit trois jours durant avec la participation des étudiants de l'Institut supérieur d'art dramatique de Tunis, dont Pierre Laville, qui anima le Théâtre des Amandiers, découvre avec éffacement que c'est l'ordinateur qui décide de leur « vocation ». La crise du théâtre conduit à la crise de la société arabe puis au dialogue entre les cultures du Nord et du Sud. Echanges dans la tradition tunisienne. Dialogue fructueux annonciateur de renouveau.

PAUL BALTA.

L'OLIVAIE TUNISIENNE

Une véritable forêt

L'olivier se plaît essentiellement dans les zones de climat méditerranéen caractérisé par des hivers doux, des étés secs et printempers pluvieux, de la fin de l'été à la fin de l'automne et une grande luminosité.

A Carthage, la culture de l'olivier existait avant l'arrivée des Romains, mais ceux-ci l'étendirent à de nombreuses régions de l'Afrique, l'actuelle Tunisie.

Depuis l'indépendance la culture de l'olivier a été étendue à presque toute la Tunisie, partout où le soleil, le sol et l'eau le permettaient. De 27 300 000 pieds répartis sur 600 000 ha en 1956, c'est aujourd'hui une véritable forêt de 55 000 000 d'oliviers, soit près de 10 oliviers par habitant, qui couvre 1 407 000 ha, la tiers des terres labourables. Elle ne procure pas moins de 20 millions de journées de travail par an et fait vivre plus d'un million de personnes.



Un prestige international

Par sa qualité, l'huile d'olive tunisienne jouit d'un prestige international. Répondant aux caractéristiques chimiques et physiques précisées par les normes internationales, 80 % de la production sont exportées essentiellement vers l'Italie, la France, la Libye, l'URSS et les USA.

Malgré l'élargissement de la Communauté économique européenne à la Grèce et bientôt à l'Espagne, la Tunisie demeure le premier pays exportateur mondial d'huile d'olive.

Le développement spectaculaire de l'oléiculture dans ce pays n'est pas seulement la simple conséquence de l'attachement du monde rural à l'olivier ; il s'explique aussi par l'efficacité de l'organisme spécialisé dont est doté ce secteur : L'OFFICE NATIONAL DE L'HUILE.



L'Office national de l'huile



Siège social : 10, avenue Mohammed-V - TUNIS

Tél. : 258-966 ; 345-566

Telex : 12431 ; 14325 ZTFI-TN

TUNISIE

Le langage des bijoux

Se promener dans les médinas anciennes... Celui qui ne les connaît pas est assuré d'y découvrir non seulement de beaux monuments, des demeures, des palais, mais aussi des quartiers commerciaux qui semblent surgir du passé, de fabuleux métiers, des comportements individuels. Flâner en médina, c'est découvrir la Tunisie profonde que la ville nouvelle ne laisse pas toujours entrevoir. Facades de verre et d'acier, grands magasins, courses contre le montre sont autant de concessions au modernisme dont se réclament les Tunisiens mais ne reflètent pas la complexité de la personnalité tunisienne. Dans l'espace urbain, celle-ci se traduit par la juxtaposition de deux cités, l'une qui plonge ses racines dans l'Islam arabe, l'autre copiée sur l'Occident triomphant.

Cette dualité, qui se retrouve à tous les niveaux — de la ville au mode de vie, du vêtement aux cérémonies de mariage — est rendue dans le langage courant par l'opposition *sûr-abi*, moderne-traditionnel. Ainsi, lors d'une nocé, la cérémonie de type occidental célébrée à la main est-elle suivie des réceptions traditionnelles où la mariée accomplit des rituels dont l'origine se perd dans la nuit des temps. Elle a alors troqué sa robe blanche contre la *keswa* *abi*, le costume traditionnel dont la pièce maîtresse est la tunique ample et droite brodée d'or, et s'est parée d'une multitude de bijoux — même si tous ne lui appartiennent pas — qui couvrent la tête et le buste, ornent les poignets et les chevilles. Bijoux et mariage sont étroitement liés en Tunisie.

La rude élégance du Sud

Les critères esthétiques traditionnels diffèrent de ceux d'aujourd'hui ; on n'a pas un bijou pour le mettre en valeur, mais on en suppose plusieurs à des fins plus prophylactiques qu'esthétiques. Car ces objets qui ornent le front, les tempes, les oreilles, la cou, la poitrine, les poignets, les chevilles, reproduisent par la forme ou la décoration des symboles connus dans le monde méditerranéen et oriental depuis des siècles, voire des millénaires. Leur signification a pu changer, mais ils restent chargés de sens. Ainsi de la main et du poison, formes les plus représentées par les orfèvres tunisiens. Nombre de colliers villageois sont formés par l'assemblage de mains d'or ou d'argent, que les femmes entendent en même temps que des coqueux, des perles et des pierres généralement rouges et bleues. Les couleurs ne sont pas choisies au hasard : elles correspondent à des croyances fortement ancrées dans l'univers populaire.

Une communauté de langage existait entre l'orfèvre et les femmes, et cette compréhension mutuelle a permis la création, à partir d'éléments simples et peu variés, de formes nombreuses et originales. Les centres de production, concentrés sur la côte, fournissaient en mains, roses, facsimilés de monnaies turques les Tunisiennes, qui investissent avec ces pièces des perles propres à chaque région. De la sorte, les bijoux de Sfax différiaient de ceux de Sousse, de Nabeul ou d'ailleurs.

Il y a seulement quelques décennies, costumes et bijoux distinguaient les régions les unes des autres. Les parures des Tunisiennes, de type européen, étaient à base d'or et de pierres précieuses, alors que les Nabeul et Zarzis, les orfèvres et les femmes de la côte créaient des bijoux typiquement tunisiens caractérisés par une grande finesse, une certaine fragilité et une subtile recherche dans l'assemblage. Dans le Sud, autour de Médénine-Tataouine, région fortement influencée par les modes libyennes, les bijoux d'argent massif ont, au contraire, une rude élégance qui s'harmonise avec les vêtements de laine que tissent les femmes.

Aujourd'hui, les modes locales s'estompent. Les bijoux *sûr* triomphent, et leur uniformité tranche avec la diversité des parures *abi*, qui délaissent les Tunisiennes. Les prototypes des bijoux *sûr* viennent d'Europe, de même que les machines servant à les fabriquer. Le *sûr* des orfèvres, à Tunis, autrefois consacré à la production de pièces d'argent aux formes traditionnelles, semble se convertir à l'or, que l'on ne trouvait qu'au souk voisin El-Berka, réservé depuis le dix-neuvième siècle à la vente à la criée des bijoux d'or. Démodés, les bijoux d'argent aux formes anciennes perdent leur fonction initiale s'ils ne sont pas convertis en bibelots pour s'adapter aux goûts

d'une clientèle nouvelle, occidentale ou fortement occidentalisée. Dès lors, la promenade dans les souks permet de lire, comme dans un livre illustré, l'évolution du bijou en Tunisie.

Autrefois cantonnés dans les ruelles étroites du souk des orfèvres et les rues spacieuses du souk El-Berka, la production et le commerce des bijoux gagnent chaque jour un nouvel espace, puisque des bijoutiers s'installent dans les quartiers résidentiels qui se développent autour de la capitale.

Sauver les plus belles pièces

L'orfèvrerie connaît un sort plus heureux que celui des autres branches de l'artisanat traditionnel. Contrairement à la plupart d'entre eux, elle ne périclète pas, mais évolue avec le goût des Tunisiens. La production actuelle se compose donc de trois types de bijoux : les *sûr*, appréciés par la majorité des Tunisiens, sont fabriqués avec un équipement moderne dont disposent de nombreux maîtres-orfèvres ; les *abi*, en or ou en argent, produits selon les méthodes traditionnelles, ne connaissent pas le même essor, bien que de nombreuses villageoises et femmes des campagnes y demeurent attachées ; les bijoux transformés.

Des artisans antiquaires récupèrent, en effet, des bijoux d'argent anciens pour les mettre au goût du jour. Cette activité est particulièrement dynamique dans les régions touristiques. Là, les commerçants offrent à leurs clients, étrangers pour la plupart, des anneaux de chevilles convertis en candéliers et des boîtes d'oreilles agencées en colliers. Cette conversion permet, sans doute, de sauver de la fonte les plus belles pièces, mais est-elle la meilleure façon de sauvegarder un secteur particulièrement riche du patrimoine national tunisien ?

SAMIRA GARGOURI-SETHOM

* L'auteur a soutenu en novembre 1983, à l'université Paris-X-Nanterre, une thèse de troisième cycle intitulée : *Étude du bijou traditionnel en Tunisie, femmes parées, femmes enchaînées*. Dans les librairies, on trouve de l'édition Sirey, *Bijoux tunisiens, formes et symboles*, 64 pages, Tunis, 1972.

Du côté des ateliers...

(Suite de la page 7.)

Ce qui n'est pas pour nuire à la qualité et à l'originalité de l'environnement, cocore moins aux nombreux corps de métiers qui ont trouvé dans le bâtiment et la décoration d'intérieur un marché très stimulant.

Les habitués des stations balnéaires du golfe de Hammamet connaissent bien les sculpteurs sur pierre de Dar-Chaabanne et les potiers de Nabeul, dont quelques-uns sont d'excellents émailleurs de carreaux de revêtement.

A Tunis, Sfax, Kairouan, Bizerte, les ateliers d'artisans maîtres, qui se sont plus regroupés comme par le passé dans un seul quartier, fabriquent des meubles et des éléments pour l'aménagement d'intérieur en utilisant les anciens répertoires de la boiserie sculptée, ajourée et tournée. Certains peintres sur bois, notamment à Tunis, excellent dans la réalisation de somptueux plafonds.

D'autres artisans ont réussi leur réinsertion dans le circuit économique. Il s'agit notamment des métiers de tissage et en particulier ceux du tapis et de la tapisserie. En 1956, la production de tapis n'atteignait pas 50 000 mètres carrés par an ; elle est aujourd'hui dix fois plus importante. Le plus fameux des tapis tunisiens est le *karouan*, version locale des tapis anatoliens. Il se caractérise par une riche bordure, par un champ central de forme hexagonale occupé par un ou plusieurs motifs en losange (*hadra*) et par des écoinçons à semis.

A l'origine, le *karouan* comptait à peine 40 000 points au mètre carré ; aujourd'hui, les textures atteignent 90 000 et 160 000 points au mètre carré sont devenues courantes. Depuis quelques années est apparu le *karouan* en soie à 250 000 points au mètre carré. L'Office de l'artisanat et certains ateliers privés ont même expérimenté un tapis surfin à 500 000 points au mètre carré. S'il a beaucoup amélioré sa texture, le *karouan* a aussi diversifié ses gammes. Soumis à un contrôle strict, les ouvrages portent une étiquette plombée qui renseigne ostensiblement sur la qualité (deuxième choix, premier choix, supérieur).

Le meilleur et le pire

A Gafsa — oasis du Sud-Ouest, — on exécute depuis la nuit des temps des tapisseries composées en bandes ou en damier et qui fourmillent de motifs, d'animaux et de personnages, le tout fortement géométrisé. Pas loin, dans un village de montagne encore berbérophone, sont tissés les *kilims* Ouled Bou Saad aux couleurs chatoyantes, et dans les Metmata (ensemble de villages dont quelques-uns troglodytiques), on fabrique des voiles en laine rouge, noire ou bien indigo aux décors tissés et que les femmes continuent à porter pendant les cérémonies. Dans quelques villages du Sahel, notamment à Bou-Merdes, les femmes ont brodé jusqu'à ces dernières années des châles très originaux qu'on ne rencontre nulle part ailleurs. Dans la région de Bizerte, plus exactement à Raf-Raf, village perché au-dessus de la mer, on exécute des broderies polychromes sur tulle ou sur soie d'une rare beauté. L'amateur découvrira sans peine des pièces superbes dans les villages mêmes ou chez les marchands d'articles d'artisanat.

Le meilleur et le pire

Le nombre de ces commerces d'artisanat s'est multiplié de façon frappante au cours des quinze dernières années aux environs des hôtels et dans les quartiers typiques des villes dites touristiques. On y trouve le meilleur et le pire : des articles exécutés rapidement pour une clientèle de passage peu exigeante, mais aussi d'authentiques chefs-d'œuvre d'art traditionnel. Parmi la grande variété d'articles qu'on y propose (cuirs repoussés, bois sculptés et marquetés, tissages et broderies de tout genre...), et, bien sûr, les fameuses cages de Sidi-Bou-Said), il faudrait signaler tout particulièrement les bijoux et les objets en argent à cause de leur qualité et de leur originalité.

Plus que la bijouterie citadine traditionnelle, connue par ses parures en or serties de pierres, ses colliers en perles et surtout les pièces composées par les femmes à partir d'éléments fabriqués par les bijoutiers, c'est la bijouterie rurale en argent massif qui connaît un renouveau remarquable. Elle est de plus en plus adoptée par les jeunes dans la ville, tandis qu'on assiste curieusement à une pénétration de l'ancienne bijouterie citadine dans les campagnes. Le bijou en argent est de tous les étalages qui veulent tenter le voyageur. On y trouve évidemment de tout. Mais il ne faut pas être particulièrement averti pour distinguer les articles débités à l'emporte-pièce des bijoux dont les éléments ont été découpés, martelés, soudés, incisés ou repoussés par la main de l'artisan.

Du reste, chaque village a son souk des bijoutiers, où la découverte de cet artisanat millénaire est l'un des enchantements du voyage. Il faut signaler que le corail est souvent associé aux bijoux en argent, de même que l'émailleage dont Moknine et Djerba avaient, dans le passé, le monopole.

MOHAMED MASMOUDI

auteur de *l'Artisanat créateur en Tunisie*, éd. Agence de coopération culturelle et technique, Paris, et *Céris*, Tunis, 1983.

PHILIPPINES
Sauvetag

LA GRENADE
Les fidèles

الهيئة العامة للغذاء والدواء

150

Étranger

PHILIPPINES

« Sauvetages » à la tronçonneuse...

Comment venir à bout de la guérilla aux Philippines ? On pourrait imaginer une politique de développement et de réduction des tensions sociales... Le « salvaging » est tout autre chose. Il consiste à « sauver » les mal-pensants, réels, virtuels ou supposés, en tranchant dans le vif...

De notre envoyé spécial

Manille. — D'un mot d'amour fraternel on a fait un synonyme de terreur mortelle. Perversité révélatrice : aujourd'hui, personne ne peut plus se méprendre : quand on parle des opérations de sauvetage (« salvaging ») conduites par l'armée ou par des groupes paramilitaires, il faut comprendre enlèvement, disparition et, souvent, liquidation.

Sous sa cornette grise, la petite sœur au regard triste a mille fois raison : aux Philippines, le « sauvetage », ce n'est plus la main amie qui vous arrache au malheur ou au danger, c'est la main armée qui vous soustrait, brutalement, aux tentations de la « subversion ». Dans ce domaine, et sur une même toile de fond de dictature et de guérilla communiste, on « opère » ici selon des méthodes meurtrières du modèle latino-américain. Les exemples ne manquent pas, les veuves et les orphelins non plus : c'est par centaines que des mères, des épouses, des sœurs — à l'instar des Argentines de la place de Mai — défilent à Manille en octobre dernier, brandissant chacune une pancarte portant le nom d'un disparu.

La Sœur M., quinquagenaire émaciée, douce et énergique, pousse à travers la table un grand bol de café, du pain et du beurre de cacahouètes. Dans l'ombre du parloir, des images pieuses et un grand portrait de Jean-Paul II tremblent sous le souffle d'un ventilateur — mais ils pourraient bien, à cette heure, frémir d'horreur.

Discrète et précise, la Sœur M. détaille des exemples de « sauvetages », dont elle a eu

directement à connaître en sa qualité de membre de l'organisation Task Force Detainees (1). Dans ce livre de quinzante pages, elle évoque les victimes d'une réalité devenue mortellement banale dans le contexte de violence politique, et même de guerre civile, qui déchire et ensanglante l'archipel. L'affaire qui a le plus secoué l'opinion pendant la campagne électorale du printemps est celle de quatre étudiants de province dont les cadavres mutilés furent découverts près d'un mois après leur disparition. Militants de gauche, ils avaient quitté leur domicile début mars, pour participer dans la capitale à une grande manifestation d'opposition. Ils furent enlevés alors qu'ils déambulaient dans Manille, puis portés disparus.

Brûlés vifs

Fin mars, un villageois de la province de Cavite (au sud de Manille) vit rentrer son chien, un pied humain dans la gueule. Il avertit la police, et l'animal permit bientôt de découvrir les cadavres, enterrés à la hâte dans un champ. « J'étais au cimetière avec les familles lars de la reconstruction des corps mutilés », dit la Sœur M. « On montrait des morceaux en demandant aux parents si elles les reconnaissent. Les gens hurlaient de douleur. J'ai vu beaucoup d'horreurs, mais jamais rien d'aussi insupportable. » Comme dans bien des cas, plus ou moins similaires, une enquête a été officiellement ouverte, mais personne n'imagine qu'elle puisse aboutir — pas du moins sous le régime de M. Marcos.

Un autre cas exemplaire, poursuit la religieuse, est celui de Borromeo Rocas. C'était un jeune fonctionnaire de l'agence de réforme agraire, mais avec ces de particularité : il enseignait l'anglais dans un collège, et avait épousé une jeune fille venue d'un pays étranger. Cela lui valut la haine des grands propriétaires locaux qui ont des relations étroites avec les militaires. Le 6 novembre 1983, en pleine nuit, le village où habitait Rocas fut réveillé par des hurlements venant de sa maison.

« Un cordon de gendarmes et de groupes paramilitaires a la tête des propriétés avait bouclé le secteur. Un voisin qui s'approchait pour porter assistance fut abattu. Bientôt le feu fut mis à la maison, et Borromeo Rocas, sa femme et leurs quatre enfants furent brûlés vifs. »

Après un silence, Sœur M. ajoute : « Il n'y a pas eu d'enquête. Officiellement, c'est une action des communistes. Pourtant, tout le village connaît les participants. J'y suis allée. Des villageois m'ont parlé sous le sceau du secret : pour eux, témoigner en justice serait signer leur arrêt de mort. »

Un troisième cas « typique » est celui de sept paysans de la localité de Tungao (province d'Angsan) portés disparus en avril dernier. « A plusieurs reprises, les villageois avaient demandé aux militaires d'un petit poste proche de leur donner des informations, dit la Sœur M. Comme ils n'obtenaient pas de réponse, les soldats du poste ont été mis en demeure — sans doute par les guérilleros communistes — de fournir au plus tôt des explications. Le même jour, ils ont décampé. On a retrouvé sous l'emplacement du cantonnement les cadavres découpés des disparus... Ce genre de « sauvetage » est baptisé « opérations Tad-Tad » (coupe-coupe en langue vernaculaire). Des familles entières ont ainsi été massacrées pour l'exemple. »

En 1981, poursuit Sœur M., lorsque la loi martiale a été officiellement levée, nous avons espéré une amélioration de la situation : hélas ! elle a empiré. Cette année-là ont eu lieu plusieurs massacres, notamment dans la cathédrale de Davao, à Mindanao. En 1982, toujours à Mindanao, les autorités ont imposé par endroits une politique de hameaux stratégiques, regroupant des villageois dans des camps. Devant les échecs du développement, et l'extension de la guérilla, les opérations de « sauvetage » ont augmenté ainsi que la brutalité des forces armées.

Les chiffres que donne notre interlocutrice à l'appui de telles

affirmations sont, selon elle, « très modérés ». En effet, certaines régions sont inaccessibles et, souvent, les parents des victimes trop terrorisés pour parler. En 1983, son organisation a répertorié plus de quatre cents « sauvetages » mortels et plus d'une centaine de disparitions. Ce chiffre inclut « dix-sept massacres perpétrés entre juillet et décembre par des militaires et des policiers et qui auraient fait dans chaque cas de cinq à vingt victimes ». En quelques années, le « salvaging » aurait fait plus de mille deux cents morts.

« Pacification »

Il se pratique principalement dans la grande île méridionale de Mindanao, mosaïque de sous-développement et de surexploitation, de rébellions (musulmane, communiste) et de gangstérisme. Ces liquidations particulières viennent s'ajouter aux milliers de victimes (morts, blessés, femmes violées, maisons pillées ou brûlées, terres confisquées, personnes déplacées, arrestations, tortures, etc.) dénombrées chaque année dans des régions où les populations sont prises entre les feux croisés de l'escalade de la violence armée et de l'arbitraire.

Les autorités militaires et la police accusent systématiquement les communistes de ces crimes. Mais, d'une part, les disparus appréhendés par les forces de l'ordre sont le plus souvent soupçonnés eux-mêmes de sympathies procommunistes. D'autre part, les abus commis sous prétexte de « pacification » sont devenus à ce point endémiques — et les critiques de la hiérarchie catholique à ce point précises — que les responsables de l'armée eux-mêmes ont dû annoncer des sanctions à plusieurs reprises.

Les guérilleros communistes n'hésitent pas non plus à procéder à des exécutions. Cependant, contrairement aux liquidations que leurs adversaires pratiquent sans discrimination, ils évitent, pour leur part, de porter atteinte à la population et visent tout particulièrement les cadres administratifs, policiers et militaires du



FRANCHINI.

régime, réputés les plus brutaux et les plus corrompus — ce qui contribue à leur donner une aura de « Robin des bois » dans les régions où les gens ont à souffrir soit des insuffisances de l'aide du gouvernement, soit des excès de sa « pacification ».

Aux Philippines comme dans d'autres pays à la fin sans-développés et surexploités, la progression communiste (du moins dans l'état actuel des choses) se nourrit bien plus de la misère, des violences et des injustices locales que des menées du marxisme international. Moscou et Pékin ne sont-elles pas toutes les deux aux petits soins pour M. Marcos ? On peut douter de l'efficacité d'une stratégie qui agit — atrocement — sur les effets sans résorber la cause sans se demander, au fond, pourquoi et comment un bon paysan catholique, naturellement respectueux du pouvoir et complètement ignorant du marxisme, en vient, par désespoir, à épouser la cause des communistes.

A l'instar du programme américain Phénix au Vietnam du Sud, et toutes proportions gardées, il apparaît que plus on liquide et plus il y a de gens à liquider chaque année dans une population que l'on prétend « pacifiée ». C'est la terrible logique dans laquelle glissent les Philippines. Elle fournit à bon compte des martyrs à la révolution et fait apparaître les communistes comme les défenseurs de la veuve et de l'orphelin, face aux exécutions des basses œuvres d'un gouvernement aux mains couvertes de sang.

R.-P. PARINGAUX.

(1). Task Force Detainees, qui travaille avec Amnesty International, s'occupe essentiellement des prisonniers politiques et de violations des droits de l'homme. L'organisation possède quarante-cinq représentants dans tout le pays.

LA GRENADINE

Les fidèles de « Maurice, fils du peuple »

S'il n'avait été savamment mis en minorité au comité central du parti, puis assassiné par ses « camarades », la Grenade serait demeurée une démocratie populaire sous la direction de « camarade Maurice ». Dans la petite île, il y a encore des citoyens — surtout des jeunes — pour regretter que l'histoire n'ait pas pris ce cours.

De notre envoyé spécial

Saint-George's. — Dans la chaleur écrasante d'un début d'après-midi, deux collègues vêtus d'uniformes très britanniques se sont arrêtés au milieu de la chaussée et feuilletent le magazine que l'une d'elles vient d'acheter dans un kiosque près du port : c'est une hagiographie, imprimée à la Jamaïque, de Maurice Bishop, le dirigeant révolutionnaire assassiné par ses « camarades » lors du putsch qui provoqua, le 25 octobre dernier, l'invasion de la Grenade par les marines américains.

Vous continuez donc de l'admirer ? — Bien sûr, répond mi-voix mi-surprise, l'une des filles, Maurice était un grand dirigeant. Ici, tout le monde vous en dira autant. Ce n'est évidemment pas l'avis des Grenadiens qui ont été jetés en prison pendant le règne du disparu, sous l'accusation d'avoir « déstabilisé la révolution ». A en croire un des porte-parole du gouvernement provisoire, lui-même prisonnier pendant quatre ans, de 1 500 à 2 000 personnes ont passé une partie ou la totalité de la période révolutionnaire (13 mars 1979-25 octobre 1983) sous les verrous. D'autres anciens détenus, dont un syndicaliste, donnent des chiffres encore plus élevés.

Des « rastas », qui continuent de cultiver et de fumer du haschisch, étaient, en vertu de la paillarderie de toutes les révolutions, enfermés dans un camp près du hameau de Hopewell, où l'on tentait de les endoctriner. Sous le régime de Maurice Bishop, la publication de journaux non autorisés était qualifiée d'« acte criminel ». Des journalistes ont été jetés en prison pour ne pas avoir obtempéré aux consignes du pouvoir.

Mais pareilles violations des droits démocratiques n'ont ébranlé la foi de bon nombre de Grenadiens, jeunes en majorité. Ils croient toujours dans les bonnes intentions de « Maurice », comme l'appellent ses fervents, et voient en lui un martyr. Quand on évoque devant eux certaines réalités pour le moins déplaisantes de la révolution, ils réagissent presque tous de la même façon : « Si ces choses-là se sont vraiment passées, ça a dû être à l'insu de Maurice. Le traité Bernard Coard en a été l'inspirateur ». Tout le mal vient donc de l'ancien vice-premier ministre, qui, en tentant un coup de force, fit tirer dans la foule qui venait de libérer le « leader » d'une assignation à domicile, le 19 octobre, et entraîna par là même l'intervention américaine. Le Judas a trahi le Sauveur. Cette image du dirigeant, assassiné avec une dizaine de ses plus proches collaborateurs, est soigneusement cultivée par la « Fondation Maurice Bishop et martyrs du 19 octobre 1983 ». Depuis quelques semaines, elle publie son hebdomadaire et se veut la voix de ce qui reste du « New Jewel Movement », la formation de l'ancien chef du parti.

Pour le moment, la Fondation dispose de deux locaux, l'un à Saint-George's, la minuscule capi-

tale, l'autre à Grenville, localité de la côte est. Il est clair, à regarder certaines photos, que la popularité de Maurice Bishop était due en grande partie au fait qu'il avait exalté, aux yeux de ses concitoyens, l'image de la petite Grenade : le paradis tropical pour les organisations de voyage était devenu un foyer révolutionnaire mondiallement connu comme Cuba, le modèle des révolutionnaires grenadiens.

Sur les murs des deux « Maisons des Martyrs », on voit « Maurice » en compagnie d'éminentes personnalités et dirigeants étrangers, noirs en majorité : Samora Machel, président du Mozambique, Sally Mugabe, l'épouse du dirigeant zimbabwéen, Angela Davis, Harry Belafonte, et, bien sûr, Fidel Castro, « l'homme le plus noir de la Caraïbe », selon les tenants du « Black Power ».

Le monde entier semblait enfin prendre un sérieux l'île des épices. Maurice Bishop avait, ainsi, chassé les souvenirs humiliants et dérisoires laissés par l'homme qu'il avait renversé : l'excentrique Sir Eric Gairy, qui avait profité d'un discours devant l'Assemblée générale des Nations unies pour exhorter les délégués présents à croire au phénomène des OVNI.

Ce rêve pour certains — cauchemar pour d'autres — ne revendra pas de sitôt : la police militaire américaine et la « Force de la paix des Caraïbes » y veillent.

De son étude d'avocat, Mr. Kendrick Radix, ancien ministre de la justice de Maurice Bishop, voit passer un jeep avec deux militaires américains en patrouille dans le centre de Saint-George's. Il soupire : « Je suis encore terriblement déprimé de voir ruiner le travail auquel j'avais consacré ma vie. » Et les emprisonnements de ceux qui ne pensaient pas comme il fallait ? — Les lois spé-

ciales visant la subversion contre-révolutionnaire devaient être respectées », répond Mr. Radix. Selon lui, il régnait maintenant une atmosphère « infecte » dans l'île : « d'anciens détenus » en profitent pour régler leurs comptes avec le régime déchu.

Mr. Radix a été incarcéré et interrogé pendant plusieurs jours par les Américains. D'autres politiciens se sont fort bien accommodés de la nouvelle situation : après tout, ils doivent leur rentrée en scène aux Américains ! Formés par les anciens colons britanniques, ils en ont adopté l'anglais soigné, les cravates d'école et un attachement général aux valeurs d'Albion.

Ce retour en force de l'élite post-coloniale bécote la sensibilité des jeunes Grenadiens, pour qui le régime de Maurice Bishop avait au moins un mérite : l'absence de toute attitude de flagornerie à l'égard des colonisateurs d'antan. « Maurice » faisait, lui aussi, partie de la bourgeoisie, puisqu'il avait été envoyé en Angleterre par ses parents pour y faire des études universitaires. Mais, observent ses jeunes administrateurs, il n'en avait pas été « contaminé » et était demeuré un « fils du peuple ».

La chemise ensanglantée

Kevin, vingt-cinq ans, était un fonctionnaire assez proche de Maurice Bishop. Il n'a pas changé de sentiments après l'« épuration ». Dans le pub The Red Crab de la baie Grande Anse, au sud de Saint-George's, il avoue ne pas être « très à l'aise » aujourd'hui. Parmi les consommateurs de ce bistrot, très britannique d'allure, sous les cocotiers tropicaux, il a repéré « au moins un agent de la CIA et le nouveau chef de la police, qui est de la Barbade ».



SZLAKMANN.

Dans un coin, discutent trois dirigeants du parti de Sir Eric Gairy : l'un d'eux avait été emprisonné dès le putsch de Bishop, puis libéré par les Américains.

Kevin, qui n'a rien d'un idéologue, est quelque peu embarrassé lorsqu'on l'interroge sur les aspects dictatoriaux du régime déchu. Il se tire d'affaire par le distinguo habituel : « On sait maintenant que Maurice avait fini par être dominé par Bernard Coard et qu'il n'était pas au courant de ce qui se passait. » Et les Cubains ? Kevin en a connu plusieurs pendant la révolution, dont un médecin. Invité lui-même à La Havane, il y a suivi deux semaines de « stage ». Il en est revenu ébloui. Ce qui l'avait impressionné le plus, outre l'élan révolutionnaire étalé par ses bêtes, c'étaient les prix très bas des plats servis dans les restaurants où on l'avait conduit. A

Saint-George's, ils sont hors de portée de son modeste salaire. Kevin sait gré aux Cubains d'avoir commencé la construction d'un aéroport capable d'accueillir des avions long-courrier. Washington a bien promis de terminer le travail : mais, en attendant, des centaines de Grenadiens ont perdu leur emploi.

Au minuscule musée national de Saint-George's, on continue d'exhiber une chemise de Maurice, ensanglantée en raison des blessures reçues lors d'une manifestation réprimée par la police de Sir Eric Gairy. A deux pas de là, on est invité à admirer le service à thé que la reine Elizabeth offrit à l'île à l'occasion de l'indépendance en 1974. Mais ce musée écoléctique a dû être réaménagé récemment pour commémorer un autre événement-clé : « 25 octobre 1983. Libération de la Grenade ».

RENÉ TER STEEGE.

France

LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

14 listes, 1134 candidats

La campagne électorale est officiellement ouverte depuis samedi, zéro heure. Quarante listes participeront au scrutin européen du 17 juin, soit 1134 candidats pour 81 sièges à pourvoir à l'Assemblée des communautés européennes.

Une quinzaine de listes, présentée par le RUC (Rassemblement des usagers et des contribuables) a également été déposée au ministère de l'Intérieur avant la date limite de clôture (vendredi 1^{er} juin à 18 heures). Mais il est vraisemblable que le Conseil d'Etat ne l'autorisera pas à prendre part au scrutin puisqu'elle n'a pas versé à la Caisse des dépôts et consignations la caution obligatoire de 100 000 francs. Le Parti ouvrier européen, qui refuse de se situer sur l'échiquier politique classi-

que, et qui avait participé à l'élection municipale partielle de Thionville, où il avait obtenu 277 voix, 1,60 % des suffrages exprimés, précise qu'il concentrera sa campagne dans les départements de la région parisienne, dans les départements lorrains, dans la Seine-Maritime et le Rhône.

Pour la première élection à l'Assemblée des communautés européennes, le 10 juin 1979, onze listes avaient brigué les suffrages des électeurs. Deux d'entre elles, toutefois, la liste Régions Europe conduite par M. Jean-Edern Hallier et la liste Europe-Autogestion présentée par le PSU et conduite par M^{me} Huguette Bouchardais, n'avaient pas déposé de bulletins de vote.

Le PSU, qui s'est allié aux communistes démocrates unitaires de M. Fabbia, sera cette fois présent. Et comme en 1979, l'ensemble de l'échiquier politique, de l'extrême gauche à l'extrême droite en passant par les écologistes, est « balayé ». Comme il y a cinq ans, M. Marchais conduit la liste du P.C. M. Jospin a remplacé M. Mitterrand à la tête de celle du P.S. Le MRG, qui avait fait liste commune avec le P.S., s'est allié avec les radicaux d'opposition et l'écologiste Brice Lalonde, pour tenter un regroupement de centre.

À droite, le RPR et l'UDF se sont regroupés sur une liste unique alors que, pour le précédent scrutin européen, M^{me} Veil conduisait la liste de l'UDF et M. Chirac celle du RPR. L'extrême

droite ne présente qu'une liste, le Parti des forces nouvelles (PFN) ayant finalement renoncé. En 1979, la liste d'extrême droite était conduite par M. Thicry-Vignacour.

L'extrême gauche, pour sa part, présente deux listes (celle de Lutte ouvrière, celle du PCI) deux autres listes, celle de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), participait au scrutin.

Outre le fait que les « petites » listes sont, cette année, particulièrement nombreuses en dépit d'obstacles financiers considérables, l'aspect original de ce scrutin tient à la présence de trois listes « socio-professionnelles ».

N.A.

Figures

M. Jacques Moreau (PS) : Européen de cœur puis de raison

Après une licence de philosophie et un diplôme de l'Institut d'études politiques de Paris, M. Jacques Moreau s'apprêtait à devenir chercheur à la Fondation nationale des sciences politiques, où il venait de terminer un troisième cycle d'études. Il choisit pourtant, en 1963, le syndicalisme ; à la CFDT puis à la CFTD et à la Fédération des industries chimiques, dont il devient, en 1970, le secrétaire général. Quatre ans plus tard, il fait partie de l'équipe dirigeante de la CFDT, au sein de laquelle il est chargé du secteur politique.

Les années passent. A quarante-huit ans, il juge le moment venu de se « recycler », l'opportunité se présente alors à lui d'être candidat à l'élection européenne de 1979 sur la liste du PS au titre du courant rocardien. Il est élu, devient un membre actif du groupe socialiste de Strasbourg et, en juin 1981, il succède à M. Jacques Delors à la tête de la commission économique et monétaire de l'Assemblée des Communautés.

S'il se dit aujourd'hui « Européen de raison », M. Jacques Moreau fut, de son propre aveu, un « Européen de cœur... de souche fédéraliste ». Très attaché à la construction politique de l'Europe dans un milieu qui, précise-t-il, ne l'était pas : « J'étais très marginal. Mon attachement à l'Europe apparaissait comme une faiblesse à une époque où la Communauté était, autour de moi, davantage perçue comme celle du laissez-faire. »

M. Jacques Moreau doit « ronger son frein », mais il s'efforce, malgré les obstacles, de faire avancer le « dossier » européen. Sa tâche devient moins difficile quand le CFDT adhère à la Confédération européenne des syndicats et qu'éclate la crise. « L'idée d'une nécessité européenne a commencé à mûrir, se souvient-il. En 1975-1976, quand vous disiez que les pays de la Communauté ne pouvaient s'en sortir seuls, vous aviez davantage de chances d'être entendus. Il fallait en passer par un raisonnement froid en évitant les détours de la passion. » « J'ai toujours pensé, confie-t-il, que le mouvement syndical et la gauche tout entière avaient intérêt à ne pas laisser la droite brandir le flambeau de l'idée européenne. »

M. Jacques Moreau laisse deviner ses déceptions. A la gauche, il reproche d'être resté trop longtemps sur une analyse datant

des années 50, de manquer de réflexion prospective. « Nous devons, dit-il, être plus imaginatifs, plus offensifs que nous ne l'avons été. » Et si, aujourd'hui, il regrette que le groupe socialiste de l'Assemblée de Strasbourg n'ait pas pris davantage d'initiatives, il se dit « très heureux » des positions adoptées par le gouvernement français. « Depuis dix ans, affirme-t-il, c'est la plus européenne. Il situe la construction européenne dans la perspective qui convient, celle d'une Europe de la paix et des libertés. »

Il s'avoue cependant inquiet : « Dans la Communauté, expliquait-il, les facteurs de cohésion n'existent plus avec la même force. Les pays ne semblent pas convaincus que travailler ensemble leur apporterait le « plus » dont ils ont besoin. L'Allemagne, préoccupée par son unité, sa sécurité, s'interroge sur ses liens avec l'ensemble de ses voisins. Or la persistance de l'axe franco-allemand est vitale pour la Communauté. Si celle-ci ne lui offre pas de perspectives, si elle avance trop lentement et continue de se chamailler sur des questions d'harmonisation des législations, sur la politique agricole ou le budget, elle ne pourra faire la preuve qu'elle a quelque chose à apporter au monde. »

A cet égard, la démarche de l'Assemblée européenne adoptant le projet de traité Spinnelli d'union européenne ne lui paraît pas « correspondre à une vue éclairée des problèmes », même s'il lui reconnaît des « mérites ». « Il se fonde, dit-il, sur une approche linéaire des problèmes, alors qu'il faudrait une série de réponses spécifiques. La crise de l'Europe, souligne-t-il, ne dépend pas en premier lieu d'un mauvais fonctionnement des institutions. Elle est plus profonde. Il faut aujourd'hui avant tout savoir quelle Europe veulent les Etats membres et se mettre d'accord sur les politiques à mener dans les domaines économique, monétaire, industriel, social et culturel. » « L'Europe a géométrie variable », est ainsi, pour M. Moreau, « la seule voie » et non celle qui consisterait à relancer l'Europe par la démarche institutionnelle. C'est la raison pour laquelle, après avoir fait partie de la commission institutionnelle chargée de préparer le projet Spinnelli, et après en avoir été l'un des rapporteurs, M. Moreau, avec l'ensemble du groupe socialiste de Strasbourg s'est abstenu, en février, de voter le projet.

De l'Assemblée dont il est membre depuis cinq ans, M. Jacques Moreau trace un bilan « contrasté ». L'Assemblée, selon lui, est toujours tentée par deux évolutions qu'il juge « tragiques » : « Ou elle cherche comme elle n'a pas beaucoup de pouvoir, à se transformer en un vaste forum où l'on discute de questions sur lesquelles le conseil des ministres n'intervient pas. Elle s'engage alors dans une sorte de fuite en avant. Ou elle devient une sorte de super conseil économique et social et perd tout crédit politique. L'avenir, dit-il, est fait d'un équilibre entre ces deux tendances. »

Membre du comité directeur du PS et président d'Echanges et Projets, M. Jacques Moreau juge aussi que l'Assemblée de Strasbourg « pèche » du fait qu'elle n'attire plus de « talents politiques ». « Elle a manqué d'hommes ayant un message à transmettre », note-t-il. Il ajoute : « C'est d'autant plus dommageable que les partis politiques s'occupent très peu de l'Europe. A Strasbourg, on trouve des hommes politiques en fin de course, des jeunes dans l'attente d'un destin national et des socioprofessionnels qui recherchent la voie d'une profession plus large à leur engagement. Mais rares sont ceux qui ont choisi, quoi qu'il arrive, l'Europe, car la carrière politique européenne n'est pas gratifiante. Il suffit, remarque M. Moreau, de regarder la composition de l'Assemblée de 1978 : Tindemans, Brandt, Delors, Colombo et d'autres encore avaient un rayonnement qui dépassait l'enceinte du Parlement. Ils ont été happés par la vie nationale. C'est une des raisons qui expliquent le caractère moyen des débats. »

M. Moreau sait qu'il a peu de chances, même s'il est passé sur la liste socialiste de la trentième élection à la vingt-quatrième place, de retrouver les bancs de Strasbourg. Il s'efforce de cacher son amer dépit. Que fera-t-il le lendemain du 17 juin ? Il ne le sait pas encore. Il se souvient que lorsque l'on s'est occupé de l'Europe on ne peut plus regarder les réalités nationales de la même façon. »

Ch. FAUVET-MYCIA.

M. Jacques Moreau vient de publier : *L'Europe quand même*. Editions Syros, 125 p., 45 F.

LES LISTES EN PRÉSENCE

Voici, dans l'ordre où elles ont été déposées au ministère de l'Intérieur, les listes qui s'affronteront le 17 juin :

● Liste Pour un parti des travailleurs - liste ouvrière et paysanne d'unité soutenue par le PCI et des militants du mouvement ouvrier de toutes tendances politiques et syndicales, conduite par M. Marc Gauquelin.

● Liste Différents de gauche en France, en Europe - La troisième liste de gauche Henri Fribourg-Serge Dapuyet présentée par le PSU - les communistes démocrates unitaires, conduite par M. Serge Dapuyet.

● Liste Au nom des travailleurs qui ont assez d'être trahis par la gauche et opposés par la droite, conduite par M^{me} Arlette Lagiller (Lutte ouvrière).

● Liste Les Verts - Europe écologie, conduite par M. Didier Anger.

● Liste Front d'opposition nationale pour l'Europe des patries, conduite par M. Jean-Marie Le Pen (Front national).

● Liste présentée par le Parti communiste français, conduite par M. Georges Marchais.

● Liste Socialiste pour l'Europe, conduite par M. Lionel Jospin.

● Liste ERE européenne - Entente radicale écologiste pour les Etats-Unis d'Europe, conduite par M. Olivier Stirn.

● Liste Union de l'opposition pour l'Europe et la défense des libertés, liste présentée par l'UDF et le RPR, conduite par M^{me} Simone Veil.

● Liste Initiative 84, liste des jeunes entrepreneurs, l'Europe pour l'entreprendre, conduite par M. Gérard Touati.

● Liste Réussir l'Europe, conduite par M^{me} Francine Gouze.

● Liste Parti ouvrier européen, conduite par M. Jacques Cheminade.

● Liste UTILE, Union des travailleurs indépendants pour la liberté d'entreprise, conduite par M. Gérard Nicoud.

● Liste Pour les Etats-Unis d'Europe - Initiatives européennes, conduite par M. Henri Cartan.

● M^{me} Veil : les trente-cinq heures. - M^{me} Simone Veil a déclaré, le vendredi 1^{er} juin, à Avignon, au sujet du débat sur la réduction de la durée du travail à trente-cinq heures par semaine : « En France, trois mois après l'instauration des trente-cinq heures, le franc était dévalué (...). Seule une économie vivante et dynamique permet d'avoir une plus grande expansion (...). Une réduction éventuelle du temps de travail ne pourrait intervenir que branche par branche, après discussion avec les chefs d'entreprises, selon la situation économique et sociale (...). Au Parlement européen, socialistes et communistes se sont prononcés pour les trente-cinq heures brutales, et notamment pour les femmes, sans voir que les femmes risquent d'être pénalisées davantage, au moment où l'on cherche à lutter contre le chômage. »

● M. Marchais : trop de ministres communistes. - M. Paul Marchais, président de la Confédération française de l'encadrement (CFE-CG), a déclaré, le vendredi 1^{er} juin, à Colmar (Haut-Rhin) : « Nous estimons que quatre ministres communistes au gouvernement, c'est beaucoup, c'est même trop. Selon M. Marchais, le Parti communiste « met en cause, par sa participation au gouvernement, la capacité de confiance que la France a besoin de l'étranger ». Il a ajouté : « S'il devait y avoir un nombre de ministres communistes plus important, nous dirions vers les événements graves en France. »

LA MINI CAMPAGNE DU PARTI OUVRIER EUROPÉEN

Les références de M. Cheminade

Sous le patronage d'idées conçues de Charles de Gaulle, de Lazare Carnot, de Jean Jaurès et de Rabalais, le Parti ouvrier européen se lance, lui aussi, à l'assaut de l'Assemblée des Communautés européennes de Strasbourg. Modestement. Le secrétaire général du POE et tête de liste, M. Jacques Cheminade, a fait savoir, vendredi 1^{er} juin, au siège parisien de son mouvement que bulletins de vote et professions de foi ne seraient soumis à la sagacité des électeurs qu'à Paris et dans huit départements : Yvelines, Hauts-de-Seine, Moselle, Meurthe-et-Moselle, Puy-de-Dôme, Rhône, Charente-Maritime et Seine-Maritime.

Modeste, le vieux l'est tout autant que les effectifs du POE : quelques cinq cents membres, au dire de M. Cheminade, et une trentaine de permanents qui vivent (le mal) au service d'une cause multifarime qui a fait connaître le POE avant même qu'il n'imprime des velléités électoralistes.

Les velléités de cette cause ; des associations rattachées au POE. Elles ont pour nom : Fondation pour l'énergie de fusion, qui mène campagne pour le développement des armes à énergie dirigée (laser) ; Coalition antidrogue, dont l'appellation dit le but ; Club de la vie, qui se pré-

sente comme une manière d'anti-Club de Rome, opposé à tout malthusianisme et authentique défenseur du tiers-monde. M. Cheminade a toujours, par le passé, vigoureusement rejeté les accusations de liens avec l'extrême droite lancées contre le POE. Aujourd'hui, il déclare ne pas aimer « la fuite en avant » de M. Le Pen.

Après avoir essayé de troubler le jeu électoral lors des élections municipales partielles de Thionville, le POE veut maintenant se manifester lors de tous les scrutins à venir et faire entrer en politique, comme candidats, tous ceux qui partagent ses vues et « n'ont pas confiance en ce qui se passe en politique ».

Des vues et des références littéraires, historiques, philosophiques, M. Cheminade, ancien élève de l'ENA, quinquante-deux ans, fonctionnaire du ministère de l'économie et de la consommation, n'en manque pas. Il emprunte les uns et les autres au savoir républicain : Carnot, au-dessus depuis bien gauloisé, selon lui, du général de Gaulle, à Jaurès, le seul socialiste « à vues longues », le seul aussi à connaître Leibniz et les précurseurs ; à Rabalais enfin, « encore plus fondamental que les autres penseurs », le modèle de « l'artiste républicain ».

Leibniz et Colbert

Leibniz justement, M. Cheminade le connaît aussi. Il a quelque confiance avec le projet d'entente entre républiques souveraines » cher au grand philosophe. Il croit même savoir que l'auteur de la Monologie était un peu l'homme du même vin du Rhin à Colbert. Car M. Cheminade est un peu colbertiste par surcroît, il bon sens du terme d'entend. Il range le célèbre surintendant de Louis XIV aux côtés de ceux qui ont compris les « bases épistémologiques de la France ».

Et l'Europe dans tout cela, celle d'aujourd'hui et celle de demain ? M. Cheminade, ses amis, certains électeurs s'il s'en trouve, veulent le savoir, le soir des trois crises où elle se débat : stratégique et militaire (une menace russe immédiate) inaperçue quand elle n'est pas ambiguëment faverisée ; financière et économique (à ceus du malthusianisme ambiant et du Fonds monétaire international) ; enfin morale et intellectuelle.

La menace que fait courir à la jeunesse l'usage des stupéfiants est un indice, estime-t-on au POE. Mais le président de la République, à en croire M. Cheminade, a aussi ses drogues, intellectuelles celles-là, et « en l'espèce - douce : les conceptions post-industrielles et informatiennas de MM. Jean Riboud, Jean-Jacques Servan-Schreiber, Jacques Attali et Samuel Pless.

« L'élection du 17 juin, M. Cheminade ne consacrera que 400 000 à 450 000 francs faute de pouvoir faire plus, faute aussi - c'est promis - de soutiens financiers venus de l'étranger.

A Paris et dans les huit départements où le POE sera présent, les électeurs de M. Cheminade seront certainement moins nombreux que ceux de M^{me} Veil, dont il ne dit rien « parce qu'on ne tire pas sur les riches sources ». Peut-être même seront-ils moins nombreux que le nombre de pages imprimées par les profils autour de l'élection de M. Cheminade. Qu'il sache qu'il ne sortira pas tout seul. La profession de foi du POE proclame en effet : « Nous rassemblons un mouvement international de candidats qui, autour de nos conceptions, réunissent des milliers d'hommes et de femmes d'Europe et d'Amérique. Notre dirigeant américain, M. Lyndon La Rouché (...) est en train de faire renfermer, de l'autre côté de l'Atlantique, le meilleur du système américain, celui de Washington, de Lincoln et de Roosevelt des années 1930-1943. »

MICHEL KARMIAN

● La campagne télévisée commencera le 5 juin. - La Haute-Autoté, dans un communiqué publié le vendredi 1^{er} juin, déclare : « La campagne électorale officielle sur les antennes du service public de la radio-télévision, pour l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes, com-

mençera le mardi 5 juin à 19 h, 25 sur TF1 et Antenne 2, et vers 22 h 30 sur FR3. »

L'ordre de passage des différentes listes, précise le communiqué, sera tiré au sort au siège de la Haute-Autoté, 100, avenue Raymond-Poincaré à Paris, le 3 juin à 17 heures.

LE BAROMÈTRE DE LA SOFRES

La cote de confiance de MM. Mitterrand et Mauroy en légère hausse

Le baromètre mensuel de la SOFRES, publié le 2 juin, enregistre une légère hausse de la cote de confiance du président de la République et du premier ministre. D'après cette enquête, réalisée du 18 au 23 mai auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes, 41 % des Français (40 % le mois dernier) déclarent faire « plutôt » ou « tout à fait confiance » à M. Mitterrand pour résoudre les problèmes qui se posent actuellement à la France, contre 34 %, comme précédemment, qui émettent un avis contraire. La cote de

confiance de M. Pierre Mauroy progresse, elle aussi, d'un point : 30 % au lieu de 29 % le mois dernier. Parallèlement, les Français qui ne lui accordent pas leur confiance sont moins nombreux : 64 % au lieu de 65 %.

A l'indice de popularité des personnalités politiques, M. Lionel Jospin est le seul, dans la majorité, qui voit sa position s'améliorer : il gagne trois points (38 % au lieu de 35 % précédemment). Les autres, parmi lesquels M. Rocard, toujours en tête avec 55 %, restent stables, à l'excepti-

on de M. Fitran, qui perd un point (19 % au lieu de 20 %), M. Chevènement, qui en perd quatre (17 % au lieu de 21 %) et M. Marchais (14 % au lieu de 16 %).

Dans l'opposition, M^{me} Veil, qui gagne un point (55 % au lieu de 54 %), conserve la première place. Elle est suivie par M. Chirac, qui gagne un point (46 % au lieu de 45 %), M. Barre, qui en gagne trois (43 % au lieu de 40 %) et M. Giscard d'Estaing, qui en perd trois (30 % au lieu de 33 %). M. Le Pen reste stable avec 14 %.

0264101350

1550

Société

UN ENTRETIEN AVEC M^{me} ROUDY

Madame la...

M^{me} Yvette Roudy, ministre des droits de la femme, se bat obstinément - l'expression n'est pas trop forte - pour que les femmes obtiennent, dans la société française, la totalité des droits auxquels elles peuvent prétendre. Parfois elle l'emporte, et c'est la loi sur le remboursement de l'avortement. Parfois elle échoue, et la loi antisexiste reste dans les limbes. Dans l'entretien qu'on lira ci-dessous, M^{me} Roudy fait le point sur son combat qui l'amène à traquer l'inégalité dans les mots comme en matière de salaires. En elle, le ministre et le socialiste coexistent sans état d'âme.



CAGNAT.

« Vous venez d'installer, sous la présidence de Benoîte Groult, une commission de terminologie relative au vocabulaire concernant les activités des femmes... Au moment où les difficultés économiques s'aggravent, n'est-il pas futile de chercher s'il faut dire d'une femme qu'elle est écrivain ou écrivaine ? »

« L'économique et le culturel sont très liés. Les femmes accèdent à des fonctions où on ne les attendait pas. Par exemple, celles d'académiciennes, de préfets ou de maître-assistant. Comment les appeler ? La langue française est misogyne. Elle ne connaît pas l'usage du neutre à l'instar de l'anglais ou de l'allemand. Les journalistes souffrent de la petite linguistique qui en est le résultat. Ils ne s'y retrouvent plus. Doivent-ils dire femme-policier, policier-femme ou policière ? Madame le maire ou madame la maire ? »

« Mon propre décret d'attribution n'appelait « madame le ministre ». Quand j'ai lu - parlant de moi - « il pourra... » j'ai dit non. Il existe des limites à ne pas dépasser. Je n'ai tout de même pas changé de sexe en accédant à un poste prévu pour les hommes ! Je suis obligée de corriger régulièrement le compte rendu de mes interventions au Parlement pour qu'on y utilise le pronom « elle ».

« Vous en faites donc une question de doctrine ? »

« Non, j'ai une réaction qui va de pair avec mon identité. Comment expliquez-vous que seules les professions d'exécution puissent être féminisées ? Lorsqu'on a ouvert aux hommes l'emploi de sage-femme, on leur a donné du « masculinisme ». En revanche, on continue sans sourciller à appeler les femmes des « prod'hommes ».

« Deux poids et deux mesures. Pourquoi les accédentiels n'ont-ils pas pensé plus tôt à ces questions ? »

« Ce sont les ouvriers - pas les patrons - qui ont amélioré leurs propres conditions de travail et leur rémunération. Ce sont les femmes qui changeront le sort des femmes.

« Avez-vous donné des consignes à la commission de terminologie ? »

« Aucune. Benoîte Groult en organisera les travaux à sa guise. Il n'est pas question, pour le moment, de légiférer en ce domaine. La langue est une chose vivante. Les gens de bonne foi - ceux qui ne se complaisent pas dans les sarcasmes - adopteront tout naturellement les recommandations de la commission.

« En attendant, comment voulez-vous être appelée ? »

« Madame la ministre.

« Vous venez de rappeler, à l'Assemblée nationale, votre position en matière d'état civil. Pourquoi ? »

« Il faut que les fonctionnaires apprennent à obéir aux instructions. Une circulaire est en préparation afin d'éliminer dans les formalités administratives les appellations qui portent atteinte

à la vie privée. Comme l'a déclaré le premier ministre à la fin de l'année dernière, une femme ne peut être obligée de préciser si elle est « mademoiselle », « veuve » ou « divorcée ». Si certaines portent le nom de leur mari, ce ne doit être que le résultat de leur libre choix.

« En matière de transmission de nom, certains mouvements insistent pour que les parents aient la possibilité de transmettre à leurs enfants le patronyme paternel, le patronyme maternel ou les deux à la fois. En décembre 1983, l'IFOP a réalisé un sondage auprès de 2 020 personnes âgées de plus de quinze ans. Exactement la moitié des répondants fonctionnent un avis favorable à cette solution libérale.

« Au cours d'un prochain comité interministériel je poserais la question au gouvernement : est-il ou non opportun d'aborder ce problème devant l'opinion publique ? »

Statistiques « sexualisées »

« La loi sur l'égalité professionnelle est entrée en vigueur. La montée du chômage et les remises en cause des avantages acquis ne risquent-elles pas de retarder son application ? »

« La justice n'attend pas. De toute façon, chaque fois que les femmes ont demandé le respect d'un nouveau droit, il leur a été retourné que ce n'était pas le moment... »

« Un groupe interministériel s'est réuni, il y a trois mois environ, sous l'égide du commissariat général au Plan, afin de faire le point sur les effets des mesures gouvernementales à propos de l'emploi des femmes. J'ai demandé, à cette occasion, que les statistiques du travail soient « sexualisées », car il faut faire sortir les femmes de l'ombre. Elles représentent 41,9 % de la population active, mais la moitié, environ, des chômeurs sont des chômeuses.

« Pourtant, les mesures globales décidées par le gouvernement pour défendre l'emploi ont d'abord bénéficié aux femmes. C'était normal, puisqu'elles figurent parmi les salariés les plus défavorisés. N'oubliez pas les 840 000 mères isolées ! Ainsi, en 1981-1982, 70 % des 167 000 emplois créés dans les hôpitaux et dans les administrations publiques ont profité à des postulantes. Dans le textile, les contrats d'investissement ont permis d'épargner 22 000 postes de travail féminins.

« Les résultats sont là : depuis deux ans, à la différence de ce qui s'est passé dans les autres pays de la Communauté européenne, nous avons contenu, en France, le chômage féminin.

« Reste que les statistiques font apparaître que le taux de

chômage masculin est de 6,1 % et le taux féminin de 10,5 %. Il fallait, donc, que nous prenions des mesures spécifiques. C'est pourquoi nous avons élaboré la loi sur l'égalité professionnelle qui veut stopper la reproduction de situations inégalitaires. Tout le monde a reconnu qu'il était anormal que les femmes soient moins bien payées, à travail équivalent, que leurs collègues masculins et qu'elles ne puissent accéder à des tâches considérées comme valorisantes. Des mesures de rattrapage s'imposent.

La tradition américaine

« Comment concevez-vous le rôle des organisations féministes ? »

« Lorsqu'elles ont des idées, je leur donne des moyens pour les réaliser. Elles jouent un rôle irremplaçable.

« Vous semblez séduite par les Etats-Unis, où vous

vous rendez souvent. Est-ce le paradis du féminisme ? »

« Pas du tout, mais c'est un pays passionnant. J'ai traduit en français les ouvrages de féministes américaines comme Betty Friedan et Eleanor Roosevelt. Elles ont une tradition de lutte plus ancienne qu'en Europe. N'oublions pas que les femmes ont obtenu chez nous le droit de vote un siècle après les citoyennes de certains Etats américains. Peut-être parce qu'elles ont affronté une société protestante moins conservatrice et moins misogyne que la France catholique.

« Je me distingue d'elles dans la mesure où j'ai adopté une stratégie d'intégration. Pour moi, les femmes ont à parcourir une partie du chemin pour s'approprier un monde qui leur appartient de droit. J'ai donc mené parallèlement féminisme et action politique. Dès 1974, les mouvements féministes français se sont rapprochés du parti socialiste, rappelons-le.

« Les Américaines étaient restées à l'écart de la vie politique. Elles sont en train de changer avec le mouvement NOW (National Organization for Women) qui prône l'engagement politique. Ainsi la déléguée de M. Mondale, candidate à l'investiture du parti démocrate, est-elle à San-Francisco, une féministe. Les Américaines découvrent qu'elles peuvent voter différemment des hommes, à cause du président Reagan qui a remis en cause la législation sur l'avortement et freiné la recherche de l'égalité des sexes.

« Êtes-vous satisfaite du nombre de femmes présentes sur les listes des élections européennes ? »

« Tout à fait. La loi électorale de 1982 a donné lieu à un débat. La candidature de M^{me} Simone Veil a donné des idées. Le scrutin à la proportionnelle permet aux femmes de progresser partout. Le parti socialiste n'a-t-il pas placé des candidates à la deuxième et à la quatrième place de sa liste ? Les esprits sont mûrs.

CHRISTIANE CHOMBEAU et ALAIN FAUJAS.

UNE AMÉRICAINE A JOINVILLE

Ce jour-là

22 juin 1944. Rien à signaler. La journée est belle, idéale pour jardiner dans le barilieu pavillonnaire du département de la Seine. Ce jour-là, à 19 h 15, une vague de B-17 américains, de retour d'une mission de bombardement, survole Joinville-le-Pont. Une sirène retentit. Peu après, les tentatives de la DCA allemande, installées dans l'hippodrome du Tremblay et dans le bois de Vincennes, crachent leurs obus vers le ciel.

Une des fortresses volantes, touchée à la verticale du Tremblay, est secouée par une explosion, perd une aile, amorce un large arc de cercle, perd un de ses quatre moteurs au-dessus de l'avenue Charles-Floquet, en perd un deuxième qui s'écrase à l'été de la Voûte, rase les maisons, frôle les lignes électriques et s'abat sur un pavillon situé 24 bis, avenue de l'Île, aujourd'hui avenue Jean-d'Estienne-d'Orves. Elle le détruit à moitié, sans faire la moindre victime parmi ses habitants qui s'étaient réfugiés dans l'autre partie.

Un aviateur a sauté en parachute et ne retrouvera jamais sa trace. Sept autres sont déchiquetés, le neuvième est retrouvé mort, mais son corps est intact, dans un jardin proche, avenue du Général-Dudinot.

Six pence

Quarante ans plus tard, les témoins se souviennent, et notamment une demi-douzaine de gamins turbulents, aujourd'hui quinquagénaires, dont certains sont devenus des élus : M. Pierre Aubry, le maire, M. Roger Chéry, l'un de ses adjoints. Ce dernier reçoit son père dans la cave, qui se tassait de plus en plus au fur et à mesure que l'intensité du bruit grandissait. M^{me} Thouvenot faisait des confitures. Son mari, assis sous un cognassier, regardait à la jumelle en attendant l'heure du dîner.

L'avion allait s'écraser sur le pavillon voisin, une de ses mitrailleuses lâchant une rafale de balles qui sciaient un poutre arboré en deux. Déjà, des camions et des side-cars de soldats allemands arrivaient. « Peu après, on nous demandait des couvertures des draps, des sacs, pour récupérer les restes des aviateurs... C'était un amas de chair, désempoés un peu partout. »

M. Aubry se rappelle une femme âgée, à l'époque, M^{me} Dosse, elle se refusa à restituer les débris humains qu'elle avait retrouvés dans son jardin. Elle les enterra mais, très croyante et prise de remords, elle les déterra le lendemain, les mit dans un sac, les fit bénir par le prêtre de l'église Sainte-Anne-de-Polignac et, son devoir accompli, les enterra de nouveau, définitivement.

M. Jacques Dumée avait alors dix-sept ans. Quand il est sorti de son abri, deux pieds dépassaient d'une haie de troènes. Un soldat américain gisait là, mort, une blessure, une seule, courait profondément le long de sa cuisse droite. Elle avait coupé l'artère fémorale, le vidant de son sang. Sur sa plaque d'immatriculation, un nom : Martin. « Il s'appella comme l'épicier », remarqua M. Legoff.

« Mon père et lui cachèrent le corps aux Allemands, puis ils le transportèrent à l'hôpital de Créteil (il est aujourd'hui enterré à Epinal dans un cimetière de rassemblement). Au retour, mon père et moi-même nous sommes allés voir le soldat. A son emplacement, il découvrit une pièce de six pence. Toute sa vie il la conserva dans son portefeuille comme un talisman. En 1965, peu avant sa mort, il me la transmit. » Et M. Dumée la garda précieusement à son tour.

Dimanche 27 mai, cette pièce ainsi que divers autres souvenirs modestes : une photo de l'avion prise par un témoin, quelques fragments de carlingue, une plaque d'identification, ont été remis à M^{me} Teresa James, la veuve du major Martin, venue en France pour la première fois à l'occasion du quarantième anniversaire de la Libération. Pilote elle-même, elle avait le grade de major de l'armée américaine. M^{me} Teresa James, ainsi que quelques autres femmes, convoitait des avions de tous types de leur sortie d'usine aux Etats-Unis jusqu'au front, pour éviter de décamer en hommes les zones de combat. Egalement pilote d'essai, elle est considérée comme la Jacqueline Auriol américaine. Avec beaucoup d'émotion, elle a écouté les témoins de ce jour de 1944. Deux mois plus tard, le 25 août, Joinville était libéré.

FRANCIS GOUGE.

Cour d'assises pour une folie peu ordinaire

Durant toute la journée, le jeune gendarme proposé à sa surveillance n'a cessé de le regarder, étonné. Il aurait pu, par l'âge, être le fils de ce Jacques Duval échoué à cinquante-neuf ans, devant le cour d'assises de l'Essonne ; après un demi-siècle de mariage et d'insupportable confusions. Ce demi-siècle, Duval le porte sur son visage chevalin chargé de tous les signes d'une existence ravagée : suite de placements, d'internements, d'enfermements dans des prisons, des asiles psychiatriques à ne plus savoir les nommer. Ils ont fait de lui ce vieillard présumé, résigné à subir, sans trop bien les comprendre, les raisons d'une psychiatrie qui, après l'écarter de la vie sociale, le juge guéri, en 1971, et qu'on le relâche, une décision du tribunal de Paris l'envoie malgré tout au centre Parray-Vaucluse, dans l'Essonne, en milieu ouvert, pour qu'il y prépare son retour à la vie sociale.

Après le divorce, ce seront encore des vols. On le condamne plus ou moins.

La psychiatrie va commencer à s'intéresser à lui. Il connaît, entre autres, les hôpitaux de Poitiers, de Pau, de Montfavet. Il en ressort, évadé le plus souvent. Le 20 janvier 1953, seize jours après s'être échappé de l'asile de Montfavet, trois personnes sont massacrées dans la Drôme. C'est lui l'auteur. Il le dit. Est de démente, déclarent les experts le 2 mai 1954. C'est le non-lieu psychiatrique en application de l'article 64 du code pénal.

Cette fois, il va demeurer dix-sept ans en traitement d'aliéné sous haute surveillance. Quand on le juge guéri, en 1971, et qu'on le relâche, une décision du tribunal de Paris l'envoie malgré tout au centre Parray-Vaucluse, dans l'Essonne, en milieu ouvert, pour qu'il y prépare son retour à la vie sociale.

Une erreur de diagnostic

En 1973, on le laisse enfin aller. Il a quarante-huit ans, travaille un peu, est bien davantage. Avec qui ? Avec des et anciens à de l'asile. Ensemble, il chaperonne dans les champs de la grande barrière, couchant dans des cabanes ou à la belle étoile, volant un peu les maisons isolées ou tentant de le faire. Un soir, les choses tournent mal. Un veilleur de nuit portugais, Augusto Perrot, est tué dans la cabane du chantier qu'il gardait à Villiers-sur-Orge. C'était le 11 juillet 1974. La police enquête sans résultat, mais voilà qu'en octobre un ancien de Parray-Vaucluse, Jean-André Taboureu, arrêté à Saint-Quentin, raconte tout à trac que, le crime, c'est lui,

qu'il y a participé avec Duval, un Duval qui le menait par le bout du nez.

Il se seront, cependant, jamais confrontés l'un à l'autre. L'acuse regrettable et regrettée. Duval, retrouvé plus tard, nie et niera toujours. De tout ce dont l'accable Taboureu il n'admet finalement qu'un petit vol. Ainsi se trouve circonscrit le débat : qui croit ? Duval ou Taboureu, témoin unique ? Mais qui croit aussi de deux hommes que la psychiatrie a tenus longtemps, l'un et l'autre, pour des malades mentaux ? Un fou accusé par un autre fou. La parole de Taboureu, délicate à saisir, influençable à l'extrême, contre celle de Duval, pensionnaire durant vingt ans des établissements psychiatriques.

Seulement voilà, la psychiatrie a changé son fusil d'épaule. L'expert chargé d'examiner le Duval de 1980, le docteur Michel Henné, a été catégorique. Pour lui, ce n'est pas un malade ou, plus précisément, sa maladie n'a jamais été autre chose que son histoire. Cette suite d'accidents, d'incidents, d'interruptions, montre qu'il est dangereux et même redoutable, très adapté, très cohérent. Alors, nous a-t-on appris, devant de tels sujets, certaines écoles peuvent se montrer indulgentes, considérer que, en raison même de ces natures perverses, ceux qui en sont affligés se trouvent irresponsables. Et ces écoles se disent que, l'âge aidant, ce se tassera, car il n'y a aucun soin à donner au sens médical. La suite des ans ayant montré que, pour Duval, l'âge n'a rien changé, c'est donc bien qu'il y a eu erreur de diagnostic. L'erreur initiale ayant été de le considérer comme un malade.

Voilà Duval, pour toutes ces raisons, à la merci des juges. Comment ça va-t-il, après avoir entendu parler de tant de « dangers », n'allaient-ils pas se dire que c'était à eux de remédier à la situation ? Pour sûr, dans la box où le regarde, toujours ébahi, le jeune gendarme, le vieux Duval qui se contente de nier apparaît bien gris, bien tanné, plus « brun clochard » que méchant. Mais malgré tout, quand on lui a rappelé les trois crimes de 1953 dont il fut déclaré irresponsable, il a bel et bien reconnu qu'il en avait été l'auteur.

L'âge de la retraite

M^{me} Chantal Solaro, avocat général, a requis dix à douze ans de réclusion criminelle. M^{me} Jean-Yves Liénart a été battu avec chaleur pour faire prévaloir l'existence d'un doute au bénéfice de ce marginal qui « même s'il a fait beaucoup souffrir les autres, restera toujours un massacré de la vie ». Il n'a obtenu que de maigres circonstances atténuantes.

La cour d'assises a jugé Duval coupable d'avoir porté des coups et blessures ayant entraîné la mort du veilleur portugais, mais sans intention de la donner. Ce fut son seul cas. On lui a infligé quatorze ans de réclusion criminelle, en se disant vraisemblablement qu'à soixante-dix ans, s'il est encore de ce monde, Jacques Duval aura atteint l'âge de la retraite de la « dangerosité ». C'est peut-être bien pourquoi, après leurs deux heures de laborieuses délibérations, les jurés ont quitté le palais de justice d'Evry sans tourments apparents.

JEAN-MARC THÉOLLEVRE.

Sports

LES INTERNATIONAUX DE FRANCE A ROLAND-GARROS

Faux rebonds

La pluie a tout gâché, vendredi 1^{er} juin, à Roland-Garros. En retardant le début des parties de quelques heures, elle a provoqué une sévère amputation du programme. La moitié seulement des seizièmes de finale prévus n'ont été disputés. Mais, après tout, cela ne fut pas le pire.

Toutes ces parties tombées à verser avaient imprégné la terre battue malgré les bâches tendues sur les courts. La brique piède n'en a pas trop souffert sur la plupart des terrains. Excepté sur le petit central. Depuis le début du tournoi, la surface du court numéro 1 s'est révélée défectueuse, molle et propice aux faux rebonds. « C'est un véritable champ de patates », avait dit Yannick Noah, la veille, en jouant contre le Belge Boileau. « Ce terrain est injouable. C'est une honte que la deuxième court du stade soit dans un état lamentable », a déclaré John McEnroe après avoir éliminé son compatriote Mel Purcell en trois manches.

Le comité du tournoi aurait voulu faire sortir « super Brat » de ses gonds qu'il ne s'y serait pas pris autrement. Et l'explosion faillit se produire quand le numéro mondial, exaspéré par les faux rebonds, demanda qu'on rebouchât les trous après trois jeux. Les hommes du service d'entretien apparurent alors et, en écartant les bras dans des gestes d'impuissance agacée, ils se concentrèrent de tasser du pied la poussière comme on écrase des tapissières.

Le ridicule de la situation — il n'eût été égal que les sponges avec lesquelles on assèche les courts de Flushing Meadows — lui a néanmoins échappé. Comme toujours, il était uniquement préoccupé par la qualité de son jeu et il enrageait de ne pouvoir donner le spectacle spectaculaire de ce bras gauche magique. Et plus il enrageait, plus les photographes postés au bord du court appuyaient sur leurs déclencheurs.

La colère de McEnroe se retourna alors contre eux. « Je ne peux pas me concentrer », dit à juste titre le champion du monde. On assista alors à une triste comédie : le champion du monde récolta un point de pénalité. Un superviseur descendit sur le court pour prioriser les photographes de faire silence ; enfin, les huis au travers desquels les photographes officiaient furent fermés. Et l'on vit McEnroe apostrophé, sifflé par une partie du public, alors même qu'il jouait un tennis de rêve laissant Purcell médusé. Tout cela était lamentable.

Pour en finir avec cette bien mauvaise journée, il fallut encore assister à l'élimination des deux dernières joueuses françaises en compétition au troisième tour : Catherine Tanvier et Marie-Christine Calleja, battues respectivement par Hana Mandlikova et Martina Navratilova.

ALAIN GIRAUDDO.

Il faut bien que le stade exulte

Jack Lelouch, grand papillon et veston à la mode, le directeur du CIREC, société de gardiennage chargée de la protection de l'enceinte sacrée, sait qu'on ne quadrille pas Roland-Garros comme une usine ou un meeting politique. Une surveillance BC-BG par trois cents vigiles.

« Prévention d'abord. Si nous devions en arriver au coup de poing, nous aurions mal fait notre métier. » Prévenons, prévenons. En blazer rouge ou en civil, mais avec des armes de talibans, les trois cents carabiers traquent le pickpocket, dissuadent le requillemur et bouillonnent le marchand de cacahuètes qui — innovation de l'année — a élu domicile sous les marronniers du stade. Des gros bras ? « Pas du tout, des ceintures noires créent plus d'incidents qu'elles n'en évitent. »

Non, la meilleure arme de Jack Lelouch, c'est le flair. Hamer le « point chaud », le nez à « embrouilles », et canalisent en douceur. Ce Biao fut de la terre battue doit aussi éviter l'intrusion sur les courts d'un public trop enthousiaste. « Un match Lendl-Borg ne crée aucun problème. Les deux joueurs ont le même jeu qui n'engendre pas la passion. Mais McEnroe-Wilander, c'est l'affrontement de deux styles. Là, on se méfie. Nous avons prévu que si Portes gagnait son premier match, il aurait du mal à sortir du court. Nous nous sommes préparés à l'écarter. »

Matchs mornes et matches brillants. Noah, évidemment, est l'objet de toutes les attentions des « anges gardiens ». « L'année dernière, nous avions prévu l'invasion du court quand il a gagné la finale. Mais que faire ? Car il faut bien que le stade exulte : c'est normal qu'un grand de douze ans ait envie d'obtenir un autographe de McEnroe. »

DANIEL SCHNEIDERMANN.

Système D

Binaman de cuir, enfilure mode, le garçon qu'on présente assis dans le restaurant des joueurs, où il n'a manifestement rien à faire. « Je m'abrite de la pluie. » Un jeu mégalomane, il se met volontiers à table : la resquille est pour lui, un art.

Il avoue vingt-trois ans, une famille aisée et une maîtrise d'histoire. Un goût immodéré pour le système D, aussi. « Il y a toujours un moyen d'entrer quelque part sans billet. Cela fait trois ans que j'ai fait le tour de Roland-Garros. » Un peu d'agilité : « Avant, il suffisait d'un morceau de bois pour recouvrir les poignées des grilles et on se retrouvait sans problème derrière le central. » Beaucoup de culot : « L'an dernier, pour la finale, j'ai entendu une hôtesse appeler quelqu'un à l'entrée des invitations ; personne n'a répondu. Un peu après, je me suis présenté et j'ai pris les billets. » Et le goût d'un certain tennis : « Depuis 1980, je n'ai manqué que les demi-finales dames, c'est trop rasoir, et la finale Borg-Lendl, car je ne supporte pas leur jeu. »

En quatre années de fraude, il est devenu une sorte de passeur clandestin au sein de la garde, le cachetta de la nourriture. « A l'entrée du village, il y avait un petit vieux qui montait la garde. Je lui ai dit que j'avais joué avec son fils quand j'étais plus jeune. On a fait ami-ami. J'ai pu entrer. Une fois dans la piste, j'ai posé une tente où il n'y a pas trop de monde. Je file au buffet, je remplis une assiette et je m'installe à une table. A ce moment, plus de problèmes : on peut passer l'après-midi à siroter du champagne avec des chefs de pub. »

Pour s'installer sur le central, Frédéric a aussi utilisé des ruses de Sioux. « On peut passer par le couloir des toilettes sous la tribune C en sautant par-dessus un porcelain. Une fois, j'ai aussi utilisé le badge d'une hôtesse qui plaçait des invités dans les loges. » Mais depuis quatre ans, le filet s'est de plus en plus renforcé autour des requillemurs, et si vous rencontrez Philippe Chénier (le président de la Fédération de tennis), vous lui direz que ce n'est vraiment plus possible. Hier, j'ai emprunté mon chemin favori par la serre de l'avenue Gordon-Bernett. A peine dans le jardin, je me suis retrouvé nez à nez avec trois melabars. Ils voulaient me faire passer par-dessus les grilles. J'ai dû leur faire la numéro 1 arme à feu pour qu'ils me laissent entrer. »

Comme saut-craudit, il a aussi appris le nom de tous les patrons de journaux et de radio qui ont des stands dans le stade. « Je suis la fille ou le neveu d'une foule de PDG. » Son charme, Frédéric en use beaucoup auprès des hôtesse du stade. « C'est mon côté chien perdu sans collier. » Mais c'est pour la bonne cause : « Je ne pourrais pas vivre sans tennis. Et quand j'arrive à Djirba et quinze jours à Roland-Garros, je n'hésite pas ; c'est une vraie oasis, de vraies vacances. »

A. G.

Vingt-deux balles de l'heure

Sur les courts de Roland-Garros, ils font presque partie du décor. Le public a eu d'eux que pour les joueurs. Aux, cent cinquante ramasseurs de balles sont voués à une activité de fermier.

Pour côtoyer ses idoles — McEnroe, Wilander, Gerulaitis — pendant la grande quinzaine de la porte d'Auteuil, Jean-Yves, un petit rouquin de douze ans, a fait acte de candidature dès le mois de janvier auprès de M. Rida Bensalha, le responsable des ramasseurs. Ils étaient plus de cinq cents dans son cas. Lui disposait de quelques atouts. Il avait déjà fait Roland-Garros 83. Il connaît bien le tennis, qu'il pratique quatre heures par semaine (il est classé 30/3). Et, surtout, il avait l'indispensable accord de ses parents et de son professeur principal pour « s'échapper les cours » pendant trois semaines.

Dès le mois de mars, il s'est donc retrouvé parmi les deux cent cinquante jeunes, garçons et filles, de huit à vingt et un ans convoqués le dimanche à Roland-Garros pour la préparation physique (footing, abdominaux) et pour les premiers cours. Que leur enseignait-on ? « A avoir une tenue correcte. A être discret et à bien distribuer les balles. »

Ces séances servent aussi à désigner les capitaines, qui choisissent leurs sept coéquipiers et leur distribueront les tâches sur le court en tenant compte de leurs aptitudes. Les plus petits et les plus rapides se tiendront de préférence de part et d'autre du filet pour ramasser respectivement une première balle de service faite. L'ultime séance de rodage et d'échauffage a lieu au stade Jean-Bouin et au tir au pigeon pour les tournois de qualification masculin et féminin.

Le grand jour de l'ouverture des Internationaux de France arrive enfin. Toutes les équipes se sont choisies un patronyme ; il y a les Aigles, les Canaris, les Blaireaux, les Panthères noires, mais aussi les Morfalous, les Big Mac Donald,

Jerry Lewis, Rimbaud, etc. Avec les Cocowats, Jean-Yves s'est vu attribuer le court numéro 2. Il devra être sur place une heure avant le début des parties fixé à 11 heures et ne quittera le court qu'à 20 heures ou plus tard si les matches se prolongent.

Récompenses

Jean-Yves a de la chance. Sur son court est programmé Vitas Gerulaitis. Son idole, mais aussi « le plus sympa avec les ramasseurs. Il ne râle jamais ». Les Cocowats sont aux petits soins avec l'Américain et veillent même sur ses boissons, ses serviettes. Jean-Yves pourra arborer un souvenir de Gerulaitis. Après sa victoire en cinq sets, l'Américain est revenu en souriant à sa chaise et a distribué ses poignées-éponges aux ramasseurs. « Sans même qu'on les lui demande. » Jean-Yves espérait lui avoir porté chance. Hélas ! Gerulaitis ne franchira pas le deuxième tour.

En ce jeudi de l'Ascension, rien ne va plus pour Jean-Yves. Grâce aux caméras indiscrettes placées sur chaque court, Rida Bensalha a relevé quelques négligences du petit rouquin. Il l'a fait changer d'équipe et l'a envoyé sur le 16. Presque à la campagne. Au programme : cinq matches féminins. Jean-Yves a aimé pas le tennis féminin. « Elles font trop de fautes et ne savent pas conclure les points. »

Heureusement, il y a les récompenses. Le tournoi des ramasseurs, doté de nombreux prix (raquettes, chaussures, tenues) et disputé la deuxième semaine sur les courts annexes. Et puis le « salaire » : 22 francs l'heure, soit, pour la quinzaine et les qualifications, près de 3 500 francs en bons d'achats dans un magasin d'articles de sport. Largement de quoi s'offrir la panoplie complète d'un champion.

G. A.

BOXE

Le Mexicain Bernal tous poings dehors

Nîmes. — Le Mexicain Gabriel Bernal a conservé son titre mondial des poids mouches (version WBC) en battant, vendredi 1^{er} juin, aux arènes de Nîmes, le Français Antoine Montoro, par arrêt de l'arbitre, à la onzième reprise. Ce dernier souffrait d'une fracture de la mâchoire.

De notre envoyé spécial

« L'arbitre a eu raison d'arrêter le combat. Montoro allait tout droit vers le KO. » Fidèle parolier des poids mouches, un supporter d'Antoine Montoro n'a pas cherché à minimiser la victoire du Mexicain Gabriel Bernal. Dixième reprise : les deux hommes ont fait la preuve qu'ils sont bel et bien des battants. Le Mexicain a l'assurance d'un champion du monde. Le Français, qui est loin d'être un styliste, a la vaillance du challenger. Acculé dans les cordes, il reçoit une série de coups qui comptent dans la vie d'un boxeur ! Le gong retentit alors, qui le sauve d'une situation périlleuse. Dans son élan, Bernal, tous poings dehors, lui assène le coup que le Français attendait plus. Malheur à ce dernier ! Ce fut peut-être le coup décisif. Mais qui peut sérieusement le prétendre ?

La onzième reprise est à peine commencée que le Mexicain poursuit son forcing, assolant le Français de coups. L'arbitre arrête le combat. La boxe française qui croyait avoir trouvé en Montoro un champion du monde, en est pour ses illusions. Alphonsie Filiati qui fut, de 1957 à 1959, champion du monde des poids coq, n'a pas trouvé de successeur. Antoine Montoro devra continuer à faire ses gammes.

Avec ce match pour le titre, Le Savoyard, qui est né il y a vingt-huit ans à Madrid, et qui pratique le noble art depuis l'âge de treize ans, n'a pas fait son meilleur combat. Inconnu du grand public, il a été peu à peu au taillade. Professionnel en 1980, il est devenu, deux ans plus tard, champion de France de sa

catégorie. Il n'est même pas devenu célèbre quand il a conquis, en 1983, le titre de champion d'Europe aux dépens de l'Espagnol Mariano Garcia. Il a tout juste acquis la notoriété en défendant vigoureusement son titre européen une première fois contre l'Italien Giovanni Compagno, et une seconde fois contre le Britannique Keith Wallace, considéré alors comme le numéro deux mondial de sa catégorie. Ce furent pour le boxeur français cinq années de victoires dans la semi-indifférence. La presse jusqu'à s'était montrée fort réservée à son égard.

Quatre minutes pour un titre

Antoine Montoro n'avait cependant rien négligé avant d'aborder ce combat. Il avait séjourné quatre semaines à Los Angeles où il s'était aguerri auprès des champions du monde des coq et des super-coq, Alberto Davila et Jaime Garza. Cette application n'aura pas suffi. Le Français n'a pas fait le poids devant le boxeur mexicain, en dépit d'une rare puissance et d'une volonté hors du commun.

Gabriel Bernal, qui est également âgé de vingt-huit ans, est né dans une famille de neuf enfants. Le jeune Gabriel rêvait d'être médecin. Mais l'école ne l'a pas séduit. Sa vie a toujours été faite de musique et de sport. A dix-sept ans, il a rejoint, à Mexico, un entraîneur réputé qui lui a permis de gagner les Golden Gloves, la plus célèbre compétition amateur des Etats-Unis.

Les brèves, pourtant, n'ont pas suffi au Mexicain, qui embrassa le carrière professionnelle en 1974 et dut attendre dix années pour conquérir le titre mondial, le 9 avril dernier à Tokyo, contre le Japonais Koji Kobayashi, dépossédé de sa couronne en un peu plus de quatre minutes. Le Mexicain avait reçu pour ce match la modeste somme de 20 000 dollars. Il a été plus exigeant avec les organisateurs mexicains qui ont donné une bonbonne de 100 000 dollars. « Avec cela, a prévu le champion du monde, qui ne manque pas d'humour, je vais pouvoir m'acheter un Mexique des moisons et des propriétés avec l'espoir d'acheter un jour Acapulco. »

GILLES MARTINEAU.

PARIS VILLE OLYMPIQUE EN 1992 ?

M. Mitterrand prend les devants

La célébration, le 1^{er} juin, à Paris, dans l'amphithéâtre de la Sorbonne, du quatre-vingt-dixième anniversaire de la création du Comité international olympique (CIO), sur les lieux mêmes où il avait vu le jour à l'initiative de Pierre de Coubertin, a donné lieu à une proclamation de foi dans l'avenir du mouvement olympique, malgré la grave crise provoquée par le boycottage des Soviétiques et de leurs alliés aux Jeux de Los Angeles.

Cette proclamation de foi allait pourtant être éclipée par deux prises de position aussi commentées que contestées : l'annonce par M. François Mitterrand, qui présidait la cérémonie, de la candidature de Paris à l'organisation des Jeux de 1992, et la proposition de M. Nelson Paillet, le président du Comité national olympique et sportif français (CNOSF), de renoncer à Séoul en 1988 pour adopter un nouveau calendrier olympique : Barcelone en 1988, Paris en 1992, Athènes en 1996 et Séoul en l'an 2000.

Dans son intervention, M. Juan Antonio Samaranch, le président du CIO, qui revenait de Moscou où on lui avait confié la présidence de la participation des Soviétiques aux Jeux, avait estimé que l'olympisme était victime de son succès universel. Il regrettait que les gouvernements boycottent désormais les Jeux pour « s'assurer, durant de longs mois et au moindre risque, la « une » des moyens d'information ». MM. Mitterrand et Paillet ne dissimulaient pas leurs choses en dénonçant l'attitude des Américains en 1980 et des Soviétiques en 1984, et en condamnant, de manière plus générale, l'exploitation des Jeux et du sport à des fins politiques.

Digne disciple de Pierre de Coubertin, M. Paillet rappelait que le renouveau des Jeux avait souhaité « voir le sport jouer un rôle décisif en faveur de la cause de la paix ». Evoquant les sports « injustement sacrifiés », il poursuivait : « C'est à l'homme et à ses droits qu'il faut revenir si nous voulons sauver les Jeux. » Pour cela, il préconise « des réformes importantes visant à limiter l'influence de plus en plus dominante des Etats pour voir s'accroître l'indépendance des athlètes ».

C'est en présentant comme une « proposition concrète du CNOSF » l'idée de renoncer à Séoul pour les Jeux de 1988 et d'établir un calendrier « européen » jusqu'en 1996 que M. Paillet allait indisposer certains membres du CIO très attachés à leur indépendance. Sa suggestion entraînait une mise au point très ferme de M. Samaranch affirmant que « le CIO honorerait ses engagements » à l'égard des organisateurs sud-coréens, mais cette « gaffe » diplomatique pourrait coûter quelques voix asiatiques et de tiers-monde si Paris présente sa candidature pour 1992.

Accord de principe

Méconnaissance du dossier ou volonté de prendre date et d'apparaître comme le principal artisan d'une candidature de la capitale ? Le président de la République allait provoquer quelques remous en affirmant : « La candidature de Paris a été approuvée par le Comité national olympique français, et l'Etat vient confirmer cette demande selon les termes mêmes de la charte olympique. C'est donc une ville, Paris, et un Etat, la France, qui, d'un commun accord, et sur des bases sur lesquelles ils se sont entendus, ont demandé à nos amis du monde entier de nous faire l'honneur de venir chez nous en 1992. »

La première réaction venait de l'Hôtel Matignon, où les services du premier ministre confirmaient, dans un communiqué, que l'Etat était prêt à participer financièrement au comité d'organisation des Jeux, mais ne pourrait donner de réponse définitive « tant que le montage financier n'a pas reçu l'aval de chacun des partenaires ».

Préoccupé à la Sorbonne, M. Paul Violot, adjoint au maire de Paris, chargé de la jeunesse et des sports, confirmait à son tour : « L'accord n'est pas fait, et Jacques Chirac n'annonce pas la candidature tant que l'Etat ne se sera pas décidé pour un montant précis. » Trois jours plus tôt, M. Roger Bellin, chargé de mission auprès du maire de Paris pour l'organisation des Jeux, avait fait connaître les condi-

tions (le Monde du 31 mai). Les études actuelles prévoient un déficit probable de 4 milliards de francs pour un coût total compris entre 8 et 10 milliards. Le maire de Paris est prêt à consacrer à ce projet une enveloppe qui ne devrait pas dépasser le milliard. Un autre milliard devrait venir de la région Ile-de-France, ce qui implique une participation de l'Etat de 2 milliards au minimum.

En recevant, vendredi soir, les membres du CIO, M. Chirac avait donc beau jeu de se réjouir de l'« accord de principe du président de la République », tout en soulignant les problèmes qui semblent subsister à ce sujet entre l'Elysée et Matignon. Le maire de Paris a indiqué qu'il aborderait cette question, mardi 5 juin, avec M. Mitterrand qui le reçoit avant le sommet des pays industrialisés.

Enfin, M. Chirac n'a pas manqué de reprendre le jeu en main en faisant remarquer que « c'est à la ville d'annoncer officiellement sa candidature le moment venu ». (1) « Compte tenu de la progression du dossier », il a confirmé son intention de se rendre aux Jeux de Los Angeles « afin d'y représenter Paris ». Ce voyage sera « une étape décisive dans le processus de préparation de la candidature officielle de la capitale. »

GÉRARD ALBOUY.

(1) La charte olympique précise : « Toute candidature pour l'organisation des Jeux olympiques doit être faite par l'autorité de l'autorité compétente de la ville concernée avec l'approbation du Comité national olympique. Toute candidature doit être assurée du concours du gouvernement du pays intéressé, afin de réaliser une collaboration totale. » (Voir notre dossier sur le mouvement olympique dans le Monde du 17 mai.)

Les Ethiopiens n'iront pas à Los Angeles. — Le Comité national olympique éthiopien a annoncé, vendredi 1^{er} juin, sa décision de ne pas se rendre aux Jeux de Los Angeles. Ce boycottage — le premier d'un pays africain — est le troisième connu à ce jour.

BERNBERG-KA
L'émancipation

SAISIE DE FILMS
Les journalistes
s'inquiètent

GALERIE REGARDS
CHRISTIAN BONNEFOI

البريد 101520

Ch. Min. 1950

Culture

SCHONBERG-KANDINSKY : CORRESPONDANCE

L'émancipation des formes et des sons

Assistant, au début de l'année 1911, à un concert où l'on jouait de la musique de Schoenberg accompagnée, dans le programme, d'une citation empruntée au *Traité d'harmonie* qui devait paraître peu après, Wassily Kandinsky écrivit à Schoenberg une lettre où il lui exprimait sa sympathie et son sentiment de partager les mêmes aspirations, le même façon de penser, et de sentir.

Schoenberg répondit par retour du courrier, et une correspondance s'engagea aussitôt entre le peintre qui se libérait de la tyrannie du sujet et le musicien qui suspendait les lois de l'attraction tonale. Kandinsky à Munich, Schoenberg à Vienne, n'avaient pratiquement pas connaissance de leurs travaux respectifs, c'est donc l'intuition d'une fraternité artistique qui les a poussés à se confier l'un à l'autre avant même de savoir jusqu'où pouvait aller leur commandement d'esprit.

A la fin de cette même année, Kandinsky envoie un exemplaire de son ouvrage : *Du spirituel dans l'art*, à Schoenberg, qui lui fait parvenir son *Traité d'harmonie* nouvellement paru. Puis Kandinsky fait figurer des peintures de Schoenberg à Berlin dans l'exposition du Cavalier Bleu et lui demande un texte accompagné d'un supplément musical pour l'album du Cavalier Bleu.

La correspondance, qui sera seulement interrompue par la guerre, reprendra en 1922 mais butera bientôt sur l'antisémitisme, réel ou prétendu, de Kandinsky.

L'admiration mutuelle résistera à ce malentendu, et une photographie de 1927 nous montre Schoenberg, Kandinsky et leurs épouses au bord du Würthsersee, assis dans l'herbe en costume de bains. L'œil du musicien aux États-Unis, la mort du peintre en 1944, éloigneront finalement deux artistes frères et qui tant de choses, en fin de compte, séparèrent dès l'origine.

Publiée seulement en 1980 à Salzbourg par Jelena Hahl-Koch, les quelques soixante-cinq lettres qui nous sont parvenues et qui constituent une large part de leur correspondance viennent d'être traduites en français par Daniel Hefflinger et Antoine Courvoisier pour le n° 2 d'une nouvelle revue musicale, semes-

triale : *Contrechamps* (1), consacrée aux divers aspects de la relation Schoenberg-Kandinsky. Cette correspondance est bienvenue à plus d'un titre. D'abord parce qu'elle met fin à la question de savoir lequel des deux a influencé l'autre, puisqu'on voit qu'ils ont suivi, avant de se connaître, des voies parallèles qui ne se sont jamais vraiment rencontrées. Ensuite parce qu'on aperçoit beaucoup mieux la différence entre les questions que l'un et l'autre se posaient.

S'agissant d'une publication destinée aux musiciens et aux mélomanes, ceux-ci seront surtout intéressés par le contenu des lettres de Schoenberg, qui complètent la correspondance parue l'an dernier aux éditions Jean-Claude Lattès, car la période 1911-1914 qui suit l'achèvement des premiers chefs-d'œuvre où la tonalité se trouve suspendue (*Pièces pour piano*, opus 11, les *Jardins suspendus*, *Cinq Pièces pour orchestre*, *Erwartung*) est cruciale dans l'évolution du compositeur : il écrit le *Pierrot lunaire*, achève le *Main heureuse* et veut entreprendre une *Sérénade* d'après Balzac qui deviendra l'*Échelle de Jacob*. Quelques phrases-clés devraient lever bien des malentendus sur la véritable essence de Schoenberg à cette époque : « L'art, écrit-il, appartient à l'inconscient. C'est seulement que l'on doit exprimer l'exprimer directement ! Non pas exprimer son goût, son éducation, son intelligence, ce que l'on sait, ou ce que l'on croit savoir. Tout travail conscient sur la forme repose sur un principe mathématique, géométrique, sur la section d'or ou quel que soit d'ailleurs. Seule l'élaboration inconsciente de la forme, qui se traduit par l'équation « forme = manifestation de la forme », permet de créer de véritables formes ; elle seule engendre ces modèles dont les sens : originalité font des « formules » en soi vivants. »

« Ou, plus loin : « La construction, ce sont des parties qui veulent donner l'impression d'un tout. Mais rien ne garantit que les plus importantes ne manquent pas, ni que ce qui les relie soit l'âme. » Et encore : « J'aimerais bien que l'on considère ce que je dis, et non comment je le dis. »

« Ou, plus loin : « La construction, ce sont des parties qui veulent donner l'impression d'un tout. Mais rien ne garantit que les plus importantes ne manquent pas, ni que ce qui les relie soit l'âme. » Et encore : « J'aimerais bien que l'on considère ce que je dis, et non comment je le dis. »

« Ou, plus loin : « La construction, ce sont des parties qui veulent donner l'impression d'un tout. Mais rien ne garantit que les plus importantes ne manquent pas, ni que ce qui les relie soit l'âme. » Et encore : « J'aimerais bien que l'on considère ce que je dis, et non comment je le dis. »

A cela Kandinsky répond dans une lettre où il manifeste vivement son empathie pour la vie artistique en général : « Soyez content que personne ne veuille comprendre ce que vous faites. Laissez vos doigts se chercher et tâtonner votre forme ! Celui qui a vraiment besoin d'un contenu y arrivera avec le temps. On le reconnaîtra à ses mains propres. »

En appendice de la correspondance, on trouve deux textes de Kandinsky : l'un sur le *Traité d'harmonie*, l'autre sur les tableaux de Schoenberg, puis la traduction du livret de l'opéra de Schoenberg, *la Main heureuse*, qui comporte une véritable partition de couleurs — et qui fait penser, encore une fois, sans qu'il y ait eu influence mutuelle, à la *Sonnetto jaune* de Kandinsky — suivie de la conférence que Schoenberg prononça en 1928 et qui s'achève par cette explication énigmatique du titre : « *Heureuse la main qui ne peut que lui échapper, quand elle la tient. Heureuse la main qui ne tient pas ce qu'elle promet.* »

Deux brèves approches analytiques de la *Main heureuse*, dues à Philippe Albert et Jacques Demierre, tantôt de carner cette œuvre, décidément insaisissable.

Enfin, comme il est d'usage que toute publication importante soit accompagnée d'un appareil critique, celle-ci comporte de nombreuses notes et un texte copieux de Jeanne Hahl-Koch : *Documentation sur une amitié artistique*, deux essais de Carl Dalhaus : *la Construction du dysharmonique* et de Dora Valier : *Musique et peinture*, l'un et l'autre d'une clarté reconfortante, ainsi qu'un hommage à Kandinsky par Pierre Boulez.

GÉRARD CONDÉ.

(1) *Contrechamps*, 184 pages, 69 francs, éditions L'Age d'homme, Lausanne ; distribué en France par la librairie L'Age d'homme, 5, rue Férou, Paris 6^e.

Le numéro 1, paru en septembre 1983, contient de nombreux textes de Luciano Berio, un long entretien, le catalogue de ses œuvres, de ses écrits, une bibliographie et une analyse détaillée de ses neuf *Sequenzas* par Philippe Albert, rédacteur en chef de la revue.

COLLOQUE A TURIN SUR « L'IMAGINAIRE ENFANT »

La philosophie du bonbon

Un colloque s'est tenu à Turin les 20 et 21 mai sur le thème « L'imaginaire enfant ». Ambiguïté voulue : il s'agissait de l'enfant tel qu'il est imaginé, et de son imagination à lui. Organisé à l'initiative de l'ASTRA (le théâtre pour l'enfance italienne), il réunit des psychologues, des sociologues, des industriels, des stylistes. Le théâtre a longtemps été considéré comme seule alternative à l'école. Aujourd'hui, l'enfant est devenu l'enjeu d'un important marché culturel et commercial. Futur citoyen, futur spectateur, il est, pour beaucoup, un client, quand bien même l'adulte reste l'indispensable médiateur financier que la publicité cherche à attirer, au-delà du mar-

Le professeur Munari, de l'université de Genève, a rappelé en écho de Piaget, que l'"enfance" est une invention récente, qui date d'un siècle à peine. Que la fantaisie, la « créativité » de l'enfant est pure invention de l'adulte, qui détient de fait le pouvoir et s'attache à donner une réalité à ses illusions. Dans les jeux eux-mêmes, il reproduit les

structures de son pouvoir. La télévision ? Des études précises ont démontré qu'elle joue un rôle de substitut maternel, dont l'enfant serait moins dépendant qu'on ne le pense. Elle affecterait peu ses comportements, exception faite du message publicitaire, qui fournit les lieux communs, et des jouets, quand ils prolongent l'image télévisuelle. Les industriels se sont justifiés en évoquant le nécessaire processus de socialisation.

Envoyé des chocolats Ferrero, Marino Finzi, auteur de recherches sur l'alimentation à l'âge scolaire, a traité de la « philosophie du bonbon ». Il a souligné l'importance de sa mythologie, dans ce qu'il appelle l'"empire de la douceur". Les Computers Commodore — troisième chiffre d'affaire mondial — recommandent s'adresser directement aux enfants, plus facilement maîtres d'un langage qui ne les effraie pas.

Dans la mode se révèle l'absence d'une vraie stratégie. Selon Silvia Giacomoni, la beauté spécifique du corps de l'enfant est mal connue. La

tradition se borne à l'émancipation, les plus grands créateurs trichent, se contentent de « miniaturiser » les modèles adultes.

Et le théâtre ? Très vivant en Italie, il s'est courageusement mis à l'écoute des nouveaux langages, et a reconnu à travers eux l'ampleur d'une crise européenne fondée sur la défaite des vieux humanismes. La plupart des films de science-fiction en témoignent : les héros ne sont plus les maîtres du monde. Ce sont, dans un monde désolé, des égarés pour lesquels il n'est plus question que de survie. Une révision des styles et des genres s'impose. Mais à manier avec prudence. Parce que l'enfant a changé, parce que nous savons que, loin de représenter une valeur d'éternité, il est aussi le produit de l'histoire, fait-il que le théâtre se mette à l'école des nouveaux maîtres ? Au contraire, il ne doit pas perdre son caractère singulier, qui, à travers la présence de l'acteur, rejoint le pouvoir accordé à l'enfant de vérifier à tout instant ses illusions.

BERNARD RAFFELLI

FRANCE-QUÉBEC : RENCONTRES SUR LA CULTURE ET LES INDUSTRIES CULTURELLES

La rencontre franco-québécoise sur la culture et les industries culturelles se tiendra les 4 et 5 juin à Québec et les 6, 7 et 8 juin à Montréal. Elle sera présidée par les ministres responsables des affaires culturelles, M. Clément Richard pour le Québec et M. Jack Lang pour la France.

À l'occasion de cette rencontre, le Monde et le ministère des relations extérieures organisent des ateliers plus particulièrement tournés vers l'audiovisuel : nouveaux produits vidéo, presse écrite et nouveaux réseaux, programmation des réseaux câblés.

Les échanges audiovisuels entre la France et le Québec sont particulièrement importants. En 1983 les deux pays ont signé des accords-cadres sur les coproductions cinématographiques et télévisuelles. Ils ont déjà permis la réalisation de *Louise* de Philippe de Broca et *le Sang des autres* de Claude Chabrol. TFVQ 99 diffuse sur les réseaux câblés québécois 2 500 heures de programmes français de télévision par sa et l'Institut national de l'audiovisuel (INA) étudie la diffusion de programmes québécois sur les réseaux français. Enfin, le Québec souhaite participer à TV 5, l'expérience de télévision par satellite regroupant cinq télévisions francophones.

Naissances

— Marie et Nicolas MITJAVILE et Flora ont le plaisir d'annoncer la naissance de

Héliane,

20, rue de l'Abbé-Grégoire, 75006 Paris.

Décès

— Robert, Philippe et Hélène CASTEL, Les familles Fauquet, Serrand, Toupin et alliés, Ses amis, ont le douleur de faire part du décès de

Françoise CASTEL, née Fauquet, médecin des hôpitaux psychiatriques, survenue à Paris le 30 mai 1984, à l'âge de cinquante ans.

L'inhumation aura lieu le lundi 4 juin 1984.

On se réunira à l'entrée principale du cimetière de Montmartre, 20, avenue Rachel, Paris-18^e, à 11 h 30.

172, chemin des Bas-Vignons, 91100 Corbeil-Essonnes.

— Annie François, Françoise Chausin, Jacqueline Verseppey, Les familles Verseppey, Jarrigon, Fayard et Coiffier, ont le douleur de faire part du décès de

M^{me} Germaine FRANÇOIS,

survenue le 1^{er} juin, dans sa quatre-vingt-onzième année, à Saint-Sauveur.

Le Montell par Brives-Charensac (Haute-Loire).

— Nemours. On nous prie d'annoncer le décès de

M. Henri GENTIL, ancien élève de l'École centrale,

survenue accidentellement le 26 mai 1984, à l'âge de soixante-seize ans.

De la part de M. et M^{me} Georges Gentil, ses frère et belle-sœur,

M. et M^{me} Eugène Roudoux, ses fils,

Des familles Leclercq, Chatain, Petro, Roudoux.

15, rue Barthier, 71140 Nemours.

— M^{me} André Lantz, M. et M^{me} Renaud Balin, M. et M^{me} Patrick Diesterlein, M. et M^{me} Philippe Lantz, M. et M^{me} Robert Blum-Talou,

Alexandre, Benjamin, Cédric, Baptiste, Charlotte,

font part du décès de

M^{me} Anne LANTZ-DIETERLEIN.

Un moment de recueillement aura lieu le lundi 4 juin, à 14 heures, en l'église réformée de l'Annonciation, 19, rue Cortambert, 75016 Paris.

— M^{me} Camille Marion, M. et M^{me} Jacques Dubuc et leurs enfants,

Le docteur et M^{me} Jean-Pierre Manon et leurs enfants,

Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès subit de

M. Camille MARION,

le 27 mai.

Les obsèques ont eu lieu le 29 mai à Varambon (Ain).

20, rue Nélaton, 75015 Paris.

Carnet

— On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Pierre MINORET, née Marcelle Fagard,

survenue à Neuilly-sur-Seine, le lundi 28 mai 1984, dans sa quatre-vingt-troisième année.

De la part de M. Bernard Minoret, ses fils, Et de toute sa famille.

La cérémonie religieuse a eu lieu le vendredi 1^{er} juin, à 9 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly.

— M. Francis MORIN, son épouse, Reine Morin, Guillaume et Alice, Bruno et Arlette Morin et Sonia,

Xavier et Thérèse Morin, Thomas et Nicolas, Humbert Morin, Jean-François et Capucine Le Dourain,

Anne-Jean et Benjamin, ses enfants et petits-enfants,

Ses frères et sœurs, Parents et amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Francis MORIN, née Jacqueline Bonneau,

survenue le 31 mai 1984.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église du Percy, lundi 4 juin 1984, à 15 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

23, rue Irvoy, 38000 Grenoble, Casoyre, 38950 Le Percy.

— M^{me} Edmond Timsit, née André Sallant, Alain et Marie Timsit et leurs enfants,

Annie et Jack Drevic et leurs enfants,

Le docteur Denise Timsit, Les familles Timsit, Grégoire, Roccaro, Mouti, Hayat, Chabot, Sultan, ont le profond chagrin de faire part du décès de

M. Edmond TIMSIT, agent de fabricants,

survenue à Paris le 1^{er} juin 1984.

Les obsèques auront lieu le mardi 5 juin 1984, à 8 h 45, au cimetière parisien de Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

132, rue du Théâtre, 75015 Paris.

Nos abonnés bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— M^{me} Camille Marion, M. et M^{me} Jacques Dubuc et leurs enfants,

Le docteur et M^{me} Jean-Pierre Manon et leurs enfants,

Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès subit de

M. Camille MARION,

le 27 mai.

Les obsèques ont eu lieu le 29 mai à Varambon (Ain).

20, rue Nélaton, 75015 Paris.

— M^{me} Camille Marion, M. et M^{me} Jacques Dubuc et leurs enfants,

Le docteur et M^{me} Jean-Pierre Manon et leurs enfants,

Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès subit de

M. Camille MARION,

le 27 mai.

Les obsèques ont eu lieu le 29 mai à Varambon (Ain).

20, rue Nélaton, 75015 Paris.

— M^{me} Camille Marion, M. et M^{me} Jacques Dubuc et leurs enfants,

Le docteur et M^{me} Jean-Pierre Manon et leurs enfants,

Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès subit de

M. Camille MARION,

le 27 mai.

Les obsèques ont eu lieu le 29 mai à Varambon (Ain).

20, rue Nélaton, 75015 Paris.

SAISIE DE FILMS

Les journalistes lorrains s'inquiètent

Nancy. — La menace d'une saisie de films réalisés par des journalistes lors d'une manifestation de sidérurgistes vient de faire réagir avec fermeté les syndicats de journalistes lorrains. Le 28 mars dernier, des sidérurgistes venant de Neuves-Maisons (Meurthe-et-Moselle) bloquèrent l'A 33 entre Nancy et Toul. Surprise par le ralentissement de la circulation, une voiture allait s'encastrer sous le camion qui la précédait. Grièvement blessé, le conducteur, M. Gilbert Arabaud, en raison du barrage, ne pouvait être déchargé et transporté qu'avec plus d'une heure de retard à l'hôpital de Nancy où il devait décéder. Estimant que cette mort pouvait être due au retard pris par les secours, les médecins refusèrent le permis d'inhumer, et une information judiciaire était ouverte par le parquet de Nancy (le Monde du 29 mars).

C'est ainsi que le juge d'instruction chargé de ce dossier vient de demander, sur commission rogatoire, notamment aux deux journaux régionaux, les clichés réalisés par leurs journalistes arrivés sur les lieux peu après. Les syndicats SNI-autonome, SNI-CGT, SNI-CRDT et CGC de l'Est républicain, ainsi que SNI-autonome et FO du Républicain.

« L'Union syndicale des libraires de France et le Syndicat des libraires professionnels de Paris et de la région parisienne avaient assigné ce référent, devant le tribunal de grande instance de Pontotise, au Centre Leclerc d'Argenteuil (Val-d'Oise) qui pratiquait des rabais sur les livres supérieurs à celui autorisé par la loi du 10 août 1981, dite loi Lang.

Le juge avait suivi le Centre Leclerc qui avait fait valoir que la Cour de justice européenne était saisie à propos de la conformité de la loi Lang avec le traité de Rome, le tribunal devait se déclarer incompétent.

La cour d'appel de Versailles vient d'en juger autrement. Elle a condamné le Centre Leclerc à cesser de vendre des livres à des prix inférieurs à ceux autorisés par la loi Lang, sous peine d'une astreinte de 3000 F par jour de retard.

« L'Union syndicale des libraires de France et le Syndicat des libraires professionnels de Paris et de la région parisienne avaient assigné ce référent, devant le tribunal de grande instance de Pontotise, au Centre Leclerc d'Argenteuil (Val-d'Oise) qui pratiquait des rabais sur les livres supérieurs à celui autorisé par la loi du 10 août 1981, dite loi Lang.

Le juge avait suivi le Centre Leclerc qui avait fait valoir que la Cour de justice européenne était saisie à propos de la conformité de la loi Lang avec le traité de Rome, le tribunal devait se déclarer incompétent.

La cour d'appel de Versailles vient d'en juger autrement. Elle a condamné le Centre Leclerc à cesser de vendre des livres à des prix inférieurs à ceux autorisés par la loi Lang, sous peine d'une astreinte de 3000 F par jour de retard.

« L'Union syndicale des libraires de France et le Syndicat des libraires professionnels de Paris et de la région parisienne avaient assigné ce référent, devant le tribunal de grande instance de Pontotise, au Centre Leclerc d'Argenteuil (Val-d'Oise) qui pratiquait des rabais sur les livres supérieurs à celui autorisé par la loi du 10 août 1981, dite loi Lang.

Le juge avait suivi le Centre Leclerc qui avait fait valoir que la Cour de justice européenne était saisie à propos de la conformité de la loi Lang avec le traité de Rome, le tribunal devait se déclarer incompétent.

La cour d'appel de Versailles vient d'en juger autrement. Elle a condamné le Centre Leclerc à cesser de vendre des livres à des prix inférieurs à ceux autorisés par la loi Lang, sous peine d'une astreinte de 3000 F par jour de retard.

« L'Union syndicale des libraires de France et le Syndicat des libraires professionnels de Paris et de la région parisienne avaient assigné ce référent, devant le tribunal de grande instance de Pontotise, au Centre Leclerc d'Argenteuil (Val-d'Oise) qui pratiquait des rabais sur les livres supérieurs à celui autorisé par la loi du 10 août 1981, dite loi Lang.

Le juge avait suivi le Centre Leclerc qui avait fait valoir que la Cour de justice européenne était saisie à propos de la conformité de la loi Lang avec le traité de Rome, le tribunal devait se déclarer incompétent.

La cour d'appel de Versailles vient d'en juger autrement. Elle a condamné le Centre Leclerc à cesser de vendre des livres à des prix inférieurs à ceux autorisés par la loi Lang, sous peine d'une astreinte de 3000 F par jour de retard.

« L'Union syndicale des libraires de France et le Syndicat des libraires professionnels de Paris et de la région parisienne avaient assigné ce référent, devant le tribunal de grande instance de Pontotise, au Centre Leclerc d'Argenteuil (Val-d'Oise) qui pratiquait des rabais sur les livres supérieurs à celui autorisé par la loi du 10 août 1981, dite loi Lang.

Le juge avait suivi le Centre Leclerc qui avait fait valoir que la Cour de justice européenne était saisie à propos de la conformité de la loi Lang avec le traité de Rome, le tribunal devait se déclarer incompétent.

La cour d'appel de Versailles vient d'en juger autrement. Elle a condamné le Centre Leclerc à cesser de vendre des livres à des prix inférieurs à ceux autorisés par la loi Lang, sous peine d'une astreinte de 3000 F par jour de retard.

« L'Union syndicale des libraires de France et le Syndicat des libraires professionnels de Paris et de la région parisienne avaient assigné ce référent, devant le tribunal de grande instance de Pontotise, au Centre Leclerc d'Argenteuil (Val-d'Oise) qui pratiquait des rabais sur les livres supérieurs à celui autorisé par la loi du 10 août 1981, dite loi Lang.

Le juge avait suivi le Centre Leclerc qui avait fait valoir que la Cour de justice européenne était saisie à propos de la conformité de la loi Lang avec le traité de Rome, le tribunal devait se déclarer incompétent.

La cour d'appel de Versailles vient d'en juger autrement. Elle a condamné le Centre Leclerc à cesser de vendre des livres à des prix inférieurs à ceux autorisés par la loi Lang, sous peine d'une astreinte de 3000 F par jour de retard.

« L'Union syndicale des libraires de France et le Syndicat des libraires professionnels de Paris et de la région parisienne avaient assigné ce référent, devant le tribunal de grande instance de Pontotise, au Centre Leclerc d'Argenteuil (Val-d'Oise) qui pratiquait des rabais sur les livres supérieurs à celui autorisé par la loi du 10 août 1981, dite loi Lang.

Le juge avait suivi le Centre Leclerc qui avait fait valoir que la Cour de justice européenne était saisie à propos de la conformité de la loi Lang avec le traité de Rome, le tribunal devait se déclarer incompétent.

La cour d'appel de Versailles vient d'en juger autrement. Elle a condamné le Centre Leclerc à cesser de vendre des livres à des prix inférieurs à ceux autorisés par la loi Lang, sous peine d'une astreinte de 3000 F par jour de retard.

« L'Union syndicale des libraires de France et le Syndicat des libraires professionnels de Paris et de la région parisienne avaient assigné ce référent, devant le tribunal de grande instance de Pontotise, au Centre Leclerc d'Argenteuil (Val-d'Oise) qui pratiquait des rabais sur les livres supérieurs à celui autorisé par la loi du 10 août 1981, dite loi Lang.

Le juge avait suivi le Centre Leclerc qui avait fait valoir que la Cour de justice européenne était saisie à propos de la conformité de la loi Lang avec le traité de Rome, le tribunal devait se déclarer incompétent.

Communication

Le conseil d'administration de l'AFP a été largement renouvelé

Neuf des quinze membres du conseil d'administration de l'Agence France Presse, que préside M. Henri Figeat, PDG de l'AFP, ont été nommés depuis le 9 avril dernier, en tant que représentants d'organismes agréés. Ce sont :

• Au titre du Syndicat des quotidiens régionaux, MM. Jean-Louis Frévoat, directeur général de la Voix du Nord, et Bernard Roux, directeur général du Courrier Picard ;

• Au titre du Syndicat des quotidiens de province, M. François Prêtre, PDG du Courrier de Saône-et-Loire ;

• En tant que représentant du Syndicat national de la presse quotidienne régionale, M. François Régis Harin, directeur général d'Ouest-France et M^{me} Anne-Marie Laffont-Lorenzard, directeur général de Var-Matin ;

• En tant que représentant du Service public national de la radiodiffusion-télévision française, MM. Jacques Pomont, président de l'INA et Hervé Bourges, PDG de TF1 ;

• En tant que représentant des services publics usagers de l'Agence, au titre du premier ministre,

M. Michel May, conseiller-maître à la Cour des comptes ;

• En tant que représentant du personnel journaliste de l'AFP, M. Ignace Dalle.

Les autres membres du conseil d'administration sont :

• Au titre du Syndicat de la presse parisienne, MM. André Audouin, président du Syndicat de la presse parisienne, PDG de la société du Figaro, et Hugues Vincent-Barbe, vice-président de l'AGEFI, Vie française-Nouvel Journal ;

21 Juin 1984

France / services

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 2 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

- 20 h 38 **Théâtre** : Les affaires sont les affaires. D'Octave Mirbeau, mise en scène Pierre Dux, avec P. Dux, L. Delamaré, M. Chevillon, R. Faruguet et G. Larin. Réalisation J.-P. Carrière.
- Isidore Lechat, homme d'affaires peu scrupuleux, père de deux enfants, envisage d'embrasser une carrière politique au service, bien sûr, de ses intérêts.
- 22 h 40 **Internationaux de tennis à Roland-Garros**. Résumé.
- 23 h **Droit de réponse**, l'espèce de contradiction : Cuba si, Cuba no. Émission de Michel Polac. Avec Arnabal, à propos de sa Lettre ouverte à Fidel Castro : en 1984.
- Décidément, on parle beaucoup de Cuba ces temps-ci à la télévision. Après le document réalisé par N. Alimondros et O.-J. Lail, Mauvaise Conduite, diffusé jeudi dernier sur A2 (demain « La Chasse au trésor » se fait à Cuba), et même J.T. y règle ses problèmes. Jusqu'à dans « Dallas ». TFI programme exceptionnellement son « Droit de réponse » à 23 heures en raison des sports ; le sujet sera consacré autour du livre d'Arnabal Lettre ouverte à Fidel Castro : en 1984, en présence de l'auteur.
- 0 h **Journal**.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 20 h 35 **Variétés** : Champagne-Elysées. Avec Stone et Charden, J.-L. Lahaye, Ph. Chatel, A. Chamfort, E. Flor, Edo, H. Kay, F. Cavanna, M. Amoué.
- 22 h 5 **Musique** : Les enfants du rock. De P. Blanc-Francard.
- Rockline, avec The Pretenders, Ultravox, The Cure, Reflex, Dépêche Mode... Voyage en clips, avec Téléphons, Eurythmics, M. Jackson, les Rolling Stones.
- 23 h 20 **Journal**.
- 24 h 40 **Bonsoir les clips**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 20 h 35 **Faustineton** : Dymatis.
- Documentaire à son évocation du reportage de son testament, de récupérer le studio et de ramener Claudine à son domicile. Celle-ci tente de se suicider. Suite du célèbre feuilleton américain qui concurrence « Dallas ».

- 21 h 25 **Plus moutier que moi, tu gagnes**. Avec M. Boudet, R. Lamoureux, R. Carol et J. Faizant. Règle du jeu : empêcher l'équipe adverse de marquer des points en imaginant des mensonges... tout en laissant supposer que l'on connaît la vérité.
- 22 h 10 **Journaux**.
- 22 h 35 **La vie de château**. Jean-Claude Brialy reçoit dans son château trois invités.
- 23 h **Musiklub**.
- « Clown's affairs », d'après le livre de Michel Schillitz sur une musique d'Alain Albert. Avec Antoine Normand, ténu, Philippe Devine, basse et Lisa Levy, soprano.

FR3 PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 35 **Carrefour de l'ouest**.
- 18 h **Troisième rang de face** (actualité du spectacle).
- 19 h 30 **Autour de...**
- 18 h 55 **Atout PIC**.
- 19 h **Informations**.
- 19 h 35 h **Clip clap**.
- Panorama de la chanson et du cinéma français.

FRANCE-CULTURE

- 19 h 28 **Paroles commémoratives**, de J. Triana. Avec J. Magny, F. Seigner, B. Agnini, P. Michard.
- 21 h 35 **Agarim**.
- 21 h 50 **Musique pour Edgar Poe** : Ouverture pour une fête étrange, de M. Levinas ; le *Musique de la mort* de A. Coplet.
- 22 h 38 **Espace de l'imaginaire** : Norge.
- 23 h 25 **Commémorations des radios publiques de langue française** : autour de l'expérience Tomatis (Radio Suisse romande).

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h **Concert** (en direct du théâtre des Champs-Élysées) : œuvres de Dohnányi, Schubert, Brahms, Chopin, Villa-Lobos, Albeniz, Rachmaninov, Mozart, Prokofiev.
- 0 h 7 **Solistes** : Marie-Catherine Girod, piano ; Martine Dupuy, Ton Koopman, clavecin, orgue, chef.
- 1 h **Solistes** : François-René Duchâble, piano, Frédéric Lédouan, violoncelle, et Riccardo Chailly, chef d'orchestre (œuvres de Chopin, Berlioz, Chostakovitch).

Dimanche 3 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

- 9 h **Emission islamique**.
- 9 h 10 **A Bible ouverte**.
- 9 h 30 **Foi et tradition des chrétiens orientaux**.
- 10 h **Présence polynésienne**.
- 10 h 30 **Le jour du Espagnol**.
- 11 h **Messe célébrée avec la paroisse de Sainte-Mère-Eugénie (Marseille)**.
- 12 h **Portrait de John McEnroe**.
- 13 h **Journal**.
- 13 h 25 **Série** : Starzky et Hutch.
- 14 h 20 **Hip-hop**.
- 14 h 35 **Championnats**.
- Émission présentée par Michel Desmit.
- Sports et divertissements : automobile, Grand Prix de Formule 1 à Monaco ; Internationaux de tennis à Roland-Garros ; tir à l'arc à Chantilly.
- 18 h 30 **Les animaux du monde**.
- Un jeune sans un brin d'herbe.
- 19 h **Sépi sur sept**.
- Magnifique de l'actualité de la semaine par J.-L. Burgel, E. Gilbert et F.-L. Boulay.
- Les supporters britanniques de football : Retour à Sainte-Mère-Eugénie pour l'ombrière du débarquement ; la télévision des autres ; la Chine : Le grand étonné ; Alois Minc, économiste, directeur financier de la compagnie de Saint-Gobain.
- 20 h **Journal**.
- 20 h 35 **Cinéma** : le *Nir de l'Atlantique*. Film français de M. Camus (1970), avec Boeruil, P. Mézière, S. Delamaré, R. Koldobsky, J. Polrez, S. Frauchetti. (Rediffusion).
- 22 h 15 **Sports dimanche**.
- L'actualité sportive dominicale.
- 23 h **Journal**.

DEUXIÈME CHAÎNE

- 11 h 15 **Dimanche Martin**. Émission musicale.
- 12 h 45 **Journal**.
- 13 h 20 **Dimanche Martin (suite)**.
- Si l'on veut finir à 14.30 : **Série** : Les petits péchés ; 15.20 : **L'École des fans** ; 16.05 : **Dessin animé** ; 16.25 : **Thé dansant**.
- 17 h 10 **Série** : Marie-Marie.
- 18 h **Dimanche Plus** : Les sentiers de la hermine. Magazine de la rédaction, dirigé par Michel Tholozan. Il s'agit de revenir du Vietnam, ayant tous fait au nom de l'Amérique et de drapés. H. Chabrier et J.-P. Marcarlo ont respecté quelques-uns des milliers de ces boys qui vivent depuis quinze ans dans les bois, errant dans les montagnes, traumatisés par le silence de la société américaine. Ils ont livré leur amertume, leurs désillusions. Un reportage à chaud, simple et poignant.
- 18 h 58 **Stade 2**.
- 20 h **Journal**.

- 15 h 50 **Théâtre (cycle Shakespeare)** : Conte d'hiver. V.o. sous-titré. Production de la BBC. Avec J. Welch, D. Burke, R. Stephens.
- Comédie en cinq actes de grand Shakespeare, écrite vraisemblablement en 1611. Le roi de Sicile, qui reçoit la visite du roi de Bohême, son ami d'enfance, s'imagina, sans aucune preuve, que sa femme - vertueuse - le trompe avec celui-ci. Un drame à rebondissement multirépété, qui se termine par un mariage.
- 18 h 15 **Pour les jeunes**.
- 19 h 40 **RFO Hobbit**.
- 20 h **Humour** : Paul Hogan Show. Série humoristique australienne.
- 20 h 35 **Témoins** : Micaëla Théodorakis. Réalisation N. Tsiganis.
- 21 h 35 **Aspects du court métrage français**. Turbulence, de P. Casadei, et *D'une Pologne à l'autre*, de Daisy Lamotte.
- 22 h 05 **Cinéma de minuit** : *Accusés*, *beaux-voeux*. Film français de M. Toussaint (1930), avec G. Morley, S. Delvé, G. Vaudé, A. Roussé, C. Berr, J. Dax, A. Dubocq (N.).
- 0 h 15 **Prélude à la nuit** : trois pièces d'Igor Stravinski.

FRANCE CULTURE

- 12 h 5 **Le cri de honneur**.
- 12 h 45 **Musique traditionnelle** : les minorités non chinoises de la province du Yunnan (et à 16 h 30 et 23 heures).
- 14 h 30 **La Comédie-Française présente** : « Le Bois sacré », de R. de Flers et A. Caillevet. Avec G. Deschamps, D. Genot, B. Dubrun, G. Coste, B. Darain.
- 17 h 30 **Réunion** avec Paul Lombard.
- 18 h 30 **La cérémonie des mots** : maître première.
- 19 h 10 **Le cinéma des classiques**.
- 20 h **Albatros** : Édoardo Sanguineti, une anthologie de la poésie italienne du vingtième siècle.
- 20 h 40 **Atelier de création radiophonique** : Berlioz's (autour des artistes qui ont un rapport à Berlin).
- 23 h **Musique traditionnelle** : les minorités non chinoises du Yunnan.

FRANCE-MUSIQUE

- 12 h 5 **Magazine International**.
- 14 h 4 **Divanes compacts** : Wagner, Bach, Berlioz, Haendel, Liszt.
- 17 h **Comment festiveriez-vous ?** Mozart par J.-P. Vincent, administrateur de la Comédie-Française.
- 19 h 5 **Jazz vivant** : le groupe d'Hermeto Pascal.
- 20 h 4 **Présentation de concert** : œuvres de Busoni, Leoncavallo, Puccini, Cilea.
- 20 h 30 **Concert** (donné à Munich le 24 mars 1984) : « Le ballet Leconteur », opéra de Cilea par les Chœurs et l'Orchestre du Bayerisches Staatsoper, dir. G. Patano, sol. M. Price, N. Shifoff, B. Brinkmann.
- 23 h **Les soirées de France-Musique** : Ex libris : le compositeur et ses notes, de F. Pascal ; à 11 heures, Les notes de Françoise Xenakis.

LES SOIRÉES DU LUNDI 4 JUIN

- TF1 20 h 35 **Cinéma** : *Huit heures de sursis*, de Carol Reed.
- 22 h 25 **Tennis** : Internationaux de tennis à Roland-Garros.
- 22 h 45 **Équipes et toiles** : le cinéma chinois.
- A2 20 h 35 **Emmenez-moi au théâtre** : le *Cœur sur la main*, de Loleh Bellon.
- 22 h 20 **La traversée des apparences** : Shadows from light.
- FR3 20 h 35 **Cinéma** : *Le Jardin des Finzi Contin*.
- 22 h 35 **Campagne pour les élections européennes**.
- 22 h 55 **« Thalassa »**, magazine de la mer.
- 23 h 40 **« Prélude à la nuit »**, Webern.

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 3 JUIN

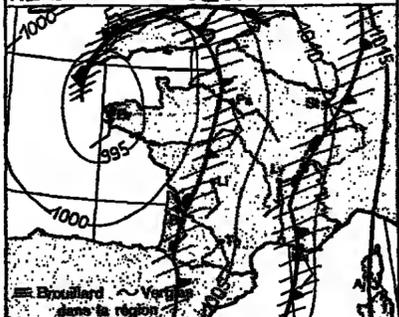
- M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, est repa à l'émission « Forum », de RMC, à 12 h 30.
- M. Jacques Toubon, député RPR de Paris, répond aux questions de journalistes, au cours de l'émission « Le Grand Jury RTL-Le Monde », sur RTL, à 18 h 15.
- M^{me} Simone Veil, tête de liste de l'opposition aux élections européennes, est invitée au « Club de la Presse » d'Europe 1, à 19 heures. Elle participera également à l'émission « Face au public », de France-Inter, lundi 4 juin, à 19 h 20.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 2.6.84 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 03 JUIN DÉBUT DE MATINÉE



Évolution probable du temps en France entre le samedi 2 juin à 0 heure et le dimanche 3 juin à 24 heures

Dans le flux cyclonique de sud, commandé par la dépression du proche atlantique, circulent des fronts froids pluvio-orageux.

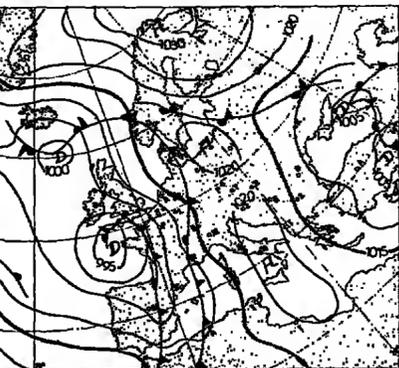
Dimanche, une première zone de nuages accompagnés de précipitations irrégulières sera située le matin des Alpes au Nord-Est, et elle se déplacera vers l'Est ; une seconde perturbation, plus active, s'organisera des Pyrénées et du Massif Central à la Normandie et au Nord, et aura également un lent déplacement vers l'Est. Sur les autres régions nuages et éclaircies alternent.

À l'ouest de la journée, la zone pluvio-orageuse sera surtout présente sur les régions de l'Est du pays, de la Méditerranée au Nord-Est, et des précipitations, parfois abondantes sur le relief, seront observées ; plus à l'ouest, de la Bretagne et du Nord, à l'ouest du Massif Central et aux Pyrénées, de belles éclaircies se développeront, mais l'évolution diurne sera importante, et des orages locaux se formeront, en particulier près des côtes atlantiques. Le vent de Sud soufflera modérément (sauf rafales d'orages), et les températures resteront normales pour la saison, voisines de 18 à 22° du Nord au Sud.

La pression atmosphérique réduite au minimum de la nuit du 2 juin, à 3 heures, était de 1013 millibars, soit 759,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 1^{er} juin ; le second, le minimum de la nuit du 1^{er} juin au 2^e juin) : Ajaccio, 19 et 9 degrés ; Biarritz, 18 et 10 ; Bordeaux, 15 et 7 ; Bourges, 16 et 8 ; Brest, 13 et 7 ; Caen, 17 et 7 ; Chambourg, 15 et 6 ; Clermont-

PRÉVISIONS POUR LE 3 JUIN A 0 HEURE (G.M.T.)



- Ferrand, 17 et 11 ; Dijon, 19 et 10 ; Grenoble-St-M.-J.L., 26 et 13 ; Grenoble-St-Georges, 22 et 12 ; Lille, 16 et 7 ; Lyon, 22 et 12 ; Marseille-Marguane, 22 et 14 ; Nancy, 20 et 11 ; Nantes, 18 et 8 ; Nice-Côte d'Azur, 20 et 14 ; Paris-Montsouris, 18 et 9 ; Paris-Orly, 17 et 9 ; Pau, 21 et 10 ; Perpignan, 21 et 14 ; Rennes, 18 et 8 ; Strasbourg, 21 et 12 ; Tours, 16 et 8 ; Toulouse, 21 et 12 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 24.
- Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 13 degrés ; Amsterdam, 19 et 10 ; Athènes, 27 et 18 ; Berlin, 20 et 13 ; Bonn, 20 et 11 ; Bruxelles, 18 et 11 ; Le Caire, 35 et 22 ; Casablanca, 23 et 17 ; Copenhague, 17 et 11 ; Dakar, 26 et 22 ; Djéba, 27 et 16 ; Genève, 23 et 14 ; Jérusalem, 27 et 15 ; Londres, 15 et 9 ; Luxembourg, 18 et 10 ; Madrid, 18 et 7 ; Moscou, 25 et 14 ; Nairobi, 25 et 9 ; New-York, 20 et 12 ; Palma-de-Majorque, 23 et 9 ; Rome, 21 et 10 ; Stockholm, 22 et 13 ; Téhéran, 30 et 19 ; Tunis, 28 et 12.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

- LUNDI 4 JUIN**
- « Paris gallo-romain », 15 heures, 6, place Paul-Lévy, M^{me} Bruscia.
- « Le faubourg Saint-Antoine », 15 heures, 184, rue du Faubourg-Saint-Antoine, M^{me} Legrépès. (Caisse nationale des monuments historiques).
- « Le Massif de Saint-Gervais », 14 h 30, parvis de l'église place Gervais (Art et promenades).
- « Palais de justice », 15 heures, métro Cité (M. Carny).
- « Hôtels et jardins du Marais illuminés », 21 heures, métro Pont-Marie (Les Filaneries).
- « Hôtel Lanson », 15 heures, 17, quai d'Anjou (Histoire et archéologie).
- « L'île de la Cité », 15 heures, métro Cité, côté qui aux Fleurs (M. Jasiel).
- « Sept des plus vieilles maisons de Paris », 15 heures, 2, rue des Archives (Paris autrofois).
- « Le Musée de la police », 15 heures, 1 bis, rue des Carmes (Paris et son histoire).
- « Hôtels et jardins du Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).
- « Chefs-d'œuvre de la peinture américaine », 15 h 30, entrée du Grand Palais (Visages de Paris).

- MARDI 5 JUIN**
- « L'Opéra », 12 heures, au centre du vestibule d'honneur, M^{me} Allaz.
- « La manufacture des Gobelins », 14 h 30, 42, avenue des Gobelins, M. Lépany.
- « L'École des beaux-arts », 15 heures, 13, quai Malherbe, M^{me} Vermeersch (Caisse nationale des monuments historiques).
- « La Sainte-Chapelle et la Conciergerie », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (Approche de l'art).
- « La France-normande », 15 heures, 16, rue Cadet (Mariane Ragneseau).
- « Autour du Luxembourg », 15 heures, 1, rue de Vaugirard (M. Carny).
- « Vieux village d'Auteuil », 14 h 30, métro Église-d'Auteuil, sortie Chardon-Lagache (Les Filaneries).
- « Visite de l'atelier d'un peintre de peau », 14 heures, 4, rue des Arquebuses (La France et son passé).

JOURNAL OFFICIEL

- Sont publiés au Journal officiel du samedi 2 juin :
- UNE LOI**
- « Relative à la création du Carrefour international de la communication ».
- DES DÉCRETS**
- « Relatif à l'aide à la réduction concertée de la durée du travail en vue de l'amélioration de l'emploi ».
- « Portant publication de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement fédéral d'Autriche relative au régime fiscal des véhicules routiers utilisés pour le transport international, signée à Vicooc le 11 mars 1983 ».
- « Portant réaménagement des taxes applicables aux journaux et écrits périodiques (régime intérieur et régime international) ».

EN BREF

- DEUX MODÈLES DE CASQUES, INTERDITS A LA VENTE.**
- Deux modèles de casques pour motards, de modèle « intégral », vendus sous la marque Bieffe viennent d'être interdits à la vente en France parce qu'ils ne répondent pas aux normes minimum de sécurité, indique l'Association française de normalisation (AFNOR).
- TRANSMISSION DU NOM.**
- L'association « Révoltes légitimes » s'est donné pour but, ainsi que nous l'avons signalé dans le Monde du 3 mai, d'obtenir du gouvernement et du Parlement une modification de la loi sur la transmission du nom. M^{me} Colette Auger, présidente, nous apporte les précisions suivantes : « L'exposé des motifs de notre proposition précise clairement qu'il ne s'agit pas de revendiquer une égalité entre le père et la mère (...), mais de trouver une solution pour les « nouvelles familles » dont les enfants, issus de plusieurs lits, n'ont, le pluspart du temps, aucun nom commun qui les rattache ; ou encore pour les divorces qui entraînent pour les enfants une rupture de ce lien social qu'est le nom, avec leur mère. »
- « Ce n'est pas selon la loi que l'enfant légitime porte le nom de son père - puisqu'aucun texte ne le prévoit - et, si l'enfant naturel a été reconnu par ses deux parents, il porte le nom de celui qui l'a reconnu en premier, du père s'ils l'ont reconnu simultanément. »
- POUR QUE REVIVE LE NORMANDIE.**
- Une association vient de se créer, sous le nom de Il y a cinquante ans, Normandie, pour célébrer le cinquantenaire du lancement du paquebot Normandie, mis en service par la Compagnie générale transatlantique le 29 mai 1935, sur la ligne Le Havre - New-York. Placée sous le patronage d'un comité présidé par le secrétaire d'État à la mer et composée de personnalités du monde maritime, elle est animée par un conseil d'administration réunissant d'anciens dirigeants de la Transat, des associations d'amis des paquebots et des membres de l'Académie de marine.
- Ses projets : des conférences, des projections de films et, au printemps 1985, au Musée de la marine, à Paris, une exposition itinérante, qui sera présentée ensuite dans plusieurs ports (Le Havre, Brest, Nice).
- L'association lance un appel à tous ceux qui ont conservé le souvenir prestigieux du Normandie pour qu'ils concourent à la réus-

Voilà Cuba
Un grand pays à découvrir
HAVANATOUR

Le Monde
L'ÉDUCATION
Pour comprendre ses enfants.
Pour préparer leur avenir.
L'information sûre.
Mensuel.
En vente partout.
11 F

Économie

L'ITALIE VUE PAR LES SOCIOLOGUES

De la pyramide au gratte-ciel

De notre correspondant

Rome. — Ce fut le « *sommerso* » (l'économie immergée), le développement « en peau de léopard », l'Italie éponge : chaque année, le CENSIS (Centre d'études pour les investissements) donne dans son volumineux rapport sur la situation économique et sociale, une image de l'Italie, qui, en contrepoint d'une perception maer-néonomique et institutionnelle, cerne la vitalité du système.

Le CENSIS, c'est l'Italie des contrastes : de ce qui vit contre ce qui n'en finit pas d'agoniser, du déjà « post-moderne » sous l'archaïque, de l'occulte sous l'apparent. En somme deux Italie : la vraie et profonde, complexe et méconnue, et l'autre, sorte d'État-fantasma porté par un discours politique schizophrène dans son incapacité à embrayer sur le réel.

Sociologie intuitive, descriptive, phénoménologique, non exempte parfois d'une complaisance envers les « images journalistiques » servies pour être consommées telles quelles par les médias. Construction intellectuelle, reflet de ce pragmatisme à la mode, matrice de bien des complaisances et enfant d'un « réflex » des idéologues et d'un provincialisme très catholique : les travaux du CENSIS ne manquent pas de détracteurs.

Il reste qu'avec leurs limites, provenant précisément parfois d'un abus de pittoresque, ses études ont souvent touché juste, c'est-à-dire une réalité qu'une approche institutionnelle néglige. Elles ont d'ailleurs ou souvent le mérite de relancer le débat politique et culturel à propos de thématiques ignorées, sous-évaluées parce qu'à la marge des préoccupations des appareils. Au-delà des études portées de slogans, le CENSIS, qui s'est particulièrement développé au cours de ces dix dernières années au point de couvrir l'ensemble des secteurs

d'intervention sociale, élabore aussi des analyses de grande qualité scientifique (par exemple sur la répartition des ressources entre régions).

Fragmentation

Au centre de cette effervescente aire de recherche, un peu l'animateur d'un groupe qui provient d'horizons divers et dont certains membres ont été marqués par le « *Manifesto* » de 1977, il y a le secrétaire général du CENSIS, M. De Rita. Cette année, avec son équipe, il a vu dans l'Italie une « *société fragmentée* », « *indistincte* ». Une fragmentation du corps social qui envahit la politique et la met en état de panique, une société indistincte dans la structure de ses groupes et de ses classes, indistincte dans son existence même « *toujours plus riche en images qu'en choses vécues* ». Doit-on y voir l'expression d'un démemberement, d'un désordre devenu chronique ou bien une phase dans une évolution ?

« Il ne s'agit pas d'un démemberement », explique M. De Rita. « Nous sommes simplement en face d'une société multidimensionnelle. Il n'y a pas d'homogénéité ; mais il n'en existe pas moins une cohérence. Cette société travaille sur différents niveaux, à différents plans. Pour donner une image, ce n'est pas la désagrégation d'une pyramide, mais la transformation d'une pyramide en un gratte-ciel qui est fait de nombreux étages, d'expositions diverses, d'un enchevêtrement de réseaux de liaisons intérieures (escaliers, ascenseurs, chauffage, etc.) »

« Ce que nous avons voulu signifier par l'idée de fragmentation, c'est un changement structurel, mais non pas un effondrement, ajoute-t-il. Une autre manière de vivre la vie sociale, économique, telle est la révolution silencieuse qu'a faite l'Italie ces dernières années. »

Dans un recueil des introductions aux différents rapports publiés de 1967 à 1982, le CENSIS a dressé une revue significative tant de la démarche du groupe de

chercheurs qui le compose que de l'évolution de la situation italienne.

« De 1967 à 1971, il s'agit d'une prise de conscience de l'importance des mécanismes et des processus sociaux spontanés et d'une croissance de l'autonomie de la société par rapport aux programmes établis par le pouvoir politique. »

« De 1972 à 1977, c'est la « découverte » de l'économie immergée, de l'occulte, de l'interstitiel sur lesquels l'Italie a développé sa capacité de « voguer » sur les crises. »

« A partir de 1977, est mise en relief, en revanche, la conscience que les processus qui ont pris naissance dans les périodes précédentes « *n'ont pas été l'expression d'un état pathologique répressif, mais d'un système doté d'une rationalité interne* ». »

En d'autres termes, le CENSIS a vu l'Italie passer progressivement de la situation de « *société fermée* » au lendemain de la guerre, où les masses étaient encore tenues à l'écart de la vie politique et administrative, à celle « *où, les énergies et les volontés de croissance se libèrent, sont apparus de nouveaux besoins* ». »

« La société multidimensionnelle est un phénomène complexe et apparaît comme le résultat de la vitalité des années passées ; mais il n'en existe pas moins une évolution continue vers la segmentation dans la consommation et la production. La segmentation de la production ne signifiant pas seulement l'économie immergée, mais aussi l'existence de PME jouant sur leur segmentation interne pour correspondre à la demande du marché. »

Un million d'entrepreneurs

« Assurément, cette segmentation est propre à toute société industrielle avancée. Mais, dans le cas de l'Italie, elle correspond à une maturation sociale qui n'est pas encore entrée dans la culture collective. La politique, la classe dirigeante, la classe industrielle, continue à penser en termes pyramidaux. »

« La culture européenne est une culture élitiste, donc vieillie. Elle ne rend plus compte de, in culture moderne qui est celle de millions de personnes, une culture, je dirai, « *de comportements* ». Une culture quotidienne qui s'exprime dans des modes de vie et de pensée. En Italie, où la culture élitiste demeure forte, ce phénomène est encore plus marqué. Et cela à deux niveaux : la culture industrielle et la culture politique. »

« La première est arrivée par deux canaux : les grandes fo-

millés, puis, après la guerre, par les écoles de gestion à l'américaine. Aujourd'hui, le cœur de l'industrie nationale, ce ne sont plus ni les grandes familles, ni les grands managers, mais un million d'entrepreneurs anonymes qui ne véhiculent pas une culture d'élite, ne font pas de conférence, n'écrivent pas dans les journaux, mais qui savent progresser, s'adapter, se situer au niveau juste du marché. C'est là que se trouve la culture industrielle nouvelle, une culture industrielle de masse, si l'on peut dire. »

« Sur le plan politique, les gouvernements se trouvent en face de sociétés très articulées et segmentées. Ils pensent que pour les contrôler ils doivent récupérer la décision. Or ils se trompent deux fois : d'abord en pensant que la segmentation, c'est l'éparpillement, ensuite parce qu'ils croient qu'il faut refaire l'unité en récupérant la capacité de commander, c'est-à-dire reprendre la situation en main par le haut. Peut-être qu'une société démembrée se plierait à cette reprise en main. Pas une société segmentée. »

Dans un récent numéro de la revue *Critica marxista*, le sénateur Chiaromonte, spécialiste au sein du PCI des affaires économiques, tout en rendant hommage aux mérites des études du CENSIS, souligne la nécessité de les replacer dans l'évolution culturelle et idéologique de l'Italie au cours de la quinzaine d'années écoulées. L'approche du CENSIS, écrit-il, reflète la crise de la société italienne qui a « conduit nombre d'intellectuels à se sentir toujours plus étrangers à un effort collectif d'action ». »

« Le CENSIS, rétorque M. De Rita, s'est voulu dans ses rapports annuels une sorte de rendez-vous de l'autoconscience collective. Précisément, dans le contexte de cette culture élitiste italienne, l'intellectuel a toujours tendance à se voir, et à se vouloir, le conseiller du prince. Nous, nous voulions analyser la réalité quotidienne, le localisme, les comportements. Nous sommes, à notre manière, braudéliens. »

« Nous partons de la conviction qu'il faut comprendre une société par le bas, et non par le sommet. Ce que l'on voit aujourd'hui à la base, c'est une demande de sens, de direction, une demande de normes, de lois, mais en tant que valeurs, non en tant qu'autorité. Croire pouvoir récupérer l'autorité en agissant au nom d'une supposée efficacité décisionnelle est une illusion dangereuse des gouvernements. »

PHILIPPE PONS.

Le gouverneur de la Banque centrale italienne déplore le manque de rigueur

De notre correspondant

Rome. — Le gouverneur de la Banque d'Italie, M. Carlo Azeglio Ciampi, a mis en garde contre l'ampleur de l'endettement public, en conclusion de l'assemblée générale de l'Institut d'émission, qui s'est tenue à Rome le 31 mai. Selon lui, l'économie italienne a actuellement la possibilité d'une bonne reprise, mais à condition que la stabilité monétaire soit assurée par une draconienne réduction du déficit public.

M. Ciampi a préconisé des mesures « sévères » afin de réduire pour les prochaines années l'augmentation de ce déficit « à un taux systématiquement inférieur à celui de la croissance du produit intérieur ». Il a préconisé une politique de rigueur budgétaire, de limitation des dépenses, mais aussi d'augmentation des recettes « au travers d'une meilleure efficacité administrative et de

mesures spécifiques qui limitent la possibilité de la fraude fiscale. »

Il a aussi souligné l'importance d'une véritable politique des revenus. Toutefois, il a conclu sur une note optimiste : « *Aucun mal obscur ne condamne notre économie. Retrouver simultanément la stabilité monétaire et les voies du développement est aussi possible que nécessaire.* »

L'insistance de M. Ciampi sur les problèmes de déficit public et ses critiques voilées sur l'absence d'un véritable assainissement économique ont été interprétées comme une mise en cause de la politique de gouvernement de M. Craxi. Certains partis de la coalition gouvernementale, comme les républicains et la démocratie chrétienne, ont aussi saisi l'occasion de ce discours du gouverneur de la Banque centrale pour évoquer l'absence de véritable rigueur.

(Intrém.)

DANS LE PIÉMONT

Une « Silicon Valley » en projet

Rome. — Une « Silicon Valley » à l'italienne pourrait naître dans le triangle piémontais Ivrea-Turin-Novara. Le projet de la fondation Agnelli de faire en cinq ans de la capitale de l'automobile une cité de la technologie à l'échelle internationale peut paraître ambitieux. Il n'en repose pas moins sur des données de fait. Tout le problème est de coordonner les efforts spontanés accomplis par un nombre croissant d'entreprises dans différents domaines de la recherche.

Plusieurs éléments jouent en faveur de la proposition Agnelli. D'abord, les industries de Turin doivent trouver de nouveaux moyens qui permettent de relancer un appareil productif en difficulté. En outre, la zone de Turin est déjà bien placée pour accentuer son effort dans le domaine des nouvelles technologies.

Selon l'Institut italien des statistiques, en 1980, les dépenses de recherche et de développement des entreprises publiques et privées du Piémont ont représenté 29,5 % du total des investissements nationaux dans ce domaine. Seule la Lombardie dépasse ce pourcentage (39,7 % en 1980), mais le rapport par tête est favorable au Piémont. De plus, dans le triangle Ivrea-Turin-Novara, se trouvent les deux tiers des robots industriels installés en Italie et une

bonne partie des lasers de grande puissance de l'Europe.

On estime qu'en Piémont cinquante mille personnes travaillent dans des entreprises tournées vers la recherche ; une densité supérieure à celle de la Silicon Valley. Par exemple, le centre de recherche médicale de Saluggia, le pôle informatique (Olivetti et Honeywell), les centres de recherches Fata, Coman et Fiat, se trouvent dans ce triangle.

Afin de développer le potentiel existant, la fondation Agnelli avance plusieurs propositions : constitution d'une agence immobilière chargée de trouver de nouveaux espaces pour les entreprises désirant s'installer dans une région technologiquement avancée ; fondation d'un organisme de conseil nommé Incubator, favorisant la naissance de nouvelles entreprises ; développement d'un Téléscience Park mettant en relation entre eux divers pôles de recherches sous l'égide d'un centre de coordination ; création d'une agence spécialisée dans la recherche et l'achat de brevets et, sur le modèle de celui existant à New-York, d'un Téléport capable de recevoir du monde entier, et de diffuser dans la région, les informations technologiques.

P. P.

Des PME en proie à l'innovation

De notre correspondant

Rome. — Malgré un déficit budgétaire record, qui entraîne des taux d'intérêt prohibitifs, les stemmolements d'une politique industrielle paralysée par l'agitation du palazzo (monde politique), les incertitudes notoire qui gravitent l'économie depuis le printemps, c'est-à-dire la prise de risque des commerçants (selon une enquête des professionnels, cette « *taxe* » occulte coûterait chaque année au pays quelque 1 000 milliards de lires), l'Italie produit et se transforme, faisant preuve d'une étonnante vitalité.

Les mutations de l'appareil productif sont significatives : ainsi le secteur tertiaire est passé (de 33 % de la population active en 1971 à plus de 50 % au début des années 1980). Ce développement s'est en outre traduit par l'accent mis sur la recherche scientifique et l'innovation, les dépenses dans ces secteurs ayant été multipliées par quatre entre 1977 et 1982.

Les grandes entreprises, de dimension suisse rigides qu'inefficaces se sont transformées en organismes plus ouverts et plus flexibles ; les succès de Fiat et d'Olivetti en témoignent. Mais la transformation, moins spectaculaire parce que plus diffuse, du monde des PME n'est pas moins remarquable. Il ne s'agit plus seulement de l'économie dite « immergée ».

Selon une récente étude de l'Institut mobiliario italiano portant sur un échantillon de huit cents entreprises de petite taille, il apparaît que les entreprises ayant entre vingt-six et deux cent cinquante employés sont les plus innovatrices, tant en ce qui concerne le produit que le processus de production. En moyenne soixante-dix d'entre elles ont innové dans l'un ou l'autre domaine entre 1981 et 1982 ; les entreprises les plus dynamiques se trouvant dans le Nord.

Dans une autre étude, réalisée par le CENSIS et De l'immersion postindustrielle, est mise en relief l'absence d'innovation qui témoigne des mutations

qualitatives du tissu industriel italien. En fait, souligne le CENSIS, la flexibilité qui a fait la force des PME dans les années 70 trouve un regain de dynamisme dans l'emploi des nouvelles technologies (accroissement notamment du parc de machines à contrôle numérique et de micro-processeurs, recours intensif aux services des conseils en entreprises). Ces entreprises ont des actions coordonnées d'entreprises, par le jeu par exemple des groupements pour l'exportation ; en d'autres termes, l'entrepreneur délègue certaines fonctions à des organismes ayant une responsabilité collective, tout en cherchant à répartir les risques, notamment par des ententes financières.

Le rapport du CENSIS met ainsi en lumière le « *profil* » du nouvel entrepreneur italien, dont la caractéristique est la maîtrise technologique, qui est à la source d'un renouvellement de la culture industrielle des PME. Fait notable, le phénomène est diffus sur l'ensemble du territoire national et touche également le Mezzogiorno, notamment par l'introduction des innovations technologiques dans des secteurs traditionnels (la construction et l'industrie alimentaire). Une région comme les Pouilles apparaît comme un syntrope de ce genre d'évolution.

Ainsi cette évolution qui se dessine dans le monde des PME italiennes n'est pas seulement d'ordre quantitatif (en matière d'exportation, le chiffre d'affaires des PME a augmenté de 208 % entre 1975 et 1982, mais également qualitatif, c'est-à-dire une évolution consistant dans la mentalité des entrepreneurs, et un niveau technologique toujours plus élevé. La mutation est d'autant plus remarquable que, d'après un récent congrès organisé à Milan par le *servizio* (service) pour le développement technologique dans les PME (CESTEC), l'Italie est en retard en ce qui concerne l'encouragement public à l'innovation par opposition à l'Allemagne fédérale et à la France.

P. P.

JAPON

« Production record de téléviseurs et de magnétoscopes. — En raison d'une forte demande tant sur le marché domestique qu'à l'exportation, la production de téléviseurs et de magnétoscopes s'est élevée au Japon à un niveau record en avril. Selon l'Association japonaise des industries électroniques, 1329000 téléviseurs couleur (+ 24,2 %) ont été produits. Sur ce chiffre, 487000

(+ 26,1 %) ont été exportés. La progression vers les États-Unis a été de 63,8 % et vers la Chine de 89,3 %. La production de magnétoscopes (2283000 appareils) a progressé de son côté de 57,9 %. Les exportations ont augmenté de 55,7 % (1663000 appareils). Les États-Unis ont acheté 810000 appareils (+ 94,7 %) et les pays de la CEE 328000 appareils (+ 27,3 %).

abx10152A

Ch. M. 1980

Économie

Philips veut marier le disque à laser avec le micro-ordinateur

De notre envoyé spécial

Hanovre. — Le lecteur de disques numériques à laser fait peau neuve. Un an après le lancement de ce nouvel appareil, le groupe Philips, inventeur du procédé, a décidé d'élargir la gamme de ses produits et d'étendre à d'autres domaines que la hi-fi son champ d'application. Il a présenté ses projets à Hanovre (RFA) où est installé son usine de presse de disques compacts.

Il s'agit pour le groupe de rendre disponible en 1985 ou 1986 un lecteur laser adaptable aux véhicules automobiles, un vieux rêve déjà réalisable maintenant grâce à la mise au point d'une cartouche évitant toute manipulation gênante pour la conduite; de sortir dans les meilleurs délais de nouvelles chaînes hi-fi intégrées pour le laser, incorporant un lecteur de disques; de

produire des consoles professionnelles jumelées, à commandes informatisées préprogrammables, capables de localiser instantanément n'importe quel morceau d'un enregistrement pour le restituer; enfin, surtout, d'ajouter une nouvelle dimension au disque compact en lui trouvant de nouveaux débouchés.

A ce sujet, les chercheurs du groupe ont déjà réussi à incorporer dans la gravure du disque compact des textes et des dessins reproductibles après décodage sur un téléviseur normal, et le procédé fonctionne, assure-t-on, de façon satisfaisante en laboratoire. Mais la date de lancement ne sera arrêtée qu'à la fin de l'année, si les négociations en cours avec les autres fabricants sur la standardisation de ce procédé aboutissent. Philips veut contourner l'obstacle de l'incompatibilité auquel se heurte la vidéo avec les trois systèmes utilisés dans les magnétoscopes (VHS, V 2000, Betamax).

La firme néerlandaise cherche à aborder par la bande le marché très prometteur des ordinateurs domestiques. Comment? En stockant sur disques compacts des données et des programmes au moyen d'oscilloscope (ROM).

Un disque compact serait à lui seul capable d'emmagasiner 150000 pages de texte. Ainsi, par exemple, un usager pourrait par ce moyen avoir immédiatement accès à n'importe quelle information contenue dans toute l'Encyclopædia Britannica.

Le disque compact pourra-t-il détrôner le disque 33 1/3 tours classique? L'engouement suscité en 1983 par l'apparition de ce nouveau lecteur de disques a sérieusement baissé durant le troisième trimestre.

La pénurie d'appareils, l'insuffisance aussi des titres mis sur le marché, n'avaient découragé les consommateurs. Mais aujourd'hui cette crise de jeunesse semble passée. Les ventes de lecteurs à laser sont à nouveau en flèche. Pour 1984, les prévisions de ventes à l'échelon mondial (tous producteurs confondus) portent sur 800000 à 1 million d'appareils (1), dont 350000 à 400000 seront fournis par le seul groupe Philips, espère la firme.

Dans l'hypothèse la plus favorable, en 1989, les ventes de lecteurs de disques à laser et de platines pour disques 33 1/3 tours devraient s'équilibrer, ces dernières étant promises à disparaître complètement à l'horizon 2000.

S'agissant des disques compacts, la pénurie va prendre fin avec la mise en route récente de la dernière tranche de l'usine de Hanovre. Elle ne devrait plus être qu'un souvenir avec le démarrage, courant 1984, de l'usine de presse CBS-Sony aux États-Unis, dont le marché pourrait se révéler aussi important que de ce côté de l'Atlantique. A la fin de cette année, 3 500 à 4 000 titres seront disponibles dans le monde (1 000 en France au lieu de 400), la production globale de disques étant évaluée à 35 millions de pièces (15 millions pressés dans l'usine de Hanovre, 20 millions dans les quinze usines japonaises), soit trois fois plus qu'en 1983. Actuellement, le nombre de disques achetés par chaque propriétaire d'un lecteur à laser est supérieur aux prévisions (13,5 au lieu de 10).

A. D.

(1) En France les prévisions portent pour 1984 sur soixante mille lecteurs vendus contre trente mille l'année dernière.

Bouygues pourrait reprendre AMREP en location-gérance

Le groupe Bouygues n'a pas renoncé à faire son entrée dans le secteur parapétrolier. Non seulement il a conservé sa participation dans AMREP — même si le président qu'il avait fait nommer, M. Augereau, a démissionné — mais il négocie actuellement la reprise en location-gérance de la société mise le 30 mai en règlement judiciaire. Cette solution a cependant été préalable la signature d'un concordat avec les créanciers et une restructuration industrielle qui sera ressentie douloureusement dans le Midi (fermeture de l'usine de Montpellier, licenciements).

Cette négociation prouve que le secteur parapétrolier reste un des axes stratégiques de Bouygues qui avait vainement cherché à prendre le contrôle de Doris. De là à laisser entendre que l'échec d'une solution industrielle avant toute procédure judiciaire est à imputer au groupe de travaux publics qui chercherait à entrer dans ce secteur — au meilleur prix —, il n'y a qu'un pas.

C'est ce que laissent entendre les anciens actionnaires, l'OPF (Total) et SOGEDIP (Paribas), qui se sont pour la première fois, le 1^{er} juin, exprimés publiquement sur ce dossier. Après avoir rappelé qu'elles étaient à l'origine de l'audit d'Arthur Andersen qui a permis d'éclaircir la situation réelle des comptes de l'AMREP et de ses filiales, les deux sociétés soulignent les causes de cet échec. Pour couvrir les besoins d'AMREP, une fois après le lourd passif du 30 juin 1984, une augmentation de capital de 700 millions de francs serait nécessaire. Un tel

effort conduirait Bouygues à participer à hauteur de 385 millions de francs, « ordre de grandeur qui a été reconnu par lui comme envisageable ». Or ce plan n'a pas même été examiné par Bouygues, après que des banques ont refusé d'honorer certains engagements émis le 10 mai (contrairement à leurs engagements d'avril) ce qui a mis en difficulté l'UJIE, principale filiale d'AMREP.

Total et Paribas « regrettent » donc que « leur proposition de solution n'ait pas fait l'objet d'une étude attentive avant d'être écartée » et jugent « infondés les commentaires » qui les rendent responsables du dépôt de bilan. Une manière de rejeter la responsabilité sur Bouygues.

B. D.

● Visite « forcée » de M. Louis Mexandeau dans une ferme de l'Eure. — M. Louis Mexandeau, ministre délégué chargé des PTT, qui inaugurerait un bureau de poste à Boissy-le-Château (Eure), a été « intercepté » le 1^{er} juin et « fermement invité » à visiter une ferme du département par des agriculteurs qui effectuaient des barrages dans la région.

● SNCF : la CGC conteste les négociations par établissement. — Après les récents mouvements de grève à la SNCF, M. Jean-François Dubas, secrétaire général de la fédération CGC des cheminots, rappelle que cette fédération a déposé un recours contestant le « décapage » de la SNCF en trois cent vingt-sept établissements.

(Publicité)

Au Japon, les budgets de recherche sont presque totalement consacrés à la recherche.

En Europe, une large partie de ces budgets sert en réalité à la duplication de recherches déjà effectuées ailleurs.

La différence ? La force d'un renseignement industriel bien géré.

C'est pourquoi Eurialia organise un séminaire totalement consacré à la gestion de l'information industrielle et technique, le mardi 5 Juin 1984 à la Tour Fiat, Paris la Défense.

Pour renseignements et inscription: Jean-Paul Verdereau, Eurialia 3, rue de l'Arrivée, 75015 Paris Téléphone : 538-70-93

UNE DÉLÉGATION CGT DE SKF-IVRY A GÖTEBORG

« Pas question que les Suédois se sacrifient pour les Français »

De notre envoyé spécial

Göteborg (Suède). — Certainement la première « aéromanifestation » de l'histoire du syndicalisme. Plus de 2 000 kilomètres en charter dans la journée, pour aller crier sous les fenêtres du siège de la multinationale SKF Et, en apothéose, une marche de quelques centaines de mètres sur la Runngårds Avenyn, les Champs-Élysées de Göteborg, sous les regards médusés des Suédois en short et bras de chemise. Tout l'appareil CGT et PCF du Val-de-Marne avait fait le voyage: cent quatre-vingt-deux délégués au total, dont quarante-huit ex-salariés de l'usine de roulements à billes SKF d'Ivry, fermée et occupée depuis le 2 novembre 1983.

Une incursion instructive dans le miracle suédois pour ces militants rompus à la lutte des classes. Ils ont pu réaliser que le soutien à leur combat pour le maintien de l'activité dans leur usine ne rencontre pas la compréhension spontanée des masses scandinaves. Tout commence pourtant, dès l'aéroport, par une vibrante Internationale lancée au saxophone par la fanfare du Parti de la gauche communiste de Suède, la plus importante (5 % des voix environ) des multiples et groupusculaires formations marxistes du pays.

Arrivés au centre-ville, on forme le cortège « en rangs par cinq, pour respecter leurs traditions ». Et l'on défille enfin, derrière deux placides cavaliers de la police montée suédoise, seuls représentants apparents des forces de l'ordre. Débauche de tricolore, sur les drapeaux et les écharpes des élus en tête du cortège — aucun socialiste n'est du voyage. « Johansson, si tu continues, la classe ouvrière te bottera les fesses », chante le petit cortège, à l'intention du PDG de SKF.

L'accueil se rafraîchit nettement au siège de la LO, tout-puissant syndicat à sensibilité social-démocrate de SKF en Suède. Les camarades suédois ont admis que du bout des lèvres le principe d'une reconquête. « Pas question que les Suédois se sacrifient pour les Français », avertissait le matio même un leader de LO dans la presse suédoise. Les visiteurs d'outre pas trop de toute leur dialectique méridionale pour convaincre les Vikings impavides.

UN CONSEIL NATIONAL DES POPULATIONS IMMIGRÉES EST INSTITUÉ PAR DÉCRET

Un Conseil national des populations immigrées (CNPI) est créé par un décret publié dans le Journal Officiel du mardi 29 mai. Cet organisme, qui remplace la Commission de la main-d'œuvre étrangère auprès du comité supérieur de l'emploi, pourra être consulté par le ministre de tutelle ou son représentant sur les questions touchant les communautés étrangères de France: conditions de vie, habitat, travail, emploi, éducation, formation, action sociale, activités culturelles.

Il comprendra seize représentants des populations immigrées, douze délégués des organisations patronales et syndicales, des fonctionnaires de plusieurs ministères, les présidents du Fonds d'action sociale, de l'Office national d'immigration, de l'Union nationale des associations familiales et dix personnalités des associations concernées par les problèmes des populations immigrées. Le nouvel organisme, dont le secrétariat sera assuré par la direction de la population et des migrations, se réunira au moins deux fois par an.

Nominations

M. GILLES BARDOU a été nommé directeur de cabinet du commissaire au Plan. M. Henri Guillaume a été nommé sous-préfet. Agé de trente-sept ans, il était chargé de mission auprès du maire de Lille. M. Bardou a été chef de cabinet de M. Jean Le Gerrec quand celui-ci était chargé de l'extension du secteur public puis de l'emploi.

de la « complétolementarité des usines française et suédoise ». On se quitte sans effusion, après vingt minutes.

L'occupation — « illégale », jugent les Suédois — de l'usine d'Ivry reste apparemment en travers de la gorge de ces adeptes du consensus. « Le principal dirigeant du syndicat est actionnaire de SKF, et siège au conseil d'administration », soupire, résigné, un responsable de l'UD-CGT. « Quand il parle de l'entreprise, il dit « nous ». Qu'est-ce que tu veux répondre ? ». La froideur de la hiérarchie syndicale n'est cependant que le reflet d'une certaine indifférence des Suédois au sort de leurs collègues français: seuls 10 % environ des salariés de SKF ont versé leur obole lors d'une quête de solidarité avec les visiteurs. La question d'un débrayage de soutien — même symbolique — n'a même pas été posée.

On comprend que les militants repartent plus persuadés que jamais que la décision de fermer Ivry « est politique ». « La vérité, c'est que les Suédois ne supportent pas de verser des impôts locaux à une commune communiste », assure un militant.

Le nom d'Ivry, depuis quelques

semaines, est pourtant familier aux télespectateurs suédois. L'affaire des flicsibers consacrés par la filiale française aux opinions politiques et à la vie privée des demaodeurs d'emploi a ému le Suédois moyen. La direction suédoise a désavoué sa filiale d'uo communiqué embarrassé.

Comme on pouvait s'y attendre, les douze minutes d'entretien arrachées au président de SKF n'ont pas entamé la volonté de la multinationale de procéder à 495 licenciements à Ivry. Seul acquis immédiat de cette « première » revendicative, la direction s'est crue obligée de louer une pleine page dans les journaux locaux pour exposer sa position à un public supposé ébranlé par la démarche gauloise. Un procédé certes inhabituel pour M. Lennart Johansson. « Mais il n'est pas habituel non plus de voir nos décisions contestées dans la rue par des voyageurs », justifie, impérial, le président de SKF. « Il n'en est pas de même de la classe », lancera à la fin de la journée M. Louis Viannet, secrétaire de la CGT, décidément peu tendre pour les émarades suédois.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

Aigre et restructuration chez Viniprix « Nous voulons rester salariés »

Les grévistes de Viniprix-Codac, qui protestent contre la transformation des 200 magasins de la région parisienne (2 000 personnes sur 3 500 salariés) en locations-gérances, ont décidé à 95 %, le 1^{er} juin, la reprise du travail. Un protocole d'accord conclu avec la direction prévoit des négociations, qui se dérouleront jusqu'au 2 juillet. Il n'y aura pas de poursuites contre les grévistes. Ceux-ci avaient occupé le siège social à Charenton (Val-de-Marne).

« Nous voulons rester des salariés »: c'est par ce slogan, qu'à l'instigation de la Fédération des syndicats indépendants de l'alimentation et de la distribution, affiliée à l'Union française du travail, quelque six cents employés des magasins Viniprix avaient investi le siège social, qui Bercy à Charenton, le 29 mai, et 75 % des 200 supermarchés et librairies services de cette chaîne bien connue se trouvaient en grève, du 30 mai au 1^{er} juin.

Le plan de restructuration proposé par M. Alain Vellelette, directeur général de la société La Chesnayenne, propriétaire des magasins sous enseigne Viniprix, qui se voulait calquée sur l'organisation Codac-Una (la plus importante coopérative de commerçants indépendant, n'est manifestement pas bien acceptée par les chefs de magasins et les employés du groupe. M. Vellelette persiste pourtant à croire qu'il a trouvé « la bonne formule pour sortir les magasins Viniprix du marasme où ils sont depuis plusieurs années. Le groupe, organisé selon le principe du socialisme, enregistre en effet des pertes importantes évaluées à 90 millions de francs pour 1984. Un montage financier avec le groupe Codac-Una, en 1983, ne lui a pas permis de retrouver immédiatement le santé.

Pour M. Vellelette, il est indispensable de recourir à des réformes de structure, qui passent notamment par l'indépendantisation selon ses propres termes, des succursales qui se trouveraient mises en location-gérance « pour améliorer la dynamique » et regroupées autour d'une centrale d'achats, la Covem (détenue, comme La Chesnayenne à part égale par Codac et Viniprix, et responsable de l'approvisionnement des magasins sous enseigne Viniprix, qui devaient dériver Codac. « Pas question », répondent les syndicats (l'UFT majoritaire, la CGT et la CGC). Pour M. Yvon Cohen, secrétaire général de l'UFT, il est absurde en effet de considérer la location-gérance comme formule miracle pour résoudre les difficultés de Viniprix.

« Là où des gestionnaires bien formés échouent, que voulez-vous que fasse un chef de magasin devenu gérant ? », interroge-t-il. D'après ses calculs, un gérant ne pourrait maintenir son magasin qu'avec un chiffre d'affaires de 11 millions de francs par an, ce qui lui semble impossible vu les charges imposées dès la départ par la direction de La Chesnayenne (redevance à taux fixe trop élevée, droit d'enseignement, trop grande dépendance du magasin vis-à-vis de la Covem et des fournisseurs agréés par Codac, qui exerceait par ailleurs un droit de contrôle trop lourd sur le locataire). « Les locataires-gérants devront assumer des déficits d'au moins 70 000 F par an. Comment voulez-vous qu'ils s'en sortent ? Comment croyez-vous qu'ils vont vivre ? Un locataire gérant qui devra rembourser sa caution, payer ses charges et gagner de l'argent pour se nourrir ne pourra prendre ni repos, ni vacances. A ses côtés, le visage les de trop de jours de tension. M. Jean-Claude Pêre, chef de magasin et secrétaire du syndicat UFT chez Viniprix-Codac-Una, explique que ce qui semble être l'opinion générale de ses camarades. Il est depuis plus de dix ans dans la meison. « On a gravi les échelons petit à petit. Maintenant, on est cadre ou agent de maîtrise. On a un bon statut, même si on ne gagne que quelque 2 000 F par mois pour 45 à 50 heures de travail effectif par semaine. Aujourd'hui, il est préférable d'être cadre plutôt que petit patron dans une société qui perd 400 000 F par jour. » L'UFT propose de créer une coopérative de salariés pour éviter le démantèlement en petites unités du groupe Viniprix. Un médiateur a été nommé le 29 mai pour engager de nouvelles négociations. M. Cohen, qui ne s'embarrasse pas de subtilités verbales, a prévenu qu'il irait jusqu'au bout « pour éviter 2 000 licenciements, conséquence inévitable du plan Codac ». Menaces, intimidation ? « Nous sommes des résistants », clame-t-il.

C. G.

Nouvelle donne sur le marché des magnétoscopes

GRUNDIG SE RALLIE AU VHS

Furth (AFP). — Grundig, numéro un ouest-allemand de l'électronique de loisir et promoteur, avec Philips, du standard de magnétoscope V-2000, a opéré un spectaculaire changement de stratégie en se ralliant au système VHS, étonnant ainsi de front à Thomson et aux firmes japonaises.

Le groupe proposera désormais deux formats: « Le V-2000, qui est le plus performant, et le VHS, qui est le plus diffusé dans le monde », a souligné, le 1^{er} juin à Furth, M. Hermann Koning, le nouveau PDG de Grundig, qui a remplacé Max Grundig le 1^{er} avril dernier.

Cette conversion va profondément modifier les données du marché européen de la vidéo, et la lutte risque d'être chaude ces prochains mois entre les constructeurs. Grundig, qui contrôle 30 % des ventes de téléviseurs couleurs sur le Vieux Continent, pense atteindre ce même niveau pour la vidéo, alors qu'il n'en représente que 10 % environ avec le V-2000.

Grundig et Thomson, qui avaient failli s'allier en 1983, se trouvent désormais face à face. Cette confrontation aurait pu être évitée: le projet de rapprochement entre les deux groupes a échoué parce que Thomson n'avait pas su convaincre Grundig de produire les VHS. Quelques mois plus tard, ce dernier changeait d'attitude peu avant la prise de contrôle effectif du groupe par Philips.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

RÉDUITE à quatre séances par la fête de l'Ascension, la semaine écoulée n'a pas donné à la Bourse de Paris, bien refroidie entre les 21 et 25 mai dernier, l'occasion de se réchauffer beaucoup. Cette semaine s'est développée sur un ton plutôt négatif. Malgré les incertitudes contraires de l'Indicateur instantané (- 0,6 %), falsifié par un ordinateur stupide qui avait tout bonnement omis, dans ses calculs, de retrancher les droits détachés sur la CFAO Polier et Carrefour, le journal de lundi devait s'achever sur un score nul. Le lendemain, pour la première fois depuis huit jours, un assez franc mouvement de reprise se développa à l'initiative des pétroliers, CEF en tête, de plusieurs « bolles américaines » et des « espoirs » de la corbeille : CSF, Peugeot. A l'issue de deux heures de cotation inhabituelle, l'Indicateur instantané, cette fois remis à l'heure, annonçait la couleur : près de 1 % de hausse. Un peu inattendue, cette progression avait reconforté le marché, qui, mercredi, sur un indice encore un peu avancé (+ 0,4 %).

Mais, à la veille de week-end, la température allait se rafraîchir de nouveau (- 0,6 %) de sorte que, d'un vendredi à l'autre, les différents indices n'ont guère varié.

Le rapprochement avec le marché est tentant, mais la conjonction des deux phénomènes est fortuite. Une fois encore les nouvelles venues du front monétaire, mais aussi de la zone Péninsule, qui avaient alarmé le marché la semaine précédente, ont retenu toute son attention.

Elles lui ont paru moins inquiétantes avant de le perturber encore. L'apaisement est d'abord venu des Etats-Unis. Sources de dissiper le profond malaise provoqué par les rumeurs, pourtant démenties, sur les précédentes

Perplexité

difficultés de paiement auxquelles se serait trouvée confrontée la Manufacturers Hanover Trust, quatrième banque américaine, la Réserve fédérale prenait officiellement position, se déclarant prête, en cas de besoin, à décaisser les fonds nécessaires pour éviter un sinistre bancaire. Il n'est pas d'usage que la Fed prenne un tel engagement. Sa prise de position a déstabilisé l'atmosphère. Peut-être aussi que Wall Street continue à piquer du nez.

Flairant d'autre part, quelques manipulations au niveau de l'information circulant sur le conflit opposant l'Irak à l'Iran - le mot « intoxication » fut prononcé sous les lambris, - la Bourse s'employa dès lors à chasser ses soucis. Les liquidités étant redevenues abondantes après l'apaisement de nombreux coupons, les opérateurs se remirent tranquillement à la recherche de placements avantageux. Il y en avait après la hausse de la semaine précédente.

Las ! La menace de crise monétaire n'était pas un leurre. La décision prise par la BoVie de suspendre provisoirement le remboursement de sa dette allait, au lendemain de l'Ascension, plonger le marché dans une profonde perplexité. Difficile de ne pas tenir compte de ce nouvel épisode de la finance mondiale à grand spectacle qui défie sur tous les écrans du monde.

Le plus surprenant sans doute est la résistance dont Paris a fait preuve quand Londres et Tokyo se sont brutalement abouffés en apprenant la nouvelle.

Semaine du 28 mai au 1^{er} juin

Il y a deux raisons à ce phénomène.

La première relève de Wall Street. Le New-York Stock Exchange, qui avait très mal réagi mercredi soir, finit par venir le lendemain à surmonter son accès de faiblesse, avec une reprise technique au niveau 1100 de l'indice Dow Jones, considéré comme un seuil de résistance. Que le facteur technique l'ait momentanément emporté sur la crainte d'un développement de la crise financière est apparu plutôt rassurant.

Seconde raison : bien des investisseurs, et non des moindres, s'agissant de grosses compagnies d'assurances, avaient cédé à la « tentation du point ». Privée d'une partie de sa clientèle, la Bourse de Paris s'était plus en possession de tous ses moyens. Son comportement s'est trouvé affecté et n'a donc pas été vraiment significatif. Vendredi soir le doute subsistait sur ce qu'elle aurait été capable de faire en pareille circonstance à la fin d'une semaine normale.

Dans les traversés, cependant, les professionnels avaient perdu la belle assurance qu'ils affichaient voici une quinzaine de jours encore. La reprise d'été ? Bien sûr, quelques-uns en parlaient encore. Mais le plus grand nombre se montrait sceptique. Malgré les indéniables progrès accomplis, l'économie française n'est encore entrée en convalescence. Il n'est fait de loin et le retour à l'équilibre de la conjoncture extérieure est sérieusement compromis. « Si la situation à l'étranger se dégrade à son tour », déclarait un spécialiste, « il se pourrait qu'il nous ayons mangé notre pain blanc ».

ANDRÉ DESSOT.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Forte reprise en fin de semaine. Quatre séances seulement cette semaine à Wall Street, fermé lundi pour le Memorial Day, dont trois ont permis au marché de tester la résistance du seuil des 1100 de l'indice Dow Jones. Avec la hausse des taux d'intérêt et le record de déficit record de la balance commerciale, le cœur n'y était pas autour de Big Board. Mais la faiblesse barrière psychologique a tenu, et des rachats de décaissement ont permis au Dow de ne pas tomber en dessous. A la veille de week-end, une forte reprise s'est produite, favorisée par l'intervention de la Fed sur le marché monétaire, la baisse du loyer de l'argent à court terme, la hausse des bons et des obligations qui en a résulté, également la rumeur qui a circulé sur le prochain abaissement du taux d'escompte. Au cours de la seule séance de vendredi, l'indice des industriels a rasé le point 1100, pour finir à 1107,99 (+ 0,72 %).

	Cours 25 mai	Cours 1 ^{er} juin
Alcoa	33	34 3/4
AT&T	15 1/2	15 1/2
Boeing	38	39 1/2
Chase Man. Bank	41 1/8	40 3/4
De Post de New York	47	47 3/8
Eastman Kodak	44 3/4	45 1/8
Exxon	41 1/2	40 3/8
Ford	26 5/8	26 3/8
General Electric	52 3/8	53 1/4
General Foods	31	31 1/2
General Motors	32 1/4	32 1/4
Goodyear	23 3/4	23 7/8
IBM	107 1/4	107 3/4
ITT	34 1/2	35
J&J	32 1/2	32 1/4
Pfizer	31 1/2	32 3/4
Schlumberger	47 5/8	48 3/4
Texasco	36 5/8	36 3/8
Union Carbide	53 5/8	53 7/8
US Steel	26 7/8	27 1/8
Westinghouse	48 3/4	48 3/4
Xerox Corp	37	38 1/8

LONDRES

Sauvé par le goé. Effarouché par la perspective d'un nouveau relèvement des taux de base bancaires, l'aggravation du déficit dans les charbonnages et toute une série de nouvelles inquiétudes (déficit commercial record, suspension de service de la dette bolivienne, rumeurs sur une mesure semblable prise par l'Argentine), le London Stock Exchange a été sérieusement plongé cette semaine... pour se redresser à toute allure vendredi et regagner la plus grande partie du terrain perdu, à l'issue d'une séance presque sans précédent dans l'histoire. Ce relèvement spectaculaire de la tendance est le résultat de la réouverture la semaine dernière du dialogue entre les syndicats et la direction des charbonnages, également de la détente interbancaire survenue sur le front des taux aux Etats-Unis, après l'intervention financière de la FED sur le marché monétaire américain.

Indices « FT » de 1^{er} juin : Industriels, 824,5 (796,9 au plus bas jeudi) contre 827,7 ; mines d'or, 698,1 contre 662,5 ; Fonds d'Etat, 78,69 contre 78,15.

	Cours 25 mai	Cours 1 ^{er} juin
Brecofin	311	315
Bovamol	276	268
Brit. Petroleum	283	298
Charter	215	218
Constatul	137	137
De Beers (*)	7,27	7,25
Dunlop	37	37
Free St. Gobain (*)	59 1/2	59 1/4
Glass	256	255
Gr. Union	565	555
Imperial Chemical	544	562
Shell	678	670
Unilever	865	855
Yokohama	144	140
War Low	33 1/4	33 1/2

FRANCFORT

Comme la Bourse de Paris, le marché allemand a fait preuve de résistance, ce malgré l'échec des négociations dans la médiation sur le problème des transactions heures et les craintes persistantes sur une nouvelle hausse des taux d'intérêt.

	Cours 25 mai	Cours 1 ^{er} juin
ABG	95,50	94,50
BAE	163,00	162,50
Boyer	167,00	165,50
Commerzbank	163	154
Yokohama	354	348
Hochhaus	173,50	172,00
Karstadt	235	234
Mannesmann	142,70	139,50
Schindler	289	272,50
Wolfsburg	275,50	284,50

TOKYO

Tyres affectés par les nouvelles inquiétudes venues tant du front monétaire que du golfe Persique, le Kabuto-cho négocié mercredi samedi matin par le redressement de Wall Street à la dernière minute s'est à son tour redressé, et l'indice Nikkei Dow Jones, tombé très en dessous de la barre des 10 000, s'est franchi pour s'établir à 10 052,97 (contre 10 127 le 26 mai).

	Cours 25 mai	Cours 1 ^{er} juin
Alai	408	411
Bridgman	455	455
Canon	1 190	1 190
Fuji Bank	945	815
Honda Motor	1 110	1 080
Mitsubishi Electric	1 210	1 200
Mitsubishi Heavy	238	230
Sony Corp.	5 318	5 240
Toyota Motor	1 320	1 290

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	1-6-84	Diff.
4 1/2 % 1973 (1)	1 860	+ 24,50
7 % 1973	9 895	+ 110
10 3/8 % 1973	29 770	+ 8,25
PNB 10 1/2 % 1976	31 500	inch.
5,80 % 1977	116,50	- 0,80
10 % 1978	91,30	+ 0,55
8,80 % 1978	69,40	+ 0,70
9,80 % 1978	92,40	+ 0,15
9 % 1979	87,40	+ 0,85
10,80 % 1979	93,50	+ 0,30
13,80 % 1980	168,50	+ 0,40
12 % 1980	102,51	+ 0,19
16,75 % 1981	109,75	+ 4,47
16,20 % 1982	110,70	+ 0,33
16 % 1982	110,32	+ 0,38
15,75 % 1982	108,50	+ 0,40
CNE 3 % (2)	3 615	- 100
CNB 5 000 F.	102,31	+ 0,11
CNB Paribas	102,40	+ 0,10
CNB 5 000 F.	102,38	+ 0,08
CNI 5 000 F.	102,10	+ 0,07

(1) Compte tenu d'un coupon de 4,50 F.
(2) Compte tenu d'un coupon de 89,65 F.

Bâtiment, travaux publics

	1-6-84	Diff.
Autil d'Estrep (1)	865	- 15
Bouygues	641	- 17
Ciment Français	256	+ 9
Dumez	659	- 32
GTU	26	- 1
J. Lefebvre	135	- 2
Lafarge	348,10	+ 2,90
Maisons Pédrin	225	+ 21
Palat et Ch. (2)	240,20	- 31,20
SCREG	183,10	+ 0,40
SGE-SB	65	-

(1) Compte tenu d'un droit de 15 F.
(2) Compte tenu d'un coupon de 16,60 F.

Le football coté en Bourse

(Suite de la première page.) Tout cela coûte cher. Et l'argent, nécessaire pour l'instant, lui est procuré par la Coupe d'Europe - trois qualifications en six ans - qui lui a rapporté 12,5 millions de francs au cours de la dernière saison, 16,4 millions si l'on tient compte de la publicité correspondante.

Le président du PSG, M. Francis Borelli, est catégorique : « Si la situation financière du club est saine, elle est aussi fragile, car bien trop dépendante de cette fameuse Coupe ». En échouant à la sélection, le PSG se couperait d'une importante source de financement. Et un

Métallurgie construction mécanique

	1-6-84	Diff.
Alpi	90	+ 0,50
Avion Dornier	590	- 10
Charmy Ch.	26,30	- 1
Cruveilhier	25,20	- 5
De Dietrich	NC	-
FACOM	520	+ 12
CFI	253,50	+ 10,50
Fondrie (Général)	40,60	+ 0,50
Machine Wendel	100,50	+ 4,10
Penhoat	421	+ 5
Peugeot SA	227	+ 2
Poclain	42,80	+ 1,70
Pompey	130	+ 3
Sageat	1 381	- 4
Valéo	690	- 3
Vallourec	67	- 0,90

Mines, caoutchouc, outre-mer

	1-6-84	Diff.
Céolysienne	910	-
Éclair	93,20	+ 0,20
Michelin	790	+ 10
Min. Penarroya	59	+ 1
Chauris	36,40	+ 0,60
INCO Ltd (1)	187,10	+ 0,20
KTZ	82,30	- 1,90
ZCI	2,41	- 0,47

(1) Compte tenu d'un coupon de 0,30 F.

Produits chimiques

	1-6-84	Diff.
Institut Mérieux	1 330	- 40
Laboratoire Belian	715	- 10
Nobel-Borel	1 150	+ 35
Roussel-Uclaf	593	- 22
INSECO	690	- 25
Beuyer	630	- 18
Hoechst	75,50	+ 5,50
Norsk Hydro	830	+ 50

Banques, assurances sociétés d'investissement

	1-6-84	Diff.
Bail Équipement	282	+ 10
Catelan	301	+ 7
Chargours SA	332,10	- 4,90
Banque (Cie)	485	- 6
CFP	621	+ 4
CEI	232	- 7,50
Europa	945	+ 15
Hénin (LA)	327	+ 0,10
Imm. P.-Mocasin (1)	293	+ 1
Louisiana	225	+ 4
Lorientais	649	+ 1
Midi	1 685	+ 90
Midland Bank	222	-
O.P.F. (Omn. Fin. Paris)	790	+ 10
Parisiens de crédit	690	- 5
Préval	985	+ 5
Schneider	83	+ 5,25
UCB	240	+ 5

(1) Compte tenu d'un coupon de 7 F.

Matériel électrique services publics

	1-6-84	Diff.
Albatron-Atlantique	211,80	+ 12,80
CIT-Alcatel	1 275	- 26
Comet	44 591 900	-
Général des Eaux	538	inch.
Interocéanique	1 500	+ 35
Legrand	1 590	+ 14
Lyonnaise des Eaux	690	+ 18
Matra	1 430	- 50
Merlin-Gérin	1 070	- 15
Moteurs Leroy-Somer	395	inch.
Reinert	95,10	- 2
PIF	320,30	+ 10,20
Radiotechnique	297	+ 3
SEB	418	- 10
Sigmat	840	+ 10
Téléphonie Électrique	1 565	- 20
Thomson-CSF	300	+ 1
IBM	1 070	+ 6
Philips	2 395,90	+ 4,10
TELEFRANCE	480	- 2
Siemens	1 381	- 73

Pétroles

	1-6-84	Diff.
Elf-Aquitaine	260,10	+ 3
Eso	722	+ 37
Francep	396,20	- 0,90
Yokohama (Pétrole)	1 565	- 20
Pétrole B.P.	115,10	+ 8,10
Primagaz	253,60	+ 2,60
Raffinago	198	- 2
Esso	547	+ 22
Esso	480	+ 4,20
Petrofin	1 214	- 50
Royal Dutch	490	- 16

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 25-5	Cours 1-6
Or fin (libre en barre)	102 900	100 000
Or fin (libre en lingot)	102 900	100 000
Pièces françaises (20 fr.)	918	900
Pièces françaises (10 fr.)	436	436
Pièces suisses (20 fr.)	913	827
Pièces italiennes (20 fr.)	890	808
Pièces belges (20 fr.)	878	838
Souverain	740	730
Souverain Elizabeth II	724	724
Pièces de 20 dollars	308	308
Pièces de 10 dollars	1 440	1 440
1 - 10 dollars	1 980	2 012 80
1 - 50 francs	1 236	1 300
1 - 10 francs	3 860	4 048
1 - 5 francs	778	782
1 - 10 francs	618	625
1 - 5 francs	400	400

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	28 mai	29 mai	30 mai	31 mai	1 ^{er} juin
RM	286 668	305 403	292 920	-	222 954
Comptant	1 325 479	1 430 455	1 462 842	-	1 144 651
R. et obl.	359 919	61 464	46 198	-	20 837
Total	1 648 066	1 797 322	1 801 960	-	1 388 442

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 29 décembre 1983)

	28 mai	29 mai	30 mai	31 mai	1 ^{er} juin
Franc	112	112,8	113,3	-	-
Etrang.	92,8	91,8	91,2	-	-

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 29 décembre 1983)

	28 mai	29 mai	30 mai	31 mai	1 ^{er} juin
Tendance	106,3	107,3	107,8	-	107,1

(base 100, 29 décembre 1981)

	28 mai	29 mai	30 mai	31 mai	1 ^{er} juin
Indice gén.	171	172,1	173	-	172,2

Handwritten note: *Handwritten text, possibly a signature or date.*

150 Mio Jap

Crédits-Changes-Grands marchés

L'euro-marché

Un moment favorable pour la France

L'Espagne a réussi un joli coup dont le Trésor français ferait bien de s'inspirer, grâce à une opération mise sur pied par la firme américaine Merrill Lynch. Celle-ci a lancé, jeudi, une transaction de 500 millions de dollars pour le compte du gouvernement espagnol qui - avec l'appui sous-jacent d'une ligne de crédit standby sur dix ans, c'est-à-dire d'un prêt bancaire qui n'est pas destiné à être tiré - se matérialisera sous la forme d'émissions d'« euro-notas » à très court terme. Cette technique, que Merrill Lynch a vulgarisée sous le sobriquet de RUF (Revolving Underwriting Facility), a connu une vogue croissante au cours des deux dernières années parce qu'elle permet d'obtenir des capitaux à long terme à partir de papiers à court échéance.

Les « euro-notas » espagnoles, dont la durée sera seulement de trois ou six mois, mais qui, pendant dix ans, seront replacés à chaque échéance, porteront un intérêt trimestriel ou semestriel qui sera celui du taux interbancaire demandé à Londres sur les dépôts en eurodollars à trois ou à six mois (Libor). Elles seront émises avec une certaine décote de manière à procurer aux institutions les achetant un rapport qui devrait être, en moyenne, de quelque 0,125% supérieur au taux du Libor.

Si Merrill Lynch ne parvient pas à placer ce papier à court terme, les banques faisant partie du consortium bancaire garantissant la ligne de crédit à moyen terme s'engagent à le reprendre jusqu'à ce qu'il trouve acquéreur. En récompense, elles percevront une commission qui sera de 0,125% pendant les trois premières années, puis de 0,15% au cours des quatre suivantes, et enfin de 0,175% durant les trois dernières.

Une partie des 500 millions de dollars servira à rembourser par anticipation la portion de la dette étrangère espagnole dont le coût est le plus onéreux, et le solde, à allonger la durée de l'endettement extérieur au cours du pays.

Si l'Espagne peut dorénavant obtenir des eurocapitaux à un coût qui est de l'ordre d'environ 28 points de base par an (0,28%), alors qu'il y a encore peu, elle devait offrir près de 40 points en sus du Libor, la France pourrait à la fois faire mieux et sur une plus grande échelle. Pour des raisons politiques, il est, par ailleurs, hors de question pour la République française d'emprunter afin de réaménager à meilleur compte ou de consolider à plus longue échéance sa dette étrangère. Encore que ce soit tenu en piètre estime, des citoyens dont on préjuge qu'ils ne sauront faire la différence entre une récolte d'argent frais et une gestion saine et nécessaire, il ne manque pas d'emprunteurs du secteur public pour se substituer à la République. EDF a, apparemment, été récemment inondée de multiples propositions plus alléchantes les unes que

les autres. Pourquoi ne pas en profiter ?

Les emprunteurs français ont levé l'équivalent de 4,6 milliards de dollars au cours des cinq premiers mois de cette année, soit quelque 700 millions de moins que durant la même période de 1983. Le volume d'euro-crédits drainés depuis janvier dernier est à peu près resté le même que l'année précédente. En revanche, le montant des émissions unro-obligataires a diminué d'environ 1 milliard de dollars, pour représenter, à fin mai, l'équivalent de 3,12 milliards de dollars. Le total de 4,6 milliards comprend certaines petites opérations pas encore signées et qui n'ont pas encore fait l'objet de publicité, bien qu'elles aient été montées au cours du mois dernier. C'est le cas d'un euro-emprunt du Crédit chimique de 50 millions de dollars, de même que du Crédit foncier qui recherche actuellement, outre-Québec, 2 milliards de francs belges au travers d'un crédit bancaire.

L'oscar suprême pour huit banques seulement

La diminution des emprunts étrangers des débiteurs français, qu'elle ait été volontaire ou la conséquence de la dégradation intervenue sur le marché international des capitaux, a eu pour effet de relever la crédibilité financière de la France. Celle-ci n'est, en outre, considérablement améliorée depuis la prise de conscience qui a mis à mal la réputation des banques américaines.

La France apparaît maintenant comme l'un des rares bons crédits dans le monde, ce qui va lui permettre, après une longue absence, de revenir sous peu solliciter le marché suisse des capitaux.

Ce retour devrait s'effectuer également par le truchement du Crédit foncier qui, sous la garantie de la République française, devrait lancer une émission d'environ 100 millions de francs suisses vers la fin juin. En juillet 1983, la BFCF avait subi un revers cuisant en Helvétie. Cette fois-ci, pas moins de dix banques se sont farouchement battues pour obtenir le mandat du Crédit foncier. Les investisseurs suisses, qui, cette année, ont été gavés de papiers japonais et américains, apprécieront certainement la diversification que va leur offrir le débiteur français. Celui-ci vise vraisemblablement à recueillir des capitaux à dix ans. Dans le climat actuel, un emprunt d'une durée de huit ans passerait mieux la rampe. Pour sa part, le coupon devrait se situer aux environs de 6,125%, si les conditions du marché suisse demeurent ce qu'elles sont présentement.

Le marché international des capitaux reste profondément anxieux. Si le Fed, la banque centrale des Etats-Unis, n'a pas tardé à se porter massi-

vement au secours d'une industrie bancaire défaillante, la hausse des taux d'intérêt demeure latente, et les rendements semestriels des emprunts à long terme du gouvernement américain s'apprêtent à franchir la barre psychologique fatidique de 14%, ce qui équivaut à des coupons annuels de l'ordre de 14,25%. Sur l'euro-marché, le taux du Libor à six mois, qui est maintenant légèrement supérieur à 12,5%, a dépassé le taux de base bancaire en vigueur aux Etats-Unis. Depuis le début de l'année, le Libor a progressé de près de 2,50%.

L'agence américaine Standard and Poor's, qui, entre autres, évalue les rendements de l'endettement des grands emprunteurs, n'attribue plus qu'à seulement huit banques dans le monde son oscar suprême qu'est le « AAA ». Seuls les Etats-Unis et la France ont deux établissements figurant sur cette liste très courte. Ce sont Morgan Guaranty et la Texas Bankers pour les premiers, le Crédit agricole et la Compagnie financière Paribas pour la seconde. La diminution spectaculaire du nombre de maisons dignes d'un « AAA » est le facteur qui est actuellement le plus alarmant et le plus démotivait pour les marchés des capitaux. En renchérisant les coûts de refinancement d'un nombre croissant de banques, elle ne peut que diminuer les liquidités internationales et accroître la tension sur les taux d'intérêt.

L'activité euro-obligataire a été considérablement réduite cette semaine par l'absence compréhensible d'investisseurs en raison des jours chômés, lundi à Londres et à New-York, jeudi sur le continent européen. Une seule euro-emission, en dollars et à un taux d'intérêt fixe, a vu le jour.

Encore sera-t-elle, après un temps, convertie en papiers à taux variable. Elle émane de la Bank of Scotland qui est venue offrir au pair 50 millions de dollars d'entrobbligations à douze ans. Elles seront, durant les sept premières années, dotées d'un coupon annuel de 14,25%, puis seront converties en « notes » dont l'intérêt semestriel consistera, pendant les cinq dernières années, en l'addition d'une marge de 0,25% au taux du Libor en vigueur à l'époque. Le tout est assorti d'une commission pour les banques de 1,875%. Si la structure de l'opération a suscité un vif intérêt intellectuel, la décote de 2,50 points affichée par le marché qui reflète une faible demande. L'émission est, sans aucun doute, des plus avantageuses pour l'emprunteur. Il va, en fin de compte, se retrouver avec des capitaux dont le coût global sera inférieur au Libor parce que la partie à taux fixe est, au cours des sept premières années, basée sur un swap.

Déjà ébranlé la semaine dernière par une tempête financière déclenchée par des rumeurs incontrôlées sur la santé des grandes banques américaines, le dollar, après un timide redressement, a encore fléchi cette semaine, revenant à un peu plus de 2,68 DM contre 2,7260 DM et à 8,27 F-28 F environ, contre 8,36 F-8,38 F. Ce fléchissement s'est produit en dépit de la tension persistante dans le golfe Persique, toute crise internationale, dans un passé récent, ayant été de nature, pourtant, à favoriser le « billet vert ».

Cette fois, toute une série de facteurs ont joué à nouveau contre le dollar. Si les inquiétudes sur la solidité des banques américaines se sont un peu apaisées, grâce aux déclarations volontairement rassurantes des autorités fédérales (voir en rubrique « Marché monétaire et obligataire ») le problème de l'endettement de l'Amérique latine, financé à plus de 40% par lesdites banques, reste entier. A cet égard, la nouvelle inopie, en milieu de semaine, de la suspension « temporaire » des paiements sur la dette extérieure privée de la Bolivie (1 milliard de dollars sur 5 milliards), a, derechef, jeté un froid. Sans doute de nouveaux réchoulements sont-ils en préparation, mais il faut s'attendre à de nouvelles péripéties et à de nouvelles secousses.

L'annonce d'un déficit commercial américain de 12,9 milliards de dollars, qui pour la quatrième fois consécutive établit un record, a tout

Les devises et l'or

Nouveau repli du dollar

De même impressionné : le déficit pour les quatre premiers mois de 1984, 42 milliards de dollars, est déjà égal à celui de l'année 1982 tout entière et aux trois cinquièmes de celui de 1983. Les experts officiels tablent sur un déficit commercial de 100 milliards de dollars cette année, les experts privés avançant le chiffre de 130 milliards. Deuxième facteur négatif pour le dollar, le ralentissement de l'expansion de l'économie que pourraient faire pressager la progression de 0,5% seulement - de l'indice des indicateurs avancés en avril, la baisse de 3,6% des commandes industrielles et la très faible augmentation des mises en chantier pour le même mois, 0,2% au lieu des 2,5% prévus. Un tel ralentissement serait, théoriquement, de nature à éviter la surchauffe, le retour à l'inflation et à une tension supplémentaire des taux d'intérêt.

A moyen terme, il est intéressant de citer les prévisions formulées cette semaine au symposium organisé par Citi Wharton, organisme né du rachat, en 1983, par le groupe français Citi, service en informatique de la WEFA, Wharton Economic Forecasting Associates, créée en 1963 par le professeur Lawrence Klein, père de l'analyse économétrique empirique, et spécialisée dans l'analyse du futur. Pour cet organisme, le dollar va se déprécier graduellement de 12% entre 1983 et 1987, avec deux scénarios : la dépréciation se produit dès 1984 de manière sensible, ou commence seu-

lement en 1984 pour s'accroître en 1985.

En Europe, le mark n'a été déprimé par la rupture des négociations entre le patronat et les syndicats de la métallurgie sur la semaine de trente-cinq heures. Cela n'a toutefois pas empêché la monnaie allemande de remonter sensiblement face au dollar en fin de semaine, et aussi par rapport au franc français, après un fléchissement à 3,07 F.

La signature officielle de l'accord entre les Etats-Unis et le Japon sur l'internationalisation du yen n'a guère influé sur la tenue de la monnaie nipponne, qui, cette semaine, s'est bornée à suivre le dollar. A Washington, néanmoins, on attend de cet accord une plus grande diffusion du yen dans le monde et une hausse de cette devise de nature à réduire l'écart commercial du Japon vis-à-vis des Etats-Unis. A Tokyo, on se montre plus sceptique, et on estime même que le yen commença par baisser pour se raffermir ultérieurement.

Sur le marché de l'or, la tension dans le golfe Persique, le repli du dollar et, surtout, les rumeurs sur les banques américaines ont poussé le cours de l'once au-dessus de 390 dollars, les 395 dollars étant atteints à la veille du week-end.

F. R.

LES MONNAIES DU S.M.E. : DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE

1^{er} juin 1984

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 25 MAI AU 1^{er} JUIN

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	SEI	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Livre italienne
Londres	1,2420	1,2420	12,4902	44,8229	37,2702	1,2105	33,6328	6,0080
New-York	1,3840	1,3840	11,9268	44,4839	36,6837	1,2850	32,6157	6,8593
Paris	11,2875	6,3850	376,46	397,39	15,0950	273,44	4,5988	
Zurich	11,4943	6,3850	377,99	397,59	15,1353	273,48	4,7733	
Bruxelles	3,1279	2,2310	26,9937	—	31,0294	4,0749	25,7037	1,3307
Amsterdam	3,7971	2,6278	32,5186	1,9844	—	4,9876	28,7677	1,6119
Frankfurt	3,7773	2,7259	32,5186	1,2126	—	4,9285	28,9166	1,6168
Bonn	76,7595	54,75	6,6243	24,5065	28,3759	—	18,8872	1,3843
Berlin	76,6736	55,48	6,6878	24,6441	28,3728	—	18,8691	1,3838
Amsterdam	4,2429	3,0270	36,6243	135,68	112,45	5,5298	—	1,8158
Amsterdam	4,2425	3,0469	36,6567	135,36	112,47	5,5342	—	1,8165
Stockholm	237,11	180,7	28,62	747,38	—	30,7475	528,71	—
Mexico	233,42	148,6	281,87	758	618,48	—	38,4332	549,59
Osaka	307,68	238,16	27,8483	103,14	83,6345	4,7027	76,8159	—
Tokyo	308,81	231,50	27,6449	103,11	83,6338	4,7041	75,8833	1,3747

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 1^{er} juin, 3,5919 F contre 3,6173 F le vendredi 25 mai.

Marché monétaire et obligataire

Le dilemme de la Fed

Comment, à la fois, fournir au système bancaire américain toutes les liquidités nécessaires pour éviter des défaillances catastrophiques et tenir la bride à l'économie pour calmer la surchauffe tout en maîtrisant l'inflation, le tout « en douceur », sans casser totalement l'expansion. Tel est le dilemme qui est posé aux autorités monétaires des Etats-Unis, à savoir les dirigeants de la Réserve fédérale, la Fed. A la suite de la tempête financière qui a soufflé à New-York et à Londres la semaine dernière, ces autorités ont multiplié les déclarations rassurantes et montré clairement leur détermination.

Dans une démarche inhabituelle, M. Martin Preston, vice-président de la Fed, a déclaré, lundi 28 mai, à la télévision américaine, que la banque centrale du pays était disposée à « prêter, prêter hardiment, tant que le besoin s'en fera sentir ». Autrement dit, elle combatera toute brèche dans le système bancaire américain, comme elle l'a fait il y a bientôt trois semaines pour la Continental Illinois, septième banque du pays. A cet égard, de nouvelles rumeurs défavorables ont couru sur cet établissement, dont le redressement apparaît bien pénible. Les retraits auraient été plus importants qu'on ne le dit, près de 12 milliards de dollars, et la confiance serait bien longue à revenir. A vrai dire, cette banque a, aux yeux des milieux financiers internationaux, commis une grave imprudence, à savoir l'annulation des crédits domestiques par des dépôts extérieurs sans avoir un gros réseau à l'étranger, ce qui entraîne des catastrophes quand l'étranger prend peur. En tout cas, il se confirme qu'une aide fédérale sera nécessaire à la Continental Illinois pour mener à bien une fusion ou une acquisition par un autre établissement : la secousse a été trop forte.

Mais, au-delà de la « Conti », dont les problèmes étaient, avant tout, d'ordre intérieur, c'est toute la question de l'endettement de l'Amérique latine qui est posée. La hausse de trois points sur l'eurodollar à six mois depuis janvier coûte des milliards de dollars aux pays débiteurs et compromet les schémas de réchoulement péniblement mis sur

piéd auparavant. A Washington et à New-York, on a tout fait pour rendre compte, et il est très probable que de nouveaux schémas, beaucoup plus étalés dans le temps, sont en préparation très avancée.

Ainsi, selon le journal mexicain *El Financiero*, le Mexique aurait obtenu un délai de grâce de dix à quinze ans pour ses échéances entre 1985 et 1988, soit 42 milliards de dollars en principal et 38 milliards d'intérêts. Pour l'Argentine, le processus est le même, l'accord avec le FMI étant proche, paraît-il.

En attendant, la Maison Blanche s'est empressée de prolonger le crédit-relais de 300 millions de dollars qu'elle a accordé pour permettre à l'Argentine d'assurer, en partie, son échéance du 30 juin 1984 (encore une).

Dans ce contexte particulièrement troublé, la Fed n'a dû lâcher dans les circuits bancaires une bonne dizaine de milliards de dollars, au moment même où la masse monétaire reprend sa progression (+ 3,3 milliards de dollars cette semaine pour M 1), la partie haute de la fourchette d'augmentation se trouvant touchée. Par ailleurs, les autorités fédérales ne peuvent faire monter les taux actuellement, pour des raisons faciles à comprendre. Mais, ultérieurement, il va leur falloir reprendre les rênes et reprendre les liquidités ainsi « lâchées ».

Le papier EDF très demandé

Ce dilemme inerte certains experts à prévoir que, dans un délai assez bref, la Fed fera, indirectement, monter de 12,5% à 13% le taux de base des banques. A l'inverse, le chef économiste de la Harris Trust and Savings estime que le ralentissement de l'économie américaine pourrait entraîner une stabilisation des taux en juin et en juillet, et une baisse vers la fin de l'année. A la veille du week-end, on observait un reflux sur l'eurodollar à six mois, revenu à 12 3/8%.

En Europe, la Bundesbank n'a pris aucune décision sur ses taux, alors que certains avaient prévu un relèvement. La crise sociale en RFA lui interdit, pour l'instant, toute ini-

tiative de ce genre, d'autant que le mark se redresse vis-à-vis du dollar.

Sur le marché obligataire de Paris, l'unique émission de la semaine a été le « gros » emprunt d'EDF, 3,5 milliards de francs, en deux tranches, qui a eu un énorme succès. Il faut dire qu'actuellement, les liquidités sont assez abondantes, et que le « papier » a été rare ces derniers temps, d'où une demande potentielle très élevée. L'établissement public en a profité, se payant même le luxe d'offrir une baisse de 0,20% sur les 2,5 milliards de francs de la tranche à taux révisable annuellement (TRA), émise à 13,50%, alors que la seconde tranche de 1 milliard de francs était lancée à 13,70%, taux en vigueur actuellement.

Il faut dire qu'en ce moment, les émissions à taux variable ont la cote, et que les souscripteurs, affamés, se sont littéralement jetés sur cette première tranche. Un succès « fou, fou, fou ». Quant à la tranche à taux fixe, après un mauvais départ, elle s'est, elle aussi, arrachée. A signaler, pour mémoire, l'emprunt Thomson de 858 millions de francs à bons de souscription d'actions, huit ans *in fine* et 900 F de nominal pour les titres.

Ce brillant comportement du marché primaire contraste avec celui du marché secondaire, plutôt médiocre et hésitant. Les rendements en Bourse se sont raffermis, passant, en quinze jours, de 12,79% à 12,93% pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans, de 12,64% à 12,82% pour ceux à moins de sept ans et de 13,83% à 13,95% pour les emprunts du secteur public. Cette différence de comportement intrigue les spécialistes, qui voient l'environnement assez incertain. Un fait est là, toutefois : EDF a levé ses 3,5 milliards de francs avec une facilité déconcertante.

FRANÇOIS RENARD.

Les matières premières

Hausse du zinc, repli du caoutchouc

Moins d'affaires sur les marchés commerciaux avec les critiques relatives à d'éventuels renouveau financiers, à la suite de la décision de la Bolivie de suspendre le service de sa dette, et les grèves qui freinent la consommation de matières premières utilisées à des fins industrielles. Le calme est revenu sur le marché du café, mais celui du zinc reste toujours stimulé par la pénurie de métal de bonne qualité.

MÉTALUX. - Les cours du zinc ont atteint de nouveaux sommets à Londres, dépassant pour la première fois depuis une décennie le seuil des 800 livres la tonne. C'est toujours la pénurie de plus en plus aiguë de disponibilités de métal de bonne qualité qui est à l'origine de cette flambée persistante des prix. D'ailleurs, illustration de cette situation, la prime du comptant sur le trois mois s'est accrue, dépassant les 100 livres par tonne.

La reprise a été de courte durée sur le marché du cuivre, les cours perdant une partie de leur avance de la semaine précédente, malgré la nouvelle réduction des stocks britanniques de métal revenus à leur niveau le plus bas, soit à 232.800 tonnes (- 8625 tonnes) depuis la mi-décembre 1982.

Les cours de l'étain se sont maintenus pratiquement à leurs niveaux de la semaine précédente à Londres. La Malaisie, qui fait partie des pays membres de l'accord international, proteste contre les exportations accrues de certains pays non membres, donc non soumises à la réduction des quotas d'exportation. C'est le cas du Brésil.

L'argent a consolidé son avance de la semaine précédente à Londres ; progression également des cours du platine.

CAOUTCHOUC. - Sensible baisse du naturel sur les différents marchés dont les cours sont désormais revenus à leur point le plus bas depuis février dernier.

DENRÉES. - La hausse a tourné court sur le marché du sucre. Une firme privée britannique estime la production mondiale de canne à sucre, en 1983-1984, à 95,57 millions de tonnes, au lieu de 93,38 millions de tonnes pour une précédente évaluation. En 1982-1983, elle s'était élevée à 101,17 millions de tonnes.

La hausse la plus sensible a été enregistrée sur la récolte de better-

aves : 33,43 millions de tonnes, contre 34,33 millions de tonnes en novembre, et 37,40 millions de tonnes en 1982-1983.

Une détente s'est produite sur les cours du café. La quatrième augmentation du quota d'exportation, de la suite de la hausse des prix, de plus de 60 millions de sacs. Les négociants estiment que la récolte brésilienne de la saison 1984-1985 serait inférieure aux 26,2 millions de sacs prévus par l'institut britannique du café.

Une légère baisse s'est produite sur les cours du cacao.

LES COURS DU 1^{er} JUIN 1984

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

MÉTALUX	(en sterling par tonne)	(en francs par tonne)
cuivre (Wirebars), comptant	1090 (1035)	à trois mois, 1045,50 (106,50)
cuivre (prostate terme), 64,25 (64,10)	argent (en dollars par once), 9,26 (9,32)	platine (en dollars par once), 397,1 (393)
étain (en lingot par kilo)	3 470 (3 445)	argent (en pence par once), 673,50 (670,50)
cuivre (prostate terme), 64,25 (64,10)	argent (en dollars par once), 9,26 (9,32)	platine (en dollars par once), 397,1 (393)
étain (en lingot par kilo)	3 470 (3 445)	argent (en pence par once), 673,50 (670,50)
cuivre (prostate terme), 64,25 (64,10)	argent (en dollars par once), 9,26 (9,32)	platine (en dollars par once), 397,1 (393)
étain (en lingot par kilo)	3 470 (3 445)	argent (en pence par once), 673,50 (670,50)

CAOUTCHOUC. - R.S.S. (comptant), 665-685 (690-720). - Passag (en cents des Détroits par kilo) : 212,50-213 (223-224).

DENRÉES. - New-York (en cents par lb) ; café (en dollars par tonne) : cacao, juillet, 2 616 (2 720) ; septembre, 2 645 (2 733) ; sucre, juillet, 5,83 (5,80) ; septembre, 6,14 (6,03) ; café, juillet, 144,35 (150) ; septembre, 144,25 (150,77). - Londres (en livres par tonne), café, août, 158,80 (161) ; octobre, 166,60 (169,20) ; café, juillet, 2 330 (2 452) ; septembre, 2 305 (2 430) ; cacao, juillet, 2 077 (2 104) ; septembre, 2 047 (2 035). - Paris (en francs par quintal) : cacao, juillet, 2 434 (2 450) ; décembre, 2 180 (2 264) ; café, juillet, 2 800 (2 870) ; septembre, 2 730 (2 832) ; sucre (prostate terme), août, 1 365 (1 438) ; octobre, 1 415 (1 435) ; tourteaux de soja - Chicago (en dollars par tonne), juillet, 195,40 (202,76) ; août, 197,3 (204,70). - Londres (en livres par tonne), juin, 156 (157) ; août, 154 (155).

CÉRÉALES. - Chicago (en cents par bushel) : blé, juillet, 356 1/2 (370,50) ; septembre, 360 1/2 (373) ; maïs, juillet, 350 3/4 (352 1/4) ; septembre, 327 1/4 (328 1/4).

INDICES. - Moody's, 1 077,20 (1 079,50) ; Rentier, 1 974,20 (2 020,20).

UN JOUR DANS LE MONDE

- ÉTRANGER
- 3. EUROPE
- 5. DIPLOMATIE
- 6. PROCHE-ORIENT
- SUPPLÉMENT
- 7 à 10. TUNISIE, PAYS DE TOURISME ET DE CULTURE (II. - « Artistes et artisans »).
- FRANCE
- 12. La campagne pour les élections européennes.
- SOCIÉTÉ
- 13. Un entretien avec M^{lle} Roudy.
- 14. Les internationaux de France à Roland-Garros.
- CULTURE
- 15. La correspondance Schönberg-Kandinsky : l'émancipation des formes et des sons.
- ÉCONOMIE
- 18. l'Italie vue par les sociologues.
- 19. Philips veut marier le disque à laser avec l'ordinateur.
- 20. La revue des valeurs.
- 21. Les grands marchés.

RADIO-TÉLÉVISION (17)
Carnet (15); Programmes des spectacles (16); Météorologie (17); Mots croisés (16).

M. JACQUES TOUBON
invité du « Grand Jury RTL - le Monde »
M. Jacques Toubon, député RPR de Paris, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL - le Monde », dimanche 3 juin, de 18 h 15 à 19 h 30.
M. Toubon, qui est maire de Créteil, a été nommé directeur de la capitale et fut un proche collaborateur de M. Chirac, répondra aux questions d'André Passeron et de Thierry Robier, de *le Monde*, et de Gilles Lachère et d'Isabelle Torre, de RTL, le débat étant dirigé par Alexandre Haloun.

NOUVELLES BRÈVES
● M. Lecanuet à l'Élysée. - M. Jean Lecanuet, président de l'UDF, a été reçu vendredi 1^{er} juin, à l'Élysée, par M. François Mitterrand, qui rencontrera les chefs de file des principaux partis politiques de l'opposition et de la majorité avant le sommet des pays industrialisés qui doit avoir lieu du 7 au 9 juin à Londres. Au terme de son entretien avec le président de la République, M. Lecanuet a notamment déclaré : « Je souhaite que la France fasse assez bonne figure dans cette rencontre internationale, mais je comprendrais mal que l'on puisse faire bonne figure et en même temps continuer à traiter les boulets que mettent à la France les partis socialistes et communistes. Comment accepter les trente-cinq heures au moment où tous les autres pays industrialisés font un immense effort pour leur développement ? »
● Gallimard contre FNAC : jugement lundi. - Le président du tribunal de grande instance de Paris, M. Pierre Drai, rendra son ordonnance lundi 4 juin en fin de matinée, concernant le différend qui oppose la FNAC à Gallimard, indiquant les avocats de la maison d'édition. Gallimard a intenté un référé contre la FNAC, afin d'interdire à cette dernière de vendre ses ouvrages à des prix inférieurs à ceux autorisés par la loi Lang sur le prix unique du livre du 10 août 1981.
● Statu quo au Tour d'Italie. - La quarzième étape dont l'arrivée était jugée à Alessandria, a été gagnée par l'Italien Santimaria, avec 15 secondes d'avance sur le Français Mentheur. Au classement général, Francesco Moser possède toujours 10 secondes d'avance sur Visentini, 34 secondes sur Argentin et 39 secondes sur Fignon.
Dans le critérium du Dauphiné libéré, la cinquième étape a été remportée à Chambéry par le Français Mielbel Laurent, devant le Colombien Rodriguez et Bernard Hinault. Au classement général, Rodriguez prend la première place avec 45 secondes d'avance sur l'Irlandais Roche et 1 minute 4 secondes sur le Français Gallopin.

A B C D E F G

LA FIN DE LA VISITE DU PREMIER MINISTRE CHINOIS

Americains et Soviétiques doivent revenir autour du tapis vert, déclara M. Zhao Ziyang

Le premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang, devrait achever son voyage en France, le dimanche 3 juin, par une visite à Lille où le reçoit M. Pierre Mauroy. Le ministre de la culture, M. Lang, l'accompagnait samedi pour un déplacement dans la vallée de la Loire, au cours duquel il devait notamment visiter le château de Chezeaux.

Vendredi, M. Zhao Ziyang avait eu un dernier entretien avec le président Mitterrand, consacré principalement aux relations économiques bilatérales. Il avait été reçu dans la matinée à l'hôtel de Ville par M. Chirac, et dans l'après-midi à la Sorbonne, où il a été remis la médaille d'argent de la Chancellerie des universités de Paris. Un dîner était offert dans la soirée en son honneur au Quai d'Orsay par le ministre des relations extérieures, M. Claude Cheysson.

Avant de quitter Paris, M. Zhao Ziyang a donné samedi matin une conférence de presse au cours de laquelle il a déclaré que ses entretiens avec les dirigeants français avaient fait apparaître « une large identité de vues sur les problèmes d'intérêt commun ».

Dans le domaine économique et commercial, il a eu des « discussions approfondies sur d'importants projets tels que la centrale nucléaire et les télécommunications électroniques ». Les deux parties sont arrivées à un « accord de principe » mais qui « reste à matérialiser ».

Le premier ministre chinois a, d'autre part, abordé les grands problèmes internationaux. La Chine, a-t-il dit, préconise que les deux super-puissances cessent de déployer des missiles en Europe et dans le reste du monde et reviennent autour du tapis vert de la conférence pour aboutir à un accord sur un désarmement véritable.

Interrogé sur les activités des mouvements pacifistes en Europe, le chef du gouvernement chinois a déclaré : « Par leur nature, ils ex-

Au congrès de la FNDIRP « POURQUOI PAS LA LÉGION D'HONNEUR A KLAUS BARBIE ? »

(De notre correspondant.)
Saint-Etienne. - Mille trois cents délégués, venus de la France entière, sont réunis depuis le 1^{er} juin, à Saint-Etienne, pour la vingt-troisième congrès national de la FNDIRP (Fédération nationale des Indignés Résistants et Patriotes). Si le point fort des trois journées de débats se situe samedi, avec la présence de M. Laurin, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, la lecture du rapport moral par le secrétaire général, M. Charles Joinseau, n'est pas passée inaperçue.

Evocant les prochaines cérémonies de la commémoration du quarantième anniversaire du débarquement sur les côtes de Normandie, Charles Joinseau a souligné « la nécessité de remettre au mémoire des événements de l'heure où se multiplient les falsifications historiques tendant à banaliser le nazisme et le fascisme sous ses différentes formes (...) ». « D'abord, un évocateur dit l'orateur illustrant son propos, pour défendre le « boucher de Lyon », prétend faire le procès des résistants, alors qu'il s'agit de juger l'assassin des enfants d'Izieux et de Jean Moulin ».

Quant à la récente affaire de la médaille commémorative offerte à un général SS par un adjoint au maire de Bayeux, M. Joinseau a déclaré : « Pourquoi pas, au nom de la réconciliation, la Légion d'honneur à Klaus Barbie ? »

M^{lle} Simone Veil a déclaré, vendredi 1^{er} juin, à Montpellier, au sujet de la remise de la médaille de la ville de Bayeux à un ancien général SS : « Il s'agit, vraisemblablement, d'une erreur de l'adjoint au maire UDF. Sa bonne foi a été surprise. M^{lle} Veil a souligné « qu'il ne faut pas oublier le passé ».

Mme Arlette Laguiller, chef de file de la liste de Lutte ouvrière (trotskiste) aux élections européennes, écrit, dans l'éditorial de l'hebdomadaire *Lutte ouvrière* : « Voilà bien comment les bourgeois, les ministres, les hommes politiques qui dirigent le pays ou qui l'ont dirigé voient l'Europe : la fraternisation entre les assassins d'un camp et les bouchers de l'autre. La fraternisation entre ceux qui ont conduit des millions d'hommes à l'entre-massacre pour rien. Non, pas tous à fait pour rien : pour les profits impérialistes de quelques trusts, qui se portent très bien aujourd'hui en Allemagne, en France, en Angleterre, au Japon ou aux Etats-Unis ! »

« Les cimetières de Normandie, c'est pour les soldats américains, français, anglais ou allemands. Les bénéficiaires, c'était pour le capital international. »

LA CAMPAGNE DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Un appel commun de l'Union des partis socialistes

Bruxelles. - Les dirigeants de l'Union des partis socialistes de la CEE (1), réunis, vendredi 1^{er} juin, à Bruxelles, au palais d'Erasmus, ont adopté un texte commun en trois points, sorte de plate-forme électorale, avant l'échéance du 17 juin. Ce texte, directement inspiré du manifeste commun élaboré par les leaders socialistes, sociaux-démocrates et travaillistes, au mois de mars dernier à Luxembourg, s'accompagne d'un appel à voter socialistes lors des prochaines élections européennes, car « s'abstenir équivaudrait à soutenir les forces conservatrices ».

Dans une déclaration lue par M. Joop Den Uyl, ancien premier ministre néerlandais et président de l'Union, les socialistes européens se sont ainsi efforcés de mettre en relief ce qu'ils réclament. Et d'abord le fait, selon eux, qu'« l'internationalisme par définition, ils sont les seuls à présenter une véritable alternative aux politiques conservatrices de déflation, de régression économique et de chômage massif ». Ils ont, à l'inverse, occulté les problèmes sur lesquels ils sont véritablement divisés, à commencer, évidemment, par la question des sucristes et, au-delà, de la sécurité européenne. M. Joop Den Uyl devait d'ailleurs l'admettre, lors de la conférence de presse, en déclarant : « Il n'y a aucun point de vue commun des partis socialistes de la CEE à ce sujet ».

D'autres questions évoquées en réunion préparatoire n'ont pas davantage trouvé de réponse dans l'appel commun, qu'il s'agisse de la

De notre envoyé spécial

redistribution du travail et des revenus. Cette politique de relance économique suppose une politique d'investissement public, et l'appel prioritaire à cet égard est un effort coordonné d'investissement des Etats européens de l'OCDE, correspondant à 1 % du PNB de l'ensemble des pays concernés. Elle suppose également une politique de l'emploi, par la redistribution du travail. En ce sens, les partis socialistes européens apportent leur soutien aux syndicats dans leur lutte actuelle pour les trente-cinq heures, selon M. Joop Den Uyl. Encore que sur ce point, la réduction du temps de travail, plusieurs leaders, dont M. Joop, ont fait valoir « que ces questions devaient être résolues dans le cadre d'un accord européen et en amont de façon pragmatique ».

Enfin, dernier point, particulièrement satisfaisant pour les socialistes français, l'appel commun s'achève sur une sorte de coup de chapeau à l'action de M. François Mitterrand : « Les socialistes et le gouvernement français, sous la conduite de M. François Mitterrand, ont une responsabilité particulière durant la période de la présidence française pour aider l'Europe à sortir de la crise. »

PIERRE GEORGES.

(1) Cette union regroupe quatre-vingt partis appartenant aux dix pays membres de la CEE et aux deux pays candidats, Espagne et Portugal.

Au Nicaragua Visite-surprise de M. Shultz à Managua

Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a fait, le vendredi 1^{er} juin, une visite-surprise au Nicaragua, au cours de laquelle il a eu deux heures de quart d'entretiens, à l'aéroport de Managua, avec le coordinateur de la junte sandiniste, M. Daniel Ortega.

M. Shultz a déclaré aux journalistes que les deux parties étaient convenues d'avoir de nouvelles consultations afin de favoriser un règlement pacifique en Amérique centrale. « Le président Reagan m'a envoyé ici en mission de paix », a-t-il affirmé. Il a dit qu'un autre entretien avec le Nicaragua aurait lieu très bientôt et que M. Harry Shlaudeman, ambassadeur spécial américain en Amérique centrale, y représenterait Washington.

Auparavant, un responsable américain avait déclaré que M. Shultz espérait convaincre le Nicaragua de se joindre aux efforts du « groupe de Contadora » en vue d'un règlement global pour l'ensemble de l'Amérique centrale.

Ce même responsable a affirmé que les Etats-Unis étaient prêts à relâcher leur pression sur le Nicaragua si le gouvernement sandiniste s'engageait à « processus de paix » et acceptait les conditions posées par Washington : c'est-à-dire s'il cessait d'exporter sa révolution et de renforcer son potentiel militaire, s'il suspendait ses livraisons d'armes soviétiques et cambodgiens à la guérilla du Salvador et s'il rétablissait les institutions démocratiques dans son pays.

Toujours selon ce responsable américain, Managua n'avait pas réagi de façon positive, en mars, à la visite du secrétaire d'Etat américain adjoint, M. Mochley, mais depuis lors, le climat est « devenu plus favorable » au point de vue de Washington. Cela tient, a-t-il dit, au résultat des élections au Salvador, aux entretiens que le président Reagan a eus récemment avec son homologue mexicain, M. de La Madrid, aux pressions des « contras » sur les sandinistes et à l'impact de la visite du président salvadorien, M. Duarte, à Washington.

M. Pastora hospitalisé au Venezuela

D'autre part, M. Eden Pastora, le chef militaire de la guérilla opérant au sud du Nicaragua, blessé dans un attentat mercredi alors qu'il avait réuni des journalistes dans le

Le numéro de « Monde » daté 2 juin 1984 a été tiré à 434 924 exemplaires.

(Publié)

Un vin léger, à boire bien frais

Champagne.

le vrai rosé de vos vacances.

On ne parlera plus, bientôt, du secret des primes des fonctionnaires

affirme M. Anicet Le Pors

M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique, a déclaré, le vendredi 1^{er} juin, au micro de France-Inter, que « l'on ne pourra plus, bientôt, du secret des primes de la fonction publique », car le rapport sur les primes des hauts fonctionnaires, présenté le même jour à M. Pierre Mauroy, par M. Alain Blanchard, conseiller à la Cour des comptes, va « permettre de établir une avancée décisive : un règlement de la question des rémunérations annexes ». « Je ne pense pas qu'il y ait des révélations dans ce rapport, qui confirme, sur une base statistique, ce que dit le PINSSE, la réalité des rémunérations annexes », a indiqué M. Le Pors. « Il ne faut pas, a-t-il dit, jeter sur cette question une suspicion qui n'a pas lieu d'être. La masse des primes représente 10,6 % des traitements de base, c'est-à-dire un peu plus d'un treizième mois, mais ces primes sont très irrégulièrement réparties : l'éventail hiérarchique des traitements des fonctionnaires est, dans l'ensemble, de 1 à 7. Cependant, en ce qui concerne les primes, pour un ministre comme celui des finances, il est de 1 à 14. »

Le minimum des primes [accordées aux hauts fonctionnaires des finances] représente trois mois de traitement, le maximum, plus de huit mois. M. Le Pors n'est pas favorable à un « nivellement » des traitements dans la fonction publique, mais il préconise de récomenser « le fonctionnaire qui travaille bien » par des promotions plutôt qu'par des primes, qui peuvent néanmoins être utilisées dans « certains cas ». « Depuis trois ans, le gouvernement a fait plus que s'inspirer, quel autre pour assurer la clarté des rémunérations », a ajouté M. Le Pors. Rien des primes ont été déjà indiquées dans le traitement soumis aux retenues pour pension. Le secrétaire d'Etat a rappelé aussi que, au début de 1982, il avait fait publier un Journal officiel, « pour la première fois depuis que la fonction publique existe », les rémunérations des hauts fonctionnaires. Au terme du nouveau statut de la fonction publique, a-t-il dit, « le gouvernement devra soumettre au Parlement, tous les deux ans, un rapport, annexé à la loi de finances, qui fera la clarté sur les traitements de base et les indemnités des fonctionnaires ».

L'ÉTAT VERSE UNE PROVISION DE 20 000 F A LA VICTIME D'UNE BAVURE

Le tribunal de Paris a commencé à faire application de l'article 2 de la loi du 8 juillet 1983 renforçant la protection des victimes d'infraction pénale. C'est ainsi qu'il a condamné l'Etat à verser une provision à la victime d'une « bavure » policière. M. Armando Alves, vingt-six ans, mécanicien portugais, a, en effet, été blessé gravement le 18 décembre, rue Bouchardon, à Paris-10^e, à la suite d'une poursuite automobile. Il doit vivre actuellement avec des incapacités de 2 500 francs, après avoir subi plusieurs interventions chirurgicales à l'hôpital Lariboisière.

Comme il était en retard, le jeune ouvrier circulait trop vite dans les rues de la capitale au volant de sa voiture. Le gardien de la paix Yves Descomps avait entrepris de le pourchasser en réquisitionnant successivement deux taxis. Ayant réussi à le faire stopper, il l'avait obligé à descendre et à s'appuyer face à son véhicule pour le palper, en lui appliquant son pistolet sur les reins. Le coup était malencontreusement parti, et le policier a été inculpé par M. Jean-Louis Mazères, juge d'instruction, de blessures involontaires.

En attendant que la victime puisse percevoir une indemnité à l'issue de cette information judiciaire, M. Pierre Drai, président du tribunal saisi en référé, a condamné le Trésor à lui verser une provision de 20 000 francs.

LA TUERIE DE LA ROCHE-SUR-FORON : UN DEUXIÈME SUICIDE

(De notre correspondant.)
Grenoble. - Jean-Marc Biesse, dix-huit ans, dont le corps a été retrouvé le 20 mai près de La Roche-sur-Foron (Haute-Savoie), s'est bien donné la mort. Selon les experts, son décès remonte aux premières heures de la matinée du 17 mai, soit peu de temps après le meurtre d'un gendarme de La Roche-sur-Foron et la mort d'un ébéniste qui refusa de donner les clés de sa voiture aux deux fuyards, Henri Gruffat, vingt-deux ans, et Jean-Marc Biesse : les deux hommes venaient de cambrioler un atelier de peinture. Henri Gruffat avait mis fin à ses jours le 17 mai. - C. F.

RAMINI - ABRIATHI HOTEL ITALIE - HOTEL KORSAAAL

2^e rue. Tél. : 1939641/181007.
Bard mer - Restaurant avec vue panoramique.
Menu à la carte - Prix déjeuné - 28.000.
Lun. - midi - 28.000/32.000.
Lun. - soir - 36.000 - Août - 46.000/52.000.

GABICCE MARE HOTEL NOBEL 2^e cat.

Tél. : 1939641/961035. Direct. Plage, confortable, élégant, petit déjeuner au buffet, menu à choix. Pension complète hors sais. Lit. 27.500/31.000, mi-sais. Lit. 35.500/39.000, pleine sais. Lit. 38.500/42.000. On parle français.

afexico 135A

Juin 1944

La bannière étoilée claque sur la Normandie

Des survivants qui accueillent leurs libérateurs avec plus de soulagement que d'enthousiasme.

DÉBUT juin 1944, la Basse-Normandie (qui n'est pas encore une région) est relativement paisible. Les villes y souffrent certes de la faim, comme partout. Comme partout, les paysans s'efforcent d'échapper aux réquisitions allemandes et ravitaillent clandestinement, mais non sans profit, les gens des villes (Bayeux libéré consommera non sans peine les colis, désormais bloqués, destinés aux « Parisiens »). Dans l'intérieur, beaucoup de fermes abritent des ouvriers agricoles aux mains blanches : des réfractaires du Service du travail obligatoire.

La côte est interdite : les blockhaus ont fleuri dans les dunes et sur les falaises. Certains ont gardé l'aspect extérieur des villas à chevrons dans lesquelles l'organisation Todt a injecté du béton. Interdite, mais pas déserte. Le mur de l'Atlantique mobilise encore, fin avril, deux cent cinquante huit mille requis civils (il y en a eu jusqu'à quatre cent cinquante mille en 1941) échelonnés de Dunkerque à Hendaye.

Les fortifications sont prêtes, les canonniers et les mitrailleurs à leurs pièces. Derrière le rempart, des troupes hétéroclites : on a puisé des volontaires dans les troupes du général Vlassov, transfuge de l'armée rouge, et dans les camps de prisonniers de l'Est. Des Russes, certes, mais aussi et surtout une bigarrure de nationalités : Cosaques, Géorgiens, Ouzbeks, Tchouvaches, Kirghizes, Tadjiks, Maris, Merkwines, Oudmounes... La 247^e division, par exemple, stationnée à l'ouest du Calvados, ne compte dans ses effectifs que 50 % d'Allemands (1). Parmi ces derniers et dans les services qui assurent la subsistance du mur, des réservistes d'âge mûr qui entretiennent avec la population des rapports détendus par l'habitude.

La Résistance est, pour beaucoup, orientée vers le renseignement. L'état-major allié recherche avec boulimie et digère des informations en tout genre. On relève les numéros des unités - les Allemands en ont attribué de faux, - on signale les transports, on s'efforce - et on y réussit parfois - de recopier les plans du mur. On repère les cinq cent dix sept mille obstacles, dont trente et un mille minés, que Rommel a fait installer. On dresse pour Londres les plans des champs de mines. Vrai ou faux. Lors de sa dernière inspection, Rommel s'est fâché : des vaches paissaient tranquillement derrière des écriteaux *achtung minen*. Comment tromper les yeux ennemis ? Rommel a fait chasser les vaches.

Cependant, les activités de renseignement ne sont ni plus ni moins encouragées par Londres que sur le reste des côtes : nul ne doit connaître le lieu du débarquement.

La Gestapo et ses auxiliaires français, recrutés parmi les petits truands du marché noir local, traquent et fusillent les groupes de jeunes qui se forment dans les endroits retirés du bocage : des maquis, du moins avant le 6 juin, il en existe peu, les forêts sont belles, mais peu sauvages, et les Allemands sont partout : pas de ces grandes zones montagneuses vides d'occupants comme au sud de la Loire. Dans ces Citroën aux portières enlevées - pour sauter plus vite en cas d'embuscades, - les

services départementaux et les secrétaires de mairie fournissent aux clandestins cartes d'identité et de ravitaillement.

Les maires, nommés ou non par Vichy, font de leur mieux sous le portrait tutélaire de Pétain, qui n'est pourtant plus que l'ombre d'une ombre. « Le maréchal est mort depuis trois mois, dit-on à Vichy, mais il ne le sait pas. Son entourage le lui a caché. » Il est venu à Rouen dans les derniers jours de mai, lors de son séjour au château de Voisins, près de Rambouillet. On ne l'a su qu'après. N'empêche. Son portrait sera souvent décroché bien après la Libération.

Tout le monde attend avec une impatience et une tension croissantes. Les récepteurs de radio ont été réquisitionnés par les Allemands et entassés dans les gendarmeries. Par des gendarmes souvent peu sévères et qui, d'ailleurs, ont discrètement récupéré les leurs. On a livré d'antiques engins aux lampes depuis longtemps défuntes. On écoute un peu Philippe Henriot parce qu'il est

plein de talent et que, délibérément, puisque, dit-il, tout le monde l'écoute, il commente à sa manière la radio de Londres. Celle-ci est la source essentielle, depuis des années, des informations chuchotées.

De ce fait, ceux que l'on attend, ce sont les « Anglais » : on ne parle guère des Américains et ceux-ci, à leur arrivée, s'en montreront parfois vexés. On attend et on espère qu'« ils » feront ça ailleurs. Ne bombardent-ils pas constamment le Pas-de-Calais, la Somme et le nord de la Normandie ? Le Havre en est à son quatre-vingt-dixième bombardement, Rouen a entamé son martyre. La Seine est bloquée de l'estuaire à Paris. Seuls les

laisse créer une tête de pont, que l'on écrase sous les blindés.

Résultat : un compromis entre Rommel et Runstedt, entre la basse Normandie et le Pas-de-Calais. Une division blindée, la 21^e Panzer, dans la région de Falaise, au sud de Caen une autre, la Panzer Lehr, en Eure-et-Loir, une Panzer SS, la 12^e, entre Bernay et Evreux. Pen de renforts à attendre de l'Est : l'armée rouge a lancé, du golfe de Finlande à la Baltique, une offensive générale, défonçant à grands coups de chars le front allemand.

Tableau peu encourageant. Les généraux allemands de l'Ouest sont mûrs pour le com-

avaient l'expérience de l'Italie lentement conquise (2). Un pays sans Etat et qui n'en avait jamais eu, sans administration digne de ce nom, et sans structures. Un pays éparpillé, livré à la misère et à l'anarchie.

Aussi, dès lors qu'ils se refusaient à reconnaître officiellement le gouvernement provisoire d'Alger, qui s'était autoproclamé le 3 juin et ne sera reconnu officiellement par Washington, par Londres et par Moscou que le 23 octobre, s'étaient-ils préparés à administrer des territoires dont on ne savait pas très bien s'ils seraient considérés comme libérés, conquis ou occupés. L'AMGOT (Allied Military Government of Occupied Territories) du général Holmes qui avait fait ses premières armes en Sicile avait fabriqué des administrateurs militaires des affaires civiles et imprimé des francs du format et de la couleur des dollars. Les officiers des *Civil Affairs* avaient sur la France des idées rudimentaires acquises au cours de stages accélérés. Un colonel américain avait été désigné comme maire de

Cherbourg. Les Français n'étaient certes pas heureux. La plupart étaient affamés. Mais la Basse-Normandie ne ressemblait en rien à Palerme, ou à Naples. Le sous-préfet de Bayeux, premier maire libéré, reçoit les Anglais en uniforme et propose du beurre et des vires frais (3). Il multiplie aussitôt les arrêtés, organise la vie quotidienne. Les hommes des *Civil Affairs* seront rapidement éliminés.

Seuls disparaissent les responsables trop compromis. La mission de liaison administrative française est arrivée dans la foulée. Elle se prépare à sa tâche, en liaison avec

la Résistance, depuis août 1943, sous la direction de Claude Hettier de Boislambert dont l'adjoint est Pierre Laroque, le futur « père » de la Sécurité sociale. Dès le mois de mai, Boislambert « déstabilise » l'AMGOT qui ne sait plus très bien où il en est. La mission, et François Coulet, nommé *in extremis* commissaire de la République en Normandie libérée - il y en a un autre, Henri Bourdeau de Fontenay, dans la clandestinité à Rouen - impose l'autorité du gouvernement provisoire.

Le 19 juin, les habitants de Bayeux sacrent par acclamations le général de Gaulle accouru, bourré de remèdes contre le mal de mer, sur une Manche plus que houleuse. Et, peu confiants dans les francs « américains », ils ont aussitôt utilisé la « monnaie verte » pour payer leurs impôts.

Bayeux, cependant, est une exception : la ville est intacte. Au soir du 6 juin, Saint-Lô n'existe plus : un premier bombardement a débuté de l'après-midi, le soir, deux heures

d'apocalypse. Trois mille des dix mille habitants avaient fui depuis le matin. Parmi ceux qui sont restés, un millier de morts. Caen, qui attendra sa libération jusqu'au 9 juillet, subit, dès le jour J, un premier bombardement que bien d'autres suivront. Toutes les villes du Calvados, de la Manche - Cherbourg exceptée - une partie de celles de l'Orne et de l'Eure subissent de terribles destructions. A Caen, seule subsistent l'église Saint-Etienne - l'abbaye aux Hommes - où repose Guillaume le Conquérant - et le lycée Malherbe qui la jouxte. Les habitants qui n'ont pas fui font sécher leur linge sous les voûtes romanes et cuisinent sur les autels latéraux. L'aviation alliée, le 6 juin, a fait 13 585 sorties sans opposition sérieuse : 319 sorties allemandes. Elle mitraille tout ce qui bouge sur les routes, coupe les voies de chemin de fer, barre les routes de ruines fumantes. Depuis longtemps, les Français distinguent, à tort ou à raison, les bombardements « sélectifs » de la RAF qui « prend des risques » et descend à basse altitude pour atteindre son but avec le maximum de précision, des bombardements américains dont les avions lâchent de très haut des « tapis de bombes ». En fait, l'US Army Air Force utilise aussi ses chasseurs bombardiers et ses avions d'attaque au sol P-38 Lightning à double fuselage : « Encore les « deux queues » disent les Normands qui regardent le ciel, tout comme les guetteurs perchés sur les ailes des véhicules allemands. Mais la peur est devenue américaine.

D'autant que les chefs des unités terrestres, dans une bataille où la maîtrise alliée du ciel est quasi totale, entendent ménager la vie de leurs hommes et traitent d'entrée de jeu toute opposition au marteau-pilon.

Il s'agit, lorsqu'ils le peuvent, la population par tracts, mais comment l'avertir sans avertir l'ennemi ? Relyée par Alger, la Résistance française depuis longtemps supplie qu'on la laisse faire le plus souvent possible : inutile de détruire une ville pour condamner un pont, lorsqu'elle peut le faire sauter elle-même, d'aplatir un village pour couper - ou ne pas réussir à couper - une voie ferrée. Dans l'Orne, par exemple, elle assurera avoir opéré dès avant le 6 juin, douze déraillements, trois sabotages de voies ferrées, mis hors circuit trois cent cinquante wagons, sabotés soixante-cinq locomotives... Bilans d'après-victoire, certes, et probablement gonflés.

Il demeure que les résistants de la SNCF, par exemple, savent saboter au moindre coût et désorganiser le trafic, ils le font dans toute la France. Les propositions de la Résistance sont rarement entendues. Dans toute la Normandie, pompiers et secouristes travaillent jour et nuit, éteignant les incendies, fouillant les ruines sous les bombes, avec un courage aujourd'hui un peu oublié. Les habitants ont pour la plupart fui dans les campagnes. Lorsque la tempête de feu s'arrêtera, les soldats alliés libéreront des fantômes de villes : douze mille habitants, dont beaucoup reviennent des carrières des alentours, à Caen sur trente-cinq mille, trente-cinq sur six mille à Avranches. A Saint-Lô, une dizaine... Valognes, les Versailles normand cher à Barbey d'Aureville, n'est plus que pans de murs. Dix mille « civils » environ sont morts.



lointains arrières de la basse Normandie sont matraqués : Chartres, Le Mans, Trappes. Décidément, les « Anglais » débarqueront entre Calais et la Seine.

C'est aussi l'avis des chefs militaires allemands, que les Alliés ont tout fait pour conforter dans leur erreur. Pour Von Runstedt, qui commande en chef sur le front de l'Ouest, pour Rommel, chef du groupe d'armées B en France, ce sera le Pas-de-Calais. Seul Adolf Hitler est convaincu que le débarquement aura lieu dans le Calvados et la Manche. Intuition ? Les généraux soupirent, lèvent les yeux au ciel et s'efforcent, discrètement, d'en faire à leur tête. Encore faudrait-il qu'ils se mettent d'accord. Pour Rommel, il ne faut pas laisser un seul « envahisseur » mettre le pied sur le rivage : « La laisse de haute mer doit être la ligne de combat principale. »

Il sait que la supériorité aérienne des Anglo-Américains leur permettrait de se maintenir s'ils arrivaient à débarquer. Von Runstedt préfère une méthode plus classique : on les

plot. Déjà se prépare l'attentat du 20 juillet et son échec, qui coûtera la vie à Rommel, à von Kluge, à von Stulpnagel.

De toute façon, la date dangereuse semble dépassée : Rommel part en permission. Il a laissé les consignes à son chef d'état-major, le général Hans Speidel, qui se retrouvera, en 1957, commandant Centre-Europe des forces alliées. Le général Dollmann, commandant la VII^e armée allemande, quitte son QG du Mans pour diriger à Rennes un exercice « sur le papier ».

Les Bas-Normands regardent pousser l'herbe, richesse traditionnelle. Le printemps est assez pluvieux. Dans la plaine de Caen, les blés seront beaux. Le calme avant le tremblement de terre.

LES Alliés, et particulièrement les Américains, en mettant le pied sur le sol normand étaient emplis des pires bonnes intentions. Ils

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

Jp Min 1.50



On conçoit que les survivants accueillent leurs libérateurs avec plus de soulagement que d'enthousiasme. Celui-ci se manifeste avec évidence dans les agglomérations épargnées.

On connaît les Anglais de toute éternité. Les Canadiens sont des cousins. Avec les Américains débarque une civilisation inconnue. Les premiers jockeys étouffent : l'industrie d'outre-Atlantique en est-elle encore à construire des véhicules d'allure aussi préhistorique ? Les Volkswagen de l'armée allemande, malgré la petite hélice à l'arrière, qui leur permettait de franchir les rivières, ressemblaient, elles, à de « vraies » automobiles... Les conducteurs devront convaincre les badauds des qualités de leur engin en leur faisant, chargé d'enfants, monter et descendre les escaliers de pierre.

Les GI (abréviation de *General Intendence*) sont souriants, ils ont le cœur sur la main et les poches pleines de cigarettes et de chewing-gum dont les *Civil Affairs* les ont pourvus pour qu'ils les distribuent au quémande sans vergogne. La Libération aura l'odeur des Camel. Tout de même, ces garçons ont un style un peu voyant, un peu trop décontracté aux yeux d'un vieux peuple circonspect et matois. Pas de capote : ils se battent en bras de chemise. Ils boivent des choses bizarres. Ils se nourrissent de baricots sucrés et de Golden Sirup et, comble du luxe, ils ont du papier hygiénique dans leurs boîtes de ration K...

Leur argent intéresse. On leur fait, dira candidement une épicière près de Sainte-Mère-Eglise, les mêmes prix qu'à ces messieurs qui les avaient précédés. Mais on n'est pas chiche. On sait ce que c'est que le soldat. On les arrose, dans les fermes, de cidre et de calvados. Ils ignorent la puissance explosive de l'alcool local qu'on leur verse comme du Coca-Cola. Certains se croient empoisonnés. D'autres perdent la tête. Quelques viols. La police militaire applique la justice puritaine du Far-West :

dans tel village, on pend publiquement les coupables à des poteaux qui font partie du matériel de campagne. Le châtiement, à l'aune locale, est jugé plus barbare que le crime.

Les Britanniques ont le souvenir frais et cuisant de l'arrivée massive dans leurs îles de leurs neveux d'Amérique qui ont, juste retour des choses, colonisé leurs pubs et razié leurs petites amies. Ils ne cachent pas leur sympathie pour certaines réactions françaises. A Cherbourg, oubliant Napoléon dont la statue désigne sur le port l'« ennemi héréditaire », les marins anglais prennent automatiquement parti, dans les bagarres entre soldats, pour les Français contre les Yankees. L'Europe, déjà ?

Les quelque deux cent mille prisonniers de la bataille de Falaise sont entassés, autour du grand port du Cotentin. La plupart vivent sous des cabanes de leur fabrication : on manque de tentes : les vainqueurs n'ont pas prévu une telle rafle. La surveillance est confiée à des unités FFI sous la responsabilité d'officiers américains. Ce sont généralement des hommes des services arrivés tout droit des États-Unis et qui ont peine à faire la différence entre les « bons » et les « mauvais » Européens : Français, Allemands, Italiens... Tensions.

A quelques dizaines de kilomètres de la côte, les îles Anglo-Normandes sont toujours tenues par des garnisons

allemandes et ne sont libérées que le 9 mai 1945. Tenteront-elles de délivrer cette masse de captifs dont tous ne sont pas ré-signés à leur sort ? Sous le sol des cahutes, des armes ramassées lors de « promenades » autorisées sont cachées.

Les Allemands des îles se dé-cidèrent du 8 au 9 mars 1945, une petite flotte venue de Jersey entre dans le port de Granville, débarque cent cinquante hommes qui ont capturé douze officiers et un civil allié et ont saboté les installations. Un officier américain et huit Britanniques et six habitants sont tués. Un avis allemand s'échoue. Rembarquement. Un commando fera une vaine tentative près de Cherbourg le 6 avril. Et, d'Aurigny, des canons alle-

mands bombardèrent le cap de la Hague. Sans représailles : les Britanniques tenaient à conserver intact leur seul territoire occupé.

La Basse-Normandie est la base arrière, bourrée de troupes, de matériel et de ravitaillement, de la grande invasion libératrice. Les routes sont défoncées : la nationale 12 Paris-Brest, rocade du champ de bataille s'est tassée de 10 centimètres en moyenne sous le poids des chars des deux camps. A travers les villes sinistrées où la boue et les fondrières sont recouvertes de plaques de tôle perforées, les convois se succèdent. L'oléo-

duc PLUTO (*Pipe Line Under The Ocean*) qui a traversé la Manche à la suite des troupes ne suffit pas au ravitaillement en carburant d'une immense armée motorisée que la pénurie d'essence forcera à s'arrêter à Metz. Des routes marquées d'un rond rouge (*Red Ball*) sont affectées à une noria de camions chargés de jerricans, ces bidons d'essence (*can*) imités de ceux qu'utilisaient les *Jeeries* (surnom des Allemands) en Libye. Les conducteurs foncent debout sur l'accélérateur de ces véritables bombes roulantes qui, de temps en temps, explosent dans les fossés ou parfois, comme au Merlerault (Orne), en plein bourg... La circulation est dangereuse. Il est vrai que les automobiles sont rares et le carburant rationné.

Dans les villes, on s'entasse comme on peut dans ce qui reste debout. A Argentan, un des rares hôtels restant offre un grenier avec six lits à deux personnes...

De part et d'autre, cependant, on s'habitue. Les Normands, s'ils ont parfois l'impression d'une nouvelle occupation — sans SS ni Gestapo! — savent bien que la responsable de leurs malheurs, ce n'est pas l'armée qui les a libérés, mais celle qui les a envahis en 1940 et a fortifié leurs côtes. Les Américains découvrent ce pays où ils ont versé tant de sang, cessent de vouer au diable ces innombrables haies qui, favorables à la défense allemande, leur ont coûté quantité d'hommes et de matériel. Ils s'émeuvent des ruines normandes. Ils multiplient les secours, offrant à Saint-Lô, par exemple, l'hôpital le plus moderne de France.

Dans les campagnes restées vertes et dans les villes noircies, l'important est maintenant de survivre : l'hiver s'annonce particulièrement dur. Et de reconstruire. Il y en aura pour quinze ans.

JEAN PLANCHAIS.

(1) Georges Blond, *Le Débarquement*. Presses de la Cité, 1984. 75 F, TTC.
(2) La prise de Rome date du 4 juin.
(3) Robert Aron, *La Libération de la France*. Fayard, 1959. Réédition Marabout, 1984.

Overlord, un jeu pour stratèges

LES pesanteurs de l'histoire ou, plutôt, le goût des militaires pour le respect des traditions font que certaines des unités, dont les hommes eurent le 6 juin 1944 dans le clair de lune de la nuit normande, continuent d'exister en tant que telles, quarante ans après l'opération Overlord.

C'est, notamment, le cas pour les États-Unis, qui ont conservé encore aujourd'hui leurs 82^e et 101^e divisions aéroportées, celles-là mêmes qui, vagues après vagues, atterrirent dans la région de Sainte-Mère-Eglise. Avec d'autres unités des trois armées, les 82^e et 101^e divisions aéroportées font partie, en 1984, de ce qu'on appelle aux États-Unis le « Rapid Deployment Joint Task Force », cette force d'intervention rapide de 220 000 hommes environ, dont le PC est à Tampa (Floride) et qui se tient prête à agir en Europe ou au Proche-Orient à la demande éventuelle des alliés de Washington.

Comme il y a quarante ans, ces divisions sont spécialisées dans les opérations combinées à longue distance, aux côtés de forces amphibies de débarquement, si, auparavant, l'état-major est en mesure de réunir les moyens de transport

adaptés. Comme il y a quarante ans, en effet, c'est la logistique, c'est-à-dire la possibilité de mobiliser suffisamment de moyens d'acheminement sur place, qui ferait la différence et, du même coup, la certitude de mener les opérations à leur terme.

Sur ce plan, l'opération Overlord continue d'être ce cas de figure, ce « modèle » de jeu offert aux stagiaires des écoles militaires durant leur formation d'officier. Les plans de l'invasion allié de l'Europe y sont disséqués avec le souci d'un enseignement tactique distribué aux futurs cadres des armées. Mais, comme bien d'autres batailles du passé, Overlord a vieilli depuis la double occasion du monde militaire à l'ère nucléaire et à l'ère spatiale, qui ont tout bouleversé.

Pourrait-on espérer, aujourd'hui, rassembler sans risques autant d'hommes et de moyens en vue de préparer une attaque finale, compte tenu des systèmes modernes d'observation aérienne ou électronique ? Overlord passerait-il inaperçu ?

Les satellites d'observation, les avions espions et les moyens d'écoute ou d'interception en ser-

vice dans les grandes armées du monde ne manqueraient pas de détecter des concentrations militaires de l'ampleur de celles d'il y a quarante ans. De telles mobilisations sur le terrain, indiscrètes par nature et peu camouflables, échapperaient difficilement à l'attention des moyens modernes de la reconnaissance militaire.

C'est une autre question de savoir si les gouvernements et leurs états-majors, auxquels seraient rapportées ces observations, saurient ou non en mesure d'interpréter correctement les mouvements de troupes constatés, étant entendu que les auteurs d'un plan d'invasion ne sont pas assez naïfs pour oublier de créer des diversions ou de masquer, par la désinformation ou l'intoxication, leurs intentions réelles.

Mais si les « yeux » ou les « oreilles » de l'espace limitent aujourd'hui les capacités de manœuvres préparatoires à un engagement aussi total et aussi massif que l'a été Overlord en son temps, la menace nucléaire joue également contre la réédition, sous la forme retenue par le général Eisenhower, d'une opération de cette ampleur. L'arme nucléaire interdit, en effet,

les grandes concentrations militaires.

Imagine-t-on la puissante armada qui s'est ébranlée à la veille de l'attaque allié en direction des côtes normandes totalement invulnérable ou insensible aux effets destructeurs et paralysants des armes nucléaires ? Peut-on concevoir des débarquements sur les plages, entre Saint-Vaast-la-Hougue et Le Havre, qui ne seraient pas neutralisés par une contre-attaque utilisant des armes nucléaires tactiques ?

Certes, l'emploi à la mer de l'armement nucléaire a ceci de particulier qu'il en résulterait, probablement, des effets atténués en raison de la protection propre aux bâtiments de guerre modernes. Mais la perturbation qu'apporterait la menace nucléaire dans la préparation et l'exécution des plans d'invasion n'est pas négligeable pour un état-major. En tous les cas, un « Overlord-bis » n'est plus guère concevable aujourd'hui.

Sauf dans le cas d'une puissance nucléaire qui prendrait l'initiative d'attaquer un Etat plus faible, sous le prétexte d'y rétablir un certain ordre. Même les États-Unis, à Grenade, ont démontré qu'il y fallait du savoir-faire.

JACQUES ISNARD.

Combat de chefs dans l'industrie du futur

Computervision attaqué par IBM.

« **L**E plus grand plaisir de la vie est de faire ce que les autres disent que vous ne pouvez pas faire. » Cette phrase, due en 1969, dans un restaurant chinnois, par M. Martin Allen, fondateur et président de la firme américaine Computervision, a présidé à la naissance de cette société, premier fournisseur mondial de systèmes CFAO (conception et fabrication assistées par ordinateur) « clés en main ». Elle encouragea Martin Allen, qui cherchait vainement des capitaux, à persévérer dans son projet de création d'une société entièrement consacrée à l'utilisation de l'informatique et des écrans de visualisation pour le dessin industriel et la conception de produits nouveaux. Sortant du restaurant, il trouva en effet, à Wall Street, une société de « capital-risque » prête à lui avancer une partie des fonds qu'il demandait. Ingénieur lui-même, M. Martin Allen, qui aime à raconter cette anecdote, pensait que l'informatique pourrait libérer ingénieurs et projecteurs des travaux répétitifs pour leur permettre de se consacrer à une activité plus créatrice.

La CAO (à l'époque, on ne parlait pas encore de CFAO) n'en était encore qu'à ses premiers balbutiements. Les premières recherches eurent lieu vers les années 50 au Massachusetts Institute of Technology (MIT) aux États-Unis, et à Cambridge en Grande-Bretagne. Les premiers programmes expérimentaux furent réalisés par des firmes automobiles et aérospatiales, dont les projets nouveaux nécessitent des masses de données, des schémas, des dessins industriels, ou plans, et le premier système de CAO fut développé conjointement, au milieu des années 60, par des ingénieurs de la société General Motors et des spécia-

listes de la programmation de chez IBM. Le projet n'était initialement qu'une table traçante automatique et perfectionnée. Née en 1969 à Bedford (Massachusetts), avec en tout et pour tout un effectif de cinq personnes, la société Computervision affiche en 1983 un chiffre d'affaires mondial de 400 millions de dollars, 10,9 % de ce chiffre étant consacré à la recherche-développement, et emploie aux États-Unis comme dans ses filiales à l'étranger six mille salariés. C'est le spécialiste de la conception et de la fabrication assistée par ordinateur pour tous les domaines de la vie industrielle, et le leader des ventes de matériel « clés en main » : il vend à ses clients l'intégralité du produit CFAO, calculateurs, terminaux graphiques, logiciels de base et d'application.

Mais il y a une ombre au tableau. Sa part du marché mondial a baissé, passant, selon la société d'études de marché Dataquest, de 40 % en 1980 à 23 % en 1983. Le marché a bougé, en faisant apparaître de nouveaux besoins et de nouveaux créateurs dans lesquels se sont engouffrées d'autres sociétés.

IBM, notamment, qui détient 70 % du marché mondial des ordinateurs, commence à s'intéresser de très près au domaine de la CAO et des automatismes industriels, et talonne Computervision — toujours d'après Dataquest — avec 22 % du marché mondial en 1982, suivi par d'autres sociétés américaines : Intergraph (11 %), Calma (groupe General Electric) (10 %) et Applicon (groupe Schlumberger) (6 %). Sont également présents sur le marché les Américains Digital Equipment Corporation, Control Data, Perkin-Elmer et le groupe

Mac-Donnell Douglas, et quelques Européens. Pour n'en citer que quelques-uns : l'Anglais Racal Redac et des sociétés françaises telles que Matra Datavision, qui vient de s'associer avec Renault, Assigraph (groupe CEA), et Simulog, filiale de l'INRIA, Framatome et Serete, créé en mars dernier. Le Japon, qui représente 14 % du marché mondial, a développé, quant à lui, ses propres systèmes CAO-CFAO.

Le marché mondial de la CAO-CFAO, estimé à 2 milliards de dollars en 1983, devrait atteindre en 1987 le chiffre de 9 milliards de dollars, progressant de 35 à 40 % par an, petits et gros systèmes confondus. La progression la plus importante se situant vers le bas de la gamme : les monoprogrammes progressent annuellement de 50 %, les gros systèmes de 20 %.

Pour renforcer sa position dans le monde, Computervision a lancé en 1983 une nouvelle gamme de matériels CFAO, la série CDS-4000 (Computervision Distributed Systems), dotée des dernières technologies informatiques : circuits intégrés VLSI, écrans de visualisation à haute résolution, et logiciels puissants et spécialisés. C'est un système lourd, multi-applications multi-utilisateurs, puissant, générant des images tri-dimensionnelles.

Aide à la conception, le CDS-4000 est aussi un outil d'assistance à la fabrication. Il est capable de programmer une machine-outil à commande numérique (informatisée), un robot, et d'en simuler le fonctionnement. Une démonstration de cette capacité a été faite, récemment, au salon Productique 84, à la porte de Versailles. La simulation permet ainsi d'éviter l'étape de la série et d'accélérer le processus

d'industrialisation. Cette manipulation, encore à l'état de prototype, devrait être généralisée chez Computervision fin 1984-début 1985.

Pour être encore plus performant, le CDS-4000, dédié principalement à la CFAO, devait s'intégrer dans un système informatique classique, afin qu'il y ait imbrication des données graphiques et mathématiques — caractérisant les produits à fabriquer — et des informations nécessaires à la politique industrielle et commerciale d'une entreprise (données économiques, études sociologiques, gestion de stocks...), au sein d'une grande base de données, mémoire de l'entreprise. D'où l'annonce, début mai à Boston (Massachusetts), par Computervision, du CDS-5000, centré sur un ordinateur IBM de la série 43XX (4361 et 4381).

Simultanément au CDS-5000, Computervision a annoncé un matériel CFAO bas de gamme, moins puissant, le CDS-3000. C'est un terminal graphique intelligent, monoposte, doté d'un microprocesseur 32 bits, d'un clavier et d'une « souris ». L'utilisateur a la faculté de modifier et de mixer sur l'écran, autant qu'il le souhaite, textes, schémas, dessins industriels, graphiques, et de les imprimer ensuite automatiquement. Un poste CDS-3000 peut être relié à un autre CDS-3000 ou à un CDS-4000 par l'intermédiaire d'un réseau local, type Ethernet. Ce matériel vise le marché bas de gamme des PMI, en pleine expansion, et devrait intéresser les bureaux d'architectes ou d'ingénieurs. Ce terminal, dans une autre version, peut aussi être utilisé pour transférer directement des données à une machine-outil à commande numérique ou à un centre d'usage.

Pour faire front à ses concurrents, Computervision offre donc toute une panoplie d'outils CFAO, du plus simple au plus puissant, utilisant un grand nombre de logiciels spécialisés, et tous capables de dialoguer entre eux et avec de grandes bases de données. Dès la fin de 1984, le transfert à distance des plans, schémas, modèles entre plusieurs postes de travail CFAO pourra être effectué grâce au réseau SNA (Systems Network Architecture) d'IBM ou par le réseau Transpac.

Tous les dessins, les plans concernant un produit, et les caractéristiques physiques (cotations, mesures, contraintes propres aux matériaux...) sont ainsi mis en mémoire, ainsi que les données relatives à la gestion de la production. Cette information — modifiable — permet de programmer en conséquence robots et machines-outils à commande numérique, et de faire démarrer la fabrication d'un produit au moment voulu, dans la forme désirée, dans la quantité souhaitée.

Plusieurs machines-outils à commande numérique, approvisionnées par des robots et pilotées par ordinateur constituent ce qu'on appelle des « ateliers flexibles », dispositifs beaucoup plus souples que les chaînes de fabrication classiques, puisque l'on peut adapter rapidement ces « cellules » de fabrication à la réalisation d'un produit nouveau demandé par le marché. L'ensemble CFAO, grosses bases de données, ateliers flexibles et moyens de communication, préfigure les usines du futur, complètement intégrées, ce que les Anglo-Saxons appellent CIM (Computer Integrated Manufacturing).

CHRISTIANE GALUS.

La main de l'ordinateur

Un allié de choix pour la création industrielle.

À qui sert la conception assistée par ordinateur (CAO) ? Essentiellement à concevoir, à l'aide de l'informatique, un nouveau produit industriel (circuit intégré, automobile, navire, avion en engin spatial, verrerie, chaussure, etc.), ou une structure complexe (raffinerie de pétrole, centrale nucléaire).

À partir d'un clavier de fonctions, l'ingénieur ou le projecteur font apparaître sur l'écran de leur poste de travail CAO des éléments géométriques élémentaires — des points, des courbes (droites, cercles, cônes), des lignes droites — qu'ils assemblent ensuite pour figurer l'objet final. Tout ce processus s'effectue au moyen de calculs scientifiques, intégrés à l'ordinateur, et en tenant compte des paramètres physiques des matériaux qui seront utilisés lors de l'étape industrielle. Après avoir conçu et dessiné un produit, le concepteur va lui donner l'aspect de la réalité grâce à la figuratin des surfaces, du volume et de la couleur. Puis il va tester sur son écran les réactions de ce produit soumis à diverses forces (vibrations, mouvements de l'air, torsions, usure, chaleur, courant électrique, etc.). Lorsque tout apparaît satisfaisant, il peut passer à l'étape industrielle, en programmant des machines-outils et des robots en fonction du produit qui vient d'être conçu et en suivant le processus de la fabrication sur un écran. Tout cela peut être fait à partir du

même terminal que celui qui a permis la CAO. On a alors affaire à un terminal CFAO (conception et fabrication assistées par ordinateur).

La gestion des dessins et des volumes sur l'écran CAO — chaque point sur un écran est géré par ordinateur, y compris les intensités de couleurs (1), — la simulation de ce qui peut arriver à un matériel soumis à diverses forces, sont rendues possibles grâce à des outils mathématiques puissants et des logiciels spécialisés. Ces outils immatériels font toute la richesse des outils CAO-CFAO, si évolués et si sophistiqués soient-ils. Ce sont eux qui permettent en effet le calcul et la visualisation de surfaces, de formes et de volumes complexes : ce sont eux encore qui autorisent la représentation du relief.

La France a une place très importante dans le domaine des logiciels CAO-CFAO. Les constructeurs automobiles et aéronautiques français — et américains — ont été parmi les premiers fournisseurs de « matière grise » dans ce domaine. Le logiciel CATIA — outil de génération et de manipulation de surfaces complexes qui n'ont pas de représentation mathématique simple, — mis au point par Dassault, a été jugé suffisamment intéressant par IBM pour être commercialisé par ce dernier dans le monde entier (2).

Puissance de calcul accrue des ordinateurs — obtenue



grâce à la miniaturisation des composants — et finesse de résolution des tubes cathodiques utilisés en CAO se conjuguent pour offrir, aux yeux des profanes ébahis, les formes complexes, mobiles et colorées présentées sur les écrans. On ne peut nier l'impact esthétique produit par cette féerie de couleurs. De vulgaires tuyauteries en deviennent agréables à

regarder. D'autant qu'il est possible de jouer avec l'image, en faisant grossir un détail, ou en montrant une coupe de ce même détail. Rien d'étonnant, donc, à ce que la CAO soit utilisée pour des applications artistiques : le projet de pyramide du Louvre a été simulé sur un système CAO de Computervision.

Il est des produits pour lesquels l'esthétique joue un rôle important. L'automobile, par exemple. Ou encore les flacons de verre pour parfums de luxe. Un écran de CAO peut faire apparaître sans problème un projet d'automobile sous tous ses angles, avec les perspectives et les couleurs désirées. Ensuite, lorsque la forme du véhicule a été choisie, il faut intégrer des données beaucoup plus austères, mais combien intéressantes pour le constructeur et le client, telles le poids de la voiture et sa consommation d'essence au kilomètre...

De même, la société française Saint-Gobain Desjournières, qui détient 50% du marché mondial des flacons de verre pour parfums, a mis en mémoire sur ordinateur toutes les formes de flacons qu'elle a déjà commercialisés. Or, un flacon de parfum ne doit ressembler à aucun autre. Il doit avoir une forme exclusive. Aussi le client choisit-il la firme de son choix, et à partir des flacons mémorisés dans la banque de données, avec quelques modifications, Saint-Gobain Desjournières réalise un nouveau modèle. La CAO lui a permis d'accélérer le cycle de production et de faire passer le plan-projet de dix jours à vingt-quatre heures.

C. G.

(1) Un terminal graphique couleur peut gérer un million de points (1800 x 1200) et deux cent cinquante-six intensités de couleur.

(2) Le Monde du 22 décembre 1981.

Machines pour l'élite

Les outils CAO ou CFAO rendent d'indiscutables services. Mais comment réagissent les ingénieurs et projecteurs (1) que l'on forme à l'utilisation de matériels qui modifient profondément leurs habitudes de travail ? En interrogeant les utilisateurs, on se rend compte que les difficultés d'adaptation de ces personnels, pourtant hautement qualifiés, sont aussi importantes que celles vécues par les personnels administratifs face à l'informatique ou à la bureautique.

Un ingénieur, travaillant dans une société française d'ingénierie, explique ainsi que sa société « a du mal à former des opérateurs réellement opérationnels » sur des machines CAO haut de gamme. Après environ trois mois d'initiation, sur cent personnes formées, ingénieurs et projecteurs, il y a seulement 25 % de réussites, le taux de succès étant plus important chez les premiers que chez les seconds. De plus, un ingénieur en génie civil par exemple, qui s'initie à la CAO et y réussit, « devient un spécialiste CAO, mais se coupe des autres ingénieurs de son groupe ». Comme il domine bien le système CAO qui lui est confié, la société aura tendance à l'utiliser de plus en plus pour la CAO, aux dépens de son propre travail d'ingénieur en génie civil. Les opérateurs CAO doivent donc « être hautement spécialisés, et ne plus faire que cela, car il n'est pas possible de travailler épisodiquement sur un système CAO très performant et très riche en potentialités ».

Il est certain, aussi, que la motivation du personnel joue un rôle important, et qu'un ingénieur qui a envie de travailler sur CAO aura plus de chances de réussir et de devenir opérationnel qu'un autre qui y sera plus ou moins contraint.

Par ailleurs, le poste CAO étant interactif, il faut mettre à ses commandes des personnes ayant « un niveau de responsabilité minimum, capables de prendre rapidement une décision et de dialoguer en temps réel avec la machine ». Mais « comme à terme, aussi, tout le personnel concerné par la CAO travaillera sur ces outils », cette société d'ingénierie est en recherche de machines plus simples et plus accessibles. Pour la partie de dessin, par exemple, il n'est pas nécessaire selon elle d'utiliser des matériels complexes et coûteux. « Un écran alphanumérique classique ou même une carte perforée peuvent tout à fait saisir un dessin et le transférer ensuite à un poste de travail CAO plus important ».

Malgré les difficultés d'adaptation de son personnel, cette société reconnaît toutefois que « le service offert par les outils CAO est nettement supérieur au service proposé par des moyens traditionnels », même si « il est difficile de s'appuyer sur la productivité qu'ils génèrent, tout simplement parce que la manière de travailler n'est pas du tout la même, et qu'il y a une plus grande sécurité de projet, grâce à la base de données où tout est mémorisé ».

C. G.

(1) Le projecteur est le collègue direct de l'ingénieur de bureau, une équipe de dessiniste d'association.

chevico 135A

Op. Miss 1550

Comment ne pas arriver à tout savoir sur rien

A Montpellier, rencontre au sommet sur le thème de la complexité.

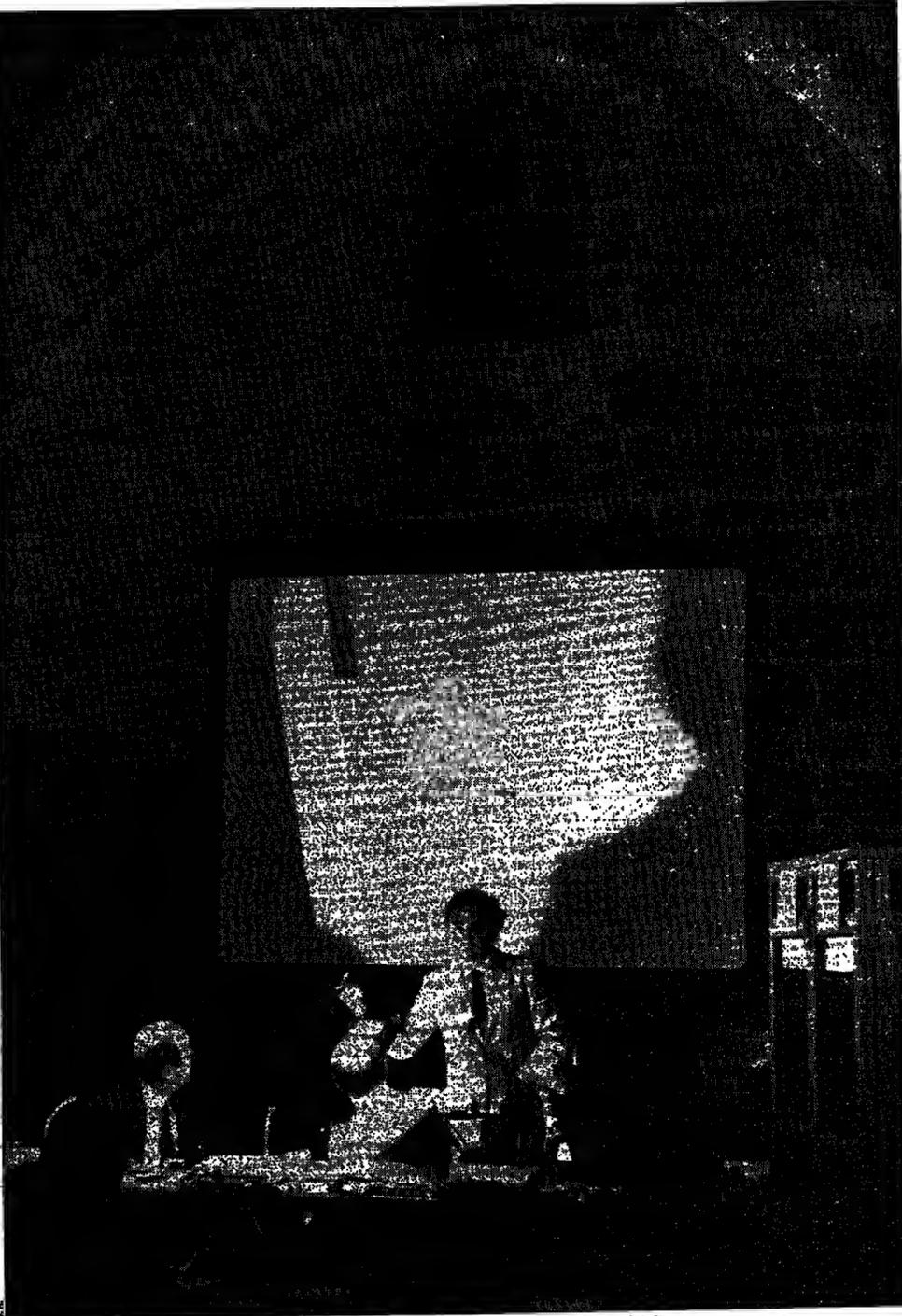
machines
pour l'élite

VOUS convoquez - sous l'égide de l'université des Nations unies et de l'institut pour le développement et l'aménagement des télécommunications et de l'économie de Montpellier - une bonne vingtaine de très grosses têtes ; vous les disposez dans un endroit silencieux, sans public - ce qui évite les effets mondains ou rhétoriques, - puis vous faites travailler tous ces gens sur la complexité. Il en sort - bien sûr - plus de complexité encore. Mais souvenons-nous du *Bonheur des dames* de Zola : c'est au désordre que Boucicaut dut sa fortune. Il avait d'abord tout ordonné, bien rangé tous ses produits. Puis, poussé par un démon - qui n'était pas encore baptisé par Maxwell, - il bouscula tout. Ainsi, perdus dans les labyrinthes complexes, les acheteurs vont parcourir le hasard, et dépenser tout leur argent... Cette année, près d'une demi-douzaine de colloques traiteront de ce thème, mais il n'est pas près d'être défriché, puisqu'il emprunte à la quasi-totalité des sciences contemporaines.

Comment se parler, même si l'on est spécialiste de la communication ? Après une mise en route qui n'était pas dénuée de généralisations hâtives - les grandes organisations ont leurs contraintes diplomatiques, - le colloque de Montpellier a pris forme. Cela fait plusieurs années que des gens comme Henri Atlan, Von Foerster, Edgar Morin, Jean-Pierre Dupuy, Ilya Prigogine, Jean-Louis Le Moigne, Henri Laborit, pour ne citer que quelques-uns des présents, pratiquent vraiment ce sujet. Pourtant, l'une des difficultés résidait dans le fait d'articuler correctement les niveaux, puisque changer de code c'est changer de complexité.

La complexité c'est, étymologiquement, un tissu (*complexus*) qui rassemble l'un et le multiple. Pour la pensée classique, c'est le fouillis, le pur désordre, un retard dans la belle odyssée progressive de la science. Pourtant, c'est au cœur de la physique - qui rêvait d'un monde bien fixé, bien ordonné - que le complexe est venu apporter ses désordres. De la thermodynamique à la structure générale du cosmos, en passant par la microphysique, on a trouvé partout de l'intégration et de la désintégration. Et la vie ou le social ne remettent aucun ordre dans les questions ! Bref, il s'agissait pour ces gens - dont la bêtise n'est pas le fort, je simplifie scandalement, - d'abandonner la pensée de l'invariant.

Au début de ce siècle, le Russe Bogdanov - théoricien des sciences dont on redécouvre l'œuvre en Amérique du Nord - faisait de la jonction des complexes le défi du savoir moderne. Désormais, il ne s'agit plus de faire de la complexité un obstacle, mais un stimulant. Quand Léonard de Vinci « découvre » la circulation du sang, il fait, certes, de l'anatomie, tout comme Michel-Ange ou Raphaël. Mais ceux-ci ne prennent en compte que la forme ou la position, et pas la fonction des parties. En changeant de complexité, l'auteur de la *Joconde* dessine d'après la fonction : il comprend ! Pourtant, puisqu'il y a du complexe, aucun exemple n'est généralisable. Ainsi, quand Herbert A. Simon - très souvent cité ici - parle de l'itinéraire de la fourmi, il montre bien que l'apparente complexité de ce déplacement re-



« Des gens dont la bêtise n'est pas le fort. » Debout, Henri Atlan.

flète - pour une grande part - la complexité de l'environnement. Bravo ! Mais quand il propose d'exploiter - sans précautions suffisantes à notre goût - cette hypothèse en remplaçant les fourmis par des hommes, je crains qu'il ne mêle les niveaux.

De fait, il est très difficile de prendre en compte les niveaux d'organisation, de laisser de côté les théories simplificatrices qui - benoîtement - proposent des corrélations entre le taux de chômage et les votes, entre les jeux d'échecs programmés sur ordinateur et toutes les capacités de l'intelligence humaine, entre les simulations et les langages naturels. Ainsi, Edgar Morin avance un exemple-clef pour notre temps : celui de la nature de l'URSS. Même reconnu, le système concentrationnaire peut être rejeté comme un phénomène secondaire, temporaire, provoqué essentiellement par

l'encerclement, par les difficultés inhérentes à la construction du socialisme. Au contraire, on peut en faire un noyau central du totalitarisme. Selon ces opérations complexes de hiérarchisation, de centralisation, de disposition de l'information, notre analyse de l'URSS changera radicalement.

Prendre en compte le complexe, c'est se garder des opérations qui importent des métaphores généreuses, ce qui n'effraie pas le physicien Olivier Costa de Beauregard. Certes, il est souhaitable d'agir avec des informations complètes. Cependant, si un médecin veut multiplier les examens à l'extrême, en vue d'un savoir quasi total, il va perdre du temps. Agir, ce sera savoir jouer avec la durée, maîtriser rapidement un déficit d'informations. La pensée de la complexité se trouve obligée de marquer des différences entre les organisations purement physiques (les atomes, les tour-

billons, les étoiles) et les systèmes auto-organisés biologiquement. Ainsi la bactérie, et plus généralement tous les êtres vivants - humains compris - réagissent souvent selon un déterminisme trivial. Pourtant, quand un être humain vivant se complexifie, il peut devenir capable de concevoir d'autres choix. Et c'est à ce carrefour que l'on retrouve les liens entre la complexité et le social.

Soit un exemple emprunté, partiellement, à Jean-Pierre Dupuy : l'effet de panique dans une foule. Etymologiquement la chose est très simple. Tout cela provient du dieu Pan, ce farceur qui a fait qu'une petite fluctuation locale s'est brutalement amplifiée jusqu'à embrasser tout l'espace. Freud - qui analyse la chose - voit dans la foule une cohésion libidinale qui tire sa force de l'amour du chef, qui amène à renoncer à son égoïsme. Donc tous aiment le chef plus qu'eux-mêmes,

puisque ils sont capables de lui sacrifier leur vie. Qu'arrive-t-il lors d'une panique ? Les liens affectifs complexes qui réunissaient ces gens se trouvent désagrégés.

En effet, lorsque les liens collectifs sont défaits, chacun devrait retrouver son intérêt propre. Or l'on sait qu'il n'en est rien, et il y a là paradoxe, puisque les gens se mettent de plus belle à copier les uns sur les autres. Dans la panique, la foule a reconstitué une direction. Que fait-on lorsqu'on émet ce genre d'hypothèse ? On essaie de comprendre tous ces actes individuels - j'obéis ou je fuis, - qui ont modifié une situation sans que l'environnement ait fourni d'informations véritablement neuves. Dans la fuite, chaque sujet s'est mis à fabriquer de la signification.

Néanmoins, cet exemple n'est pas réductible à une description unique, et il s'agit d'apprendre à saisir cette situation à divers niveaux. Car les

notions d'énergie, de matière, d'information, sont - selon les divers ordres choisis, - diversément distribuées. Prigogine aime à souligner que les faits de nature - et a fortiori de société - sont très loin des calmes modèles de gestion harmonieuse et centralisée auxquels nous avons accoutumés l'idée d'organisme.

Partout l'histoire des idées ne cesse de vouloir réduire le complexe, de ramener le monde, le social, à des notions généralisantes. On pourrait aisément montrer comment le social a, tour à tour, été traité comme ruche, comme organisme, comme architecture, en pointant également que toutes ces formes visent - en postulant une genèse extra-sociale, - à exclure la complexité de l'auto-institution. Or, dire que le social est « comme une ruche », ou dire que la physique est « structurée comme le bouddhisme zen », c'est procéder à la même opération. Dans les deux cas on se rassure, on postule un fondement, une maîtrise, une bonne grille d'analyse...

Lacan aimait raconter une histoire. Peu avant sa mort, un vieil Arabe répartit sa fortune entre ses trois fils. L'aîné en aurait la moitié, le puîné le quart, le benjamin le sixième. Mais comment partager onze chamcaux sans sacrifier plusieurs bêtes ? Fort marris de cette complexité, les frères veulent en venir aux mains. Le père ajoute alors un chamcau supplémentaire en signalant : « Je vous le donne pour permettre le partage, mais il me reviendra plus vite que vous ne l'imaginez. » Effectivement ce chamcau supplémentaire, indispensable, symbolique prêté un instant, - va permettre le partage...

En revanche - et c'est très heureux - le colloque n'a pas trouvé de chamcau qui permette une bonne répartition de la complexité. Car cette « improbabilité essentielle » bouscule les savants contemporains. Ainsi on ne peut passer trop vite du microscopique au macroscopique, ni faire - sans rigueur extrême - de simples appels à la pensée de l'Orient. En fait, il y a là un enjeu décisif, à savoir - comme aime à le dire Laborit : « Que les spécialistes ne soient pas des gens qui en arrivent à tout savoir sur rien. » Ces questions abstraites ont des applications tout à fait décisives. Ne pas importer des modèles, c'est, par exemple ne pas développer le tiers-monde sur le modèle des villes, ne pas oublier les rapports de communication qu'entretiennent les communautés locales, villageoises, ne pas grossir le nombre de bidonvilles en imposant des modèles de communication inadaptes. La vraie difficulté c'est de saisir les modèles des autres.

Aujourd'hui les développements des physiques, des biologies, les métamorphoses de la science, rencontrent, de nouveau, la question de leur alliance avec les grandes interrogations philosophiques. Divisés, les grandes épistémologies contemporaines - Lakatos, Khun, Feyerabend, Hinton, Elkann, - savent maintenant qu'il est vain de rêver d'une science qui serait vierge de tout postulat métaphysique. Mais les métaphysiciens savent aussi qu'il est impossible de rêver d'une science qui donnerait un modèle simple, unifié, intégré.

CHRISTIAN DESCAMPS.

La génétique est à l'aube d'une révolution. Grâce aux techniques moléculaires, l'exploration

L'avenir dévoilé

LES diverses instances gouvernementales et scientifiques du pays sont interpellées de façon pressante par les développements très rapides d'une science nouvelle : la génétique moléculaire, qui ouvre pour l'exploration et la manipulation du patrimoine génétique humain des perspectives sans précédent.

Grâce à l'utilisation conjuguée des enzymes de restriction, des sondes génétiques et du polymorphisme, ce ne sont plus seulement les grandes anomalies des chromosomes ou les déficiences chimiques évidentes que l'on peut reconnaître, mais la déficience partielle d'un seul gène, parmi les millions qui commandent tout le fonctionnement de l'organisme. La cartographie héréditaire humaine est en cours d'établissement et les biologistes moléculaires estiment qu'avant cinq ans, ils pourront identifier la totalité des maladies génétiquement transmises. Si l'on sait que les plus graves d'entre elles justifient le tiers de toutes les admissions hospitalières pédiatriques, une très grande partie des internements de longue durée et concernent 40 000 nouveau-nés chaque année en France, on mesure leur importance sur le plan de la santé publique.

Mais la société n'est nullement préparée aux perspectives économiques et morales ouvertes par les nouveaux moyens de connaissance qui se déploient à l'heure actuelle dans les « arrière-boutiques cliniques » de quelques laboratoires isolés (cinq pour tout le pays).

Le Comité national d'éthique doit rendre public incessamment à l'intention des autorités administratives et judiciaires son sentiment sur les conséquences qu'entraîneront ces travaux, sur le message évident d'eugénisme qu'ils véhiculent, et sur les dangers qu'implique leur divulgation pour les libertés individuelles.

Les scientifiques parlent de « révolution », de « fracas moléculaire », de « effervescence universelle ».

De leur côté, les familles douloureusement frappées par des maux héréditaires se constituent en groupes de pression, exigeant que les méthodes les plus coûteuses soient mises en œuvre pour une détection précoce, que les informations ainsi recueillies leur soient données et les avortements des enfants imparfaitement systématiquement accomplis.

La solidarité envers les handicapés était jusqu'à présent étroitement liée en Occident aux codes législatifs et à la morale communautaire. Les percées d'une science nouvelle appellent à l'évidence une large information du public afin qu'un développement anarchique et dangereux ne puisse le dévier de ses objectifs.

Dr E.-L.

Clinique médicale

VALMONT

70 chambres
1823 CLIJON-MONTREUX
(Suisse)
T. 19-41/21/63 48 51 (10 lignes)

Ouverte toute l'année
Toutes affections de médecine interne.
Réduction intensive après affections cardio-vasculaires et rhumatismales.
Suites de traitement hospitalier (médecine interne, toute chirurgie.)
Service de radiologie, ultrasonographie, laboratoire permanent, physiothérapie intensive.
Brochure et tarifs sur demande.
Dir. : H. Tuor.

Prédire la maladie : dilemme matériel

Parents et chercheurs aux bords de l'affrontement

TOUTES les cellules du corps humain contiennent une information complète de capital génétique, dont elles n'utilisent qu'une faible partie. Cette information est contenue dans les vingt-trois paires de chromosomes de leurs noyaux qui recèlent un nombre considérable de gènes, lesquels commandent la fabrication des matériaux — enzymes et protéines — dont l'organisme a besoin.

Ces gènes, dont l'ensemble constitue le patrimoine héréditaire, ne sont rien d'autre que des fragments plus ou moins grands d'acide désoxyribonucléique (ou ADN), longues molécules enroulées en double échelle, issues de l'enchaînement de quatre composants élémentaires, les nucléotides, portant quatre bases : adénine (A), thymine (T), cytosine (C) et guanine (G). La séquence de ces bases forme un alphabet à quatre lettres qui code l'information génétique.

Une anomalie dans la structure d'un gène quelconque dans la répartition ou le nombre de ses bases entraîne une erreur de fabrication des protéines ou des enzymes dont il est l'architecte. Ainsi s'expliquent, par exemple, les distortions de la molécule d'hémoglobine entraînant les graves maladies du sang que sont la thalassémie (populations méditerranéennes) ou la drépanocytose (anémie falciforme : race noire). Les défauts de structure des gènes responsables ont pu être identifiés tout récemment, grâce aux méthodes modernes d'étude de l'ADN, et l'apparition de ces maladies peut donc être prévue dès la vie fœtale par l'examen d'une cellule quelconque prélevée dans le liquide amniotique, le sang du fœtus ou les villosités placentaires qui l'entourent.

Il y a environ deux mètres d'ADN empacétés dans chaque noyau cellulaire, et l'organisme humain contient environ trois mille milliards de cellules ; mis bout à bout, tous les gènes que constitue cet ADN

représentent un ruban qui pourrait, remarque David Weatherall (revue *New Scientist*, 5 avril 1984), faire huit mille fois l'aller et retour de la Terre à la Lune.

Lorsque les chercheurs s'efforcent d'identifier, par exemple, le gène responsable de la mucoviscidose, due à un défaut enzymatique, c'est dans un paquet d'ADN qui en contient plus de 6 millions de la même taille (1 000 à 2 000 bases, par exemple) qu'il leur faut le trouver !

Pari à première vue impossible, et qui devait le rester jusqu'à la mise au point récente de techniques nouvelles relevant de la génétique moléculaire et qui sont aussi à la base des biotechnologies du futur.

La découverte, couronnée par un prix Nobel en 1978, d'enzymes dits « de restriction », capables de couper les rubans d'ADN en morceaux à des endroits précis, comme le feraient des ciseaux, a permis de circonscrire les recherches et d'identifier les fragments anormaux — trop longs ou trop courts — chez des malades (les thalassémiques par exemple) en comparant leur structure aux fragments semblables — mais sains — d'individus en bonne santé.

L'usage de sondes radioactives (segment d'ADN ou gène connu marqué par un corps radioactif) venant s'apparier à la structure identique du morceau d'ADN que l'on cherche à reconnaître permet de repérer la présence du gène anormal, soit directement, soit parce que l'on connaît les séquences d'ADN qui sont situées à son voisinage et qui lui sont liées.

La nature du défaut chimique responsable de nombre de maladies héréditaires est inconnue, et aussi difficile à découvrir qu'une aiguille dans une meule de foin. Mais l'expérience toute récente de la gé-

nétique moléculaire et de la cartographie génique montre qu'il est souvent plus aisé de trouver le défaut du ruban d'ADN responsable de la maladie que son mécanisme chimique lui-même.

Il en est ainsi de la myopathie de Duchenne, de la chorée de Huntington, de la mucoviscidose, etc., dont l'on pourra repérer le gène responsable dès que la sonde radioactive appropriée sera trouvée, alors même que l'on ignore tout de leur mécanisme.

Le diagnostic de la maladie ou l'existence d'un gène déficient chez ceux qui en sont porteurs — le transmettant à leurs descendants, mais ne l'exprimant pas, — peuvent aussi être affirmés par des chemins plus détournés, issus d'une découverte qui fit, il y a sept ans, « l'effet d'une révolution » (1).

Ce que l'on savait de la génétique provenait jusqu'alors de l'étude des gènes d'êtres vivants simples, comme les bactéries ou les virus, étude que l'on extrapolait à l'homme, selon l'adage de Jacques Monod, « ce qui est vrai pour la bactérie l'est aussi pour l'éléphant ». Or les moyens techniques progressaient, les biologistes purent enfin étudier directement les gènes des mammifères, des oiseaux et des amphibiens. Ils virent alors, non sans stupeur, que la régularité chimique et structurale qu'ils avaient constamment observée jusqu'alors n'existait plus dans le patrimoine héréditaire des êtres vivants plus évolués. Sa structure, le message génétique qu'il porte, étaient interrompus en de nombreux endroits par des « encarts » apparemment non fonctionnels, variables d'une famille à l'autre, et que l'on nomma « introns », le terme d'*« exons »* étant réservé aux portions, invariables, fonctionnelles, des gènes, à celles qui « codent » pour les protéines ou les enzymes.

Dependant que les biologistes s'acharnaient à découvrir

les fonctions exactes de ces introns, dont il existe de très nombreuses variétés, les généticiens découvrent, plus récemment encore, une application médicale à cette fluidité des formes.

Ils voient en effet que lorsqu'ils soumettent le patrimoine génétique d'une cellule, son ADN, à toute la batterie d'enzymes de restriction (plus de cent cinquante actuellement) destinées à le couper en fragments, ces fragments diffèrent dans leur morphologie selon les individus ou les familles, même lorsqu'ils constituent le support d'un même groupe de gènes et d'une même fonction.

Ce « polymorphisme » se révèle un outil d'une extraordinaire richesse, et les publications s'accroissent, qui se réfèrent à son usage pour l'étude des maladies héréditaires.

Si l'on trouve, par exemple, chez les membres d'une famille où sévit la chorée de Huntington (maladie nerveuse héréditaire), dont on ne connaît ni le mécanisme ni le gène, une structure particulière d'une portion d'ADN, identifiée par des « sondes génétiques » chez tous les sujets atteints, — et chez eux seuls, — on peut en déduire que cette structure est transmise de génération en génération, en même temps que le gène anormal inconnu responsable de la maladie. Il est dès lors possible d'identifier par ce biais aussi bien les individus apparemment normaux, mais « conducteurs » du mal que les porteurs ou les malades adultes qui sont atteints.

C'est ainsi que l'on a tout récemment identifié le « stigmate » de la maladie de Huntington, tant chez les parents qui la transmettent que chez les enfants qui en mourront, et cela en ignorant toujours et pour l'instant la nature de la maladie et du gène responsable. Les femmes qui transmettent l'hémophilie B (par déficience du facteur IX de coagulation) ont pu être identifiées de la même façon, cepen-

dant que des équipes françaises (2) réussissent à isoler et à fabriquer (cloner) le gène responsable de cette maladie.

On peut raisonnablement espérer, dit le professeur Jean Rosa (Créteil), qui dirige l'un des laboratoires français engagés dans ces techniques extraordinaires, que l'on pourra bientôt repérer de la sorte les stigmates, chez les parents conducteurs, de la mucoviscidose, de la myopathie de Duchenne et de la phénylcétonurie, maladies héréditaires hautement invalidantes, et mortelles à brève échéance, pour les deux premières. Mais il s'agit d'une procédure longue, car il faut recommencer tous les examens chez tous les membres de chaque famille étudiée. Et il s'agit surtout d'une procédure extraordinairement onéreuse, non seulement en raison de la multiplicité des études qu'elle implique, mais de leur coût. La France n'a aucune industrie pour la fabrication des outils de base de cette génétique moléculaire en plein essor : les sondes radioactives comme les enzymes de restriction viennent tous de l'étranger, et chaque examen coûte de 6 000 à 25 000 francs.

Les cinq laboratoires français spécialisés dans ces techniques reçoivent, au fur et à mesure, des échantillons cellulaires expédiés de tout le pays... et même des Antilles. Mais le fonctionnement de ces laboratoires est des plus aléatoires dans la mesure où ils n'existent pas encore en tant qu'entités hospitalières et ne survivent, tant pour leur personnel que pour leur fonctionnement, que sur des budgets de recherche.

Or, dit encore le professeur Rosa, avant cinq ans d'ici nous pourrions détecter par les sondes moléculaires et le polymorphisme non seulement les maladies de l'hémoglobine, comme c'est le cas actuellement, mais toutes les maladies héréditaires...

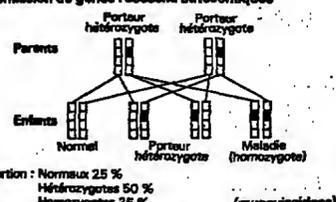
Récessif ou dominant

1) Lorsqu'un seul des deux gènes a fonction en principe identique qui se trouve sur les deux chromosomes (autosomes) de la même paire est défectueux, et que son homologue normal peut assurer la fonction en question, on le dit récessif. Les individus qui le portent transmettent la maladie sans en montrer les signes (hétérozygotes) et leurs descendants (un enfant sur quatre) ne seront atteints que s'ils reçoivent une double dose de ce gène altéré (un du père, un de la mère). On les dit homozygotes. La mucoviscidose, la phénylcétonurie, la galactosémie, la maladie de Tay-Sachs, la thalassémie majeure ou l'ataxie de Friedreich sont transmises de cette façon.

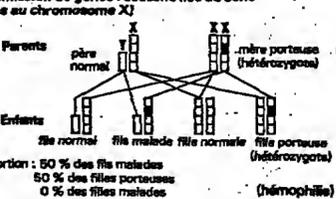
2) Il est d'autres cas où le gène atteint (on le dit alors dominant) peut entraîner la maladie à dose unique. Un enfant sur deux d'un tel parent est alors atteint à son tour (hétérozygote). Tel est le cas, par exemple, des thalassémies mineures, de l'achondroplasie, de la chorée de Huntington, des rétinoblastomes ou des reins polykystiques.

3) Lorsque le gène atteint, récessif, se trouve sur l'un des chromosomes X de la paire féminine sexuelle, une fille sur deux sera transmettrice de la maladie et un garçon sur deux sera atteint. La daltonisme, l'hémophilie, la myopathie de Duchenne, certains diabètes sont dans ce cas.

Transmission de gènes récessifs autosomiques

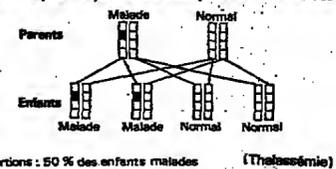


Transmission de gènes récessifs liés au sexe (= liés au chromosome X)



Transmission de gènes autosomiques dominants

Situation la plus fréquente : l'un des parents seulement est affecté



D'après « Précis de génétique » de P.-E. FERRIER Éditions PAYOT

Fréquences des différentes indications de diagnostic prénatal

1) Analyse chromosomique	90%
dont anomalie chromosomique parentale	7%
âge maternel	63%
enfant précédent avec anomalie chromosomique	13%
maladie liée au sexe	9%
autres indications	9%
2) Maladies de métabolisme	2%
3) Anomalies du tube neural (spina bifida, etc.)	3%
4) Maladies diagnostiquées par génie génétique	50%

Anomalies les plus fréquemment découvertes

Anomalies chromosomiques (mongolisme le plus souvent)	1 nouveau-né sur 700
Maladie du chromosome X fragile (débilité mentale)	1 nouveau-né sur 750 (de 1 à 3 pour 1 500 garçons)
Mucoviscidose	1 nouveau-né sur 2 000
Hémophilie	1 nouveau-né sur 2 500 (1 sur 5 000 garçons)
Myopathie de Duchenne	1 sur 2 500 (1 sur 5 000 garçons)
Drépanocytose	1 nouveau-né sur 400 aux Antilles

ORIGINAIRE ANNIVERSAIRE DE LA DÉCOUVERTE DE LA RADIOACTIVITÉ ARTIFICIELLE

Cette exposition s'attache à retracer l'histoire des recherches qui devaient conduire à la découverte de la radioactivité artificielle par Irène Curie et Frédéric Joliot en janvier 1934.

Utilisations actuelles des radio-isotopes : Expériences, maquettes, objets historiques, stands vidéo en illustrant abondamment le contenu.

TROIS EXPOSÉS PAR JOUR JUSQU'AU 9 SEPTEMBRE 1984

PALAIS DE LA DÉCOUVERTE, avenue Franklin Roosevelt, Paris 12^e

afelico 1550

Je Miro 1984

du patrimoine héréditaire a commencé.

et moral

Et il est aisé d'imaginer la pression qui va dès lors s'exercer, qui s'exerce déjà, sur ces laboratoires, de la part des familles qui ont vécu le drame d'un enfant anormal et condamné, et qui feront tout, à l'avenir, pour éviter le renouvellement de ce drame, soit en renonçant à jamais à la procréation par la stérilisation (alors qu'elles ont une chance sur deux, ou trois chances sur quatre, selon la nature du défaut génétique, d'avoir un enfant normal), soit pour les femmes qui se croient transmettrices de la maladie (sœurs d'hémophiles par exemple) en renonçant à jamais au mariage.

Les généticiens et les biologistes moléculaires qui maîtrisent ces techniques sont en train de préparer un projet pour le gouvernement afin de trouver une issue à l'impasse que représente la situation actuelle.

La Sécurité sociale sera certainement conduite à rembourser ces examens, qui, pour l'instant, ne conduisent qu'à des gestes préventifs mais non thérapeutiques. Il y aurait lieu d'autre part de créer d'urgence des postes hospitaliers universitaires dits « mono-appareillants » pour relayer les chercheurs qui se livrent actuellement à ces études dans ce qu'ils nomment leurs « arrière-boutiques d'applications cliniques ».

En outre, de graves problèmes éthiques se posent déjà aux généticiens moléculaires comme aux pédiatres et aux obstétriciens, problèmes dont le développement prévisible de ces techniques « de pointe » ne manquera pas d'accroître la gravité.

Les techniques conjuguées des enzymes de restriction, des sondes moléculaires et du polymorphisme génétique ouvrent en effet la voie à l'identification précoce d'individus porteurs d'une tare génétique dont les effets sont parfaitement évitables chez l'enfant, au prix — par exemple — d'un régime draconien. Tel est le cas de la phénylcétonurie, dont les effets désastreux (débilité mentale profonde) peuvent être complètement évités par une diète particulière suivie de façon rigoureuse durant les cinq ou dix premières années de la vie. Mais les filles ainsi traitées, lorsqu'elles atteignent l'âge de procréer, mettent au monde des enfants anormaux... et la malédiction génétique n'a donc pu être vaincue que provisoirement.

Tel est le cas d'une autre maladie métabolique, la galactosémie, accessible à un régime sévère qui autorise une vie normale aux enfants atteints, ou de l'hémophilie, dont les victimes peuvent également mener une vie normale, mais au prix de traitements continus extraordinairement coûteux.

La fatalité congénitale ou génétique, subie depuis des siècles, avec désespoir ou résignation, comme un châtiment céleste, est, de plus en plus, refusée par les sociétés occidentales. La limitation des naissances et la diminution remarquable de la mortalité infantile ont vu naître l'exigence de l'enfant programmé, certes, mais aussi de l'enfant parfait. Les médecins et les chercheurs-généticiens sont aux prises avec des familles qui exigent des examens particulièrement complexes et coûteux dont elles entendent que la collectivité les assume, et qui réclament des avortements systématiques devant la moindre anomalie, fût-elle compatible

avec une vie pleinement épanouie.

La loi ne donne aux médecins le droit de refuser ni les uns ni les autres, et l'attitude qu'ils adoptent dépend pour l'instant d'un code moral qui leur est personnel. Ils attendent des instances scientifiques, du Comité national d'éthique et des administrations responsables que des directives leur soient fixées, qui traduiront non leur morale personnelle ou celle des familles éprouvées, mais une éthique communautaire.

Or, si elle conduit en Occident à la protection des handicapés, cette éthique se heurte à la fois aux possibilités nouvelles de la science et aux difficultés sans cesse accrues que soulèvent le financement des systèmes de santé et la prise en charge, exceptionnellement coûteuse, des affections héréditaires, lesquelles justifient, en pédiatrie, le tiers de toutes les admissions hospitalières.

Les intéressés savent que la pente sur laquelle s'engage la génétique moderne est à la fois exaltante et dangereuse...

Une équipe danoise vient d'identifier sur le chromosome 11, et près du gène de l'insuline, la séquence chimique qui confère une vulnérabilité particulière à l'athérosclérose. On sait déjà reconnaître, par les groupes tissulaires notamment, les sujets qui courent le plus grands risques d'avoir une maladie rhumatismale hautement invalidante ou un diabète. Les futurs schizophrènes ou dépressifs seront étiquetés dès leur naissance, et fichés les familles qui leur donneront le jour...

La commission Informatique et libertés est saisie d'une demande des généticiens, conduits par le professeur A. Boué, pour que soient fichés par un ordinateur central, sous une forme codée garantissant le secret médical, toutes les informations dont ils disposent, comme c'est déjà le cas en Ecosse et dans les pays scandinaves.

Faute d'un tel archivage, un jeune apparemment normal mais porteur d'une tare héréditaire, et dont les parents ont bénéficié de conseils génétiques, risque, lorsqu'il se mariera, de tout ignorer de sa situation. Ce qui, estimant les associations de familles, est une atteinte inacceptable aux libertés. Et de nombreux parents français se voient réduits à déposer chez un notaire, à l'intention de leurs héritiers, l'information en question... lorsqu'ils ont pu l'obtenir.

Ainsi cheminent une science et une médecine, nées il y a moins de quinze ans, entre la crainte et le triomphalisme, le secret médical et le droit à l'information, le refus de la fatalité et le désir qu'exprime la société d'accueillir et d'aider les plus défavorisés de ses membres.

La boîte de Pandore a été ouverte en 1984, disent les généticiens moléculaires. Chacun doit en être informé, car il est clair qu'ils ne veulent et ne peuvent assumer seuls les perspectives qu'ouvre le nouvel et fabuleux outil du génie génétique.

Dr ESCOFFER-LAMBIOTTE.

(1) Antoine Danchin et Piotr Slobiniski, numéro spécial de la Recherche consacré à « La génétique et l'hérédité », Mai 1984, 29 F.

(2) Callies de M. Jays (Trasylol, Strasbourg), J.-L. Mandel (unité de biologie moléculaire et de génie génétique de Strasbourg) et M.-G. Martzi (Centre de génétique médicale de Marseille La Timone).

Le fœtus en pleine lumière

Quinze années de recherches pour tout savoir.

OUTRE les techniques futuristes de la génétique moléculaire, les médecins disposent aujourd'hui de plusieurs méthodes leur permettant de faire précocement un bilan très complet de l'état de l'enfant à naître, celui dont on ne savait encore rien, ou presque rien, il y a moins de quinze ans.

● L'échographie autorise une vision détaillée de la morphologie du fœtus, de l'état de son crâne, de son cerveau, de ses membres, de la présence éventuelle de hernies abdominales ou d'anomalies pulmonaires ou urinaires, de la mobilité, et cela dès le début de la grossesse (douze à treize semaines). Il s'agit d'échos d'ultra-sons renvoyés par les tissus fœtaux et traduits en

de fibres optiques placé dans une sonde de 2,2 mm de diamètre.

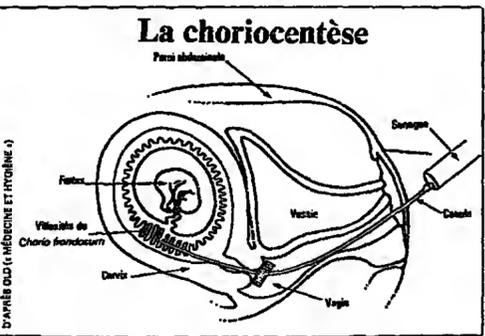
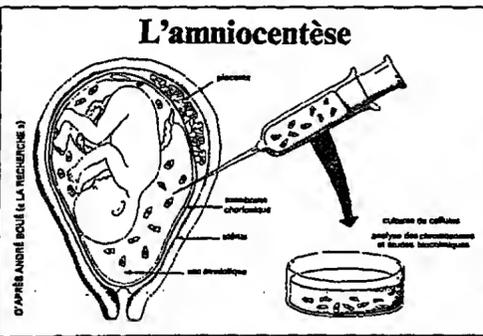
● L'amniocentèse, ou prélèvement d'un peu du liquide amniotique dans lequel baigne l'enfant à l'aide d'une aiguille introduite au travers de l'abdomen, se fait au début de la dix-huitième semaine de la grossesse. Elle permet tous les diagnostics génétiques par l'examen des chromosomes que contiennent les différentes cellules du fœtus flottant dans ce liquide. Les grandes anomalies des chromosomes peuvent être ainsi repérées (mongolisme, par exemple, ou trisomie 21, dont la fréquence augmente considérablement lorsque la mère a plus de trente-huit ans) après une mise en culture de

lement nécessaires par une simple aspiration, beaucoup moins éprouvante que les avortements du second trimestre. De nombreux diagnostics ont pu être faits par l'application à ces prélèvements cellulaires précoces des méthodes du génie génétique. Ils sont cependant réservés — pour l'instant tout au moins — aux défauts génétiques graves qui impliquent l'atteinte d'au moins 25 % des enfants. En effet, les examens dits « de routine », qui devraient être pratiqués par amniocentèse chez toutes les femmes enceintes âgées de plus de trente-huit ans, sont, dans 97 % des cas, normaux, et il est donc impensable d'utiliser chez elles une technique nouvelle et dont la sécurité n'est pas encore formellement confirmée,

lui, indemne, l'interruption de la grossesse étant pratiquée pour les autres.

L'effervescence des recherches en cours sur le génie génétique, le fait qu'on peut aujourd'hui extraire les gènes du cœur des cellules, les disloquer, les analyser, les y remettre ou en synthétiser de nouveaux, laissent à penser que l'étape suivante de l'histoire de la génétique humaine, celle du traitement se substituant à l'élimination sélective, n'est sans doute pas très éloignée.

Ici, on fait fonctionner à nouveau un gène infirme. Là, on s'efforce d'introduire dans les cellules de la moelle osseuse, par le moyen d'un virus, un gène intact qui doit se substituer au gène défectueux. On dessine — laborieusement — la



images par un système informatique. Ils n'exigent donc aucune irradiation. Mais leur lecture demande une grande habitude, et des obstétriciens comme les professeurs Henrion ou Surcouf déplorent de voir la multiplication insensée de ces examens par des médecins inexpérimentés... ou intéressés à leur remboursement.

● La fœtoscopie, qui est plus aléatoire, permet à la fois de repérer des anomalies plus fines (becs de lièvre, etc.) et de prélever du sang ou des tissus fœtaux — la peau notamment — pour les analyser. Elle consiste en l'introduction au travers de l'abdomen, sous anesthésie locale, d'un système

ces cellules, l'étalement de leur patrimoine génétique et son découpage artisanal aux ciseaux. Ces examens prennent environ trois à quatre semaines, et si l'enfant est atteint, l'interruption de la grossesse ne peut se faire que vers le cinquième mois. Ils coûtent environ 2 500 francs (dont 500 francs pour l'amniocentèse) et sont remboursés 1 400 francs par la Caisse nationale d'assurance-maladie (dont 900 francs pour le laboratoire).

Des dosages biochimiques peuvent être faits également — bien que plus rarement — sur les cellules en culture, auxquelles les techniques de la génétique moléculaire (analyse de l'ADN) peuvent être aussi appliquées.

● Le prélèvement direct de sang fœtal par ponction de la veine ombilicale donne pour ces analyses chimiques de bien meilleurs résultats. Il a été mis au point tout récemment par une équipe française (celle du docteur Daffos, à l'hôpital du Bon-Secours, Paris) : il exige des spécialistes parfaitement entraînés et permet de diagnostiquer de nombreuses maladies héréditaires, comme les hémophilies, la rubéole ou la toxoplasmose du fœtus, les atteintes graves de l'hémoglobine (drépanocytose ou thalassémie), etc.

● Le prélèvement de trophoblaste, ou villosité d'origine fœtale unissant l'enfant au placenta de sa mère, a été mis au point plus récemment encore. Il peut être fait dès la cinquième semaine de grossesse et n'exige aucune immobilisation ou anesthésie car les cellules fœtales sont recueillies par voie vaginale. Il est trop récent et les cas en sont trop nombreux pour que l'on puisse en évaluer exactement les risques. Mais les avantages sont, eux, évidents, à commencer par la précocité d'un diagnostic qui permet de procéder aux interruptions de grossesse éventuel-

comme le rappelle le professeur André Boué. (Centre international de l'enfance). Il y a environ 15 000 grossesses qui entrent chaque année en France dans cette catégorie. 30 % seulement de ces femmes bénéficient d'une amniocentèse, tant par défaut d'information — dans les milieux socialement défavorisés — que par insuffisance des centres spécialisés : il en existe vingt-huit en France, alors qu'il en faudrait cinquante, et tous sont dans le secteur public. Les actes techniques qui y sont accomplis ne sont pas cotés à la nomenclature et non de la thérapeutique. Mais la Caisse nationale d'assurance-maladie les rembourse sur la base d'une convention passée avec l'association de ces vingt-huit centres, tous hospitalo-universitaires.

Il faut ajouter à leur nombre les cinq laboratoires de pointe qui utilisent les méthodes longues, coûteuses et si prometteuses de la génétique moléculaire, et qui ont une activité clinique de plus en plus importante, aux frais non des hôpitaux ou de la Sécurité sociale, qui les ignorent, mais... des budgets de recherche de l'INSERM ou du CNRS.

Outre le cas des futures mères de plus de trente-huit ans ou de celles qui ont contracté une rubéole ou une toxoplasmose impliquant des risques pour l'enfant à naître, la batterie de diagnostics génétiques est mise en œuvre dans les familles où est né un premier enfant anormal (atteint, par exemple, d'une hémophilie, d'une maladie de Tay-Sachs, d'une myopathie ou autres).

Grâce à cela, il est possible, pour les parents ainsi éprouvés, et qui se savent porteurs d'une bombe génétique à retardement, d'avoir à coup sûr, en raison des lois de transmission héréditaire, un enfant qui sera,

cartographie génétique humaine : plus de 1 700 gènes humains ont été localisés exactement, et 50 ont été entièrement analysés.

Les pistes sont prometteuses, à la mesure des difficultés qui les jalonnent. Mais quels que soient les espoirs thérapeutiques concernant certains défauts du patrimoine héréditaire, les lois de sa transmission restent et resteront aussi inexorables que l'évolution des espèces vivantes qu'elles ont permise au long des millénaires passés, et dont elle garantissent l'intégrité pour les siècles à venir.

Dr E.-L.

Plus jamais

« L'aveit feim, tout le temps, il m'engeait sans cesse, mais il ne grossissait pas et il restait petit. Son ventre était ballonné, et il avait une diarrhée permanente. »

Il toussait constamment, du matin au soir. L'été comme l'hiver. Il étouffait. Il avait des bronchites tout le temps. Nous devions lui faire faire plusieurs fois par jour des séances d'une gymnastique spéciale, épuisante, pour vider ses poumons. Et ensuite, lui donner de l'oxygène à l'aide d'un appareil spécial.

Il n'a cessé de maigrir, il n'a cessé d'étouffer, et nous allions de crises d'asthme en pneumonie et d'empyème en diarrhées.

Il est mort à six ans, d'étouffement. Nous lui donnions toujours de l'oxygène, jour et nuit, mais ses poumons ne pouvaient plus l'absorber. Son ventre était énorme, douloureux, et lui si frêle. Plus jamais nous ne voulons revivre un calvaire comme celui-là, partager l'interminable souffrance de l'enfant pour qui nul ne peut rien et qui s'achemine vers la mort à petit feu parce que nous, ses parents, nous lui avons transmis un mal que nous portons, sans le savoir.

(La mucoviscidose.)

Livres

● Génétique, par le professeur J.-M. Robert. 433 p., 240 F. Flammarion Médecine éd.

Le meilleur ouvrage, le plus complet et le plus clair de tous ceux parus jusqu'à ce jour et destinés aux enseignants de biologie, aux étudiants ou aux praticiens.

● La grande aventure de la génétique, par le professeur Philippe L'Héritier. 389 p., 98 F. Flammarion éditeur.

L'histoire de la génétique depuis un siècle et les étapes qui la conduisent aux développements étonnants de la biologie moléculaire de ces toutes dernières années, en passant par la génétique des animaux et des populations humaines. Une vulgarisation un peu hardie, mais de haut vol.

● La génétique et l'hérédité. Numéro spécial de la Recherche, mai 1984. 180 p., 29 F.

Abondamment illustré, préfacé par le professeur André Lwoff, prix Nobel, ce numéro spécial rédigé par dix-sept des plus brillants spécialistes français, apporte une mine d'informations parmi les plus récentes, les plus complètes, sur la science de l'hérédité.

l'exploration
itériel
ent
Nos indicateurs
FERRUCI
MONT ROUGE
VITE ARTIFICIEL

Archéologie industrielle : on ne détruit plus les grands « colosses » qui ont

L'usine-temple donnée aux poètes

Fiat invite vingt architectes à transformer son premier sanctuaire.

MINUIT. Turin est en liesse. La Juve a remporté la Coupe des coupes, contre Porto, à Bâle. Autour de la gare de Porta-Nuova, le centre de la cité industrielle et austère résonne de hurrahs. Sur le corso Vittorio Emanuele, les klaxons appuient le mouvement des étendards noir et blanc, cousus maison on achetés au coin des rues.

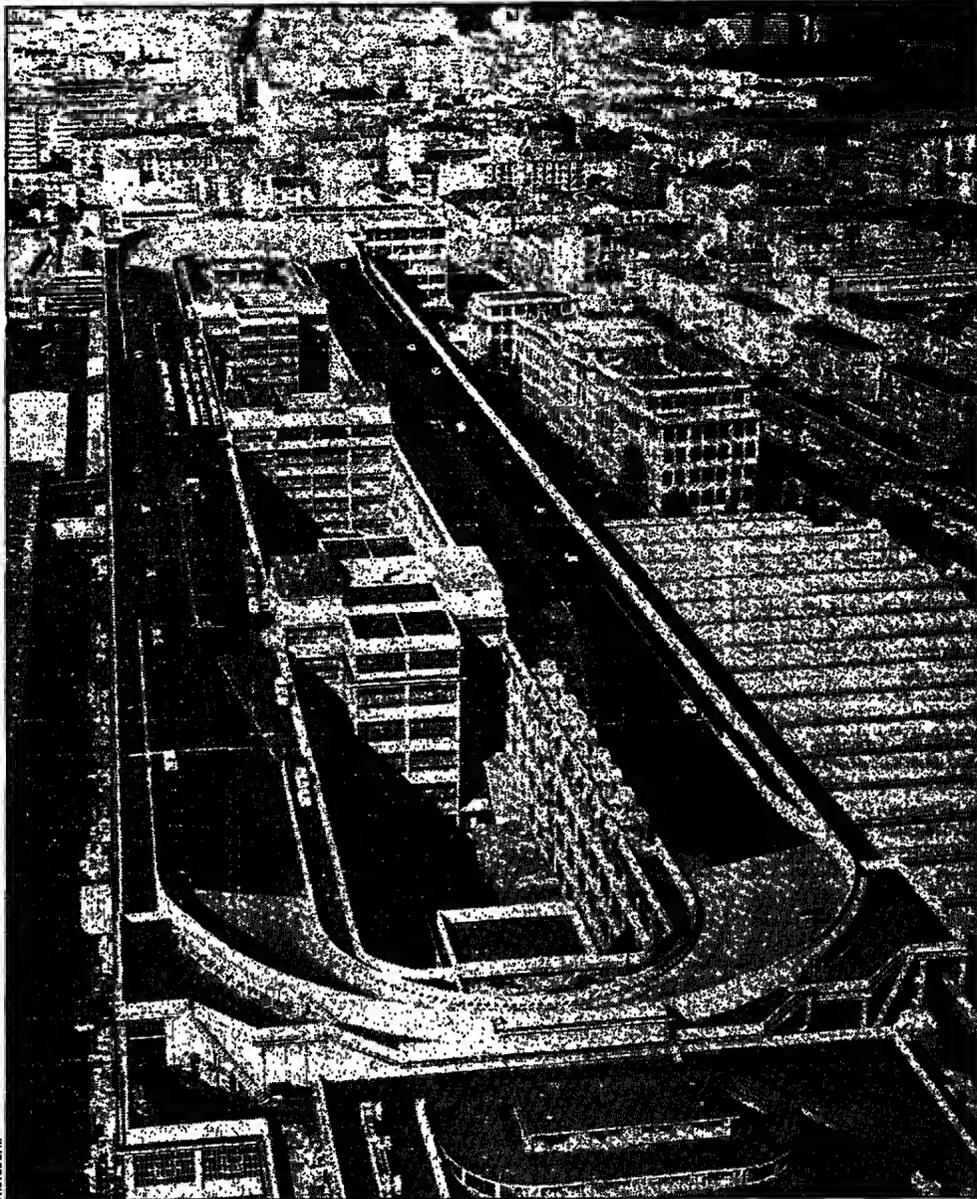
Partout, en ville, des bandières et des affiches annoncent une autre fête : comme un jeu de cubes colorés, les lettres bousculées du mot Lingotto. Le nom ne dit rien à l'étranger. Pour le Turinois, il désigne une usine. L'usine. Celle de la Fiat, inaugurée dans les champs, non loin du P6, en 1923, fermée en mars 1982, alors rattrapée par la ville.

Les banderoles annoncent une exposition, des conférences, autour du concours d'idées lancé par la firme automobile pour la réutilisation de cet édifice. Une opération à la fois commerciale, politique et culturelle, comme l'Italie sait les combiner.

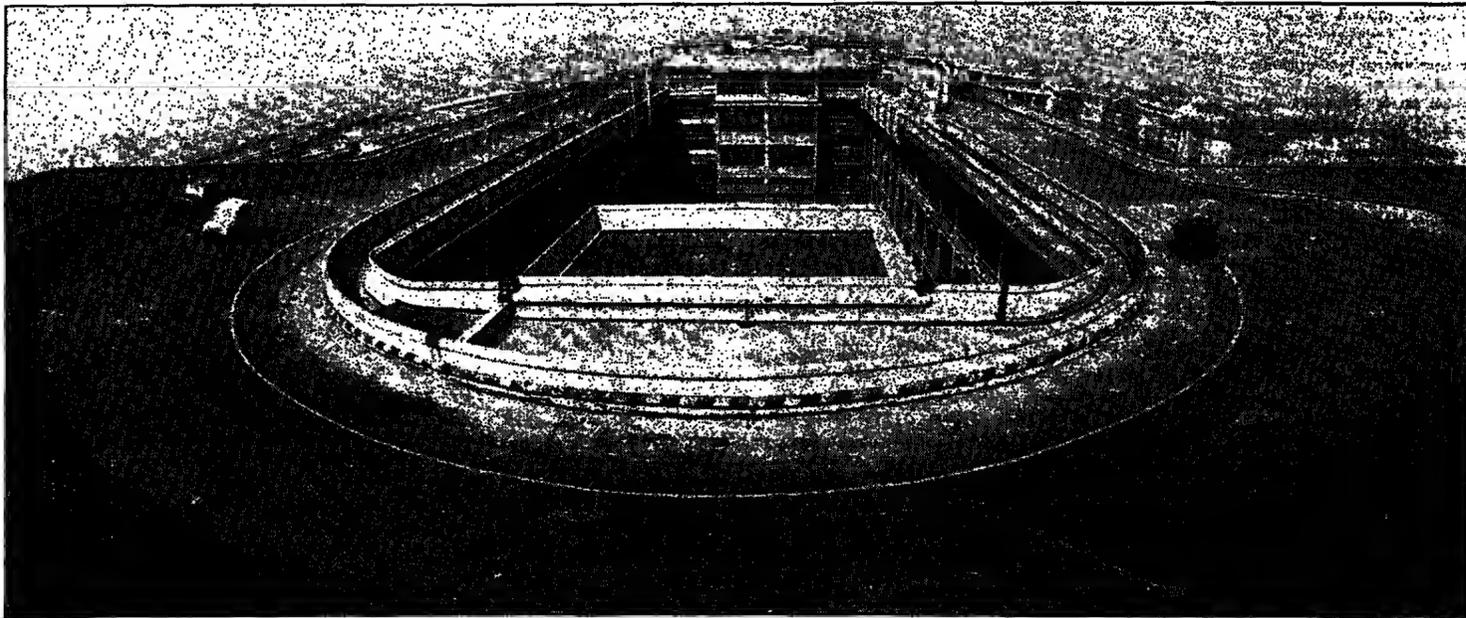
Grand comme le château de Versailles, comme feu le Crystal Palace à Londres, ou comme le Circus Maximus à Rome, le bâtiment principal a des façades de 507 mètres de long, régulièrement percées, sur trois étages, de grandes baies vitrées de 6 mètres de large. Sur le toit, une piste d'essai de plus de 1 kilomètre, avec virages relevés; fait de cet édifice qui ne serait que gigantesque un véritable mythe, sauté comme tel dès sa construction.

C'est *Il Colosso*, « par excellence... » (en français dans le texte). Le « navire fabuleux » conçu par l'ingénieur Giacomo Mattè Trucco a pour modèle les usines Ford de Detroit. Un commentateur y voit à l'époque « l'Amérique débarquant sur les rives du Pô ».

Inauguré par le roi et son chef du gouvernement, Benito Mussolini, visité par des chefs d'Etat au même titre qu'« une église, une école ou un arsenal », ce Lingotto est un modèle pour Le Corbusier lui-même. Il se fait photographier sur la piste du toit en 1934, alors qu'il vient de proposer pour Alger le « plan-obus » composé d'immeubles-autostrades.



Inauguré en 1923, le « navire fabuleux » de l'ingénieur Giacomo Mattè Trucco, ou « l'Amérique débarquant sur les rives du Pô ».



Si, dans sa rigueur « florentine », selon Le Corbusier, l'interminable façade est peu attrayante, les deux rampes d'accès à la piste, spectaculaires ouvrages de béton, pré-cocés (1926), créent à leur manière un choc aussi magnifique que la chapelle baroque du Saint-Suaire.

« Il y a dix ans, ils auraient tout démolli », dit l'un des architectes consultés par Fiat. Aujourd'hui, ce « témoin » est vénéré comme « pièce d'archéologie industrielle », et on souhaite officiellement qu'il donne à Turin une « fonction nouvelle, multiple, excitante et complexe ».

Les dirigeants de la société s'en défendent ouvertement, mais il s'agit d'abord pour Fiat d'une opération politico-commerciale. Une société qui a doublé ses bénéfices l'an dernier et s'apprête à multiplier par six son capital (*le Monde* du 16 mai) peut se permettre d'inaugurer une exposition fastueuse... dans un bâtiment désaffecté, d'y convier la presse internationale et d'inviter la population à exprimer son opinion sur un matériel audiovisuel et informatique dernier cri.

Même si rien d'autre ne se passe au Lingotto pendant des années, la presse et la télévision locales auront témoigné du souci des dirigeants de la Fiat de ne pas abandonner ce véritable morceau de ville de 18 hectares, au sud-est du centre, le long d'une gare de marchandises elle-même en voie d'être transférée.

Le message s'adresse principalement aux autorités politiques, la région, la commune, actuellement peu en état, à vrai dire, de se poser des questions sur l'aménagement de la cité. Plusieurs adjoints socialistes sont en prison à la suite du scandale qui a éclaté l'an dernier (corruption, etc.), et le maire communiste, M. Diego Novelli, a d'autres soucis que de donner suite aux accords de principe initiaux sur la réutilisation du terrain. Car la Fiat, en dépit d'un pouvoir économique considérable comme premier employeur de Turin (100 000 personnes sur les 240 000 employés du groupe), ne pourrait pas disposer à sa guise d'un tel territoire. C'est donc aussi pour provoquer le dialogue avec les autorités

che 11 00 135A

Le projet de Luigi Pellegrini, qui s'inspire du plan-témoin de l'Augustus : de ré-édifier le temple par de grands pilastres et colonnes de la poste sur la base.

Jp Mio 1950

fait naître le monde moderne. On les protège, on les aménage, on les transforme. Ainsi du Lingotto de Turin.

qu'elle a pris l'initiative de ce concours après de vingt architectes connus et d'une publication, en fanfare, des résultats.

L'action culturelle, enfin. C'est un souci qu'ont plus fréquemment que d'autres les industriels italiens de laisser un nom dans le domaine des arts, appliqués ou non à leur production. Des fondations (la Fondation Agnelli, par exemple) ou les entreprises elles-mêmes (Olivetti en particulier) subventionnent des expositions, des musées, font travailler les artistes, éditent des livres, font appel à de « bons » architectes.

Catalogue luxueux, présentation détaillée des projets, et de l'œuvre déjà réalisée (contre les honoraires et le remboursement des frais) : les architectes n'ont pas à se plaindre de cette promotion quasi publicitaire de leur travail, dans une opération qui aura coûté au total 1 milliard de lires, soit environ 5 millions de francs.

Au moment où la plupart des grandes villes ont le souci de ces « friches industrielles », de ces carcasses qui ne font même pas de belles ruines, la question de leur réemploi est d'intérêt général : le musée, comme on le fait à La Villette, à Paris, est-il la seule issue ? Pent-on, comme on l'a fait à Lille, à Elbeuf et ailleurs, installer des logements vastes, lumineux, avec terrasses, à la place des machines ?

Le problème ne se posera pas chez Renault, à Boulogne-Billancourt : la Régie, qui avait, pendant des années rempli les espaces libres au fur et à mesure des besoins, a fait récemment le choix de réorganiser rationnellement son domaine, et de rester là. Un nouvel atelier, le « 57 métal », reconstruit par Claude Vasconi, sera mis en service prochainement. Mais les difficultés financières n'ont pas permis à la Régie de faire reconstruire par l'Américain Richard Meier l'immeuble de bureaux du siège.

Pour Fiat, qui fabrique ses voitures dans la banlieue de Turin depuis longtemps, les étages du Lingotto (on veut aujourd'hui des usines à plat) étaient un handicap. Travail aussi l'idée de rentabiliser ce terrain bien placé : le ralentissement économique et démographique actuel écarte, semble-t-il, toute pression spéculative immédiate.

Hôtels de luxe dans les docks Sainte-Catherine à Londres, centre commercial, restaurants et cinémas dans une chocolaterie à San-Francisco. Les « reconversions » tournent toujours autour des mêmes idées : musée des techniques, boutiques, logements, équipements pour le sport, que l'on retrouve dans les propositions des vingt.

Sans illusion sur l'immensité des transformations concrètes du lieu, les architectes appelés ont fait un concours... de rêves, plus que d'idées. En couleurs, en maquettes (moulées dans une grande plaque de caoutchouc pour Gaetano Pesce, farceur de service), ils ont brodé sur le thème du gigantesque.

Comme si le million et demi de mètres carrés déjà construits ne leur suffisait pas, certains en ont rajouté : trois tours en forme de marteaux pour le musée de la classe ouvrière proposé par l'Autrichien Hans Hollein ; un hôtel au-dessus du bâtiment principal pour « finir » la silhouette en paquebot pour Fehling et Gogel, disciples allemands de Mendelssohn.

D'autres ont voulu noyer la bête dans un parc, comme John Johansen de New-York, tendance écolo, et Lawrence Halprin, Californien, tendance participationniste, frappé sans doute par *La dolce vita*, qui propose un remake hollywoodien, géant, de la fontaine de Trevi. Pour des bains collectifs.

Certains se sont sentis à l'étroit sur les 18 hectares de Fiat. Ils ont annexé les voies de chemin de fer voisines et pensé à l'avenir de tout le centre-ville : Gaetano Pesce avec cent quatre-vingt-dix (!) immeubles nouveaux dans un grand parc et une tour de 90 mètres de hauteur pour « décentraliser de Rome le ministère du travail, celui de la culture allongé à Venise ». Vittorio Gregotti, l'architecte milanais qui s'en prend au « territoire » et qui voulait lancer un pont bâti de 1 kilomètre de longueur pour l'Exposition universelle à Paris, a redessiné tout un quartier, déplaçant au Lingotto la gare de voyageurs, et les activités qui s'y rattachent. Cesar Pelli, l'Américain de New-York, a vu Turin à l'image de l'Amérique avec des rues tracées au cordeau et des arcades, déjà dans le style de la ville.

Se limitant au bâtiment, évinçant plus ou moins l'entourage, certains renforcent le mythe : Gae Aulenti, responsable de l'aménagement intérieur du musée d'Orsay à Paris, est prête à loger au carré mille trois cent soixante-cinq familles dans cette cité géante. Plus malin, Ettore Sottsass y installerait une « ville dans la ville » avec théâtres, cinémas, logements et commerces de part et d'autre d'une galerie vitrée. « Si l'on veut que ça marche, il faut que ce soit rentable, dit-il. Une bonne affaire. »

Trois projets se font remarquer par leur enlèvement iconoclaste : ils cassent tout. Aldo Rossi adosse à une moitié conservée des édicules de toutes formes, comme un Luna-Park. Renzo Piano, notre homme-Beaubourg, découpe le Lingotto en tranches, tend des toiles de couleur, et ajoute des structures métalliques variées, pour faire oublier la boîte.

Richard Meier fait carrément descendre par une rampe oblique la piste jusqu'au sol, introduisant une gigantesque disymétrie et accommodant ainsi, sur pièces, la rigueur moderniste à son obsession virtuose du mouvement qui déplace les lignes.

Mais le plus ironique, le plus dérisoire, est le projet de l'Anglais James Stirling. Ruinant à demi un bâtiment annexe, il place le Lingotto au centre d'un parc d'attractions, double le coup de l'ellipse fautive avec des arènes plus grandes encore, et aménage une voie triomphale bordée de voitures-sphinx en marbre blanc, conduisant à un musée qui se visiterait en voiture. Le premier musée *drive-in*.

La boucle est bouclée : quatre-vingts modèles de voitures sont sortis du Lingotto pendant soixante ans, de la petite Fiat 500 de 1936 (la Juva 4 des Italiens), baptisée Topolino et vendue 8 900 lires, « voiturette du travail et de l'épargne », selon Mussolini, à la Lancia Delta des dernières années. Ils y retourneraient, accompagnés de l'âme de milliers d'ouvriers.

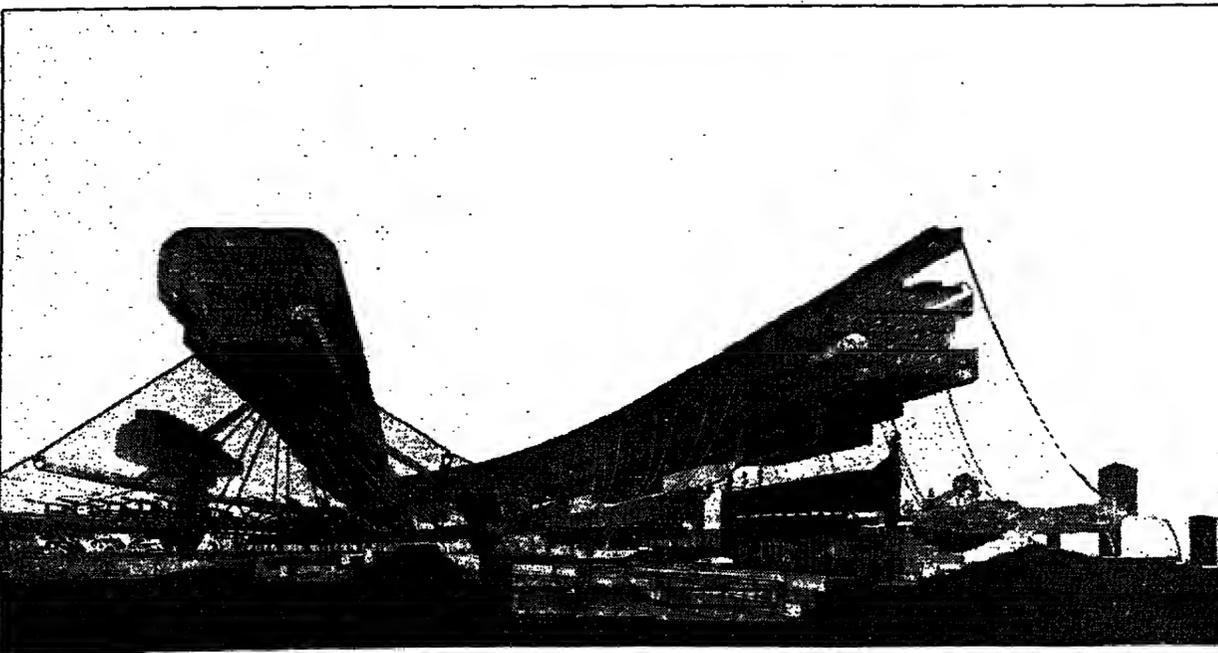
Tandis que les robots sortent deux mille six cents voitures, chaque jour, à Mirafiori. Avec seulement vingt-quatre hommes.

MICHELLE CHAMPENOIS.



« Si, dans sa rigueur florentine, l'interminable façade est peu attrayante, les deux rampes d'accès à la piste, spectaculaires ouvrages de béton, précoces (1926), créent à leur manière un choc aussi magnifique que la chapelle baroque de Saint-Sauro... »

Le projet de Luigi Pellegrini, un de ceux qui s'emparent le plus vivement du Lingotto : démolition du rez-de-chaussée, remplacé par de grands piliers et couverture de la piste sur le toit.



Le coaxial des familles

Une autre télévision dans les foyers.

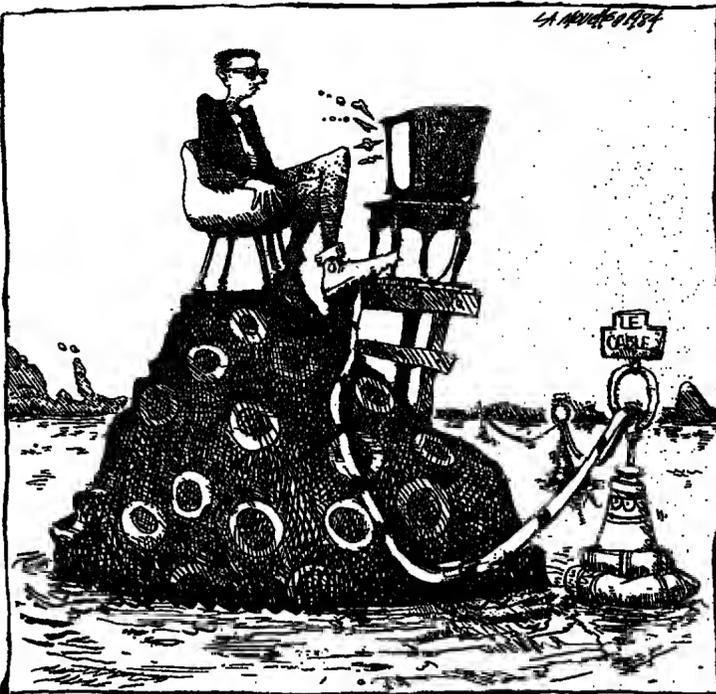
A PRÈS les municipalités de Montpellier et de Paris, celle de La Courneuve (Seine-Saint-Denis) a signé, mardi 22 mai, un protocole d'accord avec le ministère délégué aux PTT pour le câblage de la ville. Cet accord, également approuvé par le président du conseil général du département, M. Jean-Louis Mons, fixe le cadre de la coopération entre tous les partenaires concernés et prévoit, « sous réserve des études », qui devront être réalisées, une première commande de douze mille prises en fibres optiques « avant la fin de l'année 1984 ».

Le document indique en outre que le réseau, « dimensionné dès l'origine, pour permettre un taux de pénétration avoisinant les 100 % », pourra « être étendu, commune par commune, à l'ensemble du département de la Seine-Saint-Denis, le conseil général pouvant jouer le rôle de coordonnateur ».

Simultanément aux négociations entre l'Etat et les collectivités locales, plusieurs d'entre elles conduisent ou préparent des expérimentations ou un développement de leurs réseaux existants avec la mission TV câble que préside M. Bernard Schreiner.

C'est le cas de Grenoble et d'Echirolles, qui ont signé un protocole d'accord avec la mission, jeudi 10 mai, ou de plusieurs agglomérations de la « ville nouvelle » de L'Isle-d'Abeau, qui mène en ce moment une opération de préfiguration.

Préfiguration ? « Recherche-action, plutôt », corrige le responsable de la mission TV câble, M. François Brottes, chef d'orchestre de cette expérience dans l'Isère. « Ce que nous testons ici, c'est avant la façon dont les habitants reçoivent des nouveaux



programmes qu'une manière de faire travailler les gens ensemble ».

L'environnement s'y prête bien. Pour quelque cinq mille deux cents foyers déjà câblés en coaxial, cette technologie n'est pas nouvelle. Mais, à une timide expérience pirate près, elle n'avait jusqu'à présent servi à autre chose qu'à retransmettre les chaînes de radio et de télévision du service public.

Du 12 au 25 mai, le câble y aura servi deux programmes supplémentaires : Téli4 et Téli5. Soit environ quatre cents heures de créations originales ou de rediffusions sur mesure. « Nous avons voulu dépouiller l'expérience de toutes considérations théoriques ou idéologiques », explique M. Brottes, « et réunir le maximum de bonnes volontés sur un même terrain ».

Au total, une quarantaine de producteurs, petits pour la plupart, et autant de participants venus prêter main-forte. Encadrés par quelques professionnels du service public, c'est en fait toute une escouade d'amateurs qui est à l'œuvre et qui s'essaye à la télévision : le chef de plateau est photographe, l'assistant de réalisation à la région s'occupe d'une petite maison de production vidéo, le

coordonnateur des programmes est animateur d'un centre culturel, les présentateurs viennent de radios locales, les cadenciers sont des étudiants de Grenoble, la scripte est pigiste à FR 3, la lumière sur le plateau est assurée par une maison qui fait des éclairages de scène...

Et cela marche ? Oui. Non sans accrocs, certes. Mais réunir en quatre mois, avec un budget de 1,5 million de francs, autant de personnes qui ne se connaissent pas, venues d'horizons différents, avec des matériels empruntés de-ci de-là à Thomson, Matra, ou d'autres encore, tenait de la gageure (1). Pendant une quinzaine de jours, on aura bel et bien fait dans cette Maison pour tous du hameau de Villefontaine une « autre » télévision.

Des directs avec les enfants et les profs, des émissions de variétés avec des artistes un peu hors des circuits du « show-biz », une télévision du matin (des 7 heures !) avec des nouvelles locales, des jeux interactifs comme celui proposé par une petite société de production, Gilbert Hus consultants, où les téléspectateurs explorent une ruine en choisissant, par téléphone, leur chemin. Gare aux monstres qui surgissent au détour d'un souterrain. En réalité, échappés d'un ordinateur pour venir s'incruster sur l'écran...

Certes, beaucoup de reportages un peu lancinants et mal ficelés, trop de vidéo-chips ou de déjà vu. Même si, sur l'une des deux nouvelles chaînes, certains téléspectateurs peuvent choisir leurs émissions en votant par Minitel.

Ici, dans cette « ville nouvelle à la campagne » digne d'Alphonse Allais, tout le monde teste, cherche, furete et s'interroge. Les « petits » du coin, comme les « grands »,

comme TDF, qui est venue se faire la main avec son équipement de tête de réseau n° 001. Comme TF1 encore, qui a décidé de miser sur les réseaux câblés.

Pour la première fois, en effet, la plus vieille des chaînes est venue s'aguerir, sur le terrain, au média le plus nouveau. En proposant, soit des émissions à rediffuser (telles que « Les animaux du monde » ou « Hip Hop », par exemple), soit des matériaux pour permettre un réalisateur local de construire un ensemble original.

« Même avec des taux d'écoute records de 30 %, une chaîne nationale ne peut vraiment amortir ses productions avec un seul diffuseur », explique M. Martin Even, chargé de mission au cabinet du PDG de TF1. Il est donc normal que nous proposons notre matière, brute ou sous une forme différente adaptée aux réseaux câblés, qui vont manquer de programmes de qualité à prix abordable ».

Même si TF1 n'espère guère trouver dans les réseaux locaux de quoi financer à moyen terme plus de 10 % de ses productions, la chaîne ne veut pas, non plus que les deux autres, laisser passer ce rendez-vous de futur. Un groupement d'intérêt économique (GIE) avec la RFP-TV 1 est en projet, une quinzaine de personnes travailleraient déjà à mi-temps pour mettre au point une « banque » de quelque deux cents heures de programmes.

ERIC RONDE.

(1) Le coût de l'expérience se répartition ainsi : frais de programmes, 45 % ; frais techniques et de fonctionnement, 30 % ; frais de gestion, 25 %. Les recettes sont fournies à hauteur de 50 % par la mission TV câble que préside M. Bernard Schreiner, de 25 % par les collectivités locales et de 25 % par la publicité et le parrainage.

Médias du Monde

ÉTATS-UNIS : Les « net works » veulent produire

Les trois grands réseaux de télévision américains (networks), ABC, CBS et NBC, militent activement pour que la législation leur permette d'augmenter leur part de production propre. Ils estiment qu'allaient dépasser le quota actuel de deux heures et demie par semaine, en programmes de grande audience, pour atteindre progressivement cinq heures à l'horizon 1990. La réglementation américaine limite la production des réseaux pour favoriser le développement des producteurs indépendants et surtout la diversification des compagnies hollywoodiennes.

Les trois réseaux affirment qu'ils ne peuvent plus contrôler l'inflation des coûts de production et qu'une plus grande marge de manœuvre leur permettrait une meilleure gestion. Pour M. Jack Valenti, président de l'association américaine du cinéma, l'offensive des réseaux cache mal leur volonté de contrôler entièrement le marché des programmes et d'obtenir une situation de quasi-monopole.

Turner passe à l'Est

Ted Turner, l'eudécieux promoteur de Cable News Network (CNN) — la chaîne qui propose aux réseaux câblés un programme d'information vingt-

quatre heures sur vingt-quatre, — tente d'étendre son service aux pays de l'Est. Il vient d'entreprendre des négociations avec les autorités soviétiques pour que CNN devienne un membre associé d'Intervision, l'agence commune d'actualités des pays de l'Est. Les discussions portent sur l'échange de programmes d'information par satellite, mais Ted Turner compte aussi vendre à la télévision soviétique les programmes de ses stations de télévision, en particulier « Amazon » une série de sept heures consacrée à l'exploration par Jacques Cousteau du grand fleuve.

ITALIE :

Un clip pour Fellini

Federico Fellini vient d'accepter de réaliser son premier vidéoclip sur le chanteur pop américain Boy George. Le réalisateur, qui prépare pour la télévision un épisode de « Histoires de femmes », a aussi annoncé qu'il allait tourner d'autres films publicitaires après son premier essai pour Campari, Renault, Fiat et Polaroid ont déjà sollicité l'auteur de *La Dolce Vita*.

Frappé de plein fouet par la crise du cinéma, les grands réalisateurs italiens se tournent, bon gré, mal gré, vers la télévision, la publicité et les nouveaux marchés de la vidéo. Il y a quelques semaines, Michelangelo Antonioni signait, lui aussi, un vidéoclip.

Sur le tambour du petit écran

A Sizun, un nouveau garde-champêtre.

A UTREFOIS, à Sizun, petite commune du Nord-Finistère, les nouvelles municipales étaient données par le garde-champêtre. Il grimait sur une solide pierre de granit et faisait rouler son tambour avant de déclamer les informations de la semaine. Les temps ont changé, mais la pierre existe toujours. Et, logiquement, elle figure au générique du journal télévisé de la commune.

Car Sizun (1 800 habitants) possède depuis quelques semaines sa télé locale. Une télé qui ne se regarde pas chez soi mais en groupe, au club du troisième âge, au café, à l'école. La seule émission de la chaîne diffusée pour l'instant est un journal mensuel. Le premier numéro est sorti récemment. Au sommaire : un reportage sur le carnaval de la commune, l'interview d'un ancien élève de ebavaux, originaire du coin, un sujet sur la fermeture des deux bistrot de Saint-Cadou, village dépendant de Sizun, l'annonce d'un moto-cross et des petites annonces présentées par les annonceurs eux-mêmes. Le journal ne circule ni par câble ni par émetteur (« *Faut pas rêver* », dit un responsable) : on se passe tout bonnement une cassette vidéo.

« *An tambou liner* » — c'est son nom (1), — a reçu à Sizun un excellent accueil. Chez les membres du club du troisième âge ou au café du bourg où il a été projeté dans l'enthousiasme, on attend avec impatience le numéro 2 que l'équipe de tournage vient d'achever.

Il faut reconnaître que le journal est bien ficelé : des images sur fond musical, pas de longueurs, peu de commentaires, aucun blanc entre les sujets, beaucoup d'interviews-minute. « *On ne s'ennuie pas* », dit un ancien qui s'est vu « dans le poste ». Ce coup d'essai transformé, les téléspectateurs doivent à l'Atelier de création audiovisuelle de Saint-Cadou (ACAV), un des ateliers de la communication sociale, cogéré par quatre-vingt associations finistériennes, les ministères de la culture, du temps libre, de l'éducation nationale, et le parc naturel d'Armorique.

L'Atelier de Saint-Cadou, créé en 1976, a pour activité principale la formation dans le domaine de l'audiovisuel (2). C'est logiquement qu'il est équipé en matériel vidéo, grâce à 1 million de francs provenant du ministère du temps libre, du fonds d'intervention culturelle et de la région. Une affaire qui fonctionne apparemment bien, si l'on en juge par la construction d'un nouveau studio et d'une salle de montage vidéo, des travaux financés par 600 000 francs de subventions.

C'est cette équipe de l'ACAV qui a lancé l'idée d'un journal télévisé à Sizun. « *L'idée seulement, précèdent Loïc Le Diguierber et Yann Trellu ; nous ne touchons rien, ce sont les habitants intéressés par l'émission qui choisissent les sujets, tournent les images et en assurent le montage. Nous leur apprenons auparavant à se servir d'une caméra. Ensuite, nous leur*

offrons l'assistance technique et les caméras vidéo pour quelques heures par mois ». Une formule qui permet à beaucoup de se familiariser avec la télévision — « *un monde fermé* », — notent Loïc Le Diguierber et Yann Trellu.

« *An tambou liner* » semble donc être sur les bons rails. Les spectateurs suivent. Un avant-goût du câble ? « *Non* », disent Loïc Le Diguierber et Yann Trellu. « *Ce journal doit constituer avant tout un lieu de rencontre et de rendez-vous pour les gens du pays. Nous ne sommes pas très favorables à l'exportation* ». Les responsables d'« *An tambou liner* » espèrent même qu'il devienne un motif de vieilles. Des vieilles qui ont subitement repris après l'attentat du FLB à Roc-Trédudon, à quelques kilomètres de là, il y a dix ans, privant une partie de la Bretagne de télévision : des vieilles oubliées une fois le mal réparé.

En tout cas, « *An tambou liner* » vient d'entrer dans le clan des télévisions de proximité avec *Télé-Sauvages* dans le Jura, *Cinéline* dans l'Hérault, *Télégazette* dans les Alpes de Haute-Provence.

Des expériences qui ont bien des difficultés pour survivre. Dans la mesure où un journal d'une demi-heure coûte environ 25 000 francs (comme celui de Sizun) ; on comprend les inquiétudes de leurs responsables.

GABRIEL SIMON.

(1) « *Le créateur public* », en breton.
(2) L'association emploie six personnes. *Le Monde* a publié un reportage sur l'Atelier dans son édition du 29 février 1981.

La boutique à pub

LA publicité est devenue rongeuse, dévorante, agressive... Et pourtant M. Goran Elfverson, ingénieur suédois vivant en France, estime que « les publicitaires, contrairement à ce que l'on croit, ne sont pas friands de nouveauté ». Rien que cela ! Il y a une dizaine d'années, il inventa un procédé d'affichage lumineux (Self Lite) composé de punaises électroniques qu'il expérimenta d'abord en Suède puis diffusa à travers l'Europe. C'est lui qui a agencé une partie du studio de Michel Drucker (pour « Studio 1 ») à Europe 1. Et il vient de décrocher un gros contrat : décorer les bateaux de plaisance sortis des chantiers navals IMC. Aujourd'hui, il ouvre une boutique de publicité.

Self Publicity attend les clients avec de nombreux services : conception et réalisation d'annonces de presse, logos, dépliants, brochures et bien sûr, son Self Lite. Le magasin est situé au 151 de l'avenue Charles-de-Gaulle à Neuilly-sur-Seine. On peut y voir notamment un panneau publicitaire électronique réalisé à la demande des cigarettes Camel et fabriqué par le système de l'ingénieur suédois.

« *Les gens qui entrent savent ce qu'est la publicité mais cherchent de nouveaux moyens de promotion. C'est là que nous devons intervenir* », précise M. Elfverson. Depuis l'ouverture, au mois de mars, sa clientèle s'est développée. Ainsi un assureur a-t-il confié la promotion d'un nouveau produit aux soins de Self Publicity, qu'il a découvert par hasard. Mais son ambition ne s'arrête pas à ce seul point de vente. Il entend démarcher auprès des pouvoirs publics l'agencement de panneaux lumineux qui concurrencera directement l'entrepreneuse Decaux.

C. M.

chevino 152A

Jeux 1950

Les J.O. au bord du K.O.

En 394, l'empereur Théodose s'était déjà fâché...

HAUT dans le ciel, le soleil nargue les ruines hiératiques : Polypisme est battu en brèche, les Jeux olympiques battent de l'aile, le caducée d'Hermès et l'égide d'Athènes ont raison d'Apollon. Pourtant, le ciel d'Arcadie est toujours lumineux, les collines toujours inspirées, le paysage exprime toujours la douceur, l'harmonie et la sérénité. Et, au cœur du sanctuaire d'Olympie, sur le fronton ouest du musée, symbole de la Trêve des dieux, Apollon continue à s'interposer entre les Centaures et les Lapithes qui s'entre-tuent.

Sensibles à tout ce qui touche l'olympisme, marqués par leur héritage culturel, les Grecs regardent les vents mauvais soufflant en rafales sur Los Angeles.

Pourtant, rien de nouveau sous les cinq anneaux olympiques : l'histoire des Jeux est ponctuée de controverses, de querelles et d'affrontements. Et les historiens ne manquent pas de noter que le premier boycottage des Jeux eut lieu en 424 avant J.-C., au cours des guerres du Péloponnèse, quand Athènes et ses alliés exclurent les Spartiates. Un rapide survol des Jeux modernes permet de mieux cerner ce qui se présente comme une fâcheuse constante.

Fin 1933, afin de protester contre le nazisme, l'Amateur Athletic Union des Etats-Unis mena campagne contre les Jeux de Berlin de 1936. Et, en 1935, le mot d'ordre circula : « No american participation in the Olympic Games under nazi auspices ». En France et dans plusieurs pays européens, un très fort courant d'opinion se dégagea contre les Jeux olympiques de Berlin.

En 1948, le jeune Etat d'Israël ne put participer aux Jeux de Londres par suite du tir de barrage effectué par des pays arabes. Ce n'est qu'en 1952 qu'Israël put rejoindre la famille olympique.

En 1956, les Jeux de Melbourne furent perturbés par l'intervention soviétique à Budapest, et l'expédition franco-britannique sur le canal de Suez déclencha de furieuses réactions. Cependant, le boycottage ne visa pas les pays organisateurs mais des pays participants : la France et la Grande-Bretagne. D'autre part, la République populaire de Chine se retira pour protester contre la présence de la Chine nationaliste.

En 1968, les Jeux de Mexico furent précédés par le massacre des étudiants en colère, et plusieurs pays réclamèrent, en vain, l'exclusion de l'Union soviétique, qui était intervenue militairement en Tchécoslovaquie. Et ce furent les représentants de l'URSS qui provoquèrent l'exclusion de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie. Enfin, sur le podium, les athlètes américains Smith et Carlos saluèrent le poing fermé, à la « Black Power ». En 1972, le massacre des athlètes israéliens transforma les Jeux de Munich en arènes sanglantes, et la Rhodésie fut, une fois de plus, expulsée.

En 1976, à Montréal, Taiwan ne put participer aux Jeux et vingt-huit pays africains les boycottèrent afin de dénoncer le racisme et l'apartheid. Ce n'était pas le Canada qui se trouvait visé mais la Nouvelle-Zélande, présente aux Jeux et coupable de « contacts impurs » avec l'Afrique du Sud.

En 1980, l'intervention militaire soviétique en Afghanistan provoqua le boycottage des Etats-Unis, et Los Angeles pourrait bien être la réponse du berger à la bergère.

Les Jeux demeurent vulnérables. D'où viennent-ils ? Les savants et les archéologues ont établi que vers 1500 avant J.-C., des cérémonies reli-

gieuses, des manifestations culturelles et des jeux athlétiques avaient eu lieu en Elide. L'année 776 avant J.-C., qui ouvre l'ère officielle des Jeux olympiques, ne marquerait donc que la renaissance d'une longue tradition. Les réunions sacrées étaient alors réduites au nombre de quatre : à l'Isthme, à Némée, à Delphes et à Olympie. Mais, au fil des années, les Jeux olympiques éclipsèrent les autres jeux panhelléniques.

Tout concourait pour qu'Olympie affirme sa suprématie. Tout d'abord, l'isolement, car il était fort malaisé d'atteindre ce sanctuaire. Puis, le paysage harmonieux entre tous se prêtait à l'épanouissement d'une culture alliant l'esprit et le corps. Tous les quatre ans, aux alentours du solstice d'été, les Hellènes venaient du nord, du sud et du centre de la Grèce, alors que ceux qui s'étaient établis autour du Lac sacré venaient de la Sicile, de l'Asie Mineure et d'autres colonies lointaines. Ils se rendaient

per en plein air, au milieu de baraquas où l'on trouvait tout ce qu'il fallait pour se nourrir. Les Jeux duraient cinq jours, mais, bien avant leur ouverture, les spectateurs étaient là, dormant devant les portes de stade afin de s'assurer une place : soixante mille spectateurs s'entassaient sur les talus herbeux du stade. Des collines voisines, des guirlandes humaines s'efforçaient de suivre de loin les concours et les Jeux. Et chacun pouvait suivre un sacrifice accompagné de chants, écouter un musicien, voir un poète réciter ses œuvres. Des bateleurs exécutaient mille tours, un héraut lisait un document officiel, un rhéteur haranguait des badauds ironiques.

Les premiers Jeux ne comportaient qu'une seule épreuve : la course du stade (192 m). Puis, à partir de 724 avant J.-C., de treize à quinze épreuves furent distribuées selon les époques : la course de deux stades (*diavlos*), le *dolichos* d'environ vingt-quatre stades, la lutte, le pentathlon

per mais de gagner à tout prix et, parfois, en bafouant l'esprit olympique. La corruption, la rage de vaincre, les rivalités entre les cités précipitèrent la décadence.

Peu à peu, les marchands qui envahirent le Temple, les Barbares qui prirent le dessus et l'occupation romaine, marquée, entre autres, par les pantonnades de Néron, sonnèrent le glas de Jeux autrefois lumineux comme le ciel d'Olympie.

Sur un autre plan, l'évolution des mœurs, les métamorphoses sociopsychologiques, la poussée du christianisme accentuèrent le déclin des Jeux. Et, en l'an 394 de notre ère, Théodose le Grand, empereur chrétien d'Orient, décida de mettre un terme à la célébration des Jeux olympiques. Cette mesure, dictée par un mobile religieux, répondit également au souci de respecter la simple règle morale. La gloire d'Olympie avait duré mille deux cents ans, et si l'olympisme demeurait une idée im-

« opération olympique », qui commence avec la recherche de jeunes talents et se termine sur le podium, le « secteur privé » se trouve de plus en plus mis à contribution. D'où une commercialisation éhontée, dont le couronnement fut le passage de la flamme olympique, vendu 3 000 dollars le kilomètre. L'entière responsabilité de cette dernière bavure revient au Comité olympique international, qui n'aurait jamais dû confier l'organisation des XXIII^e Jeux à un groupe de particuliers et sans assurance d'un sévère contrôle de la part du Comité olympique américain et de la ville de Los Angeles.

Véritable phénomène social de notre siècle, le sport et les Jeux olympiques pouvaient difficilement échapper aux problèmes posés par les évolutions économiques, sociales, morales et psychologiques. Mais le ver a vraiment trop rapidement rongé le fruit, et il faut bien constater que ce n'est pas seulement le professionnalisme et la commercialisation qui conduisent les Jeux olympiques à leur perte.

En effet, l'essentiel n'est plus de participer mais bien de disputer une frénétique « course aux médailles ». Des médailles qui, finalement, ne prouvent pas grand-chose, car le pays le moins sportif peut en décrocher une grâce à une étoile de seconde grandeur qui s'éteint dans le firmament olympique aussi vite qu'elle était apparue. De même, les compétitions sont sanctionnées par un classement, certes officieux, mais qui n'en demeure pas moins contraire à l'esprit des Jeux ; il est d'autant plus absurde qu'il revient à additionner des pommes et des poires, car quelle commune mesure peut-il exister entre une victoire au décaathlon et une victoire au sabre par équipes ?

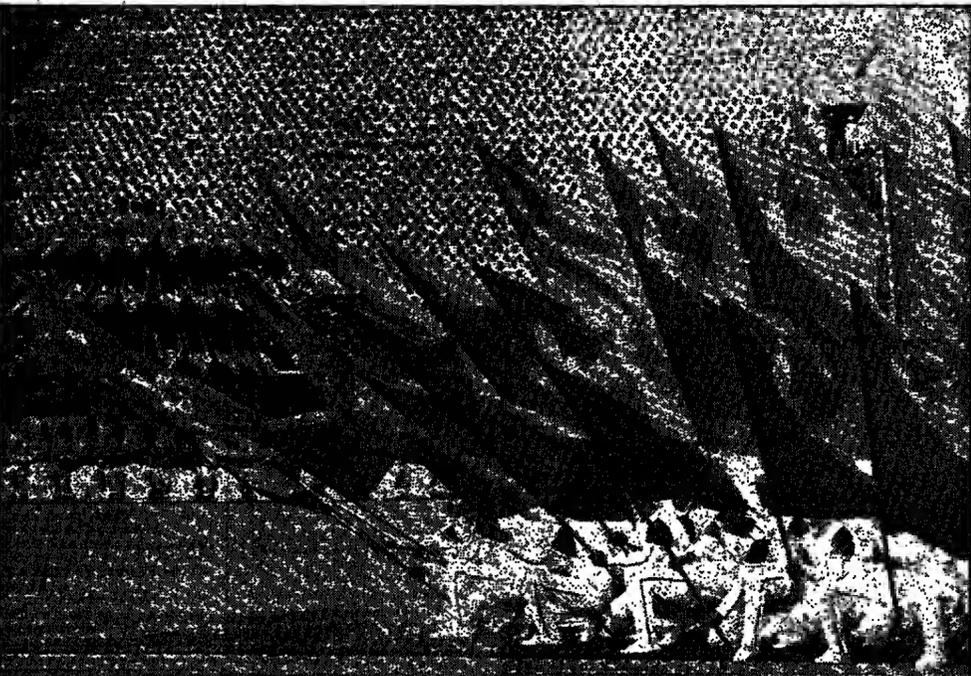
Picré de Coubertin était hostile aux sports d'équipes, et de toute façon, il n'est pas possible de placer sur le même plan la victoire d'un athlète seul et celle remportée, collectivement, par une équipe. Pourtant, chaque pays veut se placer en bonne position, ce qui revient malheureusement à prolonger des conflits totalement étrangers au sport. Du coup, il n'est plus question, et depuis longtemps, de la Trêve olympique.

Aujourd'hui, les Jeux olympiques rêvés par Pierre de Coubertin ne sont plus qu'un cadavre à la lousso, et il serait puéril de penser qu'ils puissent être maintenus dans leur contexte actuel : il est préférable de s'en tenir à ce qui peut être encore sauvé de l'olympisme.

Le président de la République hellénique, M. Constantin Caramanlis, a proposé l'organisation permanente des Jeux dans son pays. Bien que contraire à celle de Pierre de Coubertin, qui voulait une rotation des Jeux afin d'affirmer l'universalité de l'olympisme moderne, l'idée du président Caramanlis est noble, généreuse mais difficile à réaliser. En revanche, il est possible d'avancer que les Jeux olympiques pourraient être repensés en fonction des réalités contemporaines. Ainsi, il serait raisonnable de réduire les Jeux aux seuls disciplines naturelles : courses, sauts, lancers, natation et quelques autres disciplines qu'il conviendrait de choisir après mûre réflexion.

Pour leur part, les Grecs, qui pensent déjà au centième anniversaire de la rénovation des Jeux olympiques qui devrait être célébré à Athènes en 1996, demeurent persuadés que l'olympisme reste une philosophie tournée vers l'avenir et crient : les Jeux sont morts, vivent les Jeux !

MARC MARCEAU.



à Olympie pour adorer en commun les grands dieux des ancêtres, et rendre hommage à la beauté, à la vigueur et à la grâce : tous avaient vraiment le sentiment d'appartenir à un peuple supérieur.

Durant des siècles, les Jeux d'Olympie furent une fête religieuse avec des sacrifices et des offrandes aux dieux, des manifestations culturelles et des concours athlétiques. La conquête des lauriers était secondaire, et Solon insistait sur la valeur pédagogique des exercices gymniques et les jeux du stade. Les Anciens n'avaient donc, à Olympie, d'autre ambition que de voir triompher le premier des meilleurs, loyalement, sans tricherie et dans le culte des valeurs spirituelles. L'athlète devait se surpasser, faire mieux que ses adversaires, mais une défaite n'était une humiliation ni pour le vaincu ni pour la cité qui l'avait désigné. Dans une Hellade où les cités s'affrontaient dans de sanglants conflits et où des Grecs combattaient d'autres Grecs, les Jeux d'Olympie constituaient la Trêve des dieux.

Des foules considérables confluaient vers Olympie en dépit des difficultés d'accès à travers les plateaux de la sèche Arcadie. Point de ville : deux temples, des trésors, quelques beaux monuments, un stade, un hippodrome. Il fallait cam-

(720 avant J.-C.), le pugilat (708 avant J.-C.), le quadrige, le pancrace (680 avant J.-C.), les concours hippiques, le disque, le javalot, les sauts. Mais alors que des épreuves spéciales étaient réservées aux adolescents, les *Herias*, ouverts aux femmes, furent des plus éphémères.

Les Jeux étaient dirigés par un jury, les Hellanodices, personnalisés d'Elide, assistés par des *alytées* (agents). Des *magistophores* séparaient les athlètes par trop irascibles et des *rabdophores* faisaient régner l'ordre dans le stade et aux alentours. Au début, les Jeux étaient réservés aux citoyens libres, et les Barbares comme les esclaves en étaient exclus.

Tout d'abord, les vainqueurs reçurent des cadeaux utiles et, à partir de 752 avant J.-C., une couronne d'olivier sauvage (*athlon*). Mais le prestige d'une victoire à Olympie déclencha une pénible course aux couronnes de lauriers. Chaque cité s'employa à remporter le plus de victoires possible afin d'affirmer sa prospérité, sa gloire et sa puissance. La quête de jeunes talents, la sélection et la préparation des athlètes, qui devait obligatoirement durer neuf mois, un entraînement de plus en plus intensif, le recours à des moyens matériels de plus en plus importants firent qu'il ne s'agissait plus seulement de partici-

perissable, une philosophie, les Jeux olympiques avaient perdu leur grandeur, leur prestige et leur pureté originelle.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, les Jeux olympiques renoués par Pierre de Coubertin ne pouvaient que suivre la même courbe déclinante que celle qui mena d'Apollon à Théodose ; mais plus rapidement, plus brutalement et sans subir l'usure des siècles. Lucide, Pierre de Coubertin avait confié à ses amis : « On oublie que les Jeux ne sont pas des lieux de super-championnats, et encore moins une kermesse ».

A Rome, en 1949, il fut décidé que la Grèce serait reconvenue comme le guide spirituel de l'olympisme. Après juin 1961, une académie fut instaurée à Olympie afin de respiritualiser le sport et de lutter contre sa commercialisation, ses déviations et ses multiples perversions. Il était en effet devenu nécessaire de réagir contre la notion envahissante et nocive du record, de la performance, de la victoire comme seule finalité. Il convenait également, à défaut de pouvoir fouetter les marebans du Temple, de lutter contre la déchéance de l'esprit olympique, de dénoncer l'athlète marchand, de cloquer au pilori un professionnalisme débilisant. Certes, Pierre de Coubertin ne sacrifiait nullement

deux cent quarante-sept femmes), qui disputèrent deux cent trois épreuves dans vingt et un sports différents. A noter qu'aux Jeux de Munich en 1972, cent vingt-trois nations participèrent avec dix mille quatre-vingt-huit athlètes, hommes et femmes.

Ce gigantisme qui fit inscrire des sports comme le kayak, le tir à l'arc ou le hockey sur gazon, par exemple, accentua la déviation provoquée par la recherche systématique, programmée, voire scientifique, de la performance de haut niveau. A ce propos, il n'est pas sans intérêt de relever qu'aux Jeux d'Athènes de 1896, le 100 m fut couru en 12 s, le saut en hauteur remporté avec 1,81 m et le disque lancé à 29,65 m. Au Jeux de Moscou, ces mêmes épreuves donnèrent : 10,25 m, 2,36 m et 66,64 m !

Une telle progression dans les performances, pratiquement dans tous les sports, met en relief le recours à des moyens techniques et matériels de plus en plus importants, coûteux et discutables. Le fait est que la préparation, ou plus exactement la « fabrication » d'athlètes capables d'enlever une médaille d'or, d'argent ou de bronze, entraîne des dépenses démentielles et la mise en place de structures gigantesques. Or comme les Etats intéressés ne peuvent financer totalement l'ensemble d'une

boutique à pub

Jp Mitterrand

Majorité, an IV

Moi, l'homme du changement

François Mitterrand est en forme ; la gauche, elle, a du vague à l'âme.



MERLON/COLLECTIF

« **E**TRE en accord avec soi-même, je ne connais pas meilleur bulletin de santé. » La définition, élaborée avant 1981, est de M. François Mitterrand. En 1984, le président de la République paraît en assez bonne forme alors que la gauche a du vague à l'âme. Il faut croire que le premier pense être fidèle à la vision de la France qu'il avait dans l'opposition. Il faut croire que la seconde s'estime, trompée par le président Mitterrand ou s'est trompée sur les intentions du candidat Mitterrand.

Qui, avant 1981, aurait imaginé que la gauche engagerait le processus de désindexation des salaires sur les prix qui conduirait à une diminution du pouvoir d'achat moyen ? Qui, avant 1981, aurait imaginé qu'elle accepterait, la fermeture de puits de mines de charbon, et d'usines sidérurgiques, la baisse de production des chantiers navals, les licenciements dans l'automobile ? Qui, avant 1981, aurait imaginé qu'elle devrait s'accommoder, quoi qu'il lui en coûte, de deux millions trois cent mille chômeurs en 1984 ? Qui, avant 1981, aurait imaginé qu'en 1984, la plupart des dirigeants de la droite se féliciteraient discrètement que la gauche effectue à sa place un travail qu'elle aurait été dans l'incapacité d'accomplir elle-même ? Pas un électeur de gauche n'avait prévu un tel ensemble. Et M. Mitterrand ne l'a certes pas voulu.

Depuis longtemps M. Mitterrand admet que la gauche cède « plus qu'il n'est raisonnable à la part du rêve » et que, parvenue au pouvoir, elle ne peut éviter d'intégrer l'obligatoire « déception révolutionnaire » des masses, comme di-

saient Léon Blum. Les socialistes prétendaient « changer la vie ». Il leur est aujourd'hui reproché d'avoir changé d'avis. Leur image est bâtie sur une tradition de luttes sociales — la défense des opprimés — et non pas sur une capacité de gestion de la société.

Changer la vie n'aurait en valeur que de stagner. Il y a une injustice quelque part. A moins de considérer que la gestion économique efface tout le reste, c'est-à-dire les lois Auroux, l'abaissement de l'âge de la retraite, la réduction de la durée du travail, la décentralisation, la suppression des tribunaux d'exception, l'abolition de la peine de mort. Si changer la vie c'est faire baisser le prix des tomates, alors la vie n'a pas changé. Ou bien « le reste » est pris en compte ; et alors quelque chose a bougé.

L'évolution de la gauche depuis 1981 peut être appréciée par référence à la politique économique qu'elle a mise en œuvre jusqu'en juin 1982, et par référence à l'idée que M. François Mitterrand se fait du socialisme. La première méthode permet de conclure à la réalité d'une « révolution culturelle » et la seconde d'accorder à la gauche la grâce de la continuité.

Tracée à gros traits, une politique économique de gauche telle qu'elle était exposée avant 1981, c'était — c'est toujours — la croissance et, pour y parvenir, la relance de la consommation intérieure. M. Mitterrand, le gouvernement de M. Mauroy s'y sont essayés. Ils en sont revenus.

Dans *Ici et maintenant*, livre-interview publié en 1980, Guy Claisse posait au premier secrétaire du parti socialiste la

question suivante : « Si vous relancez la consommation intérieure, ne craignez-vous pas une inflation encore plus forte et ne courez-vous pas le risque d'un déséquilibre aggravé de notre commerce extérieur ? » Et M. Mitterrand répondait : « Ce sont là les arguments de M.M. Giscard d'Estaing et de M.M. Barre. Parce que le président de la République et le premier ministre de l'époque les utilisaient, ces arguments n'étaient pas recevables. Ils le sont pourtant devenus. »

La relance de la consommation intérieure, ajoutait M. Mitterrand, suppose que soit réformé l'appareil de production français. Il ne l'était pas, et pour cause. Les experts socialistes disent aujourd'hui qu'ils avaient sous-estimé la dégradation de l'appareil industriel et sa capacité à répondre à une augmentation de la demande intérieure. Et qu'ils attendaient, comme tout le monde, la reprise mondiale, qui ne s'est pas produite. « Nous avons été grisés », a admis M. Mitterrand devant Philippe Bauchard qui s'en est fait l'écho, dans *Témoignage chrétien*, pendant l'été 1983. Grisés par la victoire dont M. Delors avait dit : « Elle est trop belle. Nous allons faire des bêtises. » Or M. Mitterrand a deux convictions, qui confinent à l'obsession : la gauche doit être capable, autant que la droite, de maîtriser les techniques économiques ; la gauche est, par nature, plus capable que la droite d'explorer l'avenir industriel et technologique.

La légende selon laquelle il n'a éprouvé, jusque peu avant son accession au pouvoir, que le mépris du littéraire pour les technocrates, a la vie dure. Les socialistes, affirmait-il dans *Ma part de vérité* (1969),

« quand ils ignorent les dossiers qui leur fournissent les dernières données de l'économie et de la technologie, déconsidèrent le socialisme, frère jumeau de la science. »

En 1969, cela n'allait pas de soi. Il faut « tarabuster » la gauche, écrivait-il, pour qu'elle « se rende maîtresse du réel, pour qu'elle vive avec son temps ». Et il ajoutait : « L'hypothèse socialiste est inséparable d'un développement industriel avancé. Dès lors, un gouvernement socialiste doit connaître autant qu'un gouvernement capitaliste les ressorts de la croissance et de l'expansion. Echouer serait une triple faillite, technique, politique et morale. Incapable de produire davantage pour répartir plus justement, cela condamnerait le socialisme à retourner à l'état qui fut longtemps le sien, celui d'une utopie. »

En 1981, ils ont été quelques-uns à « tarabuster » la gauche. M. Michel Jobert, qui a peu de respect pour les tabous, conseillait par exemple une dévaluation immédiate et massive du franc que M. Mitterrand a regretté de n'avoir pas faite à ce moment-là et comme cela. M. Jacques Delors, social-démocrate de tempérament, soucieux de la crédibilité de la France à l'étranger n'a cessé d'inviter les socialistes, au nom des contraintes monétaires, à maîtriser leurs ambitions. M. Laurent Fabius, économiste de formation, qui, à la fin de 1981, abreuvait l'Elysée de notes sur les dangers d'un déficit budgétaire trop profond.

Et M. Michel Rocard ? Il avait tant « tarabusté » avant 1981, qu'il valait mieux pour lui de se taire. C'est à M. Mitterrand qu'il appartenait de dé-

cidier : « C'est moi qui ai imposé la rigueur à certains de mes ministres qui n'en voulaient pas » (Témoignage chrétien).

En 1984, on « tarabuste » encore. A commencer par M. Mitterrand. C'est lui qui s'efforce de créer, au travers des restructurations obligées, des « ebocs culturels » successifs de nature à briser l'image « métaphysique » qu'une partie de la gauche se fait de l'économie. Confier à M. Laurent Fabius le dossier de la sidérurgie procède de cet état d'esprit.

MM. Delors, Fabius, Fiterman, Bérégovoy, Rocard... chacun réagit à sa manière. Mais c'est M. Mitterrand qui dévide le fil conducteur, impose sa vision, socialiste, de la France, « épouse le terrain » — celui de la crise, dont il remarquait, en 1974, que la France ne connaissait alors que les « premiers effets » — sans pour autant « perdre le nord », ainsi qu'il l'expliquait dans son interview à *Libération*.

Le nord, le long terme, c'est cette fameuse « société d'économie mixte », toujours présente au centre de la réflexion de M. Mitterrand et dont la vision s'éclaircit « en marchant ». Ce projet d'allure social-démocrate c'est, pour partie, celui qui réconcilierait les travailleurs, la gauche et l'entreprise, qui allierait justice sociale et économie, créativité des salariés et productivité. Les lois Auroux ne seraient qu'une première étape sur ce long chemin.

Il y a pourtant une contradiction éclatante entre ce projet et la pratique économique de la gauche, douloureuse pour ceux qu'elle a l'ambition de défendre. « Si vous considérez qu'être de gauche interdit de moderniser le pays à cause des

souffrances qu'entraîne tout changement, je ne puis vous suivre. Et pourtant, je m'interroge chaque jour sur ce que je suis en droit de demander à la classe ouvrière », remarque M. Mitterrand. Il y va à la fois de l'avenir du pays et de l'avenir du projet socialiste. A court terme, le pouvoir est plongé dans ce que l'on considère, à l'Elysée, comme « une opération survie ». Il fallait choisir entre une France qui maintienne et recrée des centres de décisions économiques autonomes ou une France soustraite des Etats-Unis.

Le socialisme, en 1984, ce serait donc la survie. Et toujours la recherche de la justice. « Lorsqu'elle sera au pouvoir, elle liera le problème des transferts et des mutations économiques à une politique d'obligations sociales », affirmait M. Mitterrand, à propos de la gauche, en 1969. L'emploi fait partie de ses obligations.

« Quand le premier emploi des jeunes c'est le chômage, moi, François Mitterrand, je dis que ce n'est pas juste. » C'était en 1981, avant l'élection. En 1984, il y a deux millions trois cent mille chômeurs et, pour eux, ce n'est certainement pas la justice. Dire qu'avec M. Raymond Barre il y aurait — peut-être — cinq cent mille chômeurs de plus, dire que le chômage d'aujourd'hui est un passage obligé pour l'emploi d'après-demain n'est pas, pour ceux-là, une consolation même si ces arguments comptent pour un électeur de gauche.

Changer la vie ? Les socialistes y croyaient et n'ont pas changé d'avis. Ils y croient toujours. Reste à convaincre leurs électeurs d'y croire encore.

JEAN-YVES LHOMEAU.

chette

III

coins
ice

IDEAUX

J.P. M... 150

uche

Le marteau et l'enclume

Georges Marchais et la politique du PCF. Charles Fiterman et la gestion gouvernementale.

« **N**OUS sommes dans une période d'apprentissage (...) et nous apprenons tous, actuellement, de la cellule au comité central », déclarait M. Georges Marchais, devant le comité central du Parti communiste, en décembre 1981.

Ainsi se présentaient les communistes, après six mois de participation à la majorité et au gouvernement. A entendre leurs dirigeants, leur échec du printemps 1981 les avait comme tirés d'un long sommeil, mis en présence d'une réalité sociale qui avait évolué sans eux et qui leur avait joué un mauvais tour.

Ils avaient, certes, — toujours selon la version officielle — commencé, en 1976, à rattraper un retard de vingt ans, mais ils s'y étaient pris trop tard, et 1981 était arrivé trop tôt pour que l'œuvre entreprise ait pu produire ses effets.

L'heure était, donc, à l'apprentissage. Mis au pied du mur, les communistes se voulaient des « constructeurs ». C'était le mot d'ordre du vingt-quatrième congrès, en février 1982. Le chef de chantier ne changeait pas : M. Marchais était confirmé dans ses fonctions, mais il y avait, à côté, un contremaître plein d'entrain.

« J'ai confiance, disait, au congrès, M. Charles Fiterman, dans notre capacité à soutenir une émulation, qui doit, bien sûr, être mise au service des intérêts de notre peuple, harmonisée avec le souci constant d'assurer ensemble, dans l'union, le succès des objectifs définis en commun ».

Deux axes pour l'apprentissage

Les deux axes de l'apprentissage communiste étaient, ainsi, définis : d'un côté, la défense du programme du parti, de son « identité » ; de l'autre, l'adaptation aux contraintes de l'exercice du pouvoir. Les tâches, sinon les responsabilités, étaient, du même coup, réparties.

A M. Marchais par exemple, comme on l'avait vu en décembre 1981, la défense des positions du PCF sur le « bilan globalement positif » des pays socialistes ; à M. Fiterman, l'expression de l'accord du même PCF avec les déclarations de M. Pierre Mauroy, lors de l'instauration de l'état de guerre en Pologne.

Cette division a eu une conséquence paradoxale. Les communistes sont le plus discret là où ils en ont appris le plus — côté « adaptation ». En revanche, ce qui fait le plus de bruit — côté « confrontation » — apparaît comme la preuve de leur immobilisme.

Les socialistes peuvent, dans une certaine mesure, s'enorgueillir de leur apprentissage. M. François Mitterrand peut même dire, à propos de la sidérurgie : « Je me suis trompé », en ajoutant, il est vrai « comme tout le monde ».

Les communistes, eux, sont condamnés — ou se sont eux-mêmes condamnés, mais pouvaient-ils faire autrement ? — à chercher toutes les occasions de proclamer : nous avions raison ! De sorte que les signes d'un apprentissage réel doivent être cherchés dans les déclarations faites *in petto* par tel ou tel ministre, dans l'attitude de tel ou tel dirigeant syndical, au

risque, pour eux, d'être bientôt démentis et, pour l'observateur, de se laisser prendre à des leurreux.

Ce qui est sûr, qu'il s'agisse des ministres, des syndicalistes ou des dirigeants du parti, c'est qu'ils ont appris à négocier avec les socialistes. Dans la période récente, les décisions prises à propos de la construction navale ou, plus récemment encore, au sujet du conflit de l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois, ont montré que les communistes savent se faire entendre de ceux dont ils partagent le pouvoir.

L'amertume et les reproches

Les socialistes doivent, à la fois, contenir l'influence du PCF et éviter qu'elle ne se réduise ; les communistes savent jouer de cet argument et faire valoir qu'à leur rendre la tâche trop difficile vis-à-vis de leur base, le gouvernement saperait l'assise réduite dont il dispose, aujourd'hui, dans son propre camp.

Dans l'élaboration du plan acier, les communistes, parmi d'autres, avaient bien cru qu'ils étaient près d'obtenir, avec le projet du train universel de Gandrange, faute du maintien du train à feuillard de Longwy, un aménagement favorable à leur cause.

L'arbitrage tomba en sens contraire, n'a pas été pour rien dans les propos amers, tenus à la tribune de l'Assemblée nationale, le 14 avril, par les orateurs communistes, qui avaient reproché au gouvernement de ne pas tenir compte, dans ses décisions économiques et sociales, de leur point de vue.

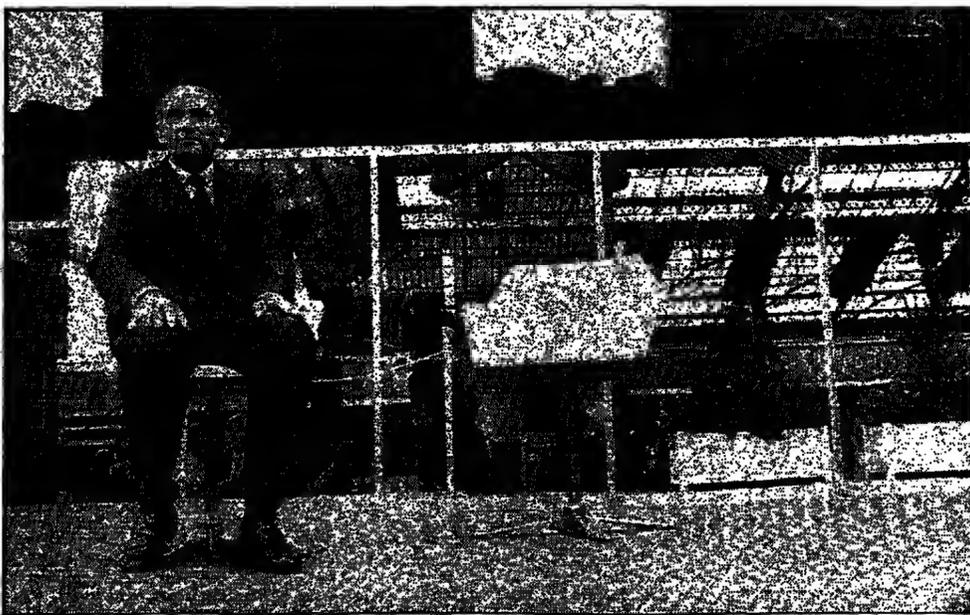
Apprentissage, encore, lorsque la CGT paraissait admettre les solutions retenues pour l'usine Talbot de Poissy, en décembre 1983, ou bien les explications des ministres concernés, à commencer par le premier, sur l'évolution du pouvoir d'achat « en masse » ou « en niveau ».

Apprentissage, surtout, lorsque sous l'impulsion du ministre de la formation professionnelle, M. Marcel Rigout, notamment, les communistes prennent conscience du retard de qualification dont souffre toute une partie de la classe ouvrière, surtout parmi les jeunes, et de la nécessité de former les travailleurs aux technologies nouvelles.

Mais lorsque, par exemple, un autre ministre communiste, M. Jack Ralite, confie au *Nouvel Observateur*, en décembre 1983, que les travailleurs doivent assumer leurs responsabilités gestionnaires dans les entreprises, incite-t-il vraiment les communistes qui le liront à faire preuve de réalisme, ou bien trompe-t-il son monde en les invitant, tout simplement, conformément au discours officiel de son parti, à s'opposer aux « critères de gestion patronaux », qui, selon le PCF, sont toujours en vigueur dans les entreprises publiques ?

Il apparaît, ainsi, un décalage entre la politique déclarée du PCF et l'adaptation qu'implique sa participation au gouvernement. L'apprentissage, auquel le pouvoir a soumis les communistes, demeure silencieux ou ambigu.

PATRICK JARREAU.



Kiosque

Plus de pères, rien que des fils

LES papas sont à la mode. La preuve, c'est que la revue *Autrement* - qui a pas son pareil pour décrypter les signes du temps - leur consacre son numéro de juin sous le titre « Masculinités aujourd'hui : pères et fils ». Vieille querelle pourtant que celle du père et du fils. De la tragédie antique à notre théâtre classique, des règlements de comptes romains aux films de Maurice Pialat, *Oedipe* est roi partout. Kipling a beau dire : « Tu seras un homme, mon fils... », la paternité est un combat perpétuel, et l'idéal alliance qu'il proclame est souvent illusoire.

Pauvres papas modernes ! Non seulement il nous a fallu régler son compte psychologique au père qui nous engendre ; au sein même il nous faut affronter la révolte inévitable des fils, mais on nous a - récemment - été des morceaux de notre armure. Sous les coups de la revendication féministe à l'égalité, le père-bomme a perdu de sa superbe. Son autorité qu'on croyait éternelle est devenue suspecte, sa sagesse prétendue fait sourire, la culture des fils rend la sienne caduque et bien inopérante. Papas de tous les pays, unissez-vous pour refaire le monde de la paternité !

Facile à dire quand chaque jour que Dieu fait, un « psy » vous met le nez dans vos erreurs et vos manques.

Facile à dire, quand on crée un ministère pour les femmes dont la mission est, par définition, d'aider à mieux redistribuer les cartes. Quand les enfants se font rares et d'autant plus pressants, exigeants, quand l'autorité procède plus de l'Etat que du père, quand la collectivité supplée aux papas défaillants ou démunis, par exemple coboueurs, quand le savoir procède de l'école, de la télévision, de la rue et que - plantés devant leur poste - père et fils apprennent au même moment les mêmes choses !

Dans *Autrement*, Paul Denis, psychiatre, résume la situation en citant Papa Freud : « La fonction paternelle, si l'on en croit un mot de Freud, est l'une de ces trois fonctions au l'an est sûr d'échouer, les deux autres étant la fonction de chef d'Etat et celle de psychanalyste. » Ce n'est pas très encourageant, mais c'est assez bica vu dans l'ensemble. Va-t-on dès lors verser dans le défaitisme, et croire que l'époque des pères est révolue, qu'il n'y a plus que des géniteurs incapables de daminer, ou même de servir, leur progéniture ? Jules Chancel, qui a conçu ce numéro, remarque : « On constate en 1984, une positivité de la notion de père. »

C'est vrai que le besoin d'être père ne se dément pas. Au contraire : il y a de moins

en mains d'enfants, mais il y a de moins en mains de couples sans enfants. Un jeune homme d'aujourd'hui a moins de chances (de risques) que naguère de vieillir et de mourir sans descendance.

A la limite, ceux qui ne peuvent pas être pères biologiquement ont désormais la possibilité de le devenir par procréation. L'insémination artificielle par donneur (IAD) se développe, et les couples stériles se raréfient. On peut devenir en toute légalité le père du fils d'un autre, une fois surmontées les réticences. L'affaire est simple. Dominique Courtier explique : « L'acte d'insémination, K 15, est remboursé à 100 % par la Sécurité sociale. Agrafé à la feuille de SS, un reçu numéroté fourni par la banque contre l'achat des pillettes de sperme utilisées pour l'acte d'insémination. Codifié par un orrété de 1980, ce « produit biologique d'origine humaine » est aujourd'hui estimé à 240 francs l'unité (la pillette), et est également remboursé à 100 % ».

Dépeñtiserait-on la paternité ? Nullement. Un médecin spécialisé témoigne : « Moi, j'ai vu des regards absolument extraordinaires que certains couples échangeaient pendant que je pouvais la seringue. C'est superbe. Je n'aurais pas été là, c'était pareil. Je me sens

tais indiscret. C'était vraiment beau à voir ».

Etre père donc, mais le rester ? Le divorce se répand à la vitesse d'une épidémie. Dans chaque cas, la paternité est remise en question, éamée, parfois carrément annulée. Mille et une guérrilles se livrent autour de l'enfant. Les mères ont le beau rôle. La justice tranche, dans l'immense majorité des cas, en leur faveur, et les papas sont contraints d'être pères de loia, de temps en temps. En pointillé.

Vaillà qui se redore guère le blason des pères, déjà fortement abîmé, comme en témoignent ces mots d'enfant recueillis par *Autrement*, à l'occasion de son enquête : « Le père idéal serait souvent là » ; « S'il y a un choix à faire, c'est moi qui décide » ; « Avec les claques, il a trouvé un bon truc » ; « Si j'avais besoin de protection, je demanderais d'abord à quelqu'un d'appeler la police. Après, j'appellerais mon papa et ma maman pour ne pas les inquiéter ».

L'admiration ? Un souvenir. Hugo Marsan a enquêté sur les homosexuels et ce qu'ils pensent de leur père. Ce n'est pas brillant dans l'ensemble : absence, indifférence, mépris, parfois baine, avec ce cas limite d'un garçon de dix-neuf ans, punk homosexuel. « Mon père ? C'est un can ! Il travaille comme un dingue pour

une paie lamentable. Si ça le dérange que je sois pédé ? Ça au le reste, tout le dérange ! Je crois que si je lui demandais à chaisir entre un fils bon chic-bon genre, discret mais hama, et un mec comme moi à l'allure punk, avec fringues démentées, aux cheveux jaunes en crête de coq qui ne serait pas hama... Au fond, il préférerait passer sur l'homosexualité du premier ! Seulement, il n'a pas de chance : je suis tout à la fois. » Vaillà peut-être un père qui rêvait à un fils polytechnicien, rangé, propre. Et peut-il se dire : c'est ça que j'ai engendré ?

Il y a les fils qui déçoivent les pères. Les pères qui s'éloignent des fils. Il y a aussi les fils qui se rapprochent en extrêmes des pères qu'ils avaient cru largués pour toujours.

Ecoutons Brice Couturier, soixante-huitard reconverti, écrivant à son père : « Elle est bien retombée, aujourd'hui, la vague. Nul n'aurait pu prédire que celle qui la suivait lui ressemblerait si peu. Mes anciens camarades vendent la culture dans les médias. Nous avons découvert les vertus du travail à trente ans, et gaspillons en fait nos vies à les gagner avec un bel acharnement. On peut saupçonner certains de mettre un humour second à se conformer à leurs pires couchemars. J'ai des relations, des responsabilités, et des ambitions. On me dit de plus en plus souvent

que je te ressemble. C'était bien la peine... »

Retour du balancier, en Suède aussi. Il y a cinq ans, on y vota une loi fameuse pour interdire la fessée et autres châtiements corporels. C'était, raconte Cornelia Spar, l'époque du « Velours Papa ». Ce papa était un « modèle de père et d'époux. Un être sans dents ni griffes, doux et passif, presque asexué à force d'avoir été dépouillé des attributs de la virilité classique. Il consacrait ses heures de loisirs à la gastronomie, au tricot, à la lecture de Proust et des manuels de psychologie ».

Voici qu'aujourd'hui, en réaction, émerge en Suède un autre papa modèle, son exact contraire, un papa qu'un journaliste a appelé « mâchoire de granit ».

« Alors que Velours Papa, cette lavette veloutée aux contours flous, constitue un vrai danger pour ceux qui ne peuvent réellement se reposer sur lui, Mâchoire de Granit aime les plaisirs sains (la chasse, la pêche, les échecs). Il préfère jouer avec ses fils et leurs camarades plutôt qu'avec ses filles et leurs petites copines. Dans ses moments d'euphorie et d'irritation, il fonce des claques sonores sur le postérieur de ses compagnons. »

Retour à la case départ. On va pouvoir de nouveau se révolter contre le père. Mais, Granit ou Velours, il faut choisir !

BRUNO FRAPPAT.

Mémoire courte

Carré blanc et croix gammée

« Si l'écho de leurs voix faiblit, nous périrons », écrivait Paul Eluard en parlant des martyrs de la déportation ; combien de fois cette phrase a-t-elle été citée dans les discours commémorant la déportation ou la victoire du 8 mai sur le nazisme ? Chaque déporté porte en lui le cri de milliers de vaix de ses camarades torturés, assassinés, mais l'écho que pourraient répercuter les survivants est étouffé : on ne leur donne guère la parole, au mieux on la prend en leur nom, au pis on conteste leurs témoignages.

Une série de faits, du plus minime au plus grave, montrent le refus de nous entendre, ou l'utilisation erronée des images de la Résistance et de la déportation. Les mécanismes divers de la banalisation du nazisme et de la collaboration, que nous avons à plusieurs reprises analysés et dénoncés (1), portent leurs fruits et sont lourds de conséquences.

La crise de société que nous traversons n'est pas seulement économique, elle est aussi sociale. Les valeurs sont devenues floues, mal localisées, relatives. Les valeurs républicaines sont récupérées et revendiquées par la droite pour elle seule, l'extrême droite, les avait longtemps méprisées. Le Front national fait oublier son passé et apparaît sur l'échiquier politique comme un parti parmi les autres. Pourtant, il est issu de mouvements dissous pour leurs violences et leurs liaisons avec l'extrême droite internationale fascisante ou franchement nazie.

Cependant, dans le malaise actuel, des franges non négligeables de la population vont rechercher auprès de l'extrême droite des valeurs rassurantes, car elle a édulcoré son langage et propose la sécurité avec son ordre autoritaire - après avoir accentué le thème de l'inséc-

rité, - et catégorise les groupes sociaux en « bons » et « mauvais », désignant ainsi à la vindicte les boucs émissaires responsables de la crise.

Durant les années 70, la mode rétro et le désir de faire preuve d'originalité, ont conduit certains à proclamer le contrepied d'images un peu trop simples de la Résistance, ou à exercer une critique sans mesure. On en est arrivé aujourd'hui au scepticisme et à la perte des valeurs de la Résistance, alors que, pourtant, les nouvelles générations demandent à recevoir une information aussi complète que possible sur toute la période de 1939-1945 et sur les courants de pensée et les événements qui l'ont préparée et suivie.

Quelques faits concernant les déportés montrent comment le scepticisme nous ôte la parole et laisse le champ libre aux calomnieux et à l'extrême droite.

Au début d'avril, FR 3 avait programmé *Portier de nuit*, film de Liliana Cavani, dont le thème sado-masochiste est : « nous sommes tous victimes et bourreaux ». Dans la Vienne de 1957, une déportée juive retrouve son bourreau et amoureux, un ancien SS. Les images sont belles, les acteurs excellents. Le public est fasciné par la perversion sexuelle et par le drame « romantique » de l'échec du nazisme, puisque les amants trouvent la mort à la fin du récit.

A la sortie du film, nous avions protesté contre cette utilisation déréalisée du nazisme et contre le fait que la victime, une femme juive, est présentée comme consentante, objet sexuel passif. Cette image est outrageante pour les femmes déportées. Certes, l'auteur a voulu faire une analogie entre la perversité sexuelle et l'infection nazie, mais ne suscite-t-elle pas plutôt des fantasmes inquiétants ?

Les présidentes des deux principales associations de



« Portier de nuit », le film de Liliana Cavani, avec Dirk Bogarde et Charlotte Rampling, dont la projection, début avril, sur FR 3, n'aura pas été précédée de la mise en garde demandée par les deux principales associations de déportés.

déportées, l'Amicale de Ravensbrück et l'ADIR, sont entrées en contact avec plusieurs responsables de cette chaîne, à des niveaux de plus en plus élevés. Nous voulions obtenir non que le film soit déprogrammé, ce qui aurait été une censure et nous la refusons, mais une très courte intervention expliquant que ce film était une expression symbolique et ne pouvait en aucune façon traduire une réalité du nazisme ni donner une image d'une femme déportée.

Le temps qui aurait suffi pour dire ces deux phrases a été pris pour expliquer pourquoi le film portait le rectangle blanc : à cause de dures scènes sadiques. Lors des échanges téléphoniques, on nous avait averties : « Ne vous inquiétez pas, les parents pourront éloigner leurs enfants, les personnes sensibles fermeront leur porte. » Il a été impossible de faire admettre que cet avertissement, le rectangle blanc, ne répondait en rien à une mise

au point sur le nazisme. A notre étonnement de voir programmées de telles scènes en avril, peu avant la commémoration de la déportation, la réponse fut : « On n'y avait pas pensé ! »

Cette anecdote est très significative de l'attitude des médias à notre égard, et d'un climat plus général qui facilite l'extension des thèmes de l'extrême droite. Lors de la Journée de la déportation, Antenne 2 a fait l'effort de présenter un document inédit : le procès de vingt-cinq résistants filmé par les nazis en 1942. Il faut l'en remercier, mais, ailleurs, ce fut le silence. Anne Sinclair a eu le courage de présenter une réflexion sur la Résistance et la collaboration, dans laquelle deux authentiques résistants, Lucie Aubrac et Jacques Chaban-Delmas, dont les tendances politiques diffèrent totalement, ont su unir pour défendre la Résistance et récuser le soi-disant

« romantisme » du collaborateur Lucien Colombele. Ce dernier avoue son remords, mais, dit-il, il avait vu en l'Allemagne nazie et en l'Italie fasciste des sauveteurs de l'Europe décadente.

Henri Amoureux se présente avec détachement ; il a préféré rester neutre sous l'occupation, hors des querelles partisanses, puisque, n'est-ce pas, « il y avait des saloués et des gens honnêtes dans les deux camps ». Dans le dernier tome de sa *Grande histoire des Français sous l'occupation*, il parle même de « guerre civile entre les Français », comme si les résistants ne luttaient pas en priorité contre l'occupant. La publicité de ce volume faite par le Comité du grand livre du mois déclare qu'en 1943 « les Français s'entretenaient pour de l'argent, pour des idées », « la milice répliquait à la terreur par la terreur ». Le lecteur qui ferait confiance à l'interprétation de ce Comité pourrait croire que la violence vient

d'abord des résistants, l'oppression de l'occupant est occultée.

Nous avons déjà relevé dans des récits pseudo-historiques des années 70 des descriptions de résistants sous l'aspect d'aventuriers. Les ennemis de la Gestapo y sont montrés comme des individus minables ou même des trafiquants sordides (par exemple dans *l'Histoire secrète de la Gestapo*).

Salir la Résistance, idéaliser les héros nazis, est une vieille stratégie de l'extrême droite. M^r Jacques Vergès, l'avocat de K. Klaus Barbie, en profite. Mais lui pratique la banalisation dans l'horreur, puisqu'il veut défendre son client en accusant l'adversaire, la Résistance, de trahison, d'ignominie : c'est l'égalisation dans l'abject.

Les déclarations de Hardy font son jeu en laissant planer le doute quand il écrit : « Tout, je le souligne, est obscur et donc possible », à propos de la dénonciation de Jean Moulin, laissant soupçonner la culpabilité de l'un ou de l'autre de ses compagnons.

Ce climat sordide a été installé systématiquement par des revanchards de la collaboration, puis par les déçus des guerres coloniales regroupés dans l'OOAS et par ceux qui veulent réhabiliter le fascisme et pour cela nient l'existence des chambres à gaz, ou encore par ceux qui, il y a quelques années, voulaient déstabiliser la démocratie par le terrorisme. Aujourd'hui, ils ont caché leur visage de loup sous le masque d'agneau du bon Français. Nous ne sommes pas dupes, mais il est indispensable que notre voix puisse enfin se faire entendre pendant qu'il est encore temps.

MARIE-JOSÉE
CHOMBART DE LAUWÈ.

(1) Cf. par exemple, le *Patriote résistant*, n° 522, avril 1983.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية